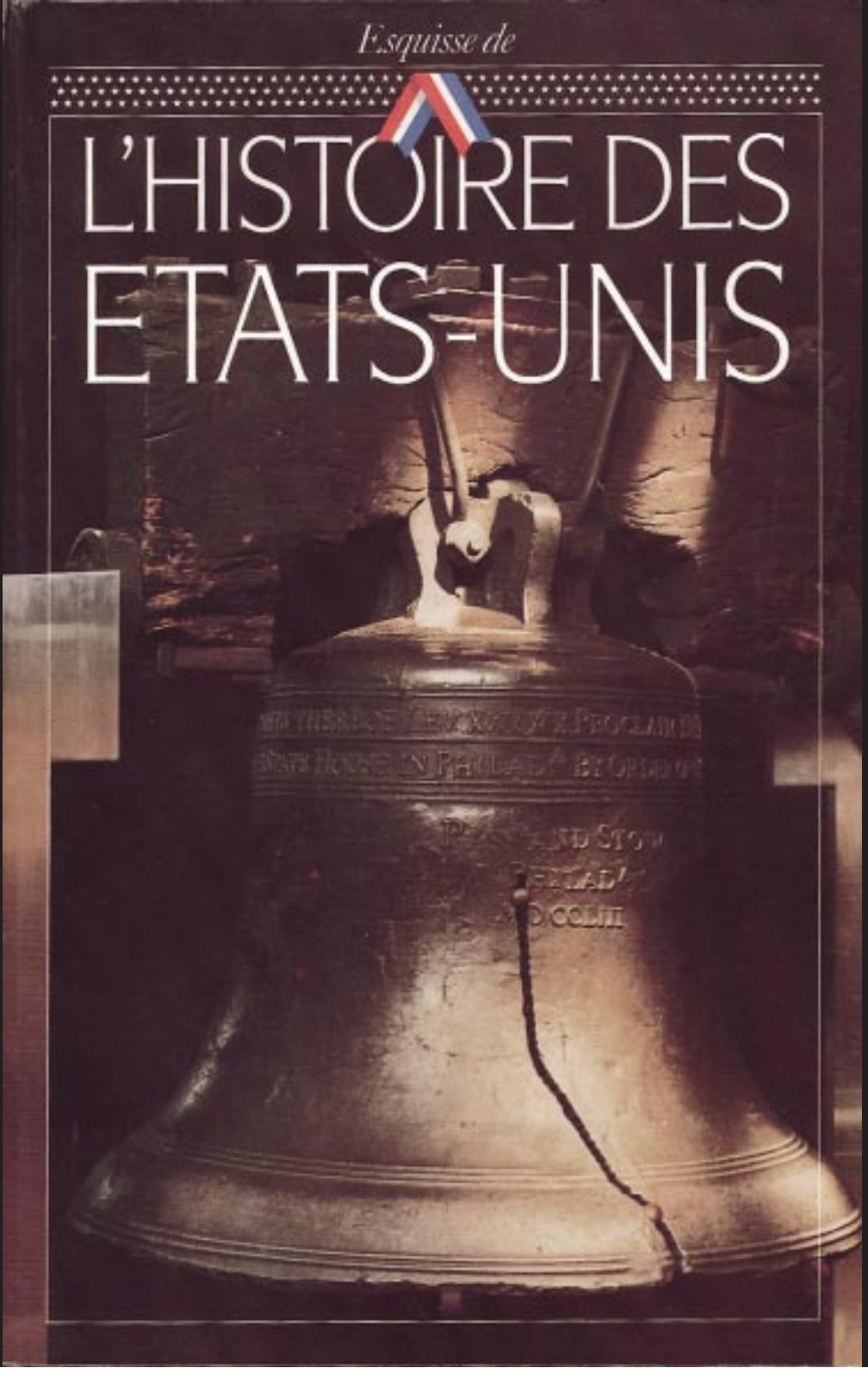
Esquisse de

L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS



En couverture : la Cloche de la Liberté, symbole éternel de la liberté américaine, a résonné pour la première fois le 8 juillet 1776 en l'honneur de l'adoption de la Déclaration d'Indépendance. Elle a ensuite retenti tous les ans à cette même date jusqu'en 1836, où elle se fêla lors des obsèques de John Marshall, président de la Cour suprême des Etats-Unis.
Elle est maintenant exposée à Philadelphie.

Esquisse de

L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

UNITED STATES INFORMATION AGENCY

Esquisse de

L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

SOMMAIRE

CHAPITRE I
L'Amérique des premiers temps 4

CHAPITRE II
La période coloniale 28

CHAPITRE III
La marche vers l'indépendance 58

CHAPITRE IV
La constitution d'un gouvernement national 80

CHAPITRE V
L'expansion vers l'ouest et les particularismes régionaux 122

CHAPITRE VI
Querelles intestines 146

CHAPITRE VII
Croissance et évolution 178

CHAPITRE VIII
Mécontentement et réformes 202

CHAPITRE IX
Guerre, prospérité et crise économique 242

CHAPITRE X
Le *New Deal* et la guerre mondiale 256

CHAPITRE XI
L'Amérique de l'après-guerre 278

CHAPITRE XII
Les décennies du changement 302

CHAPITRE XIII
En marche vers le XXIe siècle 362

Brève bibliographie 391

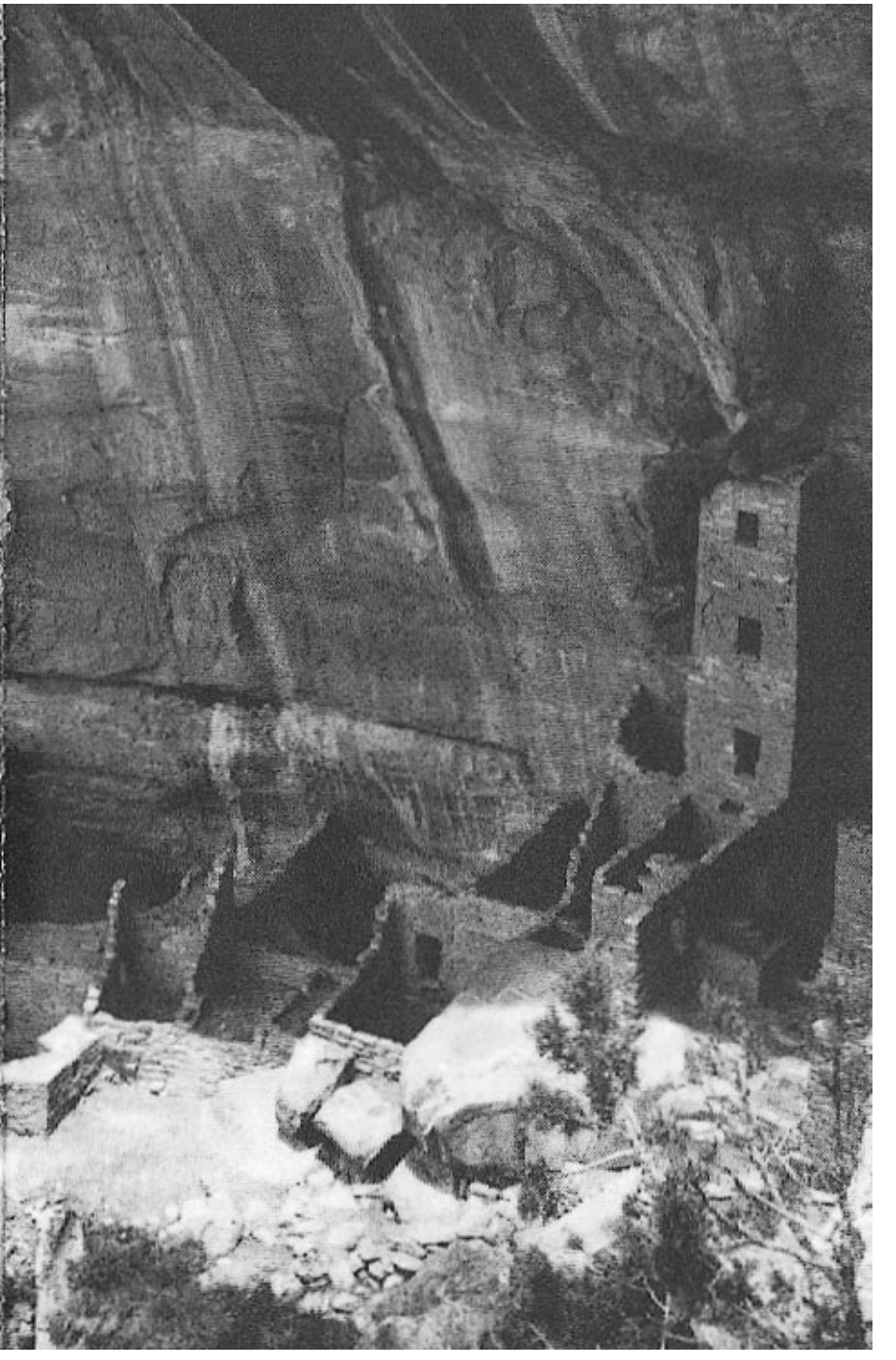
ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE PREMIER

I

L'AMERIQUE DES PREMIERS TEMPS

Site de Mesa Verde au Colorado, XIIIe siècle.



«LES CIEUX ET LA TERRE NE SE SONT JAMAIS MIEUX ENTENDUS POUR CREER UN LIEU OU L'HOMME PUISSE DEMEURER.»

John Smith, 1607

LES PREMIERS AMERICAINS

Au plus fort de l'ère glaciaire, entre 34 000 et 30 000 ans avant J.-C., l'eau de la planète était en grande partie prisonnière de vastes plaques continentales de glace. Les eaux de la mer de Béring se trouvaient à des centaines de mètres au-dessous de leur niveau actuel ; une bande de terre large de mille cinq cents kilomètres au plus, appelée Beringia, unissait l'Asie à l'Amérique du Nord. C'était une toundra humide et sans arbres, recouverte d'espèces végétales qui attiraient les grands animaux chassés par les hommes préhistoriques.

Les tout premiers hommes qui ont atteint l'Amérique du Nord n'ont certainement pas compris qu'ils étaient passés sur un autre continent. Probablement, comme l'avaient fait leurs ancêtres pendant des milliers d'années, avaient-ils continué plus avant à la poursuite du gibier le long de la côte sibérienne avant de franchir la péninsule.

Une fois arrivés en Alaska, les premiers Nord-Américains ont sans doute mis plusieurs autres milliers d'années pour se frayer un chemin, à travers les brèches des grands glaciers, jusqu'au territoire occupé aujourd'hui par les Etats-Unis. On découvre encore de nombreux indices sur

ces temps lointains, mais fort peu peuvent être datés avec exactitude au-delà de 12 000 ans avant J.-C.

D'autres objets, découverts sur divers sites dans le Nord et le Sud du continent américain, montrent que, environ 10 000 ans avant J.-C., une grande partie de l'hémisphère occidental était déjà peuplée par des êtres humains.

C'est à cette époque-là que les grands mammouths commencèrent à laisser la place aux bisons, dont l'homme vint à dépendre pour se nourrir et se vêtir. Au fil du temps, à mesure que le gros gibier disparaissait – du fait du milieu naturel ou d'une surexploitation – les plantes, les baies et les racines jouèrent un rôle plus important dans l'alimentation. C'est alors qu'apparurent des formes primitives d'élevage et d'agriculture. Vraisemblablement, 8 000 ans environ avant J.-C., les Indiens installés dans ce qui est aujourd'hui le Centre du Mexique furent les premiers à cultiver le maïs, les courges et les haricots. Leur savoir-faire se répandit peu à peu dans le Nord.

Quelque 3 000 ans avant J.-C., une variété primitive du maïs était cultivée dans les vallées du Nouveau-Mexique et de l'Arizona. Puis des systèmes rudimentaires d'irrigation firent leur apparition ; les premières formes de vie villageoise remontent à environ 300 ans avant J.-C.

Dès les premiers siècles de notre ère, les Hohokums vivaient dans des établissements situés à proximité du site actuel de la ville de Phoenix, en Arizona ; ils avaient aménagé des terrains pour jouer à la balle et construit des tumulus en forme de pyramides, semblables à ceux que l'on a découverts au Mexique, ainsi qu'un canal et un système d'irrigation.

LES BATISSEURS DE TUMULUS ET LES PUEBLOS

Les premiers Indiens qui ont édifié des tumulus sur le territoire occupé aujourd'hui par les Etats-Unis sont généralement appelés Adenas. Ils ont commencé à construire des tombes et des fortifications environ 600 ans avant J.-C. Certains des tumulus de cette époque ont la forme d'oiseaux ou de serpents, et leur signification religieuse n'est pas encore pleinement comprise.

Les Adenas semblent avoir été assimilés ou refoulés par d'autres peuplades auxquelles on a donné le nom collectif de Hopewells. L'un des centres les plus importants de leur civilisation a été découvert dans le sud de l'Ohio, où l'on trouve les vestiges de plusieurs milliers de tumulus. On pense que les Hopewells se livraient intensément au commerce et faisaient le troc d'outils et d'objets divers dans un rayon de plusieurs centaines de kilomètres.

Les Hopewells disparurent vers 500 ans après J.-C., laissant la place à un vaste groupe de tribus, les Mississippiens, auxquels on attribue la culture des tumulus-temples. Une de leurs cités, Cahokia, située à l'est de Saint Louis, dans le Missouri, aurait abrité environ 20 000 personnes à son apogée, au début du XIIe siècle. Au centre de la ville s'élevait un immense tumulus de terre de trente mètres de haut, couronné par une surface plane et assis sur une base de trente-sept hectares. Quatre-vingts autres tumulus ont été découverts à proximité.

Pour leur subsistance, les villes comme Cahokia dépendaient de la chasse, de l'élevage, des échanges et de l'agriculture. Influencées par les établissements prospères du Sud, elles formèrent des sociétés fondées sur une hiérarchie complexe, pratiquant l'esclavage et les sacrifices humains.

Dans la région du Sud-Ouest des Etats-Unis, les Anasazis, ancêtres des Indiens hopis, ont commencé à édifier des villages de pierre et de pisé vers l'an 900. Ces constructions insolites, qui ressemblaient à des appartements, étaient souvent aménagées dans les parois d'une falaise ; la plus célèbre d'entre elles, le «Cliff Palace» de Mesa Verde, dans le Colorado, compte plus de deux cents pièces. Le site de Pueblo Bonito, le long des berges du Chaco au Nouveau-Mexique, en comprenait plus de huit cents.

Les Indiens de l'Amérique précolombienne les plus prospères vivaient sur le littoral nord du Pacifique ; ses abondantes réserves naturelles de poissons et de produits de base permettaient de ravitailler de nombreux villages permanents établis dès l'an 1000 avant notre ère. L'opulence de leurs «potlatchs» (dons rituels) reflète leur extravagance et leur goût pour les festivités, probablement uniques dans les débuts de l'histoire américaine.

LES AMERINDIENS

L'Amérique qui avait accueilli les premiers Européens n'était donc pas un territoire vierge et désert. On estime que la population du continent américain était aussi nombreuse que celle de l'Europe occidentale à la même époque, avec à peu près quarante millions de personnes.

Le nombre d'Amérindiens installés à l'intérieur des frontières actuelles des Etats-Unis, à l'aube de la colonisation européenne, varie selon les estimations entre deux et dix-huit millions, mais les historiens retiennent généralement le chiffre le plus faible. En revanche, aucun doute ne subsiste quant à l'effet dévastateur des maladies européennes sur la population, dès les premiers contacts. La variole, qui a décimé des communautés entières, semble être la principale cause du déclin accéléré de la population indienne au XVIIe siècle ; ce facteur a entraîné des conséquences bien plus directes que n'en ont eues les innombrables guerres et affrontements avec les colons européens.

A cette époque, les traditions et coutumes indiennes étaient extraordinairement variées, en raison de l'étendue du territoire et de la diversité des environnements auxquels les populations s'étaient adaptées. Il est toutefois possible de tenter quelques généralisations.

Nombre de tribus pratiquaient la chasse, la cueillette et la culture du maïs ou d'autres légumes pour se nourrir. Les femmes se chargeaient généralement de cultiver la terre et de distribuer les vivres, tandis que les hommes étaient occupés à la chasse et à la guerre.

A tous points de vue, la société amérindienne était étroitement attachée à la terre. L'identification de l'homme à la nature et aux éléments faisait partie intégrante des convictions religieuses. Le mode de vie était essentiellement axé sur le clan et la communauté, et les enfants jouissaient d'une très grande liberté pour l'époque.

Si certaines tribus d'Amérique du Nord utilisaient une écriture proche des hiéroglyphes pour préserver certaines traditions, la culture indienne était essentiellement orale et accordait une grande importance aux récits et aux rêves. Indubitablement, les tribus voisines commerçaient entre elles et entretenaient des relations fréquentes et officielles, à la fois amicales et hostiles.

LES PREMIERS EUROPEENS

Les premiers Européens qui arrivèrent en Amérique du Nord – du moins ceux qui ont laissé des preuves formelles de leur passage – étaient des Scandinaves partis du Groenland, où Erik le Rouge avait fondé une colonie vers 985. On pense qu'en 1001 son fils Leif a exploré la côte nord-est du Canada et y a passé au moins un hiver.

D'après les grandes sagas nordiques, les Vikings auraient exploré toute la côte atlantique de l'Amérique du Nord jusqu'aux Bahamas, mais nous n'en avons aucune preuve. En 1963, toutefois, on a découvert dans le Nord de Terre-Neuve, dans un endroit appelé L'Anse-aux-Meadows, les ruines de quelques maisons nordiques datant de cette époque, ce qui tendrait à corroborer en partie ces récits.

En 1497, cinq ans après l'arrivée aux Caraïbes de Christophe Colomb, qui tentait de trouver par l'ouest une route vers l'Asie, le navigateur italien Jean Cabot, mandaté par le roi d'Angleterre, parvint à Terre-Neuve.

Le voyage de Cabot, auquel personne n'accorda grande importance, servit néanmoins de prétexte aux Anglais pour revendiquer l'Amérique du Nord. C'est également grâce à lui que les pêcheurs européens, notamment les Portugais, se mirent à exploiter régulièrement les riches zones de pêche situées au large de George's Banks.

Christophe Colomb, on le sait, n'a jamais foulé le territoire continental des Etats-Unis, mais les premières explorations de cette partie du monde sont venues des possessions espagnoles qu'il a contribué à développer. La première de ces expéditions eut lieu en 1513 avec une poignée d'hommes conduits par Juan Ponce de León qui débarquèrent en Floride près de la ville actuelle de Saint Augustine.

Après la conquête du Mexique en 1522, les Espagnols avaient renforcé leur position dans cette région du globe. Grâce à leurs découvertes, l'Europe a commencé à connaître le continent appelé Amérique en hommage au navigateur italien Amerigo Vespucci, dont le récit des voyages dans le Nouveau Monde fut très apprécié. Dès 1529, il existait des cartes fiables indiquant le tracé de la côte atlantique du Labrador à la Terre de Feu, mais il fallut attendre plus d'un siècle pour abandonner tout espoir de découvrir le «passage du Nord-Ouest» vers l'Asie.

De toutes les expéditions espagnoles sur le territoire américain, la plus importante fut celle d'Hernando de Soto, ancien conquistador qui avait accompagné Francisco Pizarro lors de la conquête du Pérou. Partie de La Havane en 1539, cette expédition explora le Sud-Est des Etats-Unis jusqu'au Mississippi, en quête de richesses.

Un autre Espagnol, Francisco Coronado, partit du Mexique avec un groupe de compagnons en 1540 à la recherche des Sept Cités mythiques de Cibola. Ses tribulations le conduisirent jusqu'au Grand Canyon et dans le Kansas, sans toutefois lui permettre de découvrir l'or tant convoité par ses hommes.

L'expédition de Coronado fit aux populations autochtones un extraordinaire mais involontaire cadeau : plusieurs de ses chevaux s'échappèrent et transformèrent la vie des Indiens des Grandes Plaines qui, devenus en quelques générations des cavaliers émérites, élargirent considérablement leur rayon d'action et leurs activités.

Tandis que les Espagnols colonisaient le Sud, des navigateurs comme Giovanni da Verrazano découvraient la région du Nord des Etats-Unis. Le Florentin, sous pavillon français, aborda sur les rivages de la Caroline en 1524 et remonta le long de la côte atlantique, vers le site actuel du port de New York.

Dix ans plus tard, Jacques Cartier prenait la mer dans l'espoir – comme tant d'Européens – de découvrir un passage vers le continent asiatique. Les expéditions du Français le long du Saint-Laurent ont servi de fondement aux revendications de la France sur l'Amérique du Nord jusqu'à sa défaite en 1763.

Après l'effondrement de leur première colonie au Québec vers 1545, les Huguenots français tentèrent vingt ans plus tard de s'installer sur la côte nord de la Floride. Les Espagnols, estimant que les Français constituaient une menace pour leur route commerciale le long du Gulf Stream, détruisirent cette colonie en 1565. Par une ironie du sort, le commandant des troupes espagnoles, Pedro Menéndez, n'allait pas tarder à créer une ville non loin de là, Saint Augustine, qui fut la première colonie européenne permanente sur le territoire des futurs Etats-Unis.

Les immenses richesses que l'Espagne tirait de ses colonies au Mexique, aux Caraïbes et au Pérou suscitèrent la convoitise des autres nations européennes. Progressivement, de jeunes puissances maritimes comme l'Angleterre, inspirées par les fructueuses attaques de Francis Drake contre les galions espagnols, commencèrent à s'intéresser au Nouveau Monde.

En 1578, la reine Elisabeth octroya à Humphrey Gilbert, auteur d'un traité sur la recherche du passage du Nord-Ouest, des lettres patentes lui donnant le droit de coloniser les «territoires païens et barbares» du Nouveau Monde non encore revendiqués par d'autres pays européens. Il dut attendre cinq ans avant de se mettre en route. Quand il disparut en mer, son demi-frère, Walter Raleigh, poursuivit sa mission.

Il devait établir en 1585 la première colonie anglaise en Amérique du Nord, sur l'île de Roanoke au large des côtes de la Caroline du Nord. Celle-ci fut abandonnée et une deuxième tentative, entreprise deux ans plus tard, échoua également. Vingt années allaient encore s'écouler avant que les Anglais fassent un nouvel essai. En 1607, ils fondèrent Jamestown, ce qui marqua pour l'Amérique du Nord le début d'une ère nouvelle.

LES PREMIERES COLONIES

Au début du XVIIe siècle, une grande vague d'émigration commença à se dessiner de l'Europe vers l'Amérique du Nord. De quelques centaines de colons anglais, ce mouvement, qui devait durer plus de 300 ans, prit une telle ampleur que les immigrants allaient se compter par millions. Poussés par des raisons puissantes, ils bâtirent une société nouvelle dans la partie nord du continent américain.

Les premiers immigrants anglais traversèrent l'Atlantique longtemps après la création des colonies espagnoles au Mexique, aux Antilles et en Amérique du Sud. Comme ceux qui les avaient précédés au Nouveau Monde, ils voyageaient entassés dans des bateaux de dimensions modestes et, pendant la traversée qui durait de six à douze semaines, les vivres étaient comptés. Nombre d'entre eux succom-

bèrent à la maladie, et leurs embarcations affrontèrent des tempêtes auxquelles toutes ne résistèrent pas.

La plupart des émigrés européens avaient quitté leur pays natal afin de fuir l'oppression politique, de pratiquer leur religion en toute liberté, par goût de l'aventure, ou encore dans l'espoir d'améliorer leur situation matérielle. Entre 1620 et 1635, l'Angleterre était en proie à de graves difficultés économiques. Les gens sans travail étaient innombrables et les artisans les plus compétents parvenaient à peine à subsister. Les mauvaises récoltes vinrent accroître la misère. En outre, l'industrie textile en expansion exigeait des quantités de laine croissantes pour alimenter les métiers à tisser. Après avoir expulsé les paysans, les propriétaires fonciers clôturèrent donc les terres cultivables pour faire l'élevage des moutons. L'expansion coloniale fut un salut pour cette population de paysans déplacés.

Le premier regard que les colons posaient sur ces terres nouvelles leur révélait un vaste paysage de forêts. Ils n'auraient peut-être pu y survivre sans l'aide bienveillante des Indiens qui leur apprirent à cultiver les plantes indigènes : citrouilles, courges, haricots et maïs. En outre, les immenses forêts vierges qui s'étendaient sur plus de 2 000 kilomètres le long de la côte est regorgeaient de gibier et fournissaient le bois de chauffage. Les colons y trouvèrent aussi en abondance les matériaux dont ils avaient besoin pour construire des maisons et des bateaux ou fabriquer des meubles, matériaux qu'ils exportèrent également de manière lucrative.

Si le Nouveau Continent était remarquablement riche en ressources naturelles, le commerce avec l'Europe restait d'une importance vitale pour les colons contraints d'importer les articles qu'ils ne pouvaient produire. Le littoral offrait d'innombrables criques et ports naturels. Seules la Caroline du Nord et la partie méridionale du New Jersey n'avaient pas de ports pour abriter les navires de gros tonnage.

Des fleuves majestueux – la Kennebec, l'Hudson, la Delaware, la Susquehanna, le Potomac et beaucoup d'autres – reliaient la plaine côtière et la chaîne des Appalaches à la mer. Un seul fleuve, le Saint-Laurent – placé sous la domination des Français au Canada – offrait une voie fluviale

jusqu'au cœur du continent. L'épaisseur des forêts, la résistance de quelques tribus indiennes et la formidable barrière des Appalaches décourageaient toute progression à partir du littoral. Seuls les trappeurs et les marchands s'aventuraient dans les espaces déserts. Un siècle durant, les colons établirent leurs villages le long de la côte.

Des considérations politiques poussèrent un grand nombre de personnes à s'installer en Amérique. Dans les années 1630, l'arbitraire manifesté par le roi Charles Ier d'Angleterre donna une impulsion à l'émigration vers le Nouveau Monde. La révolte qui s'ensuivit et le triomphe des adversaires du souverain rassemblés autour d'Oliver Cromwell au cours des dix années qui suivirent amenèrent de nombreux royalistes à chercher refuge en Virginie. Dans les régions germanophones d'Europe, gouvernées par des princes despotiques, l'oppression religieuse et les ravages dus à une longue suite de guerres contribuèrent à renforcer le mouvement d'immigration vers l'Amérique à la fin du XVIIe siècle et tout au long du XVIIIe.

La venue des colons, au XVIIe siècle, nécessitait une préparation et une organisation sérieuses, ainsi que des dépenses et des risques considérables. Il fallait notamment assurer leur transport par mer, périple qui représentait près de 5 000 kilomètres. Ils avaient aussi besoin d'ustensiles, de vêtements, de semences, d'outils, de matériaux de construction, de bétail, d'armes et de munitions.

Contrairement à la politique de colonisation suivie par d'autres pays en d'autres temps, l'émigration des citoyens anglais n'était pas parrainée par le gouvernement britannique mais par des groupements privés à but lucratif.

JAMESTOWN

La première colonie anglaise permanente en Amérique du Nord fut Jamestown. Munis d'une charte octroyée par Jacques Ier à la Compagnie de la Virginie (ou Compagnie de Londres), une centaine d'hommes débarquèrent dans la baie de Chesapeake en 1607. Souhaitant éviter un affrontement avec les Espagnols, ils s'installèrent sur les bords de la James River, à une soixantaine de kilomètres de la côte.

Ce groupe de citadins et d'aventuriers, plus intéressés par la quête de l'or que par l'agriculture, était mal armé pour se lancer dans une vie nouvelle dans une région sauvage. L'un d'eux, le capitaine John Smith, devint leur chef. Malgré les querelles, la faim et les attaques des Indiens, la discipline qu'il imposa sauva la petite colonie du désastre au cours de la première année.

En 1609, le capitaine Smith retourna en Angleterre et la colonie sombra dans l'anarchie. Elle fut terrassée par la maladie au cours de l'hiver et, en mai 1610, il ne restait que 60 survivants sur les 300 personnes qu'elle comptait à l'origine. Cette même année, une autre ville, Henrico (aujourd'hui Richmond), fut fondée plus en amont du fleuve.

Peu après se produisit un événement qui révolutionna l'économie de la Virginie. En 1612, John Rolfe, en croisant des graines de tabac importées des Antilles avec des plants du pays, obtint une nouvelle variété adaptée au goût européen. La première cargaison arriva à Londres en 1614. Dix ans plus tard, le tabac constituait la principale source de revenus de la Virginie.

La prospérité se faisait néanmoins attendre, et la mortalité due aux maladies et aux attaques des Indiens restait élevée. Entre 1607 et 1624, environ 14 000 personnes arrivèrent dans la colonie ; toutefois, en 1624, celle-ci ne comptait que 1 132 habitants. Cette année-là, le roi ordonna la dissolution de la Compagnie de la Virginie et fit de la colonie une possession royale.

LE MASSACHUSETTS

Au cours des bouleversements religieux qui secouèrent le XVIe siècle, les puritains cherchèrent à susciter la réforme intérieure de l'Eglise établie d'Angleterre. Ils réclamaient que les rites et les structures apparentés au catholicisme romain soient remplacés par des manifestations de foi et des cérémonies simplifiées comme celles des protestants. Leurs idées réformistes, qui auraient porté atteinte à l'unité de l'Eglise nationale, menaçaient de diviser le peuple et de saper l'autorité du souverain.

En 1607, un petit groupe de séparatistes – secte radi-

cale de puritains qui ne croyaient pas que l'Eglise d'Angleterre puisse jamais être réformée – partit pour Leyde, aux Pays-Bas, où on leur accordait asile. Les calvinistes hollandais les cantonnèrent toutefois dans des travaux pénibles et mal payés. Mécontents d'être l'objet d'une telle discrimination, plusieurs d'entre eux décidèrent d'émigrer vers le Nouveau Monde.

En 1620, certains puritains de Leyde obtinrent une concession foncière de la Virginia Company, et un groupe de 101 personnes, hommes, femmes et enfants, embarquèrent à bord du *Mayflower* en direction de la Virginie. Une tempête les ayant déroutés vers le nord, ils arrivèrent au cap Cod, en Nouvelle-Angleterre. Convaincus de ne relever de l'autorité d'aucun gouvernement constitué, les Pères pèlerins rédigèrent un protocole d'accord, le pacte du *Mayflower*, aux termes duquel ils s'engageaient à respecter les «lois justes et égales [pour tous]» adoptées par les dirigeants qu'ils choisiraient eux-mêmes.

En décembre, le *Mayflower* atteignit la baie de Plymouth et les Pères pèlerins commencèrent à bâtir un village. Près de la moitié d'entre eux moururent de froid ou de maladie au cours de l'hiver, mais les Wampanoags, Indiens établis dans le voisinage, leur transmirent un savoir qui leur permit de survivre : ils leur montrèrent comment cultiver le maïs. A l'automne suivant, les Pères pèlerins engrangèrent leur première récolte tandis que le commerce de fourrures et de bois se développait.

D'autres immigrants arrivèrent dans la baie du Massachusetts en 1630, munis d'une charte de Charles Ier les autorisant à établir une colonie. Nombre d'entre eux étaient des puritains qui fuyaient l'Angleterre afin de pouvoir pratiquer librement leur religion. Leur chef, John Winthrop, s'était donné pour mission de fonder «la cité sur la colline» dans le Nouveau Monde. C'était ainsi qu'il désignait l'endroit idéal où les puritains auraient le droit de vivre en parfaite harmonie avec leurs convictions religieuses.

La colonie de la baie du Massachusetts allait jouer un rôle de premier plan dans le développement de la Nouvelle-Angleterre, en partie parce que John Winthrop et les siens avaient instauré leur propre charte. Le gouvernement qui

régissait la colonie se trouvait donc au Massachusetts, non en Angleterre.

D'après cette charte, le pouvoir était détenu par une Assemblée générale composée d'«hommes libres» appartenant obligatoirement à l'Eglise puritaine, cela afin d'assurer que les puritains constitueraient la force politique et religieuse dominante dans la colonie. Le gouverneur était élu par l'Assemblée générale. John Winthrop allait occuper cette fonction pendant presque toute la génération suivante.

L'orthodoxie rigide du régime puritain ne plaisait pas à tous. L'un des premiers à oser contester l'Assemblée générale fut un jeune ecclésiastique nommé Roger Williams. Celui-ci s'opposa à la confiscation des terres indiennes et à l'établissement de relations avec l'Eglise d'Angleterre. Banni de la baie du Massachusetts, il acheta en 1636 à une tribu de Narragansetts des terres où se trouve aujourd'hui la ville de Providence, dans le Rhode Island. Il y créa une colonie fondée sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et le respect de la liberté religieuse.

Les prétendus hérétiques comme Roger Williams ne furent pas les seuls à quitter la baie du Massachusetts. Des puritains orthodoxes, en quête de terres et de perspectives meilleures, ne tardèrent pas à abandonner la colonie. Las de cultiver une terre ingrate, les fermiers furent attirés par la vallée du Connecticut dont on vantait la fertilité. Au début des années 1630, beaucoup d'entre eux se sentaient prêts à braver les attaques des Indiens pour acquérir un domaine dans une prairie au sol riche et profond. Les nouvelles communautés qu'ils formèrent élargirent le droit de vote en abolissant la condition d'appartenance religieuse.

A la même époque, les côtes du New Hampshire et du Maine commencèrent à se peupler d'un nombre croissant d'immigrants en quête de liberté et de terres nouvelles.

LA NOUVELLE-HOLLANDE ET LE MARYLAND

Mandaté par la Compagnie hollandaise des Indes occidentales, Henry Hudson explora en 1609 la région où se trouve aujourd'hui la ville de New York et le fleuve qui porte le nom du découvreur, probablement jusqu'au nord d'Al-

bany, dans l'Etat de New York. Les expéditions ultérieures des Hollandais leur permirent de revendiquer ce territoire et d'y établir les premières colonies.

Comme les Français au Nord, les Hollandais étaient attirés par le commerce des fourrures. Ils entretinrent des relations étroites avec les Iroquois des Cinq Nations qui avaient accès au cœur du pays. En 1617, les colons hollandais bâtirent un fort au confluent de deux cours d'eau, l'Hudson et le Mohawk, site actuel d'Albany. Ils commencèrent à s'implanter sur l'île de Manhattan au début des années 1620. En 1624, ils achetèrent l'île aux Indiens pour 24 dollars et lui donnèrent le nom de Nouvelle-Amsterdam.

Pour encourager les colons à s'implanter dans la région de l'Hudson, les Hollandais favorisèrent une certaine aristocratie féodale, qui créa d'immenses domaines. Le premier vit le jour en 1630 sur les rives de l'Hudson.

Selon ce système, toute personne en mesure de faire venir cinquante adultes et de les installer sur son domaine pour une période de quatre ans recevait vingt-cinq kilomètres de terrain le long du fleuve ; sur ce territoire, le propriétaire détenait les droits exclusifs de pêche et de chasse, et il y exerçait la justice civile et pénale. En contrepartie, il fournissait le logis, le bétail et les outils à ses fermiers. Ceux-ci lui payaient un loyer et lui réservaient un droit d'option sur les excédents de récoltes.

Trois ans plus tard, une compagnie commerciale suédoise associée aux Hollandais tenta de fonder une première colonie plus au sud, le long du fleuve Delaware. Faute de ressources pour renforcer sa position, la Nouvelle-Suède fut progressivement absorbée par la Nouvelle-Hollande, et ultérieurement par la Pennsylvanie et le Delaware.

En 1632, le roi Charles Ier accorda une charte à la famille Calvert afin de lui permettre de coloniser des terres situées au nord du Potomac, qui forment l'actuel Etat du Maryland. Comme la charte n'interdisait pas expressément l'établissement d'Eglises non protestantes, les Calvert encouragèrent les catholiques à s'y établir. La ville de Saint Mary fut construite en 1634 près de l'endroit où le Potomac se jette dans la baie de Chesapeake.

Tout en offrant un refuge aux catholiques qui fuyaient

les persécutions grandissantes dans l'Angleterre anglicane, les Calvert cherchaient à créer des exploitations rentables. Afin d'éviter tout conflit avec le gouvernement britannique, ils favorisèrent aussi l'immigration des protestants.

La charte royale accordée aux membres de la famille Calvert était à la fois féodale et moderne. D'un côté, ils avaient le droit de créer des domaines seigneuriaux. De l'autre, ils ne pouvaient légiférer qu'avec le consentement des hommes libres qui résidaient sur leurs terres. Mais pour attirer les colons – et tirer profit de leurs métairies – ils durent leur offrir plus que le simple droit de cultiver un domaine. C'est ainsi que le nombre des exploitations indépendantes se mit à croître et que leurs propriétaires exigèrent de participer aux affaires de la colonie. La première assemblée du Maryland se réunit en 1635.

LES RELATIONS ENTRE COLONS ET INDIENS

En 1640, les Britanniques possédaient d'importantes colonies sur le littoral de la Nouvelle-Angleterre au nord et dans la baie de Chesapeake au sud. Entre ces deux régions, il y avait les Hollandais et la minuscule communauté suédoise. Plus loin vers l'ouest vivaient les Indiens.

Parfois amicales, parfois hostiles, les tribus de l'Est n'étaient plus étrangères aux Européens. Si les Indiens voyaient leur sort s'améliorer grâce au commerce et à la découverte de nouvelles technologies, les maladies que les tout premiers colons avaient apportées avec eux et la convoitise qu'ils manifestaient pour les terres mettaient sérieusement en danger leur mode de vie séculaire.

Au début, le commerce avec les colons européens leur avait procuré des outils : des couteaux, des haches, des armes, des ustensiles de cuisine, des hameçons et autres articles. Les Indiens qui se livraient à ces échanges bénéficiaient d'un avantage important sur leurs rivaux.

Pour répondre à la demande des Européens, certaines tribus, comme les Iroquois, intensifièrent la chasse des animaux à fourrure au cours du XVIIe siècle. Fourrures et peaux leur permirent de se procurer des marchandises auprès des colons jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

Dans les premiers temps, les relations entre Indiens et colons étaient faites à la fois de coopération et d'hostilité. D'excellents rapports s'étaient instaurés en Pennsylvanie pendant le premier demi-siècle d'existence de la colonie. Mais, il y eut une longue série d'échecs, d'escarmouches et de guerres, qui se soldèrent souvent par la défaite des Indiens et la perte de territoires.

La première grande révolte indienne se produisit en Virginie en 1622. Il y eut 347 morts chez les Blancs, dont un groupe de missionnaires qui venaient d'arriver à Jamestown. Puis la guerre des Pequots éclata en 1637 lorsque les tribus tentèrent d'empêcher les Blancs de coloniser la région du fleuve Connecticut.

En 1675, Phillip, le fils du chef indien qui avait conclu la paix avec les Pères pèlerins en 1621, tenta d'unir les tribus du Sud de la Nouvelle-Angleterre pour lutter contre les Européens qui empiétaient sur leurs terres. Il trouva la mort au cours du conflit et de nombreux Indiens furent vendus comme esclaves.

A 5 000 kilomètres de là, vers l'ouest, les Pueblos se soulevèrent contre les missionnaires espagnols cinq ans plus tard, dans la région de Taos, au Nouveau-Mexique. Au cours des douze années suivantes, ils reprirent possession de leurs anciens territoires, puis les Espagnols s'en emparèrent de nouveau. Vers 1740, une autre révolte indienne éclata chez les Pimas contre les Espagnols dans ce qui est aujourd'hui l'Arizona.

L'afflux régulier de colons dans les vastes régions forestières des colonies de l'Est eut un effet néfaste sur la vie des Indiens. Avec la disparition progressive du gibier, les tribus furent confrontées à un choix difficile : mourir de faim, partir en guerre ou encore quitter leurs territoires et aller vers l'ouest où elles entreraient en conflit avec d'autres tribus.

Les Iroquois, qui vivaient dans la région située au sud des lacs Ontario et Erié, dans la partie septentrionale de l'Etat de New York et de la Pennsylvanie, réussirent mieux à contenir la progression des Européens. En 1570, cinq tribus se regroupèrent pour former la Ligue des Iroquois, qui s'avéra être l'organisation la plus démocratique de

l'époque. Elle était dirigée par un conseil composé de cinquante représentants issus de chaque tribu. Le conseil se chargeait des problèmes communs à toutes les tribus, qui étaient considérées comme libres et égales, mais n'avait aucune autorité sur la manière dont elles géraient leurs affaires courantes. Aucune n'avait le droit de faire la guerre pour son propre compte. Le conseil votait les lois applicables aux crimes tels que le meurtre.

La Ligue des Iroquois représentait un pouvoir fort aux XVIIe et XVIIIe siècles. Elle faisait le commerce de fourrures avec les Anglais, aux côtés desquels elle se rangea dans la guerre qu'ils menèrent contre les Français pour la domination de l'Amérique entre 1754 et 1763. Les Anglais n'auraient sans doute pas gagné cette guerre sans le soutien des Iroquois.

La Ligue conserva sa puissance jusqu'à la guerre d'Indépendance des Etats-Unis. Pour la première fois, le conseil ne parvint pas à un consensus sur le parti à prendre. Les tribus se prononcèrent séparément ; les unes firent alliance avec les Anglais, les autres avec les colons insurgés, d'autres encore préférèrent rester neutres. Finalement, tout le monde prit les armes contre les Iroquois. Leurs pertes furent lourdes et la Ligue ne se remit jamais de cette épreuve.

LES COLONIES ANGLAISES DE LA SECONDE GENERATION

Le conflit religieux et civil qui divisait l'Angleterre au milieu du XVIIe siècle mit un frein à l'immigration et diminua dans une large mesure l'intérêt que la mère patrie portait aux jeunes colonies américaines.

En partie pour se doter de moyens de défense que l'Angleterre négligeait de leur fournir, les colonies de la baie du Massachusetts, de Plymouth, du Connecticut et de New Haven se constituèrent en confédération en 1643. Pour la première fois, les colons européens manifestèrent leur unité à l'échelle de leur région.

Les querelles tant religieuses que politiques étaient inextricablement mêlées à l'histoire des premières colonies anglaises ; divers groupes luttaient pour affermir leur pou-

voir et leur position. Le Maryland, en particulier, souffrit des amères rivalités religieuses qui troublèrent l'Angleterre à l'époque de Cromwell. La loi sur la tolérance religieuse qui y avait été adoptée fut victime de ces turbulences : abolie dans les années 1650, elle fut néanmoins rétablie, en même temps que la liberté religieuse.

En 1675 éclata la révolte de Bacon, première grande insurrection des colonies contre l'autorité royale. L'échauffourée entre les pionniers de Virginie et la tribu des Susquehannocks qui en fut à l'origine ne tarda pas à servir de prétexte aux petits fermiers pour se rebeller contre la richesse et les privilèges des grands propriétaires de plantations et le gouverneur de la Virginie, William Berkeley.

Exaspérés par la chute des prix du tabac et par la dureté de leurs conditions de vie, les fermiers se regroupèrent autour de Nathaniel Bacon, qui arrivait d'Angleterre. Le gouverneur lui interdit d'entreprendre des raids contre les Indiens, mais il accepta de convoquer de nouvelles élections pour renouveler l'assemblée législative qui n'avait pas été modifiée depuis 1661.

Au mépris des ordres donnés, Bacon lança une attaque contre une tribu indienne amie, celle des Ocaneechees, qu'il anéantit presque totalement. De retour à Jamestown en septembre 1676, il mit la ville à feu et à sang, contraignant le gouverneur à prendre la fuite. L'Etat était pratiquement sous la domination du rebelle. Son triomphe fut cependant de courte durée : il mourut d'une fièvre maligne un mois plus tard. La révolte s'éteignit. William Berkeley rétablit son autorité et fit pendre vingt-trois des opposants.

Après la restauration de la monarchie par Charles II, en 1660, les Anglais s'intéressèrent de nouveau à l'Amérique du Nord. En peu de temps, des comptoirs européens furent établis dans les Carolines, et les Hollandais se virent chassés de la Nouvelle-Hollande. Des colonies accordées en pleine propriété par la Couronne furent créées à New York, dans le New Jersey, le Delaware et la Pennsylvanie.

Les colonies hollandaises avaient été généralement dirigées par des gouverneurs autocrates nommés en Europe. Au fil du temps, la population locale s'était détachée de ses chefs. Lorsque les colons anglais commencèrent à

empiéter sur les terres appartenant aux Hollandais, à Long Island et à Manhattan, le gouverneur, impopulaire, ne fut pas en mesure de mobiliser la population pour organiser la défense. La Nouvelle-Hollande capitula en 1664. Les termes de la reddition furent néanmoins cléments, car les colons hollandais conservèrent leur droit de propriété et leur liberté de religion.

Dès les années 1650, la région d'Albemarle Sound, située dans la partie septentrionale de l'actuelle Caroline du Nord, fut exploitée par des colons venus de Virginie. Le premier gouverneur y arriva en 1664. L'Albemarle est encore de nos jours une région isolée, coupée du monde, et la première ville n'y fut fondée qu'après l'arrivée d'un groupe de Huguenots français en 1704.

En 1670, les premiers colons originaires de la Nouvelle-Angleterre et de la Barbade, île des Caraïbes, occupèrent la région de Charleston, actuellement la Caroline du Sud. La nouvelle colonie devait bénéficier d'un régime politique avancé, auquel le philosophe anglais John Locke n'était pas étranger. On avait notamment cherché en vain à créer sur place une noblesse héréditaire, mais parmi les pratiques les moins recommandables des colons figurait la traite des esclaves indiens. Au bout d'un certain temps, cependant, le bois, le riz et l'indigo fournirent à la colonie une base économique plus légitime.

La colonie de la baie du Massachusetts n'était pas la seule qui fût préoccupée par des considérations religieuses. En 1681, William Penn, un riche quaker ami de Charles II, s'était fait octroyer un vaste territoire à l'ouest de la Delaware, dans ce que l'on allait appeler, en son honneur, la Pennsylvanie. Il s'employa à y attirer une multitude de dissidents de religions diverses, quakers, mennonites, amish, moraviens et baptistes, venus d'Angleterre et du continent.

Lorsque William Penn arriva l'année suivante, des colons hollandais, suédois et anglais étaient déjà installés le long de la Delaware. C'est là qu'il fonda Philadelphie, la «Ville de l'amour fraternel.»

Conformément à ses convictions religieuses, William Penn était particulièrement sensible au principe d'égalité, que peu de colonies américaines connaissaient alors. C'est

ainsi que la Pennsylvanie fut la première à reconnaître des droits aux femmes. William Penn s'intéressa aussi attentivement aux rapports qu'entretenait la colonie avec la tribu des Delawares, et il veilla à ce qu'ils soient indemnisés pour les terres sur lesquelles s'installaient des Européens.

La Georgie, créée en 1732, fut la dernière-née des treize colonies d'origine. Cette région – si proche de la Floride espagnole qu'elle empiétait en fait sur ses frontières – était considérée comme une zone-tampon contre les incursions des Espagnols. Mais une caractéristique unique la distinguait des autres : l'homme chargé de bâtir les fortifications de la Georgie, le général James Oglethorpe, était un réformateur qui entreprit de créer un refuge où les indigents et les anciens détenus auraient aussi leur chance.

COLONS, ESCLAVES ET SERVITEURS

Peu désireuses d'entamer spontanément une vie nouvelle en Amérique, de nombreuses personnes furent amenées à partir pour le Nouveau Monde par d'habiles promoteurs. William Penn, par exemple, vantait les chances de réussite qui attendaient les nouveaux arrivants en Pennsylvanie. Les juges et les autorités pénitentiaires offraient aux détenus la possibilité d'émigrer dans des colonies comme la Georgie au lieu de purger leurs peines de réclusion.

Toutefois, peu d'entre eux pouvaient acquitter le prix de la traversée qui allait leur permettre de commencer une vie nouvelle. Dans certains cas, les capitaines des navires touchaient d'importantes commissions sur la revente des «contrats de servitude» souscrits par des immigrants désargentés qui s'engageaient ainsi comme serviteurs à long terme en échange de leur transport. Promesses mirifiques ou rapt pur et simple, toute méthode était bonne pour embarquer autant de passagers que possible.

Dans d'autres cas, les frais de transport et d'entretien des futurs colons étaient payés par des agences coloniales comme la Virginia Company ou la Massachusetts Bay Company. En contrepartie, les serviteurs sous contrat acceptaient de leur louer leurs services et leur travail, généralement pour une durée de quatre à sept ans. Une fois libérés,

ils recevaient une redevance d'affranchissement assortie parfois d'un lopin de terre.

On estime que la moitié des colons établis dans les colonies situées au sud de la Nouvelle-Angleterre étaient venus en Amérique par ce système. Si la plupart d'entre eux remplirent fidèlement leur engagement, un certain nombre faussèrent compagnie à leurs employeurs. Il leur fut néanmoins possible d'acquérir des terres et d'exploiter des fermes, soit dans la colonie où ils étaient établis à l'origine, soit dans le voisinage. Nul opprobre social ne marquait la famille dont les débuts en Amérique avaient été soumis à cette semi-servitude. Dans toutes les colonies, des personnalités marquantes étaient d'anciens serviteurs engagés ainsi sous contrat à long terme.

Il y eut une exception importante à cette règle : les esclaves africains. Les premiers Noirs furent amenés en Virginie en 1619, douze ans seulement après la fondation de Jamestown. Au début, ils furent considérés comme des serviteurs engagés à long terme qui auraient la possibilité de s'affranchir. Mais, dans les années 1660, alors que les plantations des colonies méridionales exigeaient une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse, l'institution de l'esclavage s'enracina solidement et les Noirs d'Afrique furent emmenés en Amérique de vive force et enchaînés pour toute une vie de servitude involontaire.

LE MYSTERE INSOLUBLE DES ANASAZIS

Des villages érodés par le temps et des villes creusées à flanc de falaise, parmi les canyons ou les plateaux rocailleux et dépouillés du Colorado, marquent l'endroit où s'étaient installés quelques-uns des plus anciens habitants de l'Amérique du Nord, les Anasazis (ce mot navajo signifie «les anciens»).

Vers l'an 500, les Anasazis avaient créé certains des premiers villages identifiables dans le Sud-Ouest des Etats-Unis, où ils chassaient et cultivaient le maïs, la courge et le haricot. Au fil des siècles, ils mirent au point un système d'irrigation très perfectionné, créèrent un art de la poterie à la fois magistral et très particulier, et creusèrent dans la falaise des demeures compliquées aux multiples logements qui comptent encore parmi les sites archéologiques les plus frappants des Etats-Unis.

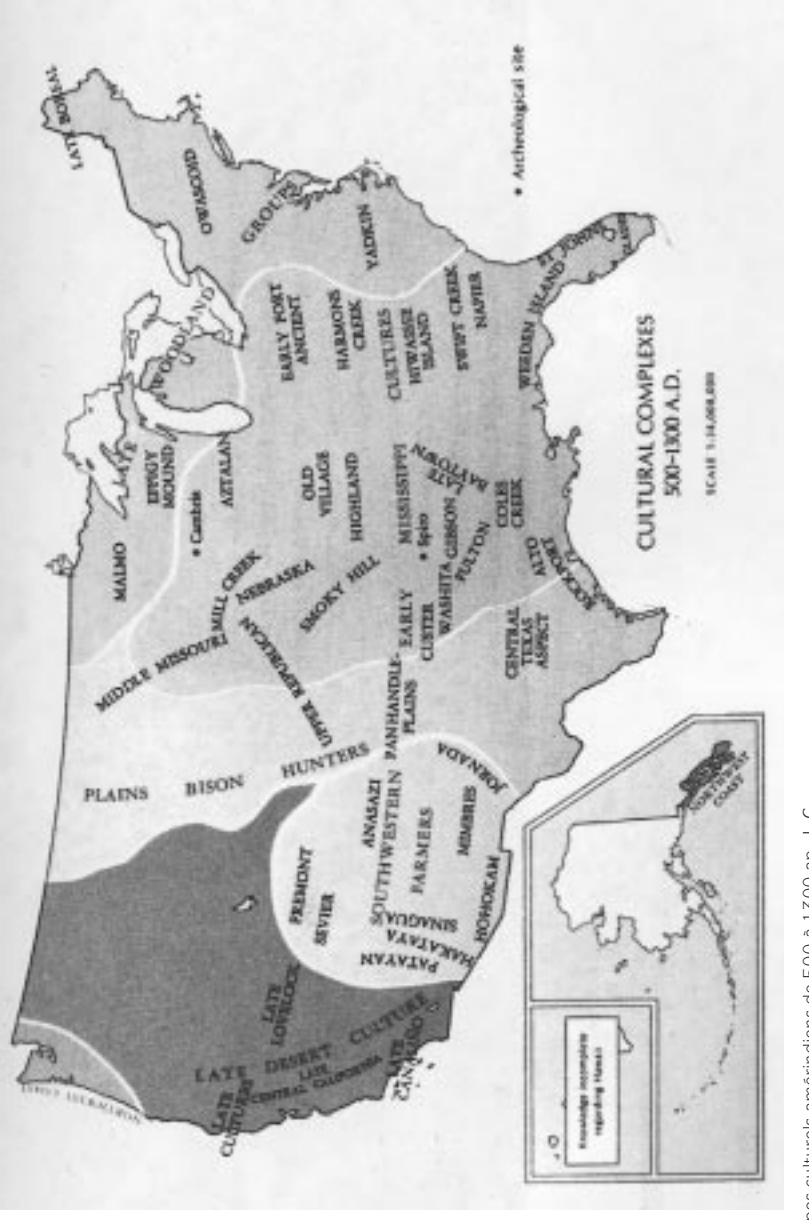
Pourtant, vers 1300, ils abandonnèrent leurs habitations, leurs poteries, leurs outils et même leurs vêtements, comme s'ils avaient l'intention de revenir, avant de disparaître apparemment dans les profondeurs de l'histoire. Leur terre natale resta inhabitée pendant plus d'un siècle, jusqu'à l'arrivée de nouvelles tribus, suivies par les colons européens.

L'histoire des Anasazis est inextricablement liée à l'environnement superbe et rude dans lequel ils avaient choisi de vivre. Les premiers venus s'étaient installés dans de simples abris en forme de puits, creusés dans le sol, qui évoluèrent par la suite pour devenir les «kivas» souterraines où l'on se réunissait et où l'on célébrait les cérémonies religieuses. Les générations postérieures ont construit des villages carrés en pierre. Mais le changement le plus spectaculaire de l'existence des Anasazis – pour des raisons encore inconnues – a été leur installation à flanc de falaise, où ils ont creusé leurs étonnantes demeures à plusieurs étages.

Les Anasazis menaient une existence communautaire qui a évolué très lentement. Ils commerçaient avec les autres peuples de la région, mais il n'y a guère chez eux de trace d'activités guerrières. Et s'ils ont certainement eu des chefs religieux ou autres, tout comme des artisans habiles, les distinctions sociales et les différences de classe semblent avoir été pratiquement inexistantes.

Certaines motivations sociales et religieuses ont sans aucun doute joué un rôle dans la construction de ces agglomérations verticales et dans leur abandon final. Mais la difficulté de se procurer de la nourriture dans un environnement de plus en plus hostile doit figurer parmi les principaux facteurs de cette évolution. A mesure que les populations croissaient, les cultivateurs ensemençaient des superficies de plus en plus vastes au sommet de la falaise, ce qui poussait certains à travailler des terres éloignées alors que d'autres quittaient le plateau pour les habitations souterraines. Les Anasazis ne purent cependant pas lutter contre l'épuisement progressif d'un sol trop sollicité, ni supporter les sécheresses périodiques qui caractérisent la région.

S'ils se sont dispersés et ont tourné le dos à leur patrie ancestrale, les Anasazis n'en ont pas disparu pour autant. Leur héritage demeure dans les témoignages archéologiques remarquables qu'ils ont laissés derrière eux et chez les Hopis, Zunis et autres Pueblos qui constituent leur descendance. ★



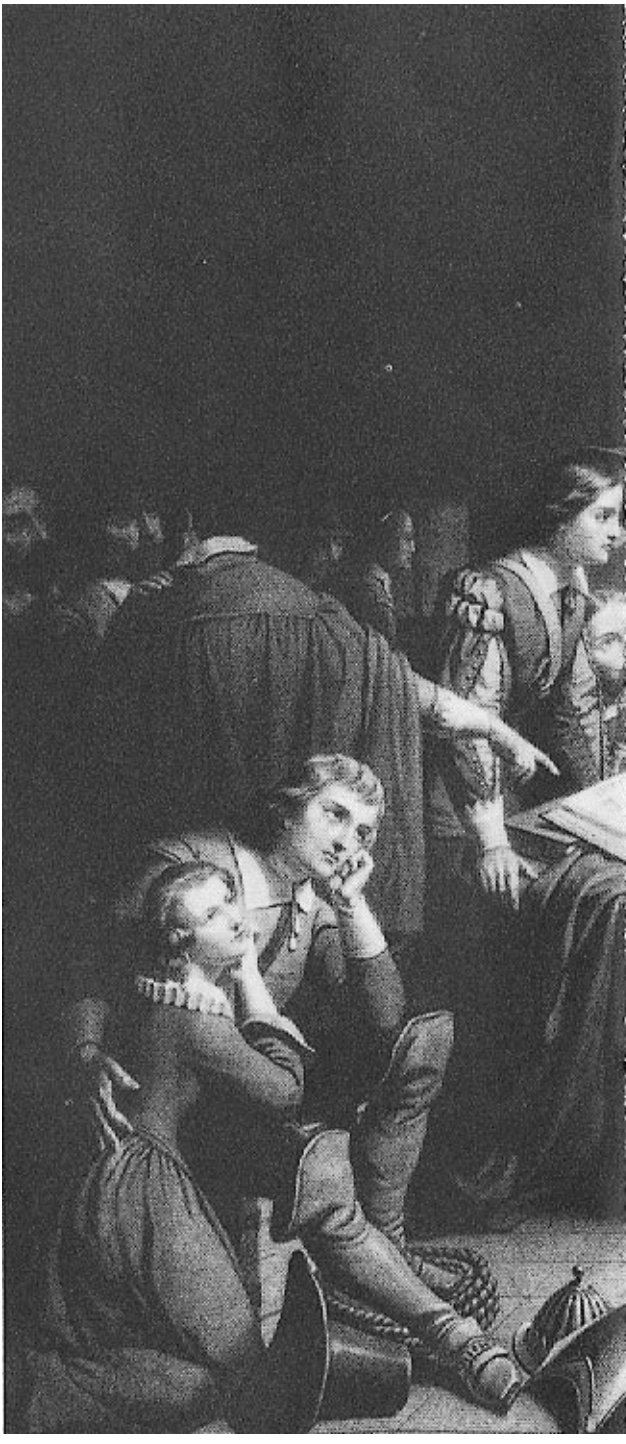
Les principaux groupes culturels amérindiens de 500 à 1300 ap. J.-C.

ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

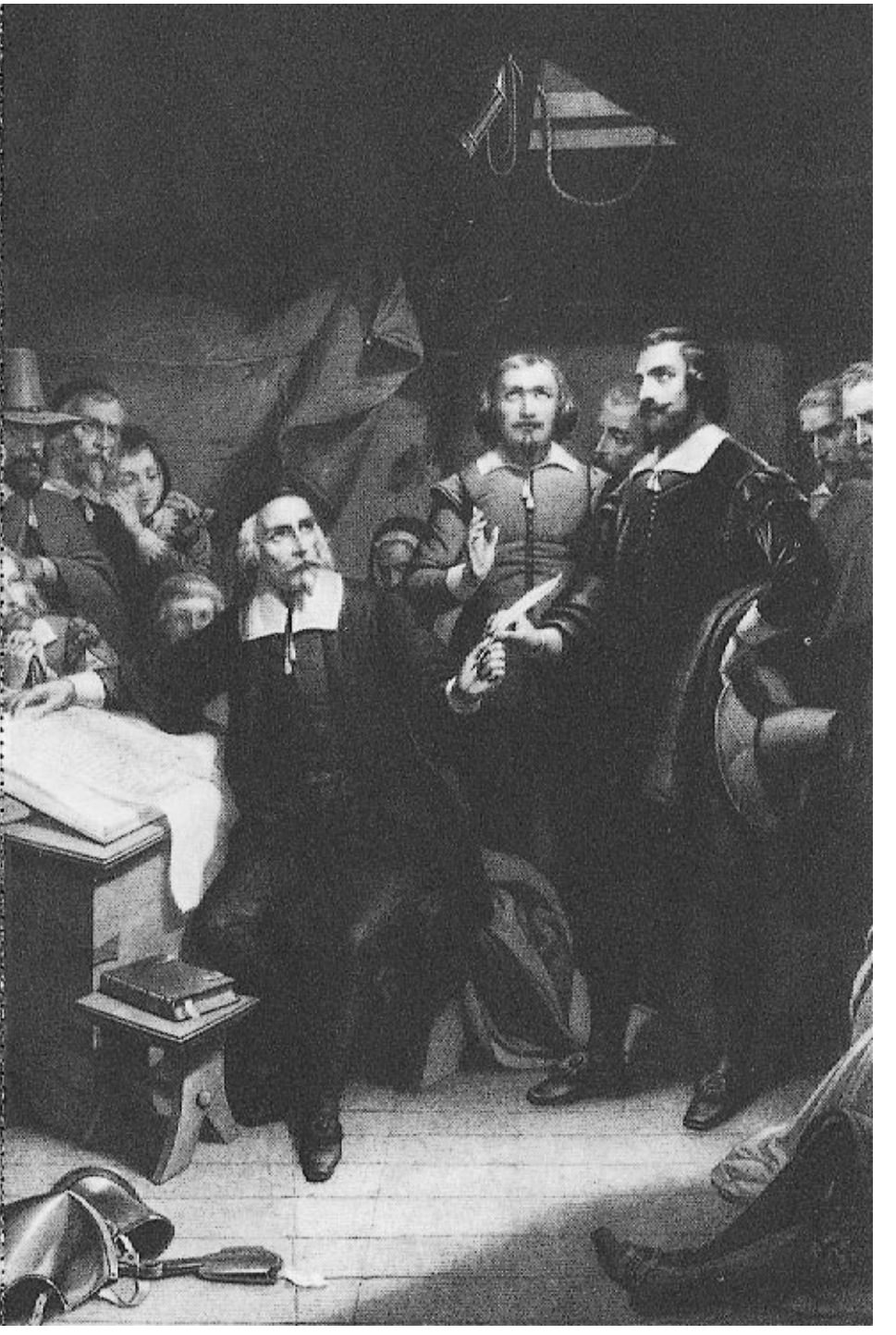
CHAPITRE DEUX

II

LA PERIODE COLONIALE



Signature du pacte du *Mayflower* par les Pères pèlerins à bord du navire, 1620.



«QU'EST-CE DONC QUE L'AMERICAIN, CET HOMME NOUVEAU ?»

Michel de Crèvecœur, 1782

DES HOMMES NOUVEAUX

La majorité des colons venus en Amérique au XVIIe siècle étaient anglais, mais il y avait aussi des Hollandais, des Suédois et des Allemands au centre du pays, quelques Huguenots français en Caroline du Nord et ailleurs, des esclaves africains, principalement dans le Sud, et quelques Espagnols, Italiens et Portugais dispersés dans toutes les colonies.

Après 1680, l'Angleterre cessa de constituer la principale source d'immigration. Des milliers de réfugiés fuirent l'Europe pour échapper à la guerre. D'autres quittèrent leur patrie pour s'arracher de la pauvreté à laquelle les contraignaient des régimes politiques tyranniques et les propriétaires absentéistes.

En 1690, l'Amérique comptait 250 000 âmes. Par la suite, ce chiffre doubla tous les vingt-cinq ans ; en 1775, on recensait plus de deux millions et demi d'habitants.

Si une famille pouvait quitter le Massachusetts pour la Virginie ou la Caroline du Sud pour la Pennsylvanie sans difficulté d'adaptation, il existait néanmoins des différences marquées entre les colonies. Les contrastes étaient particulièrement saisissants entre les trois régions.

LA NOUVELLE-ANGLETERRE

Avec un sol rocailleux et une couche arable peu profonde, un relief tourmenté et des hivers longs, la Nouvelle-Angleterre était une contrée peu propice à l'agriculture. Se tournant vers d'autres activités, les colons mirent à profit

les ressources hydrauliques pour bâtir des moulins et des scieries. Les abondantes réserves de bois d'œuvre favorisèrent la construction navale. D'excellents ports encouragèrent le commerce, et la mer devint source de grandes richesses. Dans le Massachusetts, la pêche à la morue, à elle seule, constitua rapidement l'un des facteurs de prospérité du pays.

Ayant bâti villes et bourgades à proximité des ports, la majorité des colons de Nouvelle-Angleterre s'adonnèrent aux affaires et au commerce. Ceux qui exploitaient de petites fermes trouvaient dans les environs les bois et les pâturages communaux dont ils avaient besoin pour exercer leur activité. Le regroupement des habitations permit à chaque village d'avoir une école, une église et une mairie où les citoyens se réunissaient pour débattre de questions d'intérêt public.

La colonie de la baie du Massachusetts, de son côté, continuait à développer son commerce. Elle était prospère dès la première moitié du siècle et Boston comptait parmi les ports les plus importants d'Amérique.

Des forêts du Nord-Est venaient le bois de chêne pour la coque des navires, les hauts sapins pour les mâts et les espars, la poix pour le calfatage. Armateurs de vaisseaux qu'ils conduisaient vers tous les ports du monde, les capitaines de navires de la baie du Massachusetts jetèrent les bases d'un commerce dont l'importance allait croître régulièrement. Vers la fin de la période coloniale, le tiers des navires battant pavillon britannique sortaient des chantiers navals de Nouvelle-Angleterre. Le poisson, les fournitures maritimes et les articles en bois venaient grossir les exportations.

Les armateurs de Nouvelle-Angleterre découvrirent également que le négoce du rhum et des esclaves était rémunérateur. Le «commerce triangulaire» devint l'une des activités lucratives les plus hardies – quoique fort peu recommandable selon les valeurs ultérieures. Marchands et armateurs achetaient des esclaves au large des côtes africaines en échange de rhum, puis vendaient les esclaves aux Antilles où ils achetaient de la mélasse qu'ils rapportaient au pays pour la vendre aux producteurs de rhum.

LES COLONIES DU CENTRE

La société établie dans les colonies du Centre était bien plus variée, cosmopolite et tolérante que celle de la Nouvelle-Angleterre. A bien des égards, la Pennsylvanie et le Delaware devaient leur succès initial à William Penn.

Sous sa direction, la Pennsylvanie se développa sans incident et connut un essor rapide. En 1685, elle comptait près de 9 000 habitants. Centre nerveux de la colonie, Philadelphie devint bientôt célèbre pour ses larges rues ombragées, ses imposantes demeures de brique et de pierre, l'intense activité de ses quais. Vers la fin de la période coloniale, pratiquement un siècle plus tard, ses 30 000 habitants présentaient un vaste échantillonnage de langues, de croyances religieuses et de métiers. Leur esprit d'entreprise fit de la ville l'un des centres les plus prospères de l'Amérique coloniale.

Si les quakers dominaient à Philadelphie, d'autres groupes étaient largement représentés ailleurs en Pennsylvanie. Les Allemands devinrent les meilleurs fermiers de la colonie. Non moins importante était leur connaissance des métiers artisanaux tels que le tissage, la fabrication de chaussures et l'ébénisterie.

La Pennsylvanie était aussi la principale porte d'accès au Nouveau Monde pour les immigrants irlandais d'origine écossaise, qui arrivèrent dans la colonie vers le début du XVIIIe siècle. Ces «étrangers hardis et indigents», pour citer les termes employés par un fonctionnaire de Pennsylvanie, haïssaient les Anglais et se méfiaient de toute forme de gouvernement. Ils allèrent s'établir dans l'arrière-pays où ils défrichaient la terre et vivaient de la chasse et des produits de l'agriculture.

Si divers que fussent les habitants de la Pennsylvanie, c'est dans la région de New York que le caractère polyglotte de l'Amérique apparaissait le mieux. Dès 1646, Hollandais, Français, Danois, Norvégiens, Suédois, Anglais, Ecossais, Irlandais, Allemands, Polonais, Tchèques, Portugais et Italiens étaient établis le long de l'Hudson. Ils étaient les précurseurs des millions d'immigrants à venir.

Les Hollandais continuèrent à exercer une influence considérable sur la vie économique et sociale de la région longtemps après la conquête de la Nouvelle-Hollande par

les Anglais. Les toits à pignon pointus firent partie du paysage et les marchands donnèrent à Manhattan l'ambiance trépidante de ses places commerciales.

LES COLONIES DU SUD

Contrastant avec la Nouvelle-Angleterre et les colonies du Centre, la Virginie, le Maryland, les Carolines et la Georgie, dans le Sud, étaient des régions rurales.

Dès la fin du XVIIe siècle, la structure économique et sociale de la Virginie et du Maryland reposait sur les grandes plantations et les petites exploitations agricoles. Grâce au travail des esclaves, les planteurs des plaines côtières tenaient les rênes du pouvoir politique et possédaient les meilleures terres. Ils se faisaient construire d'imposantes demeures, vivaient en aristocrates et se tenaient informés des courants culturels d'outre-mer.

Pendant ce temps, les petits agriculteurs libres (*yeomen*), qui exploitaient de modestes terres, siégeaient dans des assemblées populaires et accédaient à des fonctions publiques. Leur franche indépendance rappelait sans cesse à l'oligarchie des planteurs de ne pas trop empiéter sur les droits des hommes libres.

Charleston, en Caroline du Sud, devint le principal port et la plus grande place commerciale du Sud. Les colons surent rapidement combiner l'agriculture et le commerce, et les activités liées au marché contribuèrent à la prospérité de la région. Les forêts étaient aussi une source de revenus : le bois de charpente, le goudron et la résine tirés du pin étaient des matières premières fort prisées par les chantiers navals dans le monde entier. Contrairement à la Virginie vouée à une culture unique, les Carolines produisaient et exportaient du riz et de l'indigo, matière bleue extraite de plantes indigènes qui servait à teindre les tissus. Vers 1750, la Caroline du Nord et la Caroline du Sud comptaient à elles deux plus de 100 000 habitants.

Dans le Sud, comme partout ailleurs dans les colonies, la croissance démographique de l'arrière-pays revêtait une grande importance. Les immigrants allemands et les Irlandais d'origine écossaise, peu enclins à vivre dans les

régions côtières où l'influence anglaise était forte, progressaient vers l'intérieur. Ceux qui n'avaient pu acquérir des terres fertiles sur le littoral, ou qui avaient épuisé les leurs, allaient s'établir dans les collines lointaines et généreuses de l'Ouest. Malgré les terribles épreuves qui les attendaient, les pionniers ne cessèrent d'affluer et, vers les années 1730, la vallée de la Shenandoah, en Virginie, se peupla très rapidement. Bientôt, l'intérieur du pays fut parsemé de fermes.

Etablies en bordure de la région habitée par les Indiens, les familles construisirent des cabanes, défrichèrent des terres et cultivèrent le maïs et le blé. Les hommes s'habillaient de cuir de daim ou de mouton ; les femmes portaient des vêtements de drap tissés à la maison. Ils se nourrissaient de venaison, de dinde sauvage et de poisson. Ils avaient leurs propres distractions : barbecues gigantesques, pendaison de crémaillère pour les nouveaux mariés, épreuves de tir et concours de couture pour la confection de courtepointes (*quilts*) qui, aujourd'hui encore, font partie de la tradition américaine.

LA SOCIETE, LES ECOLES ET LA CULTURE

Un facteur se révéla déterminant pour empêcher l'apparition d'une classe sociale puissante ou aristocratique dans les colonies : tous les habitants avaient la possibilité de s'établir sur la frontière. Ainsi, les personnalités dominantes du littoral se virent à maintes reprises contraintes, sous la menace d'un exode massif, d'assouplir leur politique, les conditions requises pour l'acquisition de terres et la pratique de la foi religieuse. L'avancée dans les régions montagneuses fut d'une importance capitale pour l'avenir de l'Amérique.

Toutes aussi importantes furent les bases sur lesquelles s'édifièrent l'enseignement et la culture pendant la période coloniale. Harvard College fut fondé en 1636 à Cambridge, dans le Massachusetts. Vers la fin du siècle, le College of William and Mary ouvrait ses portes en Virginie. Quelques années plus tard, la Collegiate School of Connecticut – qui allait devenir Yale College par la suite – rece-

vait sa charte. Mais plus remarquable encore fut l'essor d'un système scolaire appuyé par les pouvoirs publics. L'importance qu'attachaient les puritains à la lecture des Ecritures joua un grand rôle dans l'alphabétisation.

En 1647, la colonie de la baie du Massachusetts adopta une loi en vertu de laquelle toute ville peuplée de plus de cinquante familles devait se doter d'un établissement d'enseignement préparant les élèves aux études supérieures. Peu de temps après, toutes les colonies de la Nouvelle-Angleterre, à l'exception du Rhode Island, en firent autant.

Les premiers immigrants avaient apporté avec eux leurs petites bibliothèques personnelles et continuaient à commander des livres à Londres. Dès 1680, les libraires de Boston faisaient d'excellentes affaires et vendaient en grand nombre les classiques de la littérature, des livres d'histoire, des ouvrages de politique, de philosophie, de science et de théologie ainsi que des romans. L'année 1639 vit apparaître à Harvard College la toute première imprimerie des colonies anglaises, la deuxième en Amérique du Nord.

La première école de Pennsylvanie s'ouvrit en 1683. On y enseignait la lecture, l'écriture et le calcul. Par la suite, chacune des communautés de quakers fournit à ses enfants un enseignement primaire. La Friends Public School, qui existe encore à Philadelphie sous le nom de William Penn Charter School, dispensait une formation plus poussée en langues anciennes (grec et latin), en histoire et en littérature. L'enseignement y était gratuit pour les pauvres, mais non pour les familles aisées.

A Philadelphie, de nombreuses écoles privées, sans appartenance religieuse, enseignaient les langues, les mathématiques et les sciences naturelles ; des cours du soir étaient ouverts aux adultes. Les femmes n'étaient pas oubliées, mais leur formation se limitait aux activités qu'elles pouvaient avoir chez elles. Des précepteurs apprenaient aux filles des riches habitants de la ville le français, la musique, la danse, la peinture, le chant, la grammaire et parfois même la tenue des livres de comptes.

Au XVIIIe siècle, la forte personnalité de deux hommes – James Logan et Benjamin Franklin – inspira pour une grande part le développement intellectuel et culturel de la

Pennsylvanie. Le premier était le secrétaire général de la colonie, et c'est dans sa belle bibliothèque que le jeune Franklin allait chercher les ouvrages scientifiques les plus récents. En 1745, James Logan fit construire un édifice pour y abriter sa collection et légua le tout à la ville.

Benjamin Franklin contribua encore davantage au développement intellectuel de la cité de Philadelphie. Il y fonda un club de débats qui fut l'embryon de l'American Philosophical Society. Ses efforts aboutirent aussi à la création d'un institut public qui devint, plus tard, l'université de Pennsylvanie. Il fut également l'un des promoteurs d'une bibliothèque de prêt qu'il qualifiait de «mère de toutes les bibliothèques de prêt de l'Amérique du Nord».

Dans les colonies du Sud, certains planteurs et riches marchands faisaient venir des précepteurs d'Irlande ou d'Ecosse pour instruire leurs enfants. D'autres envoyaient les leurs en Angleterre. Fortes de ces possibilités, les classes supérieures établies près de la côte accordaient peu d'intérêt à l'enseignement public. De plus, la dissémination des fermes et des plantations rendait difficile la création d'écoles locales. Grâce à un système de dotations, il y eut quelques établissements d'enseignement public et gratuit en Virginie : la Syms School fut fondée en 1647 et Eaton School vit le jour en 1659.

Le désir de s'instruire ne s'arrêtait pas à la limite des communautés bien établies. Dans les régions frontalières, les Irlandais d'origine écossaise, s'ils vivaient dans des cabanes primitives, n'en étaient pas moins de fervents partisans du savoir, et ils s'efforcèrent d'attirer dans leurs colonies des pasteurs cultivés.

La production littéraire se limitait en majeure partie à la Nouvelle-Angleterre, où l'on s'intéressait surtout aux sujets religieux – les presses à imprimer débitaient essentiellement des sermons. Le révérend Cotton Mather, célèbre pasteur puritain, écrivit quelque quatre cents ouvrages ; sa pièce maîtresse, *Magnalia Christi Americana*, décrit l'histoire fastueuse de la Nouvelle-Angleterre. Mais l'œuvre la plus populaire était un poème d'un autre pasteur, Michael Wigglesworth, *The Day of Doom*, qui évoque en termes terrifiants le jour du Jugement dernier.

En 1704, la ville de Cambridge, dans le Massachusetts, lança avec succès le premier journal. Dès 1745, vingt-deux quotidiens paraissaient régulièrement dans l'ensemble des colonies.

A New York, la liberté de la presse connut sa première épreuve importante lors du procès de Johann Peter Zenger, directeur du *New York Weekly Journal* fondé en 1733 et porte-parole de l'opposition. Au bout de deux ans, le gouverneur de la colonie, ne pouvant plus supporter la satire violente de Zenger, le fit incarcérer pour diffamation et sédition. Le journaliste n'en continua pas moins, de sa prison, à veiller sur la publication du journal pendant les neuf mois que dura son procès. L'événement souleva un vif intérêt dans les colonies. Andrew Hamilton, éminent avocat qui assura la défense du journaliste, articula sa plaidoirie autour de l'argument suivant : les commentaires acerbes publiés par Zenger étant véridiques, il ne pouvait y avoir diffamation. Le jury se prononça pour l'acquittement, et le prisonnier recouvra sa liberté.

Au cours des années 1730, des craintes se manifestèrent quant à la tentation diabolique qui guettait la société en l'entraînant à la poursuite de gains matériels, et la prospérité des villes de la côte est engendra un mouvement religieux, le *Great Awakening* (le Grand Réveil). Deux prédicateurs furent à l'origine de ce mouvement : George Whitefield, un méthodiste wesleyen de la tendance dite «revivaliste» qui était arrivé d'Angleterre en 1739, et Jonathan Edwards, qui avait fait ses débuts au sein de l'Eglise congrégationaliste à Northampton, dans le Massachusetts.

George Whitefield avait présidé à ce renouveau religieux à Philadelphie avant de se rendre en Nouvelle-Angleterre. Il pouvait captiver un auditoire de vingt mille personnes par son talent dramatique et ses discours chargés d'émotion. Des troubles religieux balayèrent toute la Nouvelle-Angleterre et les colonies du Centre, alors que les ministres du culte abandonnaient leurs Eglises pour prêcher le réveil.

Jonathan Edwards, sur qui George Whitefield exerça une grande influence, amena le mouvement à son apogée en 1741 avec un sermon intitulé «Des pécheurs entre les

mains d'un Dieu courroucé». Moins théâtral que son collègue, il prononçait ses homélies sur un ton tranquille, pensif. Il reprochait aux Eglises établies de chercher à priver le christianisme de son contenu émotionnel. Son œuvre maîtresse sur le libre arbitre, *Of Freedom of Will*, écrite en 1754, tentait de concilier le calvinisme et les «Lumières».

Le Grand Réveil donna naissance à des groupes évangéliques et à l'esprit de renouveau religieux qui continue de jouer un rôle important dans la vie spirituelle et intellectuelle en Amérique. L'importance du clergé établi en fut affaiblie et les croyants vinrent à s'appuyer sur leur propre conscience. Surtout, il donna naissance à une multitude de sectes et de courants, favorisant ainsi l'approbation générale du principe de la tolérance religieuse.

LA NAISSANCE D'UN GOUVERNEMENT COLONIAL

L'absence d'une volonté directrice de la part du gouvernement britannique caractérise les diverses étapes du développement des colonies. Celles-ci, à l'exception de la Georgie, ont été créées par des sociétés d'actionnaires ou par des personnes dont les titres de propriété émanaient de chartes octroyées par la Couronne. Pourtant, le fait que le roi ait transféré sa souveraineté directe sur les colonies du Nouveau Monde à des sociétés commerciales et à des propriétaires individuels ne signifiait pas nécessairement que les colons d'Amérique seraient exemptés de toute domination extérieure. Aux termes de la charte obtenue par la Compagnie de la Virginie, par exemple, cette dernière était investie de l'autorité gouvernementale. Néanmoins, le gouvernement britannique espérait que la Compagnie élirait domicile en Angleterre. Ainsi, les habitants de la Virginie n'auraient aucun mot à dire sur leur propre gouvernement, pas plus, en tout cas, que si le roi lui-même s'était réservé une autorité absolue.

Pour leur part, les colonies ne s'étaient jamais considérées comme des provinces vassales. Elles aspiraient au statut de *commonwealth*, c'est-à-dire d'Etats vaguement liés aux autorités de Londres, presque égaux à l'Angleterre elle-même. D'une manière ou d'une autre, l'idée que les

colonies étaient soumises à une domination exclusivement imposée de l'extérieur finit par s'évanouir. Les colons – héritiers des traditions issues de la longue lutte des Anglais pour leur liberté politique – avaient introduit cette notion de liberté dans les dispositions de la première charte de la Virginie. Celle-ci déclarait que les colons anglais jouissaient de tous les droits politiques, libertés et immunités «comme s'ils avaient vécu et étaient nés en ce Royaume d'Angleterre qui est le nôtre». Ils s'estimaient donc fondés à se réclamer de la Grande Charte et du droit coutumier (*common law*). En 1618, la Compagnie de la Virginie enjoignit au gouverneur qu'elle avait nommé de permettre aux habitants libres des plantations d'élire des représentants chargés de promulguer, conjointement avec le gouverneur et un conseil également désigné, toutes ordonnances destinées à assurer le bien-être de la colonie.

Ces mesures eurent les répercussions les plus importantes de toute la période coloniale. Il fut dès lors généralement admis que les colons avaient le droit de participer à leur propre gouvernement. Par la suite, le roi, chaque fois qu'il accordait des privilèges similaires, faisait généralement inscrire dans la charte que les citoyens libres de la colonie devaient avoir voix au chapitre quant à toute législation les concernant. Ainsi, les chartes octroyées à la famille Calvert dans le Maryland, à William Penn en Pennsylvanie, aux propriétaires établis dans les Carolines et le New Jersey spécifiaient que toute loi serait soumise au «consentement des citoyens libres».

Pour sa part, la Nouvelle-Angleterre bénéficia pendant de nombreuses années d'une autonomie plus complète que les autres colonies. En effet, à bord du *Mayflower*, les Pères pèlerins avaient rédigé un document qui servirait de fondement à leur futur gouvernement, le pacte du *Mayflower*, dont l'objectif était formulé en ces termes : «nous unir et former un corps politique civil pour réglementer au mieux notre existence et notre sécurité… et en vertu duquel décréter, constituer et élaborer telles lois, ordonnances, constitutions et fonctions équitables, applicables à tous sur un pied d'égalité… estimées le plus propres à assurer le bien général de la colonie…»

Bien que l'établissement par les Pères pèlerins d'un système de gouvernement autonome ne reposât sur aucun fondement légal, leur action ne fut pas contestée et, dans le cadre de cet accord, les colons de Plymouth purent gérer leurs propres affaires pendant de longues années sans intervention extérieure.

De même, quand la Compagnie de la baie du Massachusetts, qui avait reçu le droit de se gouverner, se transféra, corps, charte et biens en Amérique, l'autorité échut entièrement aux résidents de la colonie. Au début, les dix ou douze membres fondateurs de la Compagnie qui étaient venus s'installer en Amérique tentèrent d'imposer leur férule ; mais les autres colons ne tardèrent pas à exiger un droit de regard sur les affaires publiques, indiquant leur intention de s'établir ailleurs en cas de refus.

Face à cette menace, les membres de la Compagnie durent s'incliner et l'autorité fut confiée aux représentants élus de la colonie. Par la suite, d'autres colonies de Nouvelle-Angleterre – le Connecticut et le Rhode Island – réussirent à assurer leur autonomie après avoir déclaré qu'elles échappaient à toute autorité gouvernementale et instauré leur propre régime politique inspiré de celui des Pères pèlerins de Plymouth.

La disposition relative à un gouvernement autonome fut omise dans deux cas seulement : celui de New York, territoire octroyé au frère de Charles II, le duc d'York (futur Jacques II), et celui de la Georgie, confiée à la gestion d'un groupe d'administrateurs. L'exception fut cependant de courte durée, les colons ayant exigé d'être représentés au sein du pouvoir législatif avec une telle insistance que les autorités durent bientôt céder.

Par la suite, la plupart des colonies devinrent des colonies de la Couronne, mais au milieu du XVIIe siècle, les Anglais, accaparés par la guerre civile (1642-1649) et l'établissement de leur propre régime de protectorat et de *commonwealth* sous l'égide de Cromwell, ne se soucièrent guère de poursuivre une véritable politique coloniale. Après la restauration de Charles II et de la dynastie des Stuarts en 1660, l'Angleterre eut davantage l'occasion de s'intéresser à l'administration coloniale. Pourtant, une fois en-

core, elle se montra incapable de formuler une politique cohérente, et la majorité des colonies restèrent livrées à elles-mêmes.

L'éloignement géographique et l'obstacle d'un vaste océan rendaient également difficile toute tentative de domination sur les colonies. A cela s'ajoutait le caractère même de l'existence que l'Amérique imposait à ses nouveaux habitants. Venus de pays où l'espace était mesuré, parsemé de villes surpeuplées, les immigrants trouvaient des terres apparemment sans limites. Les conditions naturelles, sur le Nouveau Continent, favorisèrent donc un individualisme farouche dans la mesure où chacun pouvait prendre ses décisions en toute liberté. Les pouvoirs publics ne pénétrant dans l'arrière-pays que lentement, l'anarchie régnait le plus souvent sur la frontière.

Cependant, l'institution du mode de gouvernement autonome dans les colonies ne se fit pas sans opposition. Dans les années 1670, la commission royale des «Lords of Trade and Plantations» (lords chargés de veiller au commerce et aux plantations), constituée pour imposer aux colonies une politique mercantiliste, prit la décision d'annuler la charte de la baie du Massachusetts parce que la colonie refusait d'appliquer cette politique économique. Jacques II approuva en 1685 une proposition visant à transformer la Nouvelle-Angleterre en «dominion» et à placer sous son autorité l'ensemble des colonies jusqu'au New Jersey, ce qui renforçait le pouvoir de la Couronne sur toute la région. Sir Edmund Andros, gouverneur royal, prit des décrets pour faire rentrer des impôts, mit en vigueur plusieurs autres mesures sévères et fit jeter en prison tous ceux qui s'y opposaient.

Quand les habitants de Boston apprirent que Jacques II avait été déposé au cours de la révolution de 1688, la population se rebella et Edmund Andros fut mis en prison. Une nouvelle charte fut rédigée, aux termes de laquelle le Massachusetts et la colonie de Plymouth furent réunis en 1691 pour former la colonie royale de la baie du Massachusetts. Les autres colonies placées sous l'autorité de la Nouvelle-Angleterre s'empressèrent de remettre en vigueur leur régime politique antérieur.

La révolution de 1688 eut d'autres effets positifs sur les colonies. La Déclaration des Droits (*Bill of Rights*) et la loi sur la Tolérance (*Toleration Act*) adoptées par l'Angleterre en 1689 garantissaient la liberté religieuse pour les chrétiens de toute obédience et imposaient des limites à l'autorité exercée par la Couronne. Peu de temps après paraissait l'important essai de John Locke, *Second Treatise on Government* (1690) (*Deuxième Traité du gouvernement civil*), qui exposait une théorie de gouvernement fondée non pas sur le droit divin mais sur un contrat social, et selon laquelle tout individidu, doté de droits naturels à la vie, à la liberté et à la propriété, avait le droit de se rebeller chaque fois que les gouvernements violaient ces droits.

La politique coloniale au début du XVIIIe siècle ressemblait à la politique anglaise du XVIIe. La révolution de 1688 avait confirmé la suprématie du Parlement, mais les gouverneurs coloniaux cherchaient à exercer outre-mer les pouvoirs que le roi avait perdus en Angleterre. Les assemblées coloniales, averties des événements survenus en Angleterre, s'efforcèrent d'affirmer leurs «droits» et «libertés». Dès le début du XVIIIe siècle, les assemblées coloniales détenaient deux pouvoirs importants, semblables à ceux qu'avait le Parlement anglais : le droit de voter les impôts et les dépenses et le droit de prendre l'initiative des lois.

Les assemblées législatives coloniales usaient de leurs droits pour limiter la puissance des gouverneurs royaux et prendre des mesures susceptibles d'élargir leur pouvoir et leur influence. Les affrontements répétés entre gouverneurs et assemblées eurent pour résultat de rendre les colons plus conscients des divergences qui existaient entre les intérêts de l'Amérique et ceux de l'Angleterre. Dans bien des cas, les autorités royales ne comprirent pas l'importance de l'action des assemblées coloniales et firent preuve de négligence. Toutefois, les mesures adoptées par ces assemblées créèrent des précédents qui contribuèrent à donner corps à la «constitution» des colonies.

C'est ainsi que les assemblées législatives coloniales établirent le droit des colonies à se gouverner elles-mêmes. Progressivement, l'administration coloniale passa de Londres aux capitales des provinces américaines.

LA GUERRE CONTRE LES FRANCAIS ET LES INDIENS

En plusieurs occasions, au cours du XVIIIe siècle, la France et l'Angleterre se livrèrent à une série de guerres en Europe et dans les Caraïbes. Si les Anglais en tirèrent certains avantages – principalement en s'emparant de quelques îles des Antilles – les conflits réglaient rarement la situation d'une manière définitive, et la France conservait encore une position de force en Amérique du Nord au début de la guerre de Sept ans, en 1754.

A l'époque, la France avait noué des liens solides avec certaines tribus indiennes du Canada et des Grands Lacs ; elle s'était rendue maîtresse du Mississippi et, grâce aux forts et comptoirs de commerce qu'elle avait établis le long du fleuve, elle s'était taillé un vaste empire en forme de croissant qui s'étendait du Québec à La Nouvelle-Orléans. Les Anglais se trouvaient donc isolés sur une étroite bande de terre située à l'est des Appalaches. Les Français, non contents de menacer l'empire britannique, faisaient peser un danger sur les colons américains car, en verrouillant ainsi la vallée du Mississippi, la France pouvait leur interdire toute expansion vers l'ouest.

En 1754, un affrontement armé se produisit à Fort Duquesne, emplacement actuel de Pittsburgh, entre un détachement de soldats français de l'armée régulière et les milices de Virginie, commandées par un planteur et arpenteur virginien de 22 ans, George Washington.

A Londres, le ministère du Commerce tenta de régler le conflit en convoquant une assemblée réunissant les représentants des colonies de New York, de Pennsylvanie, du Maryland et de Nouvelle-Angleterre. Du 19 juin au 10 juillet, le congrès d'Albany (ville située dans l'Etat de New York) eut lieu avec les chefs iroquois en vue d'améliorer les relations avec les Indiens et de renforcer leur loyalisme vis-à-vis des Anglais.

Les délégués déclarèrent également que l'union des colonies américaines était «absolument indispensable à leur sauvegarde», et adoptèrent le «Projet d'union d'Albany». Rédigé par Benjamin Franklin, le projet prévoyait qu'un président désigné par le roi gouvernerait avec le concours d'un grand conseil formé de délégués choisis par les assemblées ; chaque colonie y serait représentée propor-

tionnellement à sa contribution au Trésor général. Ce gouvernement serait chargé de la défense, des relations avec les Indiens, du commerce et de l'installation des colons dans les territoires de l'Ouest ; il aurait également le pouvoir de lever des impôts. Mais aucune des colonies n'accepta le plan de Franklin, car nulle ne souhaitait déléguer à une autorité centrale ses pouvoirs fiscaux ni son droit de regard sur le développement des territoires de l'Ouest.

Grâce à sa position stratégique supérieure et à la compétence de ses chefs militaires, l'Angleterre triompha de la France au bout de sept ans de guerre, dont une petite partie seulement se déroula en Amérique.

Par le traité de Paris, signé en 1763, la France cédait à la Couronne anglaise le Canada, les Grands Lacs et la partie supérieure de la vallée du Mississippi. Le rêve français d'un empire en Amérique du Nord s'était définitivement évanoui.

Après avoir triomphé de la France, l'Angleterre dut faire face à un problème qu'elle avait jusqu'alors négligé, la gestion de son empire. Il lui fallait organiser ses possessions, désormais immenses, pour mieux en assurer la défense, concilier les intérêts divergents de populations et de régions différentes, et répartir de façon plus égalitaire le fardeau financier de son administration impériale.

En Amérique du Nord seulement, les territoires britanniques avaient plus que doublé. A l'étroite bande de la côte atlantique s'étaient ajoutées les vastes étendues du Canada, ainsi que toute la région située entre le Mississippi et les monts Allegheny – ce qui représentait déjà tout un empire. La population, où naguère les protestants et les Anglais étaient en majorité, comptait à présent les catholiques francophones du Québec et un grand nombre d'Indiens en partie christianisés. La défense et l'administration des nouveaux territoires comme des possessions anciennes allaient exiger d'énormes sommes d'argent et un personnel plus nombreux. De toute évidence, l'ancien système colonial était désormais périmé.

LES SORCIERES DE SALEM

En 1692, dans la ville de Salem, au Massachusetts, des adolescentes furent prises d'étranges crises nerveuses après avoir entendu des histoires racontées par une esclave antillaise. Interrogées, elles accusèrent plusieurs femmes d'être des sorcières et de les tourmenter. Les habitants furent plus épouvantés que surpris : la croyance dans la sorcellerie était très largement répandue en Amérique et en Europe au XVIIe siècle.

Ce qui se produisit ensuite constitue un phénomène isolé dans l'histoire américaine, mais ouvre des perspectives bien réelles sur le monde psychologique et social des puritains, en Nouvelle-Angleterre. En effet, les autorités réunirent un tribunal pour entendre ces accusations de sorcellerie et condamnèrent bien vite, puis exécutèrent une aubergiste, Bridget Bishop. Un mois plus tard, cinq autres femmes étaient également condamnées et pendues.

Pourtant, l'hystérie ne cessa de croître, en grande partie parce que le tribunal autorisait les témoins à venir affirmer qu'ils avaient vu les accusées au cours de visions ou sous la forme d'esprits. Par sa nature même, cette «preuve spectrale» était particulièrement dangereuse, car elle ne pouvait être ni vérifiée ni soumise à aucun examen objectif. A la fin de l'année, plus de vingt victimes, y compris plusieurs hommes, avaient été exécutées, et plus de cent autres étaient en prison – parmi lesquelles des notables de la ville. L'hystérie menaçant de se propager au-dehors de Salem, les pasteurs les plus respectés de toute la colonie demandèrent qu'il fût mis un terme aux procès. Le gouverneur les approuva et décida de dissoudre le tribunal. Les accusés qui étaient encore en prison furent acquittés ou amnistiés.

Sur le plan psychologique, la plupart des historiens s'accordent pour reconnaître que Salem fut saisi en 1692 par une sorte d'hystérie collective, alimentée par une foi sincère dans l'existence des sorcières.

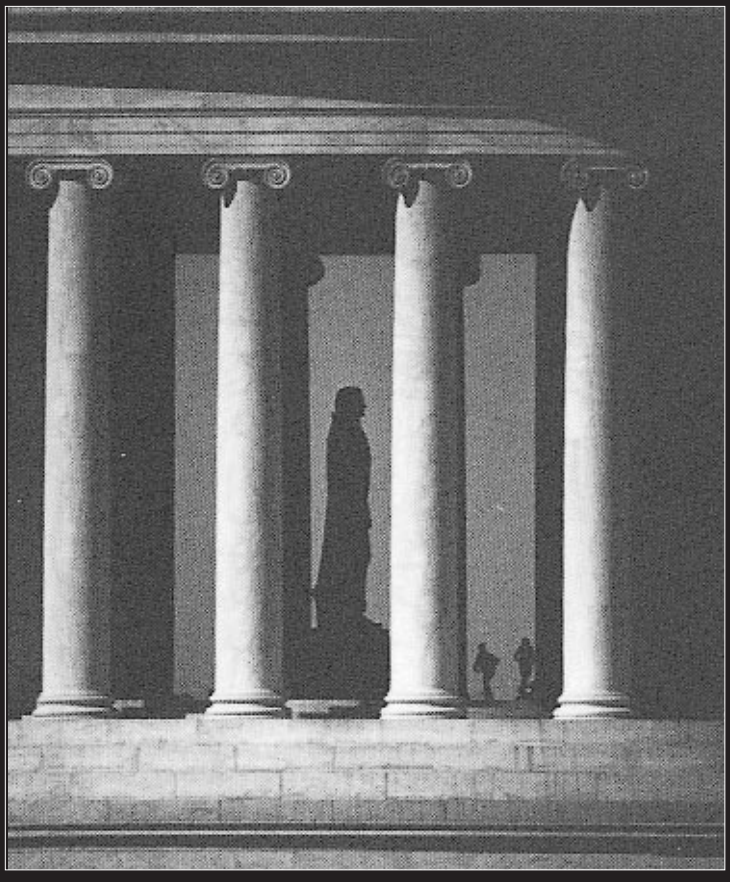
Ce qui est plus révélateur encore est l'analyse de la liste des accusés et des accusateurs. Salem, comme une grande partie de la Nouvelle-Angleterre de l'époque, subissait une évolution politique et économique ; après avoir formé une communauté de cultivateurs dominée par les puritains, la ville était en train de se transformer en une société à la fois plus commerçante et plus laïque. La plupart des accusateurs étaient les représentants d'un mode de vie traditionnel lié à l'agriculture et à l'Eglise, alors que nombre de prétendues sorcières appartenaient à la classe montante. En d'autres termes, l'affaire de Salem reflète l'obscur combat pour le pouvoir social et politique entre les anciens groupes traditionalistes et les nouvelles classes commerçantes. C'est une lutte qui s'est répétée dans l'ensemble des agglomérations pendant toute l'histoire des Etats-Unis, mais qui a pris un tour bizarre et meurtrier quand les citoyens de la ville furent emportés par la conviction que le diable lui-même était parmi eux.

Ce procès symbolise de façon spectaculaire les tragiques conséquences que peut avoir une dénonciation sensationnelle mais non fondée. L'expression «chasse aux sorcières» désigne aujourd'hui, dans le discours politique, toute accusation faussement portée contre un groupe de personnes. ★

Les colonies anglaises et les territoires de l'Ouest, de 1763 à 1775.

ENGLISH COLONIES
1763-1775.
1774
1763
Gulf of St. Lawrence
ANTICOSTI I.
NEWFOUNDLAND
MIQUELON
ST. PIERRE
CAPE BRETON
Louisbourg
PRINCE EDWARD
NOVA SCOTIA
Halifax
Port Royal
C. Sable
Quebec
St. Lawrence R.
Saguenay
Pemaquid
Saco
Dover
Salem
Boston
Plymouth
C. Cod
Philadelphia
New York
Hatteras
BERMUDAS
ATLANTIC OCEAN
70
65
60
55
50
45
40
35
30
25
Greenwich
STANFORD'S GEOG. ESTAB.

Ci-dessous, la statue de l'un des Pères fondateurs les plus révérés des Américains, Thomas Jefferson, se dresse dans le mémorial qui lui est consacré. Autour de la rotonde, on peut lire l'inscription : «J'ai juré sur l'autel de Dieu une hostilité éternelle envers toute forme de tyrannie sur l'esprit de l'homme.» Ci-contre, une habitation bâtie dans la falaise par les Anasazis, dont les villages comptent parmi les plus anciens qui subsistent aujourd'hui aux Etats-Unis. Leurs descendants sont les Hopis, les Zunis et les autres Pueblos qui vivent sur le territoire actuel du Colorado, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona.

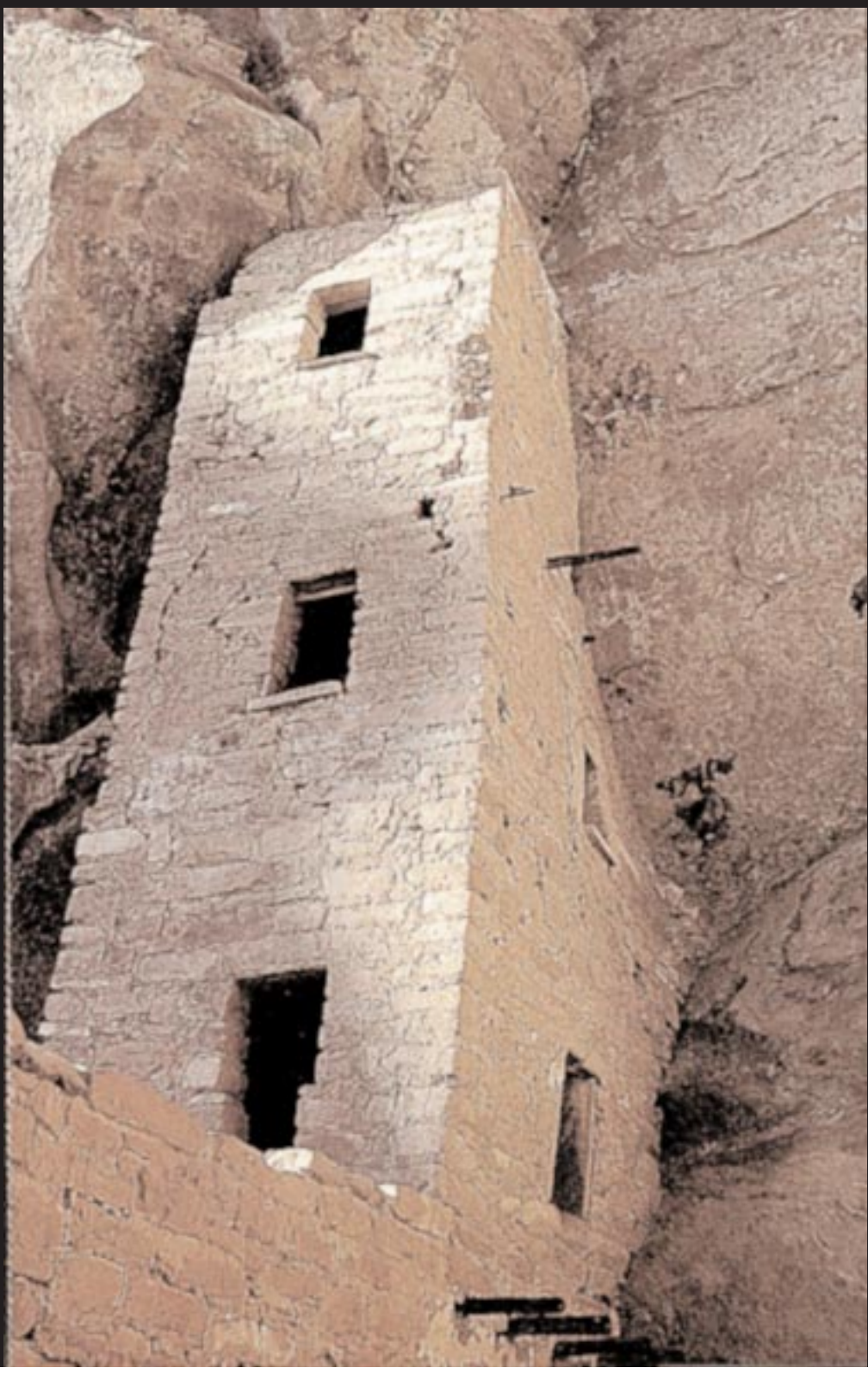


ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

MONUMENTS HISTORIQUES ET COMMEMORATIFS

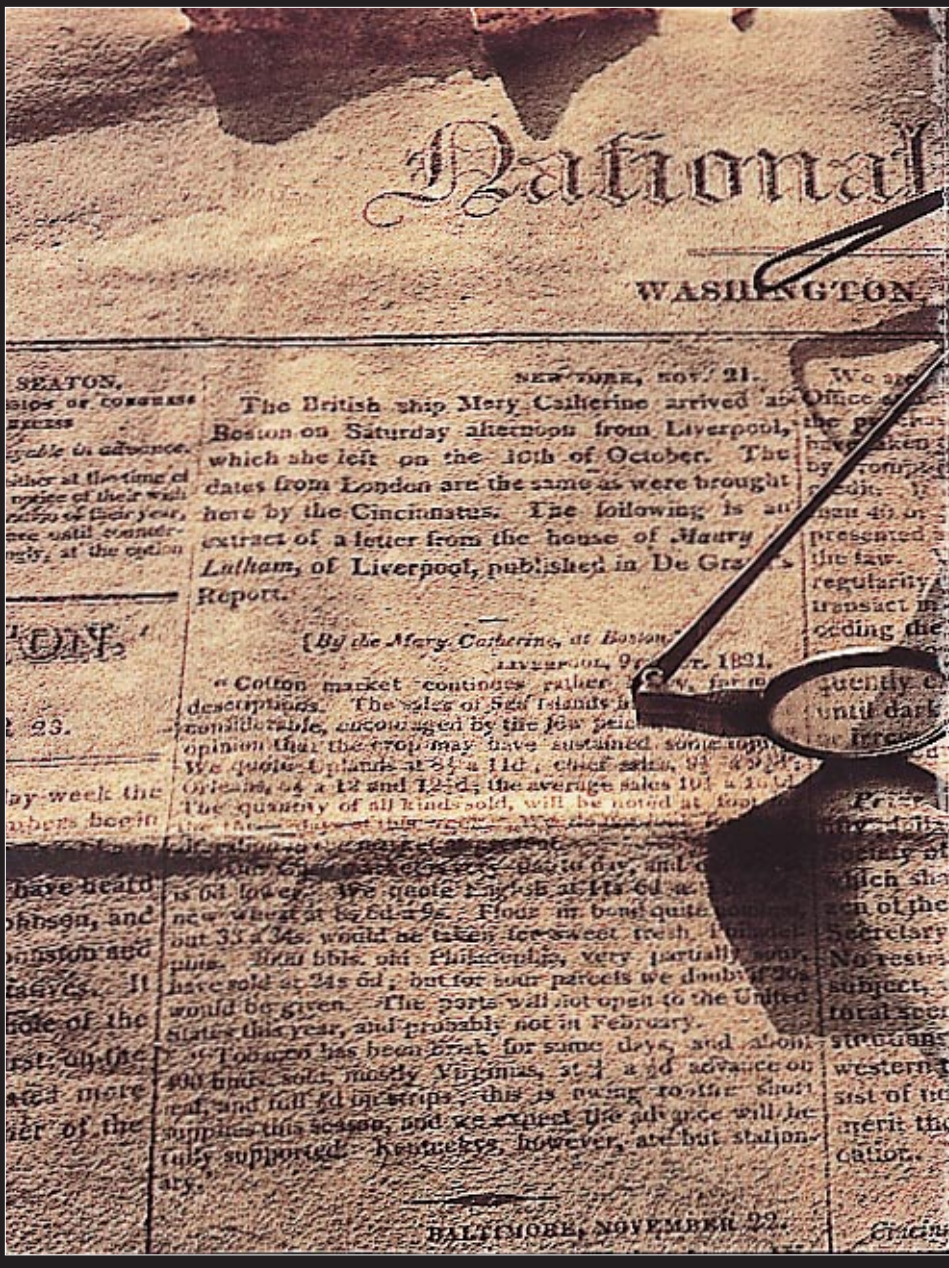
CAHIER PHOTO

Les monuments américains jalonnent tout un continent et couvrent des siècles d'histoire, allant d'une habitation construite dans la falaise au XIIIe siècle à un mémorial moderne érigé à Washington.



Au cimetière Old Granary de Boston, photographié ici sous la neige, sont enterrés les victimes du «massacre de Boston», trois signataires de la Déclaration d'Indépendance et six gouverneurs du Massachusetts. Ce sont des dissidents hostiles à l'Eglise d'Angleterre, les puritains, qui ont fondé la colonie de la baie du Massachusetts. Pieux, sobres et austères, les puritains et leur descendants yankees, moins rigoristes, ont établi une tradition fondée sur l'acharnement au travail, l'esprit d'entreprise, le perfectionnement de soi et l'instruction ; ces qualités forment encore un solide canevas sur lequel s'élabore l'histoire américaine.

C'est dans ce salon historique de Constitution Hall, à Philadelphie, que, pendant l'été 1787, les délégués ont rédigé la Constitution des Etats-Unis. Celle-ci établit la forme et les pouvoirs du gouvernement fédéral et garantit les libertés fondamentales ainsi que les droits des citoyens américains dans la Déclaration des Droits.



National

WASHINGTON,

NEW-YORK, NOV. 21.

The British ship Mary Catherine arrived at Boston on Saturday afternoon from Liverpool, which she left on the 10th of October. The dates from London are the same as were brought here by the Cincinnatus. The following is an extract of a letter from the house of *Maury Latham*, of Liverpool, published in De Grasse's Report.

(By the Mary Catherine, at Boston.)

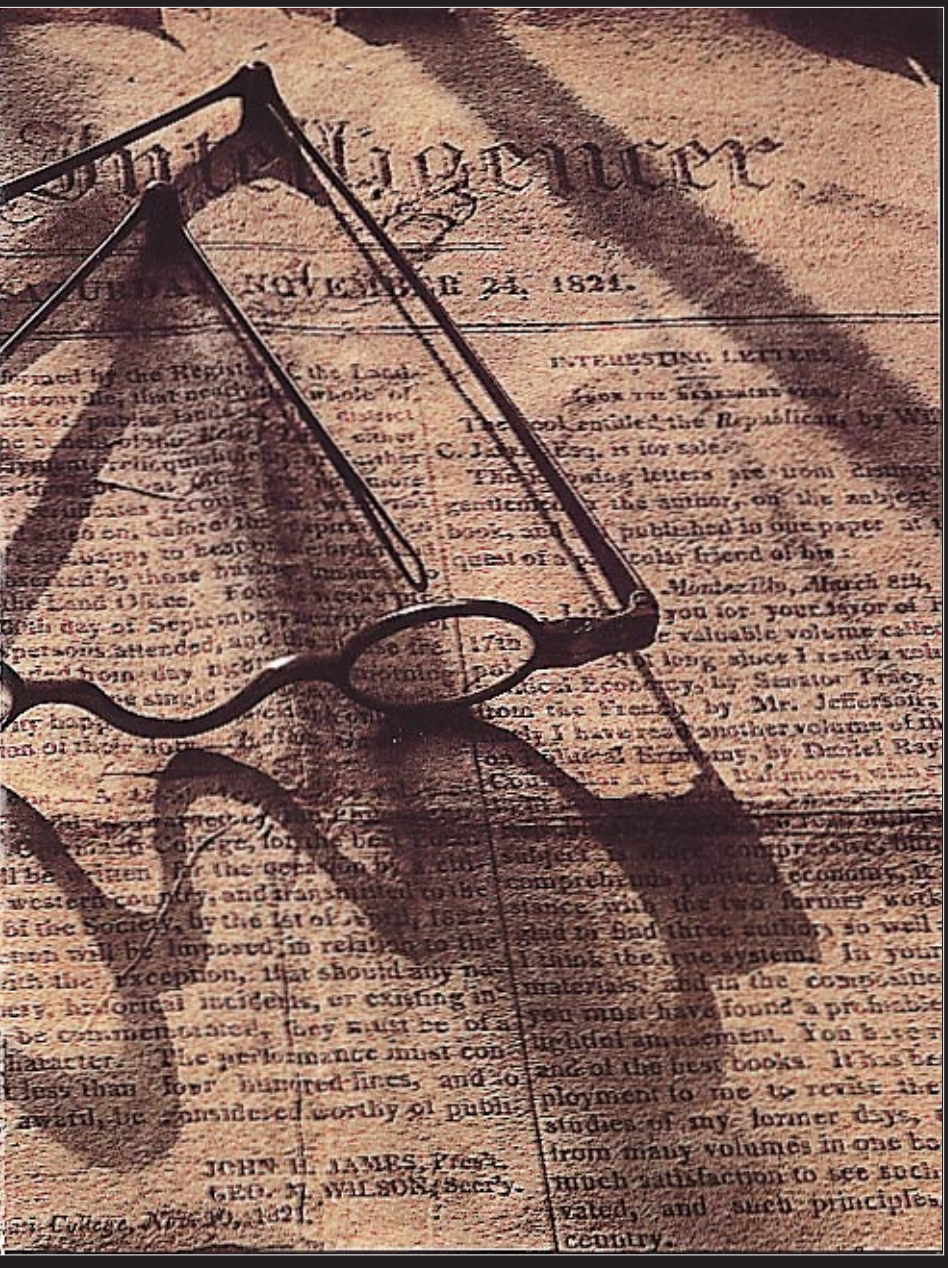
LIVERPOOL, 9th OCT. 1821.

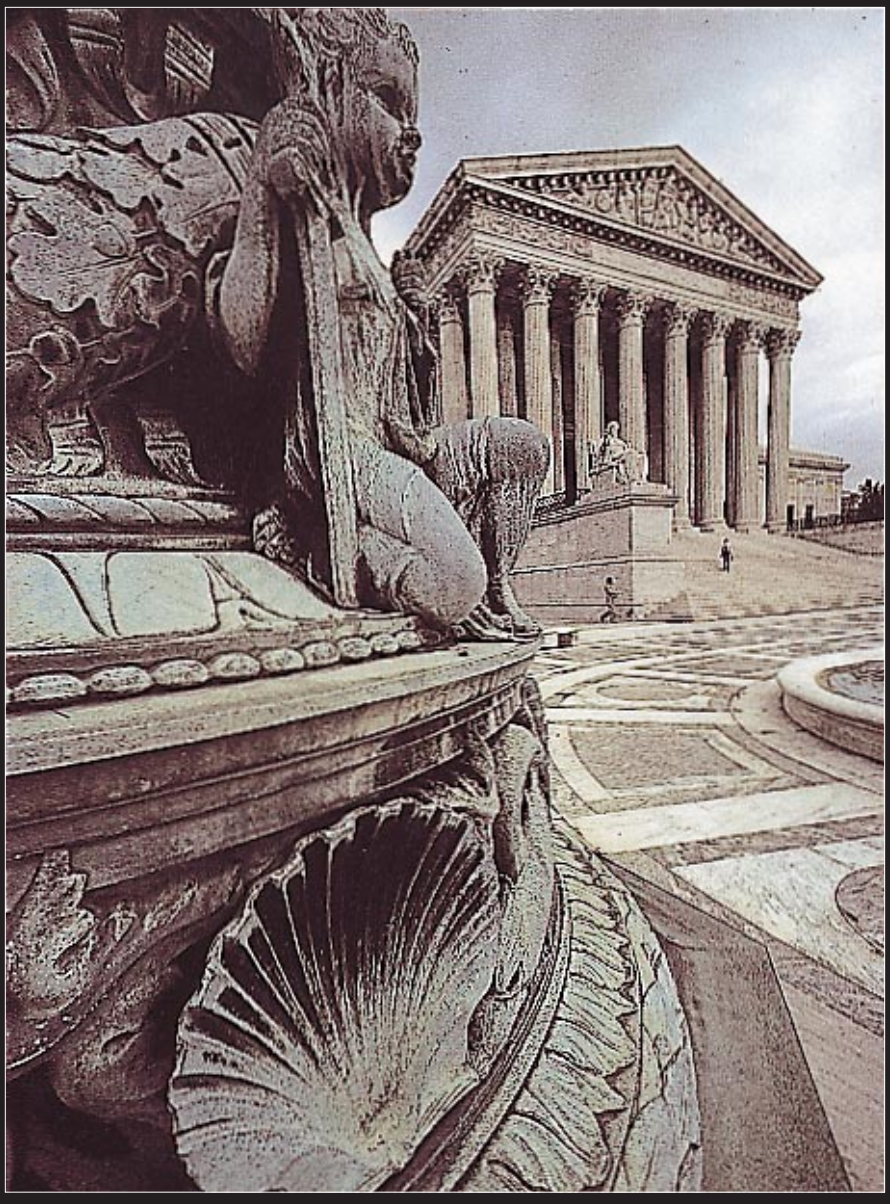
"Cotton market continues rather [illegible] descriptions. The sales of Sea Islands [illegible] considerable, encouraged by the low price [illegible] opinion that the crop may have sustained some [illegible] We quote Uplands at 8½ a 11d, chief sales, [illegible] Orleans, 9¾ a 12 and 12½d; the average sales 10¼ a 10½d. The quantity of all kinds sold, will be noted at [illegible] [illegible] is 6d lower. We quote [illegible] at 11s 6d a [illegible] new wheat at 8s 6d a 9s. Flour in bond quite [illegible] out 33 a 34s. would be taken for sweet fresh [illegible] plus. [illegible] bbls. old Philadelphia, very partially [illegible] have sold at 24s 6d; but for sour parcels we doubt if 20s would be given. The ports will not open to the United States this year, and probably not in February.

"Tobacco has been brisk for some days, and about 400 hhds. sold, mostly Virginias, at ¼ a ½d advance on real, and full ½d on strips; this is owing to the short supplies this season, and we expect the advance will be fully supported. Kentuckys, however, are but stationary."

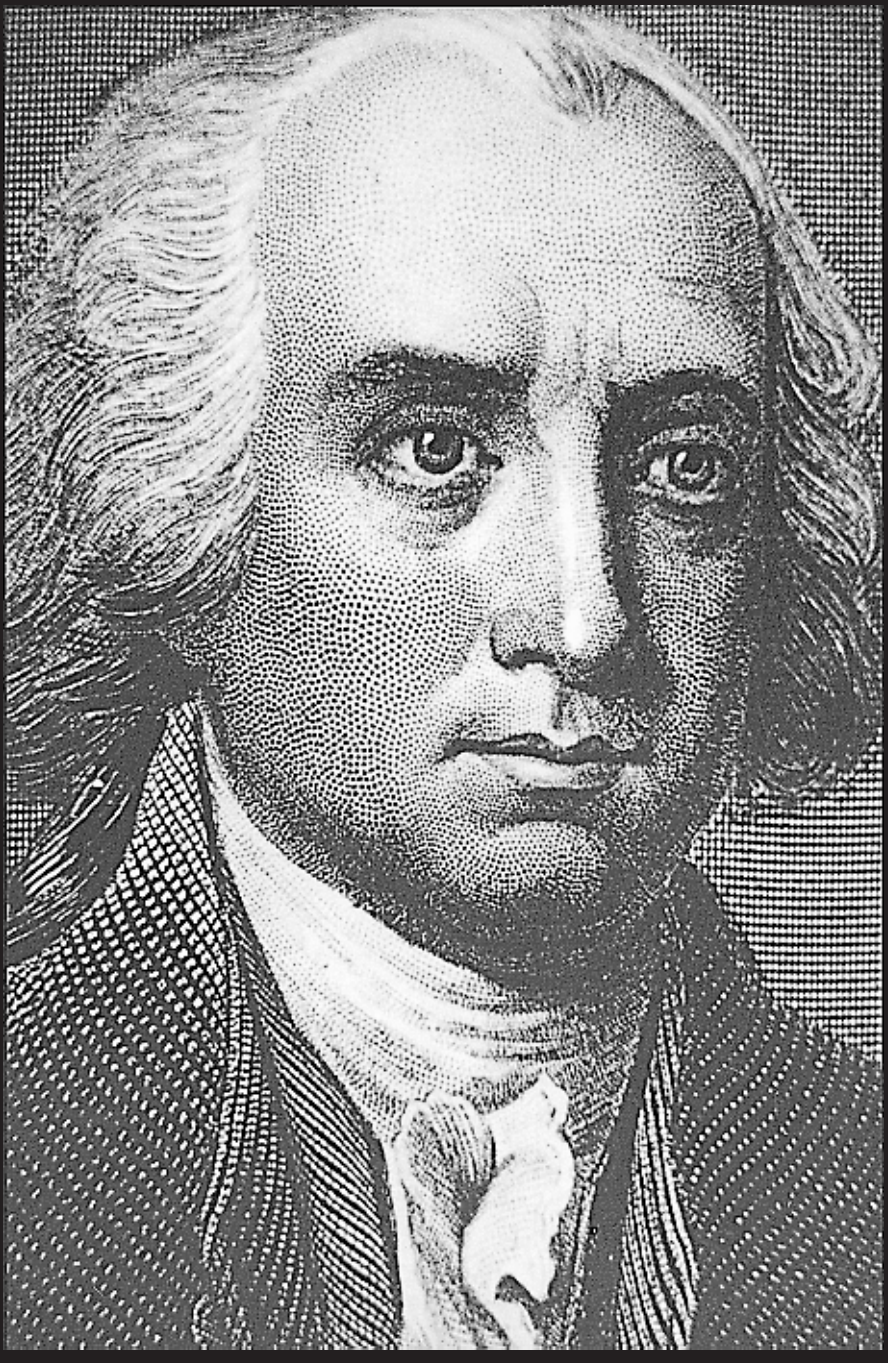
BALTIMORE, NOVEMBER 22.

Le journal sur lequel sont posées ces lunettes était publié au début du XIXe siècle, au temps où la jeune nation s'étendait vers l'ouest, au-delà du Mississippi, à l'intérieur des vastes territoires acquis grâce à l'achat de la Louisiane, en 1803. C'était une époque d'agitation religieuse, qui vit naître un mouvement philosophique connu sous le nom de transcendantalisme. C'était aussi le commencement de la révolution industrielle en Nouvelle-Angleterre et le début de tensions croissantes entre les différentes régions du pays au sujet de l'esclavage.


NOVEMBER 24, 1821.
INTERESTING LETTERS.
JOHN H. JAMES, Pres't.
GEO. N. WILSON, Sec'ry.



Ci-dessus, des statues montent la garde devant la majestueuse façade de la Cour suprême des Etats-Unis, la plus haute instance judiciaire du pays. La devise gravée sur le linteau qui couronne les piliers de style grec exprime l'un des principes fondateurs des Etats-Unis : «Egalité devant la justice, sous l'égide de la loi». James Madison (à droite), quatrième président des Etats-Unis, est souvent considéré comme le «père de la Constitution». Les essais politiques que lui ont suggérés les polémiques relatives à la ratification de la Constitution ont été recueillis, avec ceux d'Alexander Hamilton et de John Jay, dans *Le Fédéraliste*. Aujourd'hui, ces textes apparaissent comme un plaidoyer classique en faveur du gouvernement républicain où les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire jouent mutuellement le rôle de freins et de contrepoids pour protéger les droits et les libertés des citoyens.

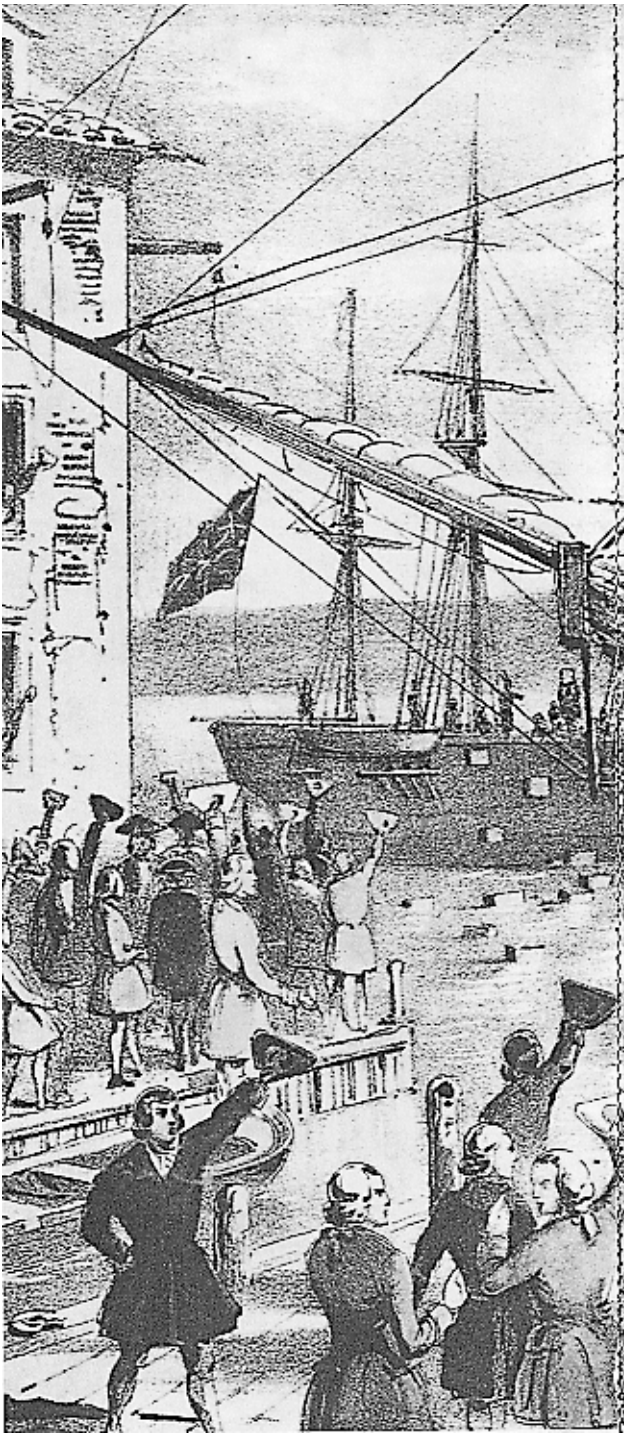


ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

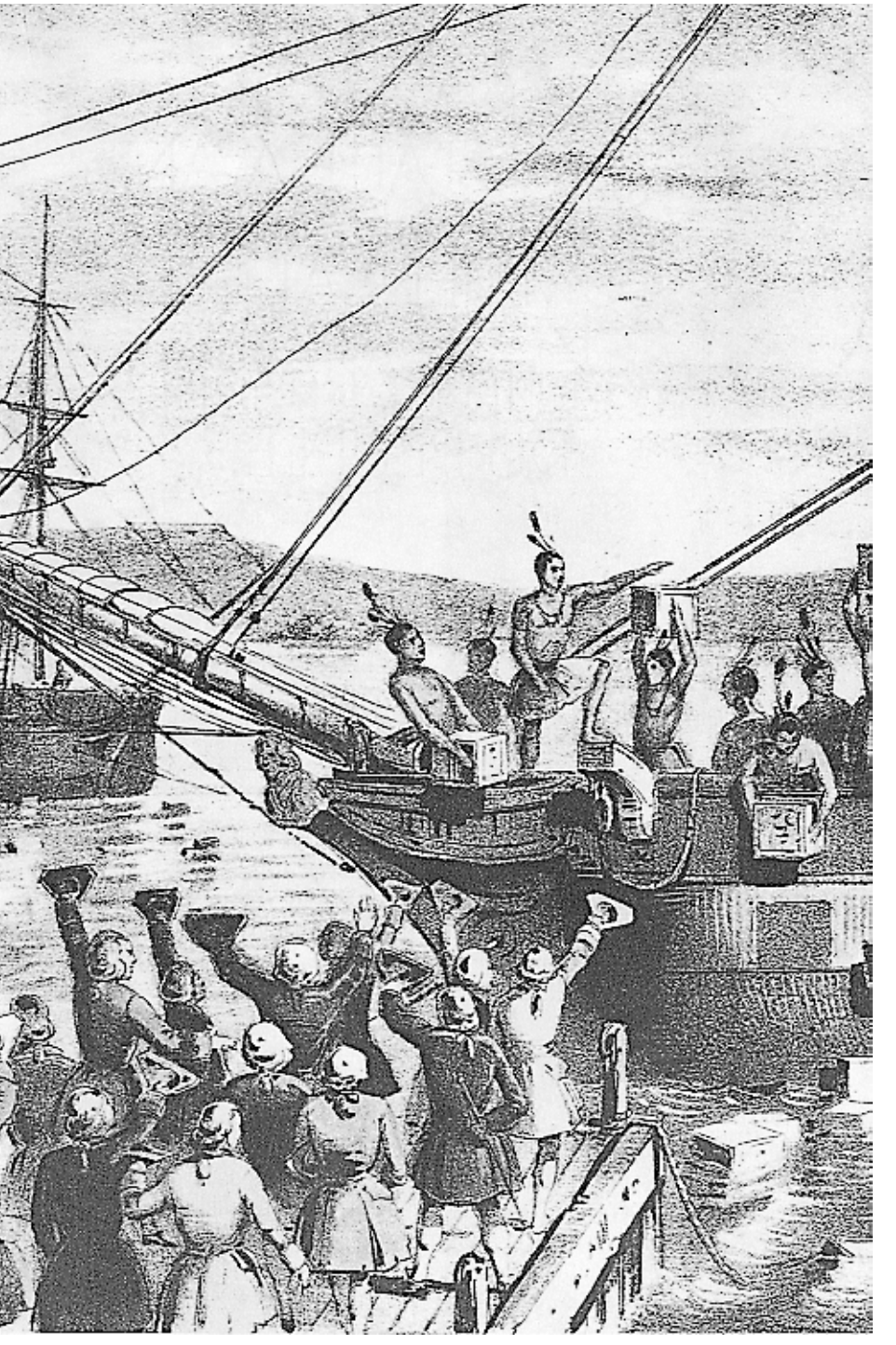
CHAPITRE TROIS

III

LA MARCHE VERS L'INDEPENDANCE



Révolte contre les taxes britanniques, ou «Boston Tea Party», 1773.



«LA REVOLUTION S'ETAIT FAITE AVANT QUE LA GUERRE NE COMMENÇAT. ELLE ETAIT DANS LE CŒUR ET L'ESPRIT DU PEUPLE.»

John Adams, ancien président des Etats-Unis, 1818

D'aucuns estiment que l'histoire de la guerre d'Indépendance américaine a débuté longtemps avant les premiers coups de feu de 1775, mais les chemins de l'Angleterre et de l'Amérique ne commencèrent à s'écarter manifestement l'un de l'autre qu'en 1763, plus d'un siècle et demi après la fondation du premier établissement permanent à Jamestown. Les colonies avaient fait d'énormes progrès sur le plan économique comme sur le plan culturel, et elles avaient presque toutes connu une longue période d'autonomie. Vers 1760, leur population s'élevait à plus de 1 500 000 habitants. Elle s'était multipliée par six depuis 1700.

UN NOUVEAU SYSTEME COLONIAL

Après la guerre contre les Français et les Indiens, la Grande-Bretagne avait besoin d'un nouveau dessein impérial, mais la situation, en Amérique, n'était pas favorable au changement. Habituées depuis longtemps à une large indépendance, les colonies demandaient un surcroît de liberté et non pas des restrictions à cet égard, tout particulièrement depuis que la menace française avait été éliminée.

Pour mettre en œuvre un nouveau système et renforcer sa mainmise sur le pays, le Parlement anglais dut affronter des colons rompus à se gouverner de façon autonome et peu disposés à supporter des ingérences.

Pour commencer, les Anglais tentèrent d'organiser l'arrière-pays. La conquête du Canada et de la vallée de l'Ohio exigeait des mesures qui ne leur aliéneraient ni la population française ni les Indiens. Mais c'est là que la Couronne entra en conflit avec les intérêts des colonies côtières dont la population augmentait rapidement. Pressées par le besoin de nouvelles terres, plusieurs d'entre elles demandèrent à s'étendre jusqu'au Mississippi.

Le gouvernement anglais craignait que l'arrivée de colons sur les nouveaux territoires ne provoque une série de guerres avec les Indiens ; en conséquence, il estima que les espaces récemment conquis devaient être ouverts aux pionniers de façon plus progressive. En restreignant la liberté de mouvement des habitants, le pouvoir royal espérait aussi renforcer sa domination sur les colonies existantes, avant d'autoriser ultérieurement la fondation de nouveaux établissements. En 1763, une proclamation royale vint réserver aux seuls Amérindiens tout le territoire de l'Ouest situé entre les monts Allegheny, la Floride, le Mississippi et le Québec. Bien que cette mesure n'ait jamais été appliquée, elle manifestait, aux yeux des colons, un mépris bien cavalier de leur droit le plus élémentaire, celui d'occuper et d'exploiter les terres occidentales.

Plus graves encore furent les conséquences de la nouvelle politique financière du gouvernement britannique. La Couronne avait besoin de ressources pour financer un empire en pleine croissance. Pour éviter que le contribuable anglais n'ait à fournir tous les fonds nécessaires à la défense des colonies, des impôts devaient être levés sur les colons eux-mêmes grâce à un renforcement de l'administration centrale. Cela ne pouvait se faire qu'aux dépens de l'autonomie gouvernementale des colonies.

Le premier pas vers l'instauration du nouveau système fut le remplacement du *Molasses Act* de 1733 (loi sur la Mélasse). Cette législation avait établi des taxes ou des droits prohibitifs sur les importations de rhum et de

mélasse en provenance des pays non britanniques. On lui substitua le *Sugar Act* de 1764 (loi sur le Sucre), qui interdisait toute importation de rhum étranger, faisait peser des droits de douane modérés sur les mélasses de toutes provenances et instituait des taxes sur les vins, les soieries, le café et nombre d'autres produits de luxe. En abaissant les droits sur la mélasse, on espérait diminuer les risques de contrebande avec les Antilles néerlandaises et françaises au profit des distilleries de Nouvelle-Angleterre. Les fonctionnaires des douanes furent invités à faire preuve d'une énergie et d'une efficacité accrues dans l'application de ces mesures. Les navires de guerre britanniques croisant dans les eaux américaines reçurent l'ordre d'arrêter les contrebandiers. En outre, des mandats particuliers autorisèrent les officiers du roi à effectuer des perquisitions dans les locaux suspects.

Les droits de douane imposés par le *Sugar Act* et les mesures adoptées en vue de son application jetèrent la consternation parmi les négociants de Nouvelle-Angleterre. Ceux-ci prétendaient que le paiement d'une taxe, aussi modique soit-elle, serait ruineux pour leurs affaires. Les commerçants, les législateurs et les assemblées de citoyens s'élevèrent contre ce texte. Des juristes des colonies décelèrent dans son préambule la première indication de l'«imposition sans représentation». Reprenant cette expression, un mot d'ordre fut par la suite lancé contre ce principe et rallia nombre de sympathisants à la cause des Américains, contre la mère patrie.

Peu après, toujours en 1764, le Parlement adopta le *Currency Act* (loi sur la Monnaie) «pour éviter que les billets à ordre émis ultérieurement dans l'une quelconque des colonies de Sa Majesté aient cours légal». Comme les colonies étaient toujours victimes d'un déficit commercial et se trouvaient constamment à cours de liquidités, cette mesure ajoutait un lourd fardeau à leur économie. Le *Quartering Act* (loi sur le Cantonnement), adopté en 1765, ne souleva pas moins d'objections de la part des colons. En effet, cette disposition les obligeait à assurer le logement et l'approvisionnement des troupes du roi ou à autoriser les soldats à occuper les auberges et les bâtiments vacants.

LE *STAMP ACT*

La dernière des mesures qui inauguraient le nouveau système colonial fut aussi celle qui provoqua la plus vive résistance organisée. Connue sous le nom de *Stamp Act* (loi sur le Timbre), elle exigeait l'apposition de timbres fiscaux sur tous les journaux, imprimés, licences, contrats de bail et autres documents juridiques. Perçu par des agents des douanes américains, ce revenu devait servir à «assurer la défense, la protection et la sécurité» des colonies.

Le *Stamp Act* pesait également sur tous ceux qui étaient dans les affaires. Aussi provoqua-t-il, au sein de la population américaine, l'hostilité des groupes les plus puissants : journalistes, juristes, ministres du culte, commerçants et hommes d'affaires. Les principaux négociants s'organisèrent rapidement et créèrent des associations pour instaurer un boycott des importations.

Le commerce avec la mère patrie déclina brutalement au cours de l'été 1765, car des citoyens éminents constituèrent le mouvement des «Fils de la liberté» – organisation secrète destinée à contester le *Stamp Act*, souvent par la violence. Du Massachusetts à la Caroline du Sud, la loi fut proclamée nulle et non avenue et la foule, contraignant les percepteurs à se démettre, détruisit les timbres abhorrés.

Encouragée par le député Patrick Henry, l'Assemblée de Virginie adopta en mai une série de résolutions dénonçant l'imposition sans représentation comme une menace pour les libertés coloniales. Elle déclara que les habitants de Virginie avaient les mêmes droits que les Anglais et ne pouvaient être taxés que par leurs propres représentants. Le 8 juin, l'Assemblée du Massachusetts invita toutes les colonies à désigner des délégués au «Stamp Act Congress» organisé à New York, en octobre 1765, pour adresser un appel au roi et au Parlement britannique. Vingt-sept orateurs venus de neuf colonies saisirent l'occasion de mobiliser l'opinion contre les ingérences du Parlement dans les affaires américaines. Après de longs débats, les participants adoptèrent un ensemble de résolutions affirmant qu'«aucun impôt ne leur avait jamais été constitutionnellement appliqué et ne pourrait l'être, sauf par leurs législateurs respectifs» et que le *Stamp Act* «tendait manifestement à subvertir les droits et les libertés des colons».

L'IMPOSITION SANS REPRESENTATION

La question ainsi posée tournait autour du problème de la représentation. Du point de vue des colonies, il était impossible de se considérer comme représentées au Parlement si elles n'élisaient pas effectivement certains membres de la Chambre des communes. Mais cette idée était en contradiction avec le principe anglais de la «représentation virtuelle» qui accordait à chaque membre du Parlement le droit de représenter les intérêts de tout le pays – voire de l'Empire – quelle que soit la taille de son électorat. Le reste de la communauté était «représenté», tous les habitants étant censés avoir les mêmes intérêts que les propriétaires chargés d'élire les membres du Parlement.

La plupart des responsables britanniques estimaient que le Parlement était un corps de représentants impériaux habilité à exercer la même autorité sur les colonies que sur la métropole. Les dirigeants américains soutenaient quant à eux qu'il n'existait pas de Parlement «impérial» ; le seul lien juridique dont ils reconnaissaient la valeur était celui qu'ils avaient noué avec la Couronne. Ils affirmaient que le roi régnait sur les colonies comme en Angleterre, mais ils insistaient sur le fait que le Parlement britannique n'avait pas plus le droit de voter des lois pour les colonies qu'une assemblée législative coloniale d'en voter pour l'Angleterre.

Le Parlement n'avait pas l'intention d'accepter les prétentions des colons. Cependant, les négociants britanniques, ressentant les effets du boycott américain, usèrent de toute leur influence pour faire triompher un mouvement en faveur de l'abrogation des nouvelles lois. En 1766, le Parlement capitula : il abolit le *Stamp Act* et amenda le *Sugar Act*. Toutefois, pour apaiser les partisans d'un pouvoir central fort, il adopta le *Declaratory Act*, habilitant le Parlement à édicter des lois applicables aux colonies «dans tous les cas quels qu'ils fussent».

LES *TOWNSHEND ACTS*

En 1767, un nouveau train de mesures raviva, une fois encore, les feux de la discorde. Charles Townshend, chancelier de l'Echiquier, fut appelé à élaborer un nouveau programme fiscal. Soucieux de réduire les impôts payés par

les Anglais en rendant plus efficace la collecte des droits prélevés sur le commerce avec l'Amérique, il renforça les services des douanes tout en préconisant l'imposition de taxes sur les importations coloniales de papier, de verre, de plomb et de thé en provenance d'Angleterre. Ces lois, dites *Townshend Acts*, étaient fondées sur le principe selon lequel les taxes sur les marchandises importées par les colonies étaient légales, contrairement à celles perçues à l'intérieur de ces colonies (dans le cadre du *Stamp Act*, par exemple).

Les *Townshend Acts* avaient pour but d'augmenter les revenus fiscaux partiellement utilisés pour rétribuer les gouverneurs, juges et douaniers coloniaux et assurer l'entretien des troupes britanniques stationnées dans les colonies en Amérique. En réponse, un avocat de Philadelphie, John Dickinson, affirma dans *Letters of a Pennsylvania Farmer* que le Parlement avait le droit de réglementer le commerce impérial, mais pas celui d'imposer des taxes aux colonies, que ces taxes soient perçues à l'intérieur ou à l'extérieur.

La campagne d'agitation qui suivit la promulgation des *Townshend Acts* fut moins violente que celle déclenchée par le *Stamp Act*, mais elle fut néanmoins vigoureuse. Une fois encore, les négociants décidèrent de boycotter les importations et les colons se contentèrent des produits locaux. Ils s'habillèrent de vêtements tissés à la maison et trouvèrent des succédanés de thé, utilisèrent du papier fabriqué sur place et reportèrent à plus tard le moment de repeindre leur maison. A Boston, l'application des nouveaux règlements provoqua des scènes de brutalité. Quand les agents des douanes voulurent percevoir les droits, ils furent attaqués par la foule. Deux régiments britanniques furent alors dépêchés pour protéger les douaniers.

La présence de contingents britanniques à Boston était une invitation permanente aux désordres. Le 5 mars 1770 eut lieu une nouvelle flambée de violence. Ce qui avait commencé comme une inoffensive bataille de boules de neige contre les soldats dégénéra en émeute. Quelqu'un donna l'ordre d'ouvrir le feu. Quand la fumée se dissipa, trois habitants gisaient morts dans la neige. Cet incident, baptisé «massacre de Boston», fut dépeint comme une preuve de la cruauté et de la tyrannie des Anglais.

Face à cette opposition, le Parlement opta, en 1770, pour une retraite stratégique et supprima tous les impôts créés en vertu des *Townshend Acts* sauf les taxes sur le thé, qui était dans les colonies un produit de luxe consommé par une très petite minorité. Pour la plupart des colons, l'initiative du Parlement signifiait qu'ils avaient obtenu une concession majeure et la campagne contre l'Angleterre fut en grande partie abandonnée. L'embargo des colonies sur «le thé anglais» se poursuivit, mais il ne fut pas trop scrupuleusement observé. La prospérité ne faisait qu'augmenter et la plupart des dirigeants coloniaux souhaitaient laisser au temps le soin de modeler l'avenir.

SAMUEL ADAMS

Il y eut un intermède de trois ans de calme pendant lequel un nombre relativement faible d'extrémistes s'efforcèrent d'entretenir la controverse. Ils soutenaient que le paiement de la taxe sur le thé constituait une acceptation du principe habilitant le Parlement à régenter les colonies et craignaient que ce principe ne soit appliqué à tout moment, avec des effets dévastateurs pour les libertés coloniales.

Le chef le plus efficace de ces intransigeants était Samuel Adams, du Massachusetts, qui œuvrait inlassablement à la réalisation d'un objectif unique : l'indépendance. Depuis qu'il avait obtenu son diplôme à Harvard College, en 1740, il n'avait cessé de servir l'Etat, tour à tour inspecteur des cheminées, percepteur et président d'assemblée municipale. Bien qu'il eût échoué dans toutes ses entreprises commerciales, il était avisé et habile en politique et les assemblées municipales de la Nouvelle-Angleterre lui servirent de champ de bataille.

Les buts poursuivis par Samuel Adams étaient de libérer le peuple de sa crainte des autorités sociales et politiques, de lui faire prendre conscience de son propre pouvoir, de son importance, et ainsi de le pousser à l'action. Pour atteindre ces objectifs, il publiait des articles dans les journaux et prononçait des discours lors de réunions municipales au cours desquelles il prônait des résolutions qui en appelaient aux sentiments démocratiques des colons.

En 1772, Samuel Adams convainquit l'assemblée municipale de Boston de désigner un «comité de correspondance» pour exposer les droits et les revendications des colons. Ce comité s'opposa à une décision britannique de rétribuer les juges sur les revenus des douanes ; il craignait que les magistrats ne dépendent plus des législateurs pour leur salaire et ne soient plus responsables devant eux – ce qui aurait conduit à l'apparition d'un «mode despotique de gouvernement». Le comité se mit en rapport avec d'autres villes à ce sujet et leur demanda de préparer des réponses. Des comités de ce genre furent créés dans presque toutes les colonies et c'est ainsi que se constitua l'assise d'organisations révolutionnaires véritables. Mais Samuel Adams n'avait pas encore de quoi mettre le feu aux poudres.

LA *BOSTON TEA PARTY*

Pourtant, en 1773, la Grande-Bretagne fournit à Samuel Adams et à ses alliés une occasion rêvée. La puissante Compagnie des Indes orientales, dans une situation financière critique, fit appel au gouvernement britannique qui lui octroya le monopole des exportations de thé à destination des colonies et l'autorisa à approvisionner directement les détaillants sans passer par les grossistes coloniaux qui servaient auparavant d'intermédiaires. Depuis 1770, il existait un trafic illégal si florissant que la majeure partie du thé consommé en Amérique était introduite en contrebande de l'étranger. En vendant son thé par l'entremise de ses propres agents et à un prix bien inférieur à celui des grossistes, la Compagnie faisait de la contrebande une activité peu rentable et menaçait d'éliminer du même coup les marchands indépendants des colonies. Indignés non seulement par la perte du commerce du thé mais aussi par l'instauration d'une pratique monopolistique, les négociants coloniaux se joignirent aux extrémistes qui faisaient campagne en faveur de l'indépendance.

Dans les ports de la côte atlantique, les agents de la Compagnie des Indes orientales furent contraints de démissionner et les nouvelles cargaisons de thé furent renvoyées en Angleterre ou entreposées. A Boston, pourtant, les

agents défièrent les colons et, avec le soutien du gouverneur royal, s'organisèrent pour décharger les cargaisons à venir, malgré les opposants. Dans la nuit du 16 décembre 1773, des hommes déguisés en Indiens et conduits par Samuel Adams montèrent à bord de trois navires britanniques ancrés dans le port de Boston et jetèrent leur chargement de thé à la mer. Ils avaient pris cette décision par crainte de voir les colons accepter de payer la taxe et acheter le thé si celui-ci était débarqué. Samuel Adams et son groupe d'indépendantistes ne se fiaient pas à leurs concitoyens quant au respect des principes.

L'Angleterre se trouvait désormais confrontée à une crise. La Compagnie des Indes orientales avait appliqué une loi adoptée par le Parlement. Ne pas punir la destruction du thé c'était, pour les parlementaires, reconnaître à la face du monde qu'ils n'exerçaient plus aucune autorité sur les colonies. Dans les milieux officiels de Grande-Bretagne, on condamna presque unanimement la *Boston Tea Party* comme un acte de vandalisme et on préconisa des mesures judiciaires pour mettre au pas les colons insurgés.

DES MESURES COERCITIVES

Le Parlement répondit par de nouvelles lois que les colons qualifièrent de «lois de coercition» ou «lois intolérables». La première, le *Boston Port Bill* (loi sur le Port de Boston), prévoyait la fermeture de ce port aussi longtemps que le thé détruit n'aurait pas été remboursé. C'était un acte qui menaçait l'existence même de la cité, car couper Boston de la mer vouait la ville à la ruine économique. D'autres dispositions limitaient le pouvoir local et interdisaient la plupart des réunions municipales tenues sans le consentement du gouverneur. Une loi sur le cantonnement exigeait des autorités locales qu'elles fournissent des quartiers confortables aux troupes britanniques – chez les particuliers si nécessaire. Loin de soumettre et d'isoler le Massachusetts, comme l'avaient espéré les parlementaires britanniques, ces lois lui apportèrent l'appui des autres colonies.

Le *Quebec Act* (loi sur le Québec), adopté presque au même moment, étendait les frontières de cette province et

garantissait à ses habitants français la liberté religieuse et le respect de leur droit coutumier. Les colons s'opposèrent à cette législation qui ne tenait pas compte de l'ancienne charte établissant leurs droits sur les territoires de l'Ouest. L'existence, au nord et au nord-ouest, d'une province dominée par les catholiques menaçait en effet d'entraver leur expansion. Bien que le *Quebec Act* n'ait pas fait partie des mesures punitives, il fut considéré par les Américains comme l'une des lois de coercition que l'on appela désormais les «cinq lois intolérables».

A l'initiative de l'Assemblée de Virginie, les représentants des colonies se réunirent à Philadelphie le 5 septembre 1774 «pour se consulter sur le malheureux état présent des colonies». Les personnalités désignées pour assister à cette réunion, connue sous le nom de Premier Congrès continental, avaient été choisies par des congrès provinciaux ou des conventions populaires. Chaque colonie, à l'exception de la Georgie, envoya au moins un délégué ; la présence de 55 participants suffit à assurer la diversité des opinions tout en permettant des débats authentiques et une action efficace. Les divergences posaient un véritable dilemme aux délégués. Il leur fallait faire montre d'une solide unanimité pour inciter le gouvernement britannique à faire des concessions et éviter en même temps toute manifestation de radicalisme ou d'esprit d'indépendance, qui aurait pu alarmer les Américains modérés. Le discours inaugural fut des plus prudents, mais il fut suivi par une «résolution» aux termes de laquelle aucune obéissance n'était due aux lois de coercition. Les débats se terminèrent par l'adoption d'une série de résolutions mentionnant notamment le droit des colons à «la vie, la liberté et la propriété» et le droit des assemblées législatives provinciales de régler «tous les cas concernant les impôts et la politique intérieure».

La mesure la plus importante fut cependant la formation d'une «Association continentale» destinée à veiller à la reprise du boycott commercial et à l'instauration d'un système de comités chargés d'inspecter les passages en douane, de publier les noms des négociants qui violeraient les accords et de confisquer leurs importations, de prôner la frugalité et d'encourager l'économie et l'industrie.

L'Association assuma immédiatement un rôle directeur dans les colonies, incitant les nouvelles organisations locales à éliminer ce qui restait de l'autorité royale. Conduites par les dirigeants indépendantistes, ces organisations étaient soutenues non seulement par les moins bien nantis mais aussi par beaucoup de membres des professions libérales, notamment les hommes de loi, par la plupart des planteurs du Sud et par nombre de commerçants. Elle firent pression sur ceux qui hésitaient, les obligeant à se joindre au mouvement populaire, et châtièrent ceux qui leur demeuraient hostiles. Elles commencèrent ensuite à rassembler du matériel militaire et à lever des troupes. Enfin, elles insufflèrent une ardeur révolutionnaire à l'opinion publique.

Maints Américains, opposés à tout empiètement britannique sur les droits des colonies, n'en étaient pas moins favorables à la discussion et au compromis pour résoudre les problèmes en suspens. Parmi eux figuraient des fonctionnaires désignés par la Couronne, beaucoup de quakers et certains membres d'autres sectes religieuses opposées à l'usage de la violence. Il y avait aussi de nombreux marchands – des colonies du Centre, en particulier – quelques agriculteurs mécontents et des pionniers du Sud.

Le roi aurait pu faire alliance avec ces nombreux modérés et, par des concessions opportunes, si bien renforcer leurs positions que les révolutionnaires auraient eu du mal à engager les hostilités. Mais George III n'avait nulle intention de consentir à des compromis. En septembre 1774, manifestant son dédain envers une pétition des quakers de Philadelphie, il écrivait : «Le sort en est jeté, les colonies doivent se soumettre ou triompher.» Cette attitude isola les loyalistes consternés et épouvantés par le tour qu'avaient pris les événements après l'adoption des lois de coercition.

LE DEBUT DE LA REVOLUTION

Le général Thomas Gage, aimable gentleman britannique dont l'épouse était née en Amérique, commandait la garnison de Boston où les activités politiques avaient presque entièrement pris le pas sur le commerce. Sa principale mission était de faire appliquer les lois de coercition. Quand il

apprit que les colons du Massachusetts amassaient des réserves de poudre et du matériel militaire dans la ville de Concord, à 32 kilomètres de Boston, il y dépêcha un important détachement pour confisquer ces munitions.

Après une nuit de marche, les soldats britanniques atteignirent le village de Lexington, le 19 avril 1775. C'est là qu'ils virent, dans la brume du petit matin, une bande de 70 *minutemen* à l'air menaçant – on les appelait ainsi parce qu'ils avaient la réputation d'être prêts à combattre «à la minute». Ces derniers voulaient seulement manifester en silence, mais le commandant John Pitcairn, chef du détachement anglais, hurla : «Dispersez-vous, sales rebelles ! Partez, espèces de chiens !» Le chef des *minutemen,* le capitaine John Parker, interdit aux siens de tirer les premiers. Les Américains battaient en retraite quand un coup de fusil retentit, incitant les Anglais à faire feu. Ils chargèrent alors à la baïonnette, faisant huit morts et dix blessés. Ce fut, selon la phrase d'Emerson si souvent citée, «le coup de feu qui retentit tout autour du globe».

Puis les Britanniques poursuivirent leur route jusqu'à Concord. Les Américains avaient emporté la plus grande partie des munitions, mais les Anglais détruisirent ce qu'il en restait. Pendant ce temps, les forces américaines s'étaient regroupées dans la campagne environnante ; elles marchèrent sur Concord où elles infligèrent des pertes aux Anglais qui entamèrent leur lente retraite vers Boston. Tout au long de la route, des miliciens venus de «tous les villages et de toutes les fermes du Middlesex» prirent pour cible les tuniques rouge vif des soldats britanniques. A leur arrivée à Boston, les Anglais, épuisés, déploraient 250 tués et blessés. Les Américains, quant à eux, avaient perdu 93 hommes.

Les tocsins de Lexington et de Concord résonnaient encore quand le Second Congrès continental se réunit à Philadelphie, en Pennsylvanie, le 10 mai 1775. Dès le 15 mai, il avait voté l'entrée en guerre, affecté les milices coloniales au service national et nommé le colonel George Washington, originaire de Virginie, commandant en chef des forces américaines. A ce moment-là, les Américains subirent de lourdes pertes à Bunker Hill, aux abords de Boston. Le Congrès ordonna également la levée d'un corps expéditionnaire pour

marcher sur le Canada avant l'automne. Les Américains réussirent à occuper Montréal, mais ils échouèrent devant Québec après avoir lancé un assaut en hiver et ils se replièrent sur New York.

Malgré le déclenchement d'un conflit armé, l'idée d'une séparation totale d'avec l'Angleterre répugnait toujours à certains membres du Congrès continental. En juillet, John Dickinson rédigea une résolution, connue sous le nom de «Pétition du rameau d'olivier», pour supplier George III de suspendre toute nouvelle action militaire jusqu'à ce qu'un accord soit mis au point sous une forme ou une autre. Mais le roi ne tint pas compte de cette pétition et, le 23 août 1775, il déclara officiellement les colonies en état de rébellion.

L'Angleterre avait espéré que le Sud lui resterait fidèle, en partie parce qu'il dépendait de l'esclavage. Dans cette région, nombreux étaient ceux qui craignaient qu'une rébellion contre la mère patrie ne déclenche une révolte des esclaves contre les planteurs. En novembre 1775, Lord Dunmore, gouverneur de Virginie, offrit la liberté à tous les esclaves qui prendraient les armes du côté des Anglais, avec pour seul effet d'inciter nombre de Virginiens, qui seraient restés loyalistes, à passer dans le camp des rebelles.

En Caroline du Nord, le gouverneur, Josiah Martin, exhorta la population à rester fidèle à la Couronne. Mille cinq cents hommes répondirent à son appel, mais ils furent écrasés par les armées révolutionnaires avant que les troupes anglaises aient pu leur venir en aide.

Les navires de guerre britanniques, descendus le long de la côte jusqu'en Caroline du Sud, ouvrirent le feu sur la ville de Charleston dès le début de juin 1776, mais les colons avaient eu le temps de se préparer et ils repoussèrent les Anglais avant la fin du mois. Ces derniers n'allaient pas retourner dans le Sud avant plus de deux ans.

***LE SENS COMMUN* ET L'INDEPENDANCE**

En janvier 1776, Thomas Paine, homme politique et écrivain théoricien qui avait quitté l'Angleterre pour s'installer en Amérique en 1774, publia un pamphlet de cinquante pages intitulé *Common Sense* (*Le Sens commun)*. En trois

mois, 100 000 exemplaires étaient vendus. Thomas Paine s'attaquait à l'idée de la monarchie héréditaire et déclarait qu'un homme honnête, à lui seul, valait mieux pour la société que «tous les chenapans couronnés qui aient jamais existé». Il présentait les choix possibles : la soumission permanente à un roi tyrannique et à un gouvernement dépassé, ou la liberté et le bonheur dans une république indépendante se suffisant à elle-même. Diffusée dans toutes les colonies, cette brochure contribua à cristalliser le désir de la population de se séparer de l'Angleterre.

Il restait pourtant à faire approuver, par chacune des colonies, une déclaration officielle à cet effet. Le 10 mai 1776, un an jour pour jour après l'ouverture du Second Congrès continental, fut adoptée une résolution appelant à la séparation. Il ne s'en fallait plus que d'une proclamation en bonne et due forme. Le 7 juin, Richard Henry Lee, délégué de Virginie, proposa une motion affirmant «que ces colonies unies sont et doivent être de plein droit des Etats libres et indépendants…» Désigné sur-le-champ, un comité de cinq membres dirigé par le Virginien Thomas Jefferson fut chargé de préparer une déclaration officielle.

Due en grande partie aux travaux de Thomas Jefferson, la Déclaration d'Indépendance fut adoptée le 4 juillet 1776 ; elle ne se contentait pas d'annoncer la naissance d'une nouvelle nation mais proclamait également la liberté de l'homme, théorie qui allait devenir une force vive dans le monde entier. Elle empruntait à la philosophie politique des Lumières, tant française qu'anglaise, mais on peut y relever une influence particulière, celle du *Deuxième Traité du gouvernement civil* de John Locke. Ce dernier avait repris certaines notions dans le droit traditionnel des Anglais et les avait rendues universelles en y voyant les droits naturels de tous les hommes. Ce célèbre passage du préambule de la Déclaration d'Indépendance fait écho à sa théorie du gouvernement fondée sur le contrat social :

> *Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont éta-*

blis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur.

Dans la Déclaration d'Indépendance, Thomas Jefferson appliquait directement les principes de John Locke à la situation des colonies. Lutter pour l'indépendance de l'Amérique, c'était combattre pour instaurer, à la place d'un gouvernement confié à un roi qui «s'est coalisé avec d'autres pour nous soumettre à une juridiction étrangère à nos Constitutions et non reconnue par nos lois…», un régime fondé sur le consentement populaire. Seul un système de ce type pouvait garantir les droits naturels à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur. Ainsi, entrer en guerre pour conquérir l'indépendance revenait à se battre pour les droits naturels de chacun.

DEFAITES ET VICTOIRES

Bien que les Américains aient subi de sérieux revers pendant de nombreux mois après la proclamation de leur indépendance, leur ténacité et leur persévérance finirent par porter leurs fruits. En août 1776, au cours de la bataille de Long Island, à New York, la position de George Washington devint intenable et il effectua une retraite magistrale à bord de petites embarcations qui ramenèrent ses troupes de Brooklyn aux rivages de Manhattan. Le général britannique William Howe hésita par deux fois à passer à l'attaque, ce qui permit aux Américains de lui échapper. Pourtant, au mois de novembre, il occupa le fort Washington, sur l'île de Manhattan. La ville de New York allait demeurer sous domination britannique jusqu'à la fin de la guerre.

En décembre, les forces commandées par Washington étaient proches de l'effondrement, car le ravitaillement et l'aide promise avaient fait défaut. Mais Howe manqua une fois encore l'occasion d'écraser les Américains en décidant

d'attendre le printemps pour reprendre la lutte. Dans l'intervalle, Washington traversa la Delaware au nord de Trenton, dans le New Jersey. Aux premières heures de l'aube, le 26 décembre, ses troupes surprirent la garnison de Trenton et firent plus de 900 prisonniers. Une semaine plus tard, le 3 janvier 1777, Washington attaqua les Anglais à Princeton, regagnant la plus grande partie des territoires qu'ils occupaient. Les victoires de Trenton et de Princeton firent renaître l'espoir dans le camp américain.

Toutefois, en 1777, le général Howe infligea une défaite à l'armée américaine, à Brandywine, en Pennsylvanie, et s'empara de Philadelphie, ce qui contraignit le Congrès continental à la fuite. Washington dut affronter les rigueurs de l'hiver 1777-1778 à Valley Forge, en Pennsylvanie, sans vivres, sans matériel et sans vêtements appropriés. Les troupes américaines souffrirent pourtant moins de cette pénurie que de l'attitude des fermiers et des commerçants qui préféraient échanger leurs marchandises contre de l'or et de l'argent anglais plutôt que contre le papier-monnaie mis en circulation par le Congrès continental et les Etats.

C'est à Valley Forge que l'armée de Washington connut la période la plus critique, mais l'année 1777 se révéla être le tournant de la guerre. A la fin de 1776, le général britannique John Burgoyne conçut un plan pour envahir l'Etat de New York et la Nouvelle-Angleterre par le lac Champlain et l'Hudson, mais il avait des équipements bien trop lourds pour traverser ces terrains boisés et marécageux. A Oriskany, dans l'Etat de New York, un détachement de loyalistes et d'Indiens placé sous son commandement dut affronter une unité américaine mobile et expérimentée. A Bennington, dans le Vermont, d'autres forces du général Burgoyne, en quête de ravitaillement dont elles avaient grand besoin, se heurtèrent à l'armée américaine. La bataille qui s'ensuivit retarda suffisamment les troupes anglaises pour permettre à Washington de dépêcher des renforts venus de la vallée inférieure de l'Hudson près d'Albany. Quand le général Burgoyne reprit sa marche, les Américains l'attendaient de pied ferme. Conduits par Benedict Arnold – qui allait plus tard trahir les siens à West Point, dans l'Etat de New York – ils repoussèrent par deux fois les Anglais.

Ceux-ci se replièrent sur Saratoga où il furent encerclés par les forces américaines commandées par le général Horatio Gates. Le 17 octobre 1777, Burgoyne se rendit avec toute son armée. Les Anglais perdirent six généraux, 300 officiers et 5 500 soldats.

L'ALLIANCE FRANCO-AMERICAINE

En France, l'enthousiasme pour la cause américaine était très fort : les milieux intellectuels français se trouvaient eux-mêmes en révolte contre le féodalisme et les privilèges. Pourtant, si la Cour apporta son aide aux colonies, ce fut pour des raisons géopolitiques plus qu'idéologiques : depuis sa défaite de 1763, la France guettait l'occasion de prendre sa revanche sur l'Angleterre. Pour soutenir la cause de l'Amérique, Benjamin Franklin fut envoyé à Paris en 1776. Son esprit, son astuce et son intelligence se firent vite remarquer et contribuèrent puissamment à décider les Français à apporter leur aide.

La France avait commencé par expédier aux colonies américaines, dès le mois de mai 1776, quatorze navires chargés de matériel militaire. En fait, la plus grande partie de la poudre utilisée par les soldats américains était de provenance française. Après la défaite des Anglais à Saratoga, la France vit l'occasion d'affaiblir sérieusement son ancien ennemi et de rétablir l'équilibre des puissances qui avait été bouleversé par la guerre de Sept ans (opposant l'Angleterre aux Français et aux Indiens). Le 6 février 1778, l'Amérique et la France signèrent un traité d'amitié et de commerce aux termes duquel la France reconnaissait l'Amérique et lui accordait des concessions commerciales. Les deux pays signèrent également un traité d'alliance selon lequel, si la France entrait en guerre, aucun des deux Etats ne déposerait les armes tant que l'Amérique n'aurait pas obtenu son indépendance ; il était en outre convenu qu'aucune des deux parties ne ferait la paix avec l'Angleterre sans le consentement de l'autre et que chacune garantirait à l'autre ses possessions en Amérique. Ce fut, jusqu'en 1949, le seul traité de défense bilatéral signé par les Etats-Unis ou les colonies qui les avaient précédés.

La conclusion de l'alliance franco-américaine élargit rapidement le conflit. En juin 1778, la flotte britannique attaqua des vaisseaux français et les deux pays entrèrent en guerre. En 1779, l'Espagne, dans l'espoir de récupérer les territoires que lui avaient pris les Anglais pendant la guerre de Sept ans, entama les hostilités aux côtés de la France, mais sans s'allier aux colons insurgés. En 1780, l'Angleterre déclara la guerre aux Pays-Bas qui avaient continué à commercer avec les Américains. La combinaison de ces puissances européennes, la France en tête, représentait pour les Anglais une menace bien plus grande que les seules colonies américaines.

LES BRITANNIQUES COMBATTENT DANS LE SUD

Après l'entrée en guerre des Français, les Anglais attaquèrent une fois encore dans le Sud. C'est là, croyaient-ils, qu'ils pourraient écraser la rébellion le plus facilement, car ils pensaient que la plupart des habitants feraient acte d'allégeance à leur égard. Vers la fin de 1778, les Anglais entamèrent donc une campagne pour mettre la main sur les colonies du Sud. Elle débuta par la prise de Savannah, en Georgie. Puis les troupes anglaises marchèrent sur Charleston, en Caroline du Sud, le port méridional le plus important. Avec l'appui de forces navales et amphibies, les Anglais réussirent à encercler les forces américaines dans la péninsule de Charleston. Le 12 mai, le général Benjamin Lincoln capitula avec 5 000 soldats. La ville était perdue. Ce fut la plus grave défaite américaine de la guerre.

Mais ce revers de fortune ne fit qu'exaspérer les rebelles américains. Bientôt, les colons de Caroline du Sud commencèrent à se déployer dans l'arrière-pays pour attaquer les lignes de ravitaillement britanniques. En juillet, le général américain Horatio Gates, qui avait rassemblé une force improvisée faite de miliciens peu expérimentés, se dirigea à marches forcées sur Camden, en Caroline du Sud, pour arrêter les Anglais conduits par le général Charles Cornwallis. Cependant, les soldats américains, mal préparés, furent pris de panique et s'enfuirent devant l'armée régulière britannique. Les troupes anglaises affrontèrent

encore les Américains à plusieurs reprises, mais la bataille la plus importante eut lieu à Cowpens, en Caroline du Sud, au début de 1781. Ce fut une lourde défaite pour les Britanniques. Après une poursuite épuisante, mais vaine, à travers la Caroline du Nord, le général Cornwallis se replia en Virginie.

VICTOIRE ET INDEPENDANCE

En juillet 1780, Louis XVI envoya en Amérique un corps expéditionnaire de 6 000 hommes, sous les ordres du comte Jean de Rochambeau. En outre, la flotte française harcelait les navires ennemis et empêcha une flotte britannique, partie de New York, de faire parvenir des renforts et du ravitaillement aux troupes anglaises combattant en Virginie. Les forces terrestres et navales des Français et des Américains s'élevaient au total à 18 000 hommes qui luttèrent contre les troupes du général Cornwallis pendant tout l'été et le début de l'automne. Finalement, le 19 octobre 1781, après avoir été cerné dans Yorktown, sur la côte de Virginie, le général Cornwallis se rendit avec son armée, qui comptait 8 000 soldats.

Bien que cette défaite n'ait pas immédiatement mis fin au conflit – qui allait encore se poursuivre pendant près de deux ans – le nouveau gouvernement instauré par Londres décida d'entamer des négociations de paix à Paris, au début de 1782, avec, comme représentants américains, Benjamin Franklin, John Adams et John Jay. Le 15 avril 1783, le Congrès approuva le traité définitif qui fut signé par l'Angleterre et ses anciennes colonies le 3 septembre. Connu sous le nom de traité de Paris, l'accord de paix reconnaissait l'indépendance, la liberté et la souveraineté des treize anciennes colonies promues au rang d'Etats. L'Angleterre leur cédait les territoires s'étendant, à l'ouest, jusqu'au Mississippi, au nord, jusqu'au Canada, et au sud, jusqu'à la Floride, qui fut restituée à l'Espagne. Les jeunes colonies en pleine croissance dont Richard Henry Lee avait parlé plus de sept ans auparavant étaient finalement devenues des «Etats libres et indépendants». Restait à les souder tous ensemble pour en faire une nation.

LES LOYALISTES PENDANT LA GUERRE D'INDEPENDANCE

Les Américains désignent aujourd'hui leur guerre d'Indépendance sous le nom de «Révolution américaine». Pourtant, à maints égards, ce fut une guerre civile. Les colons américains qui manifestaient leur loyalisme envers la Couronne, et que leurs adversaires appelaient les tories, *étaient hostiles à la Révolution, et beaucoup d'entre eux avaient même pris les armes contre les «rebelles». Les estimations quant au nombre de ces loyalistes atteignent parfois 500 000 personnes, soit 20 % de la population blanche des colonies.*

Quelles étaient leurs motivations ? Tous les Américains cultivés, monarchistes ou révolutionnaires, admettaient la théorie des droits naturels de John Locke et croyaient que le gouvernement devait être soumis à certaines limitations. Aussi loyalistes et rebelles critiquaient-ils à l'unisson certaines initiatives britanniques, comme le Stamp Act *et les lois de coercition. Mais les loyalistes voulaient protester par des moyens pacifiques et pensaient que l'indépendance leur ferait perdre les avantages économiques garantis par leur appartenance au système mercantiliste britannique.*

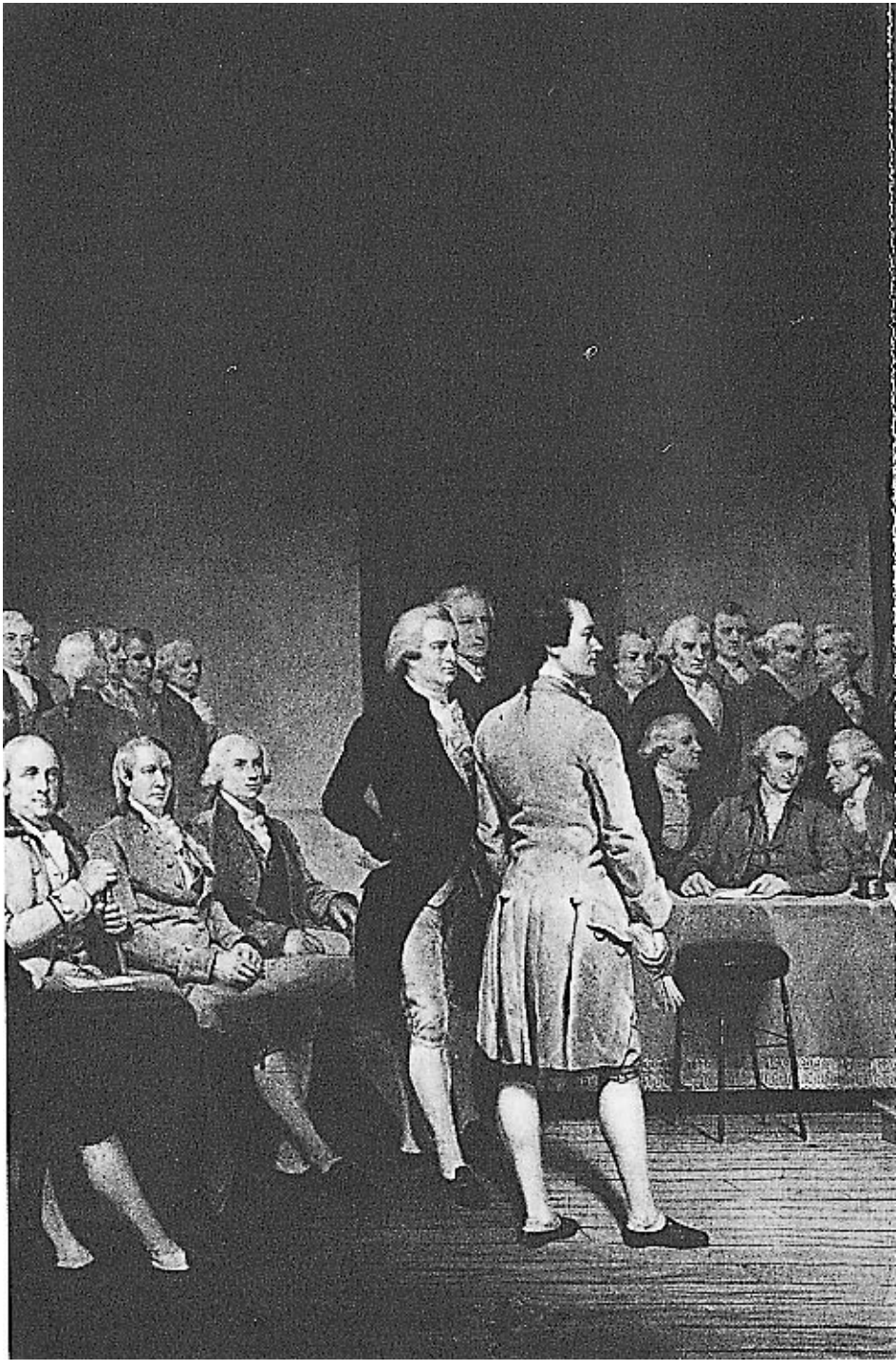
Les loyalistes venaient de toutes les couches sociales. La plupart étaient de petits agriculteurs, des artisans et des boutiquiers. Les riches marchands tendaient eux aussi à être loyalistes, tout comme les pasteurs anglicans, en particulier chez les puritains de la Nouvelle-Angleterre. Il y avait également quelques Noirs à qui les Anglais avaient promis la liberté, des Indiens, des serviteurs sous contrat et quelques émigrés allemands qui avaient pris parti pour la Couronne surtout parce que George III était d'origine germanique.

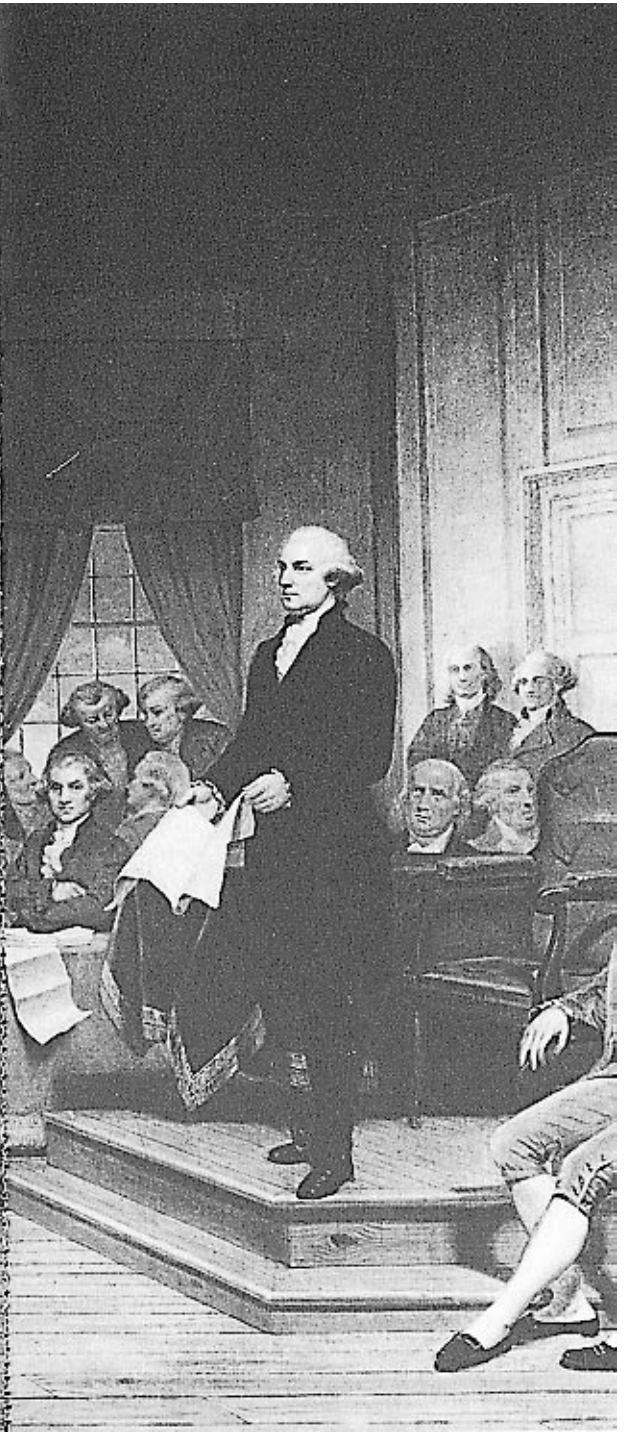
Le nombre des loyalistes variait selon les colonies. Des estimations récentes donnent à penser qu'ils formaient la moitié de la population dans l'Etat de New York. Dans les Carolines, les agriculteurs de l'arrière-pays étaient loyalistes, tandis que les planteurs de la côte tendaient à soutenir les révolutionnaires. Pendant la guerre d'Indépendance, la plupart des loyalistes n'eurent guère à souffrir pour leurs opinions. Pourtant, une minorité d'entre eux, soit quelque 19 000 hommes, armés et équipés par les Anglais, prirent part au combat.

Le traité de paix signé à Paris imposait au Congrès de restituer les biens confisqués aux loyalistes. Les héritiers de William Penn, en Pennsylvanie, et ceux de George Calvert dans le Maryland reçurent ainsi de généreuses indemnités. Dans les Carolines, où l'hostilité entre rebelles et loyalistes était particulièrement virulente, ces derniers ne furent guère nombreux à retrouver leurs biens. Dans l'Etat de New York, comme dans les Carolines, les confiscations avaient entraîné une sorte de révolution sociale, car de larges domaines avaient été divisés entre de petits exploitants agricoles.

Quelque 100 000 loyalistes quittèrent le pays, notamment John Singleton Copley, le plus grand peintre américain de son temps. La plupart s'installèrent au Canada. Certains rentrèrent au pays par la suite, même si, dans plusieurs Etats de l'Union, ils avaient perdu leur éligibilité. Pendant bien des décennies après la guerre d'Indépendance, les Américains préférèrent ignorer qu'il y avait eu des loyalistes parmi eux. A l'exception de Copley, ce furent les oubliés de l'histoire américaine. ★

Discours de George Washington devant la Convention constituante à Philadelphie, 1787.





ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE QUATRE

IV

LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT NATIONAL

«TOUS LES HOMMES, TOUS LES GROUPES D'HOMMES EXISTANT EN CE MONDE, ONT LE DROIT DE SE GOUVERNER EUX-MEMES.»

Thomas Jefferson, 1790

LES CONSTITUTIONS DES ETATS

Le succès de la guerre d'Indépendance offrit aux Américains l'occasion de donner une forme juridique à leurs idéaux tels qu'ils étaient énoncés dans la Déclaration d'Indépendance et de satisfaire certaines de leurs revendications grâce aux constitutions des Etats. Dès le 10 mai 1776, le Congrès avait adopté une résolution recommandant aux colonies d'établir de nouveaux gouvernements, «organisés en la forme leur paraissant la plus propre à donner bonheur et sécurité aux gouvernés». Plusieurs colonies l'avaient déjà fait et, dans l'année qui suivit la Déclaration d'Indépendance, tous les Etats sauf trois s'étaient dotés d'une constitution.

Ces nouvelles chartes révélaient l'influence des idées démocratiques. Aucune ne rompait de manière radicale avec le passé, car elles s'appuyaient toutes sur l'assise solide de l'expérience coloniale et des coutumes anglaises. Mais chacune d'elles puisait aussi son inspiration dans l'esprit républicain, idéal que prônaient depuis longtemps les philosophes des Lumières.

Tout naturellement, les auteurs de ces constitutions cherchèrent avant tout à garantir les «droits inaliénables» dont la violation par l'Angleterre avait poussé les anciennes

colonies à rompre avec la Couronne. C'est pourquoi chacune commençait par une déclaration des droits (*bill of rights*). Celle de la Virginie, qui servit de modèle à toutes les autres, énonçait certains principes – souveraineté du peuple, renouvellement des titulaires de charges, convocation d'élections libres – et énumérait certains droits fondamentaux : le droit pour les accusés d'être laissés en liberté moyennant le versement d'une caution modique, le droit d'exiger que les châtiments soient humains, que le jugement intervienne rapidement et se déroule devant un jury, la liberté de la presse, la liberté religieuse et le droit pour la majorité de réformer ou de modifier le gouvernement.

D'autres Etats élargirent le champ des libertés, de manière à y inclure la liberté d'expression, de réunion et de pétition ; étaient aussi souvent mentionnés le droit de porter des armes, la garantie de l'*habeas corpus*, l'inviolabilité du domicile et l'égalité de tous devant la loi. Par ailleurs, toutes les constitutions reconnaissaient le principe de la séparation des pouvoirs – l'exécutif, le législatif et le judiciaire – chacun servant de frein et de contrepoids aux deux autres.

La constitution de la Pennsylvanie allait plus loin encore. Dans cet Etat, les artisans de Philadelphie, les pionniers irlandais d'origine écossaise ainsi que les agriculteurs de langue allemande étaient majoritaires. Le congrès provincial adopta une constitution qui permettait à tout contribuable de sexe masculin et à ses fils de voter ; elle exigeait le renouvellement périodique des représentants ; elle instituait un régime où le pouvoir législatif était détenu par une seule assemblée.

Les constitutions des Etats souffraient toutefois de défauts patents. Si elles visaient à garantir les droits naturels, elles n'accordaient pas à tous les citoyens le plus important d'entre eux : le droit à l'égalité. Les colonies situées au sud de la Pennsylvanie ne reconnaissaient pas à leurs esclaves les droits inaliénables de tout être humain. Les femmes n'avaient aucun droit politique. Aucun Etat ne s'aventura à instituer le suffrage universel masculin, et dans ceux-là même qui autorisaient tous les contribuables à voter (le Delaware, la Caroline du Nord, la Georgie et la Pennsylvanie), il fallait, pour être éligible, posséder un minimum de biens.

LES ARTICLES DE CONFEDERATION

La lutte contre l'Angleterre avait beaucoup contribué à faire évoluer l'attitude des colons. Refusant de céder la moindre parcelle de leur autonomie à un autre corps constitué, même si elles l'avaient elles-mêmes élu, les assemblées locales avaient rejeté le Projet d'Union proposé à Albany en 1754. Pourtant, durant la guerre d'Indépendance, l'assistance mutuelle avait fait la preuve de son efficacité, et la crainte qu'avait chaque colonie de se dessaisir de son pouvoir propre s'était dans une large mesure atténuée.

John Dickinson avait rédigé les «Articles de Confédération et d'Union permanente» en 1776. Adoptés par le Congrès continental en novembre 1777, ils entrèrent en vigueur en 1781, après avoir été ratifiés par tous les Etats. Le cadre gouvernemental ainsi mis en place présentait nombre de lacunes. Le gouvernement national n'avait pas le pouvoir de lever des impôts, de réglementer le commerce, ni de percevoir, au besoin, des droits de douane. Il ne garantissait pas l'unité d'action en matière de relations internationales : certains Etats avaient entamé, pour leur propre compte, des négociations avec des pays étrangers. Neuf Etats avaient mis sur pied leur armée, et plusieurs autres possédaient leur propre flotte. Un mélange hétéroclite de pièces et de billets émis par les Etats et le gouvernement national avait cours dans la Confédération, et leur valeur se dépréciait rapidement.

Du fait des difficultés économiques consécutives à la guerre, les appels au changement se multipliaient. La fin des hostilités avait porté un coup sérieux aux négociants qui avaient approvisionné les armées des deux côtés et qui avaient perdu les avantages jadis offerts par le système commercial britannique. Les mesures douanières prises par les Etats favorisaient les marchandises américaines, mais elles manquaient de cohérence. Il devenait indispensable de mettre en place un gouvernement central plus fort, capable d'appliquer une politique uniforme.

La situation des agriculteurs était la plus dramatique. L'offre de denrées agricoles excédait la demande ; des troubles éclataient parmi les exploitants endettés, qui réclamaient des mesures de protection énergiques contre la saisie de leurs propriétés hypothéquées et contre l'emprisonnement pour dettes. Les tribunaux étaient surchargés de

procès à l'encontre des débiteurs. Tout au long de l'été 1786, des conventions populaires et des réunions officieuses furent organisées dans plusieurs Etats pour demander la réforme de leurs administrations respectives.

Dans le Massachusetts, au cours de l'automne 1786, des foules d'agriculteurs conduites par Daniel Shays, ancien capitaine de l'armée, firent usage de la force pour empêcher les juges de siéger dans les tribunaux des comtés et de prononcer des condamnations à l'encontre des débiteurs. En janvier 1787, ayant constitué une troupe de 1 200 hommes, ils prirent la route de l'arsenal fédéral à Springfield. Les rebelles, armés principalement de fourches et de bâtons, furent repoussés par un petit détachement de la milice de l'Etat ; le général Benjamin Lincoln arriva alors de Boston avec des renforts et mit en déroute les restes de l'armée de Shays qui s'enfuit au Vermont. Quatorze rebelles furent condamnés à mort, mais pour finir certains furent graciés, tandis que les autres étaient libérés après un court séjour en prison. Une fois le soulèvement écrasé, une nouvelle assemblée sortie des urnes, dont la majorité des membres sympathisaient avec les rebelles, leur donna satisfaction sur certains points concernant leurs problèmes d'endettement.

LE PROBLEME DE L'EXPANSION

A la fin de la guerre d'Indépendance, les Etats-Unis se retrouvèrent face au vieux problème de l'Ouest, avec toutes ses complications concernant les terres, le commerce des fourrures, les Indiens, la colonisation et l'administration de ces territoires. Attirés par la richesse sans pareille des terres qui s'offraient à eux, les pionniers franchirent en masse les Appalaches. Dès 1775, les avant-postes éloignés, échelonnés le long des voies fluviales, comptaient plusieurs dizaines de milliers de pionniers. A des centaines de kilomètres du pouvoir central qui gouvernait dans l'Est, les habitants mirent en place leurs propres administrations. Les colons venus du littoral poursuivaient leur route vers les fertiles vallées fluviales, les forêts de feuillus et les prairies ondulées de l'intérieur. En 1790, plus de 120 000 personnes vivaient de l'autre côté des Appalaches.

Avant la guerre, nombre de colonies avaient émis des prétentions, parfois contradictoires, sur les vastes territoires situés au-delà des Appalaches. Pour ceux qui ne pouvaient en faire autant, ces richesses foncières semblaient inéquitablement réparties. Au nom de ce dernier groupe, le Maryland présenta une résolution qui tendait à transformer les terres de l'Ouest en une propriété commune que le Congrès diviserait en Etats libres et autonomes. L'idée fut reçue avec un enthousiasme mitigé. Néanmoins, en 1780, l'Etat de New York donna l'exemple en cédant aux Etats-Unis ses droits sur les territoires qu'il pouvait revendiquer. En 1784, la Virginie, dont les prétentions étaient les plus grandes, renonça à tous les territoires situés au nord de l'Ohio. D'autres Etats suivirent cet exemple, et il apparut que le Congrès allait entrer en possession de l'ensemble des terres situées au nord de l'Ohio et à l'ouest des monts Allegheny. Cette mise en commun de millions d'hectares constituait la preuve la plus tangible de la naissance d'un sentiment national et d'une volonté unitaire servant de fondements à l'idée de souveraineté nationale. En même temps, le problème posé par ces vastes étendues exigeait une solution.

Les Articles de Confédération fournirent la réponse, car un système d'autonomie politique limitée (établi par l'ordonnance du Nord-Ouest, de 1787) prévoyait que l'ensemble des territoires du Nord-Ouest, formant au début un seul district, serait placé sous l'autorité d'un gouverneur et de juges nommés par le Congrès. Dès que la population comprendrait 5 000 citoyens libres, de sexe masculin et en âge de voter, elle disposerait d'un corps législatif bicaméral dont elle élirait la chambre basse. En outre, elle pourrait alors envoyer au Congrès un délégué sans droit de vote.

Ce territoire devait ensuite être divisé en Etats, au minimum trois et au maximum cinq. Chacun d'eux serait admis au sein de l'Union «sur le même pied que les Etats fondateurs» dès qu'il compterait plus de 60 000 habitants libres. L'ordonnance garantissait les droits et libertés civiques des habitants, encourageait l'instruction et assurait qu'il «n'y aurait ni esclavage ni servitude involontaire dans ledit territoire».

Cette nouvelle politique répudiait le concept consacré établissant que les colonies n'existaient qu'au profit de la

mère patrie et demeuraient sous sa subordination politique et sociale. S'y substituait désormais le principe selon lequel les colonies, étant tout simplement le prolongement de la nation, jouissaient de tous les avantages de l'égalité, non par privilège mais de plein droit. L'esprit éclairé qui avait dicté l'ordonnance du Nord-Ouest jetait du même coup les bases de la politique domaniale du gouvernement fédéral.

LA CONVENTION CONSTITUANTE

A propos de la période qui s'était écoulée entre le traité de Paris et la rédaction de la Constitution, George Washington a écrit que les Etats étaient alors unis par un «filin de sable». En 1786, le litige qui opposait le Maryland à la Virginie quant à la navigation sur le Potomac provoqua la convocation d'une conférence des représentants de cinq Etats à Annapolis, dans le Maryland. L'un des délégués, Alexander Hamilton, parvint à convaincre ses collègues que le commerce était trop lié à d'autres questions politiques et économiques, et que la situation était trop grave pour être examinée par un groupe si peu représentatif.

Il suggéra d'inviter tous les Etats à nommer des représentants qui se réuniraient, dès le printemps suivant, à Philadelphie. Le Congrès continental s'indigna d'abord de cette démarche hardie, mais ses protestations cessèrent lorsqu'il apprit que la Virginie avait élu George Washington comme délégué. Durant l'automne et l'hiver suivants, des élections eurent donc lieu dans tous les Etats – sauf le Rhode Island.

Ce fut une assemblée de notables qui se réunit en convention fédérale à Philadelphie, en mai 1787. Les législateurs des Etats y avaient délégué des personnalités de premier plan, fortes d'une expérience acquise dans l'administration des Etats et des colonies, voire au Congrès, dans la magistrature ou dans l'armée. Considéré comme le citoyen le plus éminent du pays, en raison de son intégrité et de ses qualités de chef militaire, George Washington fut nommé président de la Convention.

Deux Pennsylvaniens étaient parmi les délégués les plus actifs : Gouverneur Morris, qui voyait clairement la nécessité d'un gouvernement national, et James Wilson, qui œuvra in-

lassablement en faveur de l'idée nationale. La Pennsylvanie avait également élu Benjamin Franklin, parvenu presque au terme de son extraordinaire parcours politique et scientifique. La Virginie avait choisi James Madison, jeune homme d'Etat au sens pratique, passionné de politique et d'histoire, salué aujourd'hui comme le «Père de la Constitution.»

Le Massachusetts avait délégué Rufus King et Elbridge Gerry, jeunes hommes capables et expérimentés. Roger Sherman, ancien cordonnier promu au rang de juge, était l'un des représentants du Connecticut. De l'Etat de New York venait Alexander Hamilton, initiateur de la Convention. Thomas Jefferson, ambassadeur en France, et John Adams, ambassadeur en Grande-Bretagne, étaient absents. Sur les cinquante-cinq délégués présents, les jeunes étaient en majorité, l'âge moyen étant de quarante-deux ans.

La Convention avait été autorisée uniquement à élaborer des amendements aux Articles de Confédération, mais, comme l'écrivit Madison plus tard, les délégués, «résolument confiants en leur pays», laissèrent de côté les Articles et se mirent à édifier un régime politique entièrement nouveau.

Ils se rendirent compte qu'il leur fallait avant tout concilier deux pouvoirs différents : le pouvoir des autorités locales, qu'exerçaient déjà les treize Etats semi-indépendants, et celui du futur gouvernement central. Ils adoptèrent un principe selon lequel les fonctions et les pouvoirs du gouvernement national étant chose nouvelle et revêtant un caractère général, voire global, ils devaient être soigneusement définis et énoncés, alors que tout le reste pouvait passer pour être du ressort des Etats. Conscients cependant du fait que le gouvernement central devait disposer d'un pouvoir réel, les délégués acceptèrent aussi, de façon générale, de l'habiliter – entre autres – à battre monnaie, à réglementer le commerce, à déclarer la guerre et à faire la paix.

DEBAT ET COMPROMIS

Les hommes d'Etat du XVIIIe siècle qui se réunirent à Philadelphie étaient partisans de l'équilibre des pouvoirs tel que le préconisait Montesquieu. L'expérience coloniale justifiait pleinement cette attitude ; les écrits de Locke, que connais-

saient bien la plupart des délégués, la corroboraient. Ainsi s'imposa la conviction selon laquelle il convenait d'établir un gouvernement constitué de trois pouvoirs égaux et coordonnés. Ces pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire – devaient être si harmonieusement équilibrés qu'aucun d'entre eux ne pourrait prévaloir sur les deux autres. Les délégués décidèrent également que le pouvoir législatif, à l'instar des assemblées coloniales et du Parlement britannique, comprendrait deux chambres.

Sur ces divers principes, l'unanimité régnait, mais de graves divergences surgirent quant à leur mise en œuvre. Les représentants des petits Etats (ceux du New Jersey, par exemple) s'opposaient aux changements susceptibles de réduire leur influence au sein du gouvernement national, en particulier si la représentation cessait d'être égale pour tous les Etats – comme l'avaient prévu les Articles de Confédération – pour devenir proportionnelle au nombre d'habitants.

En revanche, les représentants des Etats les plus vastes, comme la Virginie, défendaient le principe de la représentation proportionnelle. Le débat menaçait de s'éterniser, quand le délégué du Connecticut proposa une représentation proportionnelle à la Chambre des représentants et paritaire au Sénat.

Le différend qui avait dressé les uns contre les autres les grands et les petits Etats se trouva ainsi aplani. Mais presque tous les autres points suscitèrent de nouveaux problèmes que seuls pouvaient résoudre de nouveaux compromis. Les Etats du Nord voulaient inclure les esclaves dans le chiffre de la population déterminant la contribution de chaque Etat au budget fédéral, mais les exclure du calcul des sièges attribués à chaque Etat à la Chambre des représentants. Un compromis permit de calmer les esprits : la députation des Etats à la Chambre des représentants serait proportionnelle au nombre de ses citoyens libres augmenté des trois cinquièmes du nombre des esclaves.

Certains constituants, comme Roger Sherman et Elbridge Gerry, encore sous le coup de la révolte de Shays, redoutaient que la masse du peuple n'eût pas assez de sagesse pour se gouverner elle-même ; ils souhaitaient donc éviter l'élection directe par les citoyens pour les trois pouvoirs du

gouvernement fédéral. D'autres, au contraire, pensaient que le gouvernement national devait avoir une assise populaire aussi large que possible. Quant à l'Ouest, en plein essor, d'aucuns voulaient l'empêcher d'accéder au rang d'Etat, tandis que certains prônaient le principe de l'égalité établi par l'ordonnance du Nord-Ouest en 1787.

Par contre, aucune divergence sérieuse ne se manifesta sur les questions d'économie nationale, telles que la fonction du papier-monnaie, les lois relatives aux obligations contractuelles ou le rôle des femmes, exclues de la vie publique. Mais le besoin se fit sentir d'équilibrer les intérêts économiques des divers secteurs, de débattre du choix du chef de l'exécutif, de ses pouvoirs et de la durée de son mandat, de régler les problèmes posés par le statut des juges et la nature des tribunaux à instituer.

Au terme d'un été brûlant, la Convention parvint enfin à s'entendre sur un bref document qui définissait l'organisation du gouvernement le plus complexe que l'homme ait jamais conçu – un gouvernement souverain dans le cadre de sa sphère de compétence nettement limitée et clairement définie. La Convention donnait au gouvernement fédéral pleine autorité pour lever des impôts ; faire des emprunts ; établir des droits de douane et des taxes indirectes uniformes dans tout le pays ; battre monnaie ; fixer l'étalon des poids et mesures ; octroyer des brevets et protéger les droits d'auteur ; ouvrir des bureaux de poste et construire des routes pour acheminer le courrier. Le gouvernement national disposait aussi du pouvoir de lever et d'entretenir une armée et une marine nationales et de réglementer le commerce entre les Etats. On lui confia l'administration des affaires indiennes, ainsi que la conduite des affaires étrangères et de la guerre. Il pouvait adopter des lois concernant la naturalisation des étrangers et l'organisation des terres domaniales. Il était habilité à admettre de nouveaux Etats au sein de l'Union sur un pied d'égalité absolue avec les anciens. Le pouvoir d'adopter toutes lois appropriées et nécessaires à l'exercice de ces fonctions bien définies devait permettre au gouvernement fédéral de répondre aux besoins des générations à venir, comme à ceux d'un corps politique beaucoup plus étendu.

Le principe de la séparation des pouvoirs avait déjà fait

ses preuves dans la plupart des Etats. La Convention institua donc un système comportant trois pouvoirs distincts, le législatif, l'exécutif et le judiciaire, chacun servant de frein aux autres. Ainsi, les actes législatifs du Congrès ne pouvaient prendre force de loi avant d'avoir été approuvés par le président. Le président devait soumettre à l'approbation du Sénat les traités et les plus importantes de ses nominations. Il pouvait être mis en accusation (procédure de l'*impeachment*) par le Congrès et destitué. Le pouvoir judiciaire devait connaître de toutes les affaires ressortissant aux lois et à la Constitution ; les tribunaux étaient habilités à interpréter à la fois la loi fondamentale et les lois ordinaires. Mais les membres du pouvoir judiciaire, nommés par le président et confirmés par le Sénat, pouvaient eux aussi être mis en accusation par le Congrès.

Afin de mettre la Constitution à l'abri de toute modification hâtive, l'article 5 spécifiait que toute proposition d'amendement à la Constitution devait recueillir l'adhésion soit des deux tiers des deux chambres du Congrès, soit des deux tiers des Etats, réunis en convention. En outre, ces propositions devaient être ratifiées soit par les assemblées législatives des trois quarts des Etats, soit par la voie de conventions réunies dans les trois quarts des Etats, selon la méthode retenue par le Congrès.

Finalement, la Convention s'attaqua au problème essentiel, à savoir comment faire respecter concrètement les pouvoirs octroyés au nouveau gouvernement ? Sur le papier, les Articles de Confédération attribuaient au gouvernement national des pouvoirs étendus, mais, en pratique, ils n'avaient servi à rien, car les Etats n'en tenaient aucun compte. Que fallait-il faire pour épargner le même sort au nouveau gouvernement ?

La plupart des délégués proposèrent d'emblée une seule solution : l'usage de la force. Mais il apparut rapidement que cette méthode détruirait l'Union. Il fut donc décidé que le gouvernement devrait agir non sur les Etats, mais sur leur population, et légiférer au nom et à l'intention de tous les individus établis dans le pays. La Convention adopta donc deux dispositions succinctes mais extrêmement importantes qui allaient devenir la pierre angulaire de la Constitution :

Le Congrès aura le pouvoir… de faire toutes les lois nécessaires et convenables pour mettre à exécution les pouvoirs... conférés par la présente Constitution au Gouvernement des Etats-Unis… (Art. 1, section 8)

La présente Constitution, ainsi que les lois des Etats-Unis qui en découleront, et tous les traités déjà conclus, ou qui le seront, sous l'autorité des Etats-Unis, seront la loi suprême du pays ; et les juges dans chaque Etat seront liés par les susdits, nonobstant toute disposition contraire de la Constitution ou des lois de l'un quelconque des Etats. (Art. 6)

Ainsi, les lois des Etats-Unis devinrent applicables dans les tribunaux fédéraux, par l'intermédiaire de leurs juges et de leurs *marshals,* aussi bien que dans les tribunaux des Etats, par l'intermédiaire des juges et des magistrats locaux.

La controverse sur les intentions des rédacteurs de la Constitution n'est pas close. En 1913, Charles Beard soutenait que les Pères fondateurs pouvaient tirer avantage de la stabilité imposée par un gouvernement national puissant et autoritaire, parce qu'ils possédaient d'importantes quantités de bons du Trésor dépréciés. Pourtant, le «Père de la Constitution», James Madison, n'en détenait pas, alors que certains adversaires de la Constitution étaient porteurs de quantités de valeurs et de bons garantis par l'Etat. Certes, les intérêts économiques ont joué un rôle dans le débat mais ni plus ni moins que les intérêts idéologiques, ceux de certains groupes ou de certains Etats. L'idéalisme comptait autant. En dignes fils des Lumières, les Pères fondateurs ont conçu un gouvernement qui, ils en étaient convaincus, favoriserait la liberté individuelle et la vertu publique. Les idéaux contenus dans la Constitution des Etats-Unis sont un élément capital de l'identité nationale américaine.

LA RATIFICATION ET LA DECLARATION DES DROITS

Le 17 septembre 1787, au terme de seize semaines de délibérations, la Constitution définitive fut signée par trente-neuf des quarante-deux délégués présents. Franklin, montrant du doigt le demi-soleil peint en or brillant sur le dossier du fauteuil qu'occupait Washington, déclara alors :

Maintes fois, au cours de cette session,… j'ai contemplé cela, derrière le Président, sans pouvoir dire si c'était un soleil levant ou un soleil couchant ; mais à présent, enfin, j'ai le bonheur de savoir que c'est un soleil levant et non un soleil couchant.

La Convention était terminée. Cependant, avant l'entrée en vigueur de la Constitution, il fallait obtenir l'accord des conventions des Etats, élues au suffrage populaire. La Convention avait décidé que la Constitution entrerait en vigueur dès qu'elle aurait été ratifiée par neuf des treize Etats. En juin 1788, le nombre requis était atteint, mais deux Etats importants, la Virginie et l'Etat de New York, s'étaient abstenus, et la plupart des gens estimaient que, sans leur soutien, la Constitution ne serait jamais observée. Beaucoup considéraient qu'elle présentait bien des dangers : le gouvernement central fort qu'elle établissait n'allait-il pas être tyrannique, les accabler d'impôts et les entraîner dans des guerres ?

Les divergences de vues sur ces questions donnèrent naissance à deux partis, les fédéralistes, partisans d'un gouvernement central fort, et les antifédéralistes, qui préféraient une association souple d'Etats séparés. Des débats passionnés les opposèrent dans la presse, sur les bancs des assemblées législatives et lors des conventions réunies par les Etats.

En Virginie, les antifédéralistes attaquèrent le régime qu'on leur proposait en contestant la première phrase de la Constitution : «Nous, Peuple des Etats-Unis». D'après eux, si la Constitution ne mentionnait pas les noms de chacun des Etats, un par un, ceux-ci ne seraient pas en mesure de conserver leurs droits ou pouvoirs individuels. Les antifédéralistes virginiens se rangeaient derrière Patrick Henry, le principal porte-parole des paysans de l'arrière-pays effrayés par les pouvoirs conférés au nouveau gouvernement central. Les délégués hésitants se laissèrent convaincre par une proposition de la convention de Virginie recommandant l'adoption d'une déclaration des droits (*bill of rights*), et les antifédéralistes finirent par se joindre aux fédéralistes pour ratifier la Constitution le 25 juin.

A New York, Alexander Hamilton, John Jay et James Madison appelaient à la ratification de la Constitution dans une

série d'articles rassemblés sous le titre *The Federalist Papers* (*Le Fédéraliste*). Ces essais, publiés dans des journaux new-yorkais, avançaient un argument désormais classique en faveur d'un gouvernement central fédéral composé de trois pouvoirs distincts – législatif, exécutif et judiciaire – jouant le rôle de freins et de contrepoids. Les délégués de l'Etat de New York, influencés par les thèses soutenues dans *Le Fédéraliste*, finirent par ratifier la Constitution, le 26 juillet.

L'hostilité que leur inspirait la mise en place d'un gouvernement central fort n'était pas le seul motif de préoccupation pour les adversaires de la Constitution : nombre d'entre eux se demandaient si la Constitution protégerait convenablement les droits et les libertés individuels. George Mason, auteur de la déclaration des droits de la Virginie, adoptée en 1776, faisait partie des trois constituants qui avaient refusé de signer le document final, parce que le texte n'énumérait pas les droits de la personne. Aux côtés de Patrick Henry, il avait fait vigoureusement campagne contre la ratification de la Constitution par la Virginie. En définitive, cinq Etats n'avaient ratifié le texte qu'à la condition d'y rajouter immédiatement des amendement sur les droits de l'homme.

Quand le premier Congrès se réunit à New York en septembre 1789, ce fut presque à l'unanimité que la Chambre réclama des amendements à la Constitution en vue de protéger les droits de l'individu. Le Congrès eut tôt fait d'en adopter douze ; en décembre 1791, le nombre des Etats qui avaient approuvé dix des amendements proposés était suffisant pour que le texte fût incorporé à la Constitution. Ce sont ces dix amendements que l'on appelle la «Déclaration des Droits». Ils garantissent la liberté de la parole, de la presse et de la religion et le droit qu'a le peuple de s'assembler pacifiquement et d'adresser des pétitions au gouvernement (Premier Amendement) ; la protection du citoyen contre les perquisitions abusives, les saisies de biens et l'arrestation des personnes (Quatrième Amendement) ; le droit de bénéficier d'une «procédure légale régulière» (*due process of law*) au pénal (Cinquième Amendement) ; le droit d'être jugé promptement, publiquement et impartialement (Sixième Amendement) ; le droit d'être protégé contre des châtiments cruels et exceptionnels (Huitième Amendement) ;

et le fait que le peuple conserve les droits non énumérés dans la Constitution (Neuvième Amendement).

Depuis l'adoption de la Déclaration des Droits, seuls seize amendements ont été rajoutés à la Constitution. Si quelques-uns réformaient la structure et le fonctionnement du gouvernement fédéral, presque tous étaient conformes au précédent établi par la Déclaration des Droits et visaient à mieux garantir les droits et libertés de la personne.

LE PRESIDENT WASHINGTON

Une des dernières initiatives prises par le Congrès de la Confédération concernait l'organisation de la première élection présidentielle et le choix du 4 mars 1789 pour l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement. Pour assumer la direction de l'Etat, un nom était sur toutes les lèvres, celui de George Washington, qui fut élu à l'unanimité le 30 avril 1789. En prononçant le serment que prête chaque président depuis, Washington s'engagea à s'acquitter loyalement des devoirs de sa charge et à faire de son mieux pour «sauvegarder, protéger et défendre la Constitution des Etats-Unis».

Quand George Washington entra en fonctions, la nouvelle Constitution ne pouvait s'appuyer ni sur une tradition ni sur le soutien d'une opinion publique organisée. De plus, le nouveau gouvernement devait encore créer ses propres rouages. Aucun impôt ne rentrait. En attendant l'institution d'un système judiciaire, il n'existait aucun moyen de faire appliquer la loi. L'armée était modeste, la marine inexistante.

Le Congrès s'empressa de créer le département d'Etat et celui du Trésor, qu'il confia respectivement à Thomas Jefferson et à Alexander Hamilton. Dans le même temps, il mit en place le pouvoir judiciaire, en instituant non seulement une Cour suprême composée d'un président et de cinq juges, mais aussi trois tribunaux itinérants et treize tribunaux de district. Il désigna également un secrétaire à la Guerre et un *attorney general* (secrétaire à la Justice). Comme Washington ne prenait généralement aucune décision sans avoir consulté ces hommes dont il appréciait le jugement, le cabinet présidentiel se mit en place ; il allait se composer des chefs de tous les départements que le Congrès pourrait créer.

Pendant ce temps, l'essor du pays se poursuivait, et l'immigration en provenance de l'Europe ne cessait d'augmenter. La population gagnait l'Ouest : les habitants de la Nouvelle-Angleterre et de la Pennsylvanie s'installaient en Ohio, ceux de la Virginie et des Carolines, au Kentucky et dans le Tennessee. On pouvait acquérir de bonnes terres pour des sommes modiques ; le besoin de main-d'œuvre était important. Les riches vallées qui s'étiraient dans le nord de l'Etat de New York, en Pennsylvanie et en Virginie n'allaient pas tarder pas à devenir les greniers à blé du pays.

Si beaucoup d'objets usuels étaient encore fabriqués à domicile, l'aube de la révolution industrielle pointait déjà. Le Massachusetts et le Rhode Island jetaient les bases d'une importante industrie textile ; le Connecticut se lançait dans la quincaillerie et l'horlogerie ; l'Etat de New York, le New Jersey et la Pennsylvanie produisaient du papier, du verre et du fer. Le trafic maritime avait pris une telle extension que les Etats-Unis arrivaient au second rang, juste derrière l'Angleterre. Dès avant 1790, des navires américains se rendaient en Chine pour y vendre des fourrures et en rapporter du thé, des épices et de la soie.

A ce stade crucial pour l'essor de la nation, la direction éclairée de Washington fut capitale. Il sut organiser un gouvernement national, prendre des mesures concernant le peuplement dans des territoires antérieurement détenus par l'Angleterre et l'Espagne, stabiliser la frontière du Nord-Ouest et surveiller l'admission de trois nouveaux Etats : le Vermont (1791), le Kentucky (1792) et le Tennessee (1796). Finalement, dans son discours d'adieu, Washington recommanda à la nation de «se tenir à l'écart de toute alliance permanente avec quelque partie que ce soit du reste du monde». Ce conseil influa sur le comportement des futures générations d'Américains vis-à-vis de l'étranger.

L'AFFRONTEMENT ENTRE HAMILTON ET JEFFERSON

Le conflit qui, dans les années 1790, opposa les fédéralistes aux antifédéralistes eut de profondes répercussions sur l'histoire des Etats-Unis. Les fédéralistes, regroupés derrière Alexander Hamilton, dont la femme appartenait à la

riche famille Schuyler, défendaient les intérêts d'une classe de négociants citadins installés dans les grands ports maritimes ; les antifédéralistes, conduits par Thomas Jefferson, faisaient entendre la voix du monde rural et des Sudistes. Le différend portait sur le rôle du gouvernement fédéral par opposition à celui des différents Etats ; les fédéralistes voulaient renforcer le pouvoir fédéral et les antifédéralistes plaidaient pour les droits des Etats.

Hamilton prônait le renforcement du gouvernement central, dans l'intérêt du commerce et de l'industrie. Il apportait à la vie publique son amour de l'efficacité, de l'ordre et de l'organisation. La Chambre des représentants lui ayant demandé d'élaborer un plan pour le «soutien adéquat du crédit public», il formula et soutint des principes à la fois de politique économique et de politique intérieure.

L'Amérique, faisait-il remarquer, avait besoin de crédit pour son développement industriel, ses activités commerciales et le fonctionnement de son gouvernement. Elle devait également jouir de l'entière confiance et de l'appui total de sa population. Nombreux étaient ceux qui refusaient d'honorer la dette publique ou voulaient n'en régler qu'une partie, mais Hamilton insista pour que les créances fussent intégralement remboursées et que le gouvernement fédéral prisse à sa charge les dettes en souffrance contractées par les Etats durant la guerre d'Indépendance.

Hamilton fonda également une Banque des Etats-Unis, habilitée à ouvrir des succursales dans le pays. Il créa un institut national d'émission de la monnaie et préconisa la mise en place de tarifs douaniers protectionnistes, en arguant de la théorie de «l'industrie naissante», selon laquelle la protection temporaire des entreprises nouvelles pouvait contribuer au développement d'industries nationales compétitives. Ces mesures encouragèrent le commerce et l'industrie, favorisant la formation d'un groupe d'hommes d'affaires qui soutenaient fermement le gouvernement.

Jefferson, pour sa part, était en faveur d'une république agraire décentralisée. Il reconnaissait l'importance d'un gouvernement central fort en matière de relations internationales, mais il ne voulait pas que son autorité soit aussi grande dans les autres domaines. Hamilton cherchait à assu-

rer l'efficacité du gouvernement, tandis que Jefferson avait déclaré : «Je ne suis pas partisan d'un gouvernement très énergique.» Hamilton craignait l'anarchie et sa réflexion l'amenait à rechercher l'ordre ; Jefferson redoutait la tyrannie et sa pensée était tout entière tournée vers la liberté.

Les Etats-Unis avaient besoin de ces deux influences. Ce fut une chance pour le pays de posséder deux hommes de cette trempe et de pouvoir, avec le temps, fondre en un tout harmonieux les principaux traits de leurs conceptions respectives. Un conflit qui éclata entre eux, peu après que Jefferson eut pris ses fonctions de secrétaire d'Etat, aboutit à une interprétation nouvelle et très importante de la Constitution. En effet, lorsque Hamilton présenta son projet de loi en vue de créer une banque nationale, Jefferson y fit obstacle. Au nom de ceux qui défendaient les droits des Etats, il soutint que la Constitution énumérait expressément les pouvoirs dévolus au gouvernement fédéral et réservait les autres aux Etats. Selon lui, il n'y figurait aucune mention quant au droit du gouvernement fédéral de créer une banque.

Hamilton rétorqua que, devant la multitude des détails inhérents à certains domaines, un grand nombre de pouvoirs devaient découler implicitement de dispositions générales, et notamment de celle qui habilitait le Congrès à «faire toutes les lois qui seront nécessaires et convenables» pour l'exercice d'autres pouvoirs spécifiquement octroyés. Or la Constitution autorisait le gouvernement fédéral à lever et recouvrer les impôts, à payer les dettes et contracter des emprunts. Une banque nationale faciliterait ces opérations. En vertu de ses pouvoirs implicites, le Congrès était donc habilité à créer une telle banque ; George Washington et le Congrès acceptèrent le point de vue de Hamilton, établissant ainsi un précédent quant à la possibilité de donner aux pouvoirs du gouvernement fédéral une interprétation élargie.

LE CITOYEN GENET ET LA POLITIQUE ETRANGERE

L'une des premières tâches du nouveau gouvernement était de renforcer l'économie nationale et d'assurer la sécurité financière du pays, mais les Etats-Unis ne pouvaient se désintéresser des relations avec l'étranger. L'axe essentiel de

la politique étrangère de Washington fut de sauvegarder la paix, de donner au pays le temps de se remettre de ses blessures et de permettre la poursuite des lents progrès de l'intégration nationale. Les événements, en Europe, menaçaient de compromettre la réalisation de ces objectifs. Un grand nombre d'Américains suivaient le déroulement de la Révolution française avec un vif intérêt et une profonde sympathie, quand, en avril 1793, parvint une nouvelle qui allait faire de ce conflit un élément crucial de la politique américaine. La France avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne, et un nouveau représentant de la République française, que l'on appelait le «citoyen Genêt» (Edmond Charles Genêt), allait bientôt arriver aux Etats-Unis.

Après l'exécution de Louis XVI en janvier 1793, la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Hollande étaient entrées en guerre contre la France. Conformément au traité franco-américain de 1778, il existait entre les Etats-Unis et la France une alliance permanente, et l'Amérique était obligée d'aider la France à défendre les Antilles. Mais le pays se trouvait en position de faiblesse, tant sur le plan militaire que dans le domaine économique, et ne pouvait se permettre de s'engager dans une autre guerre contre les principales puissances européennes. Le 22 avril 1793, Washington abrogea les clauses du traité de 1778 qui avait aidé les Américains à obtenir leur indépendance ; il proclama que les Etats-Unis adoptaient une attitude «amicale et impartiale envers les puissances belligérantes». A son arrivée, Genêt fut chaleureusement acclamé par nombre de citoyens, mais traité avec une froide courtoisie par les autorités américaines. Furieux, il enfreignit son engagement de ne pas armer en corsaire un navire britannique capturé par la France. En guise de justification, il menaça d'en appeler directement à l'opinion publique américaine, en court-circuitant le gouvernement. Peu après, les Etats-Unis réclamèrent son rappel.

L'affaire Genêt tendit les relations entre l'Amérique et la France à un moment où, par ailleurs, les rapports avec l'Angleterre étaient loin d'être satisfaisants. Des garnisons britanniques occupaient encore nombre de forts dans l'Ouest ; les biens emportés par les soldats anglais durant la guerre d'Indépendance n'avaient pas été restitués et leurs proprié-

taires n'avaient pas été indemnisés ; de plus, la marine anglaise arraisonnait les navires en route vers des ports français. John Jay, qui était le premier à exercer les fonctions de président de la Cour suprême, fut dépêché à Londres en mission extraordinaire pour mettre un terme à cette situation. Il négocia un traité prévoyant le retrait des troupes anglaises des forts qu'elles occupaient et l'engagement que Londres paierait des indemnités pour les navires et le fret saisis par les Britanniques en 1793 et 1794. Les Américains, qui se trouvaient en position de faiblesse, avaient dû accepter d'importantes restrictions à leur commerce avec les Antilles ; en outre, le traité ne faisait pas mention des navires américains qui pourraient être saisis à l'avenir ni de l'enrôlement forcé de marins américains dans la marine britannique. Jay dut également se ranger au point de vue anglais selon lequel le matériel naval et militaire ne pouvait être acheminé dans les ports ennemis par les bateaux de pays neutres sous peine d'être considéré comme une marchandise de contrebande.

Le traité négocié par Jay donna lieu à un débat houleux entre les antifédéralistes, désormais appelés républicains, et les fédéralistes. Ces derniers étaient favorables à une politique pro-britannique, car les intérêts commerciaux qu'ils représentaient tiraient profit du commerce avec la Grande-Bretagne ; à l'opposé, les républicains appuyaient la France, surtout pour des raisons idéologiques, et estimaient que le traité était trop favorable aux Anglais. Pourtant, au terme d'une longue controverse, il fut ratifié par le Sénat.

ADAMS ET JEFFERSON

Washington se retira en 1797, se refusant fermement à demeurer plus de huit ans à la tête du pays. Son vice-président, John Adams, du Massachusetts, fut élu pour lui succéder. Avant même d'accéder à la présidence, John Adams s'était brouillé avec Alexander Hamilton et se trouvait ainsi handicapé par la division de son parti .

Vinrent se greffer des complications d'ordre international : la France, irritée par le traité récemment conclu par Jay avec la Grande-Bretagne, retournait à son avantage l'ar-

gument britannique et déclarait que les produits alimentaires ainsi que le matériel naval et militaire destinés à des ports ennemis étaient susceptibles d'être saisis par la marine française. En 1797, la France avait saisi 300 navires américains et rompu ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Quand Adams envoya trois nouveaux négociateurs à Paris, des agents de Talleyrand, alors ministre français des Affaires étrangères, désignés dans un rapport présidentiel au Congrès sous les initiales X, Y et Z, informèrent les Américains que toute reprise des négociations serait subordonnée à l'octroi par les Etats-Unis d'un prêt de douze millions de dollars et au paiement de pots-de-vin à des représentants du gouvernement français. L'indignation des Américains fut à son comble : le gouvernement leva des troupes et renforça sa marine encore peu développée.

En 1799, au terme d'une série d'engagements sur mer avec les Français, la guerre semblait inévitable. Mais, à l'occasion de cette crise, Adams rejeta les conseils de Hamilton qui aurait voulu la guerre et dépêcha trois nouveaux émissaires en France. Napoléon, qui venait à peine de prendre le pouvoir, les reçut avec cordialité ; la menace de conflit disparut grâce à la convention de 1800 qui relevait officiellement les Etats-Unis de leur alliance militaire de 1778 avec la France. Mais les Américains, toujours en position de faiblesse, n'obtinrent pas des Français le versement des vingt millions de dollars d'indemnités qu'ils réclamaient en dédommagement des saisies de navires opérées par la marine française.

Le Congrès, de plus en plus hostile à la France, vota alors un train de lois sur les Etrangers et la Sédition (*Alien and Sedition Acts*) qui eurent de graves répercussions sur les libertés civiques américaines. La loi sur la Naturalisation, qui portait de 5 à 14 ans la période de résidence requise pour obtenir la citoyenneté américaine, visait les immigrants irlandais et français soupçonnés d'être favorables aux républicains. La loi sur les Etrangers, appliquée pendant deux ans seulement, donnait au président le pouvoir d'expulser ou d'incarcérer les étrangers en temps de guerre. La loi sur la Sédition interdisait tout écrit, discours ou publication de nature «mensongère, scandaleuse et malveillante» dirigé contre

le président ou le Congrès. Les rares condamnations prononcées en vertu de ce texte érigèrent les victimes en martyrs utiles à la cause des libertés civiques et renforcèrent le soutien dont bénéficiaient les républicains.

Ces mesures législatives se heurtèrent en effet à une vive résistance. Jefferson et Madison appuyèrent même l'adoption des résolutions du Kentucky et de la Virginie par les assemblées de ces deux Etats, en novembre et décembre 1798. Ces dispositions donnaient aux Etats le droit de «s'interposer» pour faire obstacle à des initiatives prises par le gouvernement fédéral, voire de les «déclarer nulles et non avenues». Les Etats sudistes allaient par la suite utiliser cette doctrine de l'annulation pour défendre leurs intérêts vis-à-vis des nordistes sur la question des tarifs douaniers et, de manière plus inquiétante, à propos de l'esclavage.

En 1800, le peuple américain était mûr pour le changement. Sous les présidences de Washington et d'Adams, les fédéralistes avaient établi un gouvernement fort, mais celui-ci oubliait parfois d'honorer le principe selon lequel les autorités américaines doivent se montrer attentives à la volonté du peuple. Ils avaient suivi une politique qui contribua beaucoup à leur aliéner un grand nombre de personnes. Par exemple, en 1798, ils avaient adopté une taxe sur les maisons, sur la terre et sur les esclaves, qui touchait tous les propriétaires du pays.

Jefferson avait patiemment rassemblé à ses côtés une multitude de petits cultivateurs, de boutiquiers et d'autres travailleurs qui firent entendre leur voix au cours des élections de 1800 et le portèrent à la présidence. Il jouissait d'une extraordinaire popularité parce qu'il en appelait à l'idéalisme américain. Son discours d'investiture, le tout premier prononcé dans la nouvelle capitale de Washington, promettait au peuple «un gouvernement sage et économe» qui maintiendrait l'ordre parmi les habitants mais les «laisserait, par ailleurs, libres de régler la poursuite de leurs activités et l'amélioration de leur condition».

Par sa seule présence à la Maison-Blanche, Jefferson encourageait les comportements démocratiques. Il demandait à ses collaborateurs de se considérer comme de simples mandataires du peuple. Il encourageait l'agriculture et l'ex-

pansion vers l'ouest. Convaincu que l'Amérique devait être un havre pour les opprimés, il favorisa l'adoption d'une loi libérale sur la naturalisation. Dès la fin de 1809, son prévoyant secrétaire au Trésor, Albert Gallatin, avait ramené la dette publique à moins de soixante millions de dollars. A mesure que la ferveur des électeurs pour Jefferson gagnait le pays, les Etats décidèrent l'un après l'autre de ne plus subordonner l'exercice du droit de vote à la possession d'un minimum de biens et promulguèrent des lois plus humaines à l'encontre des débiteurs et des délinquants.

LA LOUISIANE ET LA GRANDE-BRETAGNE

L'une des initiatives de Jefferson eut pour effet de doubler la superficie du territoire national. Au terme de la guerre de Sept ans, la France avait cédé à l'Espagne les territoires qui lui appartenaient à l'ouest du Mississippi, y compris le port de La Nouvelle-Orléans, près de l'embouchure du fleuve. Or ce port était indispensable à l'expédition des produits américains en provenance des vallées de l'Ohio et du Mississippi. Peu après l'accession de Jefferson à la présidence, Napoléon obligea le gouvernement espagnol affaibli à rétrocéder à la France l'immense territoire désigné sous le nom de Louisiane. Cette démarche remplit d'appréhension les Américains indignés. Les projets de Napoléon visaient à la création d'un vaste empire colonial à l'ouest des Etats-Unis et constituaient en effet une menace pour les droits commerciaux comme pour la sécurité de toutes les colonies américaines de l'intérieur. Si la France reprenait possession de la Louisiane, affirmait Jefferson, «l'Amérique devrait aussitôt contracter une alliance avec la flotte et la nation britanniques».

Napoléon, de son côté, sachant qu'une nouvelle guerre avec la Grande-Bretagne était imminente, résolut de renflouer les caisses de l'Etat et de mettre la Louisiane hors d'atteinte des Anglais en la cédant aux Etats-Unis. Jefferson se trouva placé devant un dilemme constitutionnel, car l'achat d'un territoire par le pouvoir fédéral n'était pas prévu dans la Constitution. Jefferson envisagea d'abord de l'amender, mais ses conseillers lui donnèrent à entendre que tout retard amènerait peut-être Napoléon à changer d'idée ; ils

soutinrent que le pouvoir d'acheter un territoire était inhérent au pouvoir de conclure des traités. Jefferson se laissa fléchir et déclara que «le bon sens dont fait preuve notre pays corrigera les effets néfastes d'un texte imprécis chaque fois que cette imprécision risque d'être pernicieuse».

C'est ainsi que, pour la somme de quinze millions de dollars, les Etats-Unis acquirent en 1803 un territoire de plus de 2 600 000 kilomètres carrés comprenant le port de La Nouvelle-Orléans. Le pays se trouvait désormais en possession d'un immense territoire couvert de forêts, de montagnes, de voies fluviales et de plaines fertiles qui, en moins de quatre-vingts ans, allait devenir le cœur de la nation et l'un des plus grands greniers du monde.

Au moment d'entamer son second mandat en 1805, Jefferson proclama la neutralité des Etats-Unis dans le conflit qui opposait la Grande-Bretagne à la France. Toutes deux cherchaient à instituer un blocus pour empêcher les navires neutres de ravitailler l'adversaire. Les Britanniques, maîtres des mers, constituaient une menace bien plus sérieuse pour le commerce américain que n'importe quelle initiative prise par la France napoléonienne.

Les Anglais s'étaient dotés d'une flotte de guerre composée de 700 vaisseaux ayant à leur bord quelque 150 000 matelots et fusiliers marins. Cette force navale impressionnante leur assurait la domination des voies maritimes, isolait les ports français, protégeait le commerce britannique et assurait le maintien des liens vitaux entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Mais les équipages anglais avaient des conditions de vie si rudes qu'il était impossible de recruter des volontaires. Nombreux étaient les matelots qui désertaient et cherchaient refuge sur les bateaux américains. Les officiers britanniques s'estimaient donc en droit d'arraisonner ces navires pour s'assurer de la personne de tout sujet britannique trouvé à leur bord, cela à la grande humiliation des Américains. En outre, ils enrôlaient souvent de force des marins américains.

Quand Jefferson, dans une proclamation, mit en demeure les vaisseaux de guerre britanniques de quitter les eaux territoriales américaines, les Anglais réagirent en enlevant davantage encore de matelots américains. Jefferson dé-

cida alors de prendre des mesures de rétorsion économiques pour contraindre la Grande-Bretagne à faire marche arrière. En décembre 1807, le Congrès adopta la loi sur l'Embargo, qui interdisait tout commerce avec l'étranger. Paradoxalement, les républicains, partisans acharnés de la limitation des pouvoirs du gouvernement fédéral, avaient adopté une loi qui augmentait considérablement ses prérogatives. En l'espace d'une seule année, les exportations américaines tombèrent à un cinquième de leur volume antérieur. L'embargo eut pour effet de ruiner presque totalement les armateurs et provoqua le mécontentement de la Nouvelle-Angleterre et de l'Etat de New York. Les agriculteurs découvrirent, eux aussi, qu'ils subissaient de lourdes pertes, car les prix s'étaient effondrés lorsque les exploitants du Sud et de l'Ouest n'avaient pu exporter leurs excédents de céréales, de viande et de tabac.

L'espoir que l'embargo affamerait la Grande-Bretagne et l'obligerait à modifier sa politique se révéla mal fondé. Le mécontentement ne cessant de croître à l'intérieur, Jefferson adopta une mesure d'apaisement qui devait lui concilier les armateurs et les milieux du commerce maritime. En 1809, il signa une loi (*Non-Intercourse Act*) qui autorisait le commerce avec tous les pays, sauf la France, la Grande-Bretagne et leurs possessions.

James Madison succéda à Jefferson en 1809. Les rapports avec la Grande-Bretagne s'envenimèrent ; les deux pays s'acheminaient rapidement vers la guerre. Madison présenta au Congrès un rapport détaillé, citant plusieurs milliers de cas d'enrôlement forcé de citoyens américains dans la marine anglaise. De plus, des colons du Nord-Ouest avaient été attaqués par des Indiens, et l'on avait tout lieu de croire que c'était à l'instigation d'agents britanniques au Canada, ce qui conduisit nombre d'Américains à réclamer la conquête de ce territoire. En cas de succès, cette tentative aurait eu pour effet de supprimer l'influence britannique sur les Indiens et d'ouvrir de nouveaux espaces à la colonisation. Le désir de conquérir le Canada, conjugué au profond ressentiment que suscitait l'enrôlement forcé des marins américains, favorisa une grande ferveur belliqueuse et, en 1812, les Etats-Unis déclaraient la guerre à l'Angleterre.

LA GUERRE DE 1812

Tandis que le pays se préparait à une nouvelle guerre contre les Anglais, de graves dissensions internes déchiraient les Etats-Unis. Alors que le Sud et l'Ouest se déclaraient favorables à la guerre, l'Etat de New York et la Nouvelle-Angleterre s'y opposaient, car le conflit allait perturber leurs activités commerciales. La déclaration de guerre avait eu lieu alors que les forces armées étaient loin d'y être préparées. Les troupes régulières comptaient un peu moins de 7 000 soldats, disséminés dans des postes écartés les uns des autres. Ils devaient être appuyés par les milices indisciplinées des divers Etats.

Les hostilités débutèrent par l'invasion du Canada qui, si elle avait été convenablement conçue et exécutée, aurait permis une action concertée contre Montréal. Mais la campagne tout entière échoua et se termina par l'occupation de Detroit par les Anglais. La marine américaine, néanmoins, remportait des victoires qui redonnaient confiance au pays. En outre, les corsaires américains qui écumaient l'Atlantique avaient capturé 500 bateaux britanniques au cours de l'automne et de l'hiver 1812-1813.

La campagne de 1813 se concentra autour du lac Erié. En vue de libérer Detroit, le général William Henry Harrison – futur président des Etats-Unis – avait pris la tête d'une armée de miliciens, de volontaires et de réguliers du Kentucky. Le 12 septembre, alors qu'il se trouvait encore sur le cours supérieur de l'Ohio, il apprit que le commodore Oliver Hazard Perry avait anéanti la flotte ennemie sur le lac Erié. Il reprit Detroit et poussa jusqu'au Canada. La région tout entière était à présent entre les mains des Américains.

Un autre tournant décisif de la guerre se situa une année plus tard : ce fut le combat au canon, à bout portant, au cours duquel le commodore Thomas Macdonough défit une flottille britannique sur le lac Champlain. Privée de tout soutien naval, une armée d'invasion britannique forte de 10 000 hommes dut se replier au Canada. A peu près au même moment, une flotte anglaise ayant reçu l'ordre de tout «détruire et ravager» harcelait la côte atlantique. Dans la nuit du 24 août 1814, un corps expéditionnaire envahit la ville de Washington, siège du gouvernement fédéral, et y mit le feu. Le président Madison dut se réfugier en Virginie.

Pendant que la guerre faisait rage, les négociateurs britanniques et américains s'efforçaient à qui mieux mieux d'obtenir des concessions de l'adversaire. Cependant, les envoyés britanniques décidèrent de concéder la victoire à leurs adversaires quand ils apprirent la victoire de Macdonough sur le lac Champlain. Pressés par le duc de Wellington d'arriver à une solution et préoccupés par l'épuisement du Trésor britannique, les négociateurs anglais acceptèrent de signer la Paix de Gand en décembre 1814. Ce traité, qui prévoyait la cessation des hostilités, la restitution des territoires conquis et l'établissement d'une commission chargée de régler les différends frontaliers, mit fin à la guerre. Mais les deux parties en présence sur le terrain, ignorant tout de la signature du traité de paix, continuèrent de s'affronter à La Nouvelle-Orléans et en Louisiane. Sous la direction du général Andrew Jackson, les Américains remportèrent alors la victoire terrestre la plus spectaculaire de toute la guerre.

Tandis que les Britanniques et les Américains négociaient le traité, les délégués fédéralistes choisis par les assemblées législatives du Massachusetts, du Rhode Island, du Connecticut, du Vermont et du New Hampshire s'étaient réunis à Hartford, dans le Connecticut, pour manifester leur opposition à «la guerre de M. Madison». La Nouvelle-Angleterre s'était arrangée pour poursuivre son commerce avec l'ennemi pendant tout le conflit et, en réalité, plusieurs régions avaient prospéré grâce à ces échanges. Néanmoins, les fédéralistes prétendaient que la guerre ruinait l'économie. Certains délégués à la convention de Hartford réclamaient la sécession de leurs Etats, mais la majorité indiqua qu'elle se contenterait de quelques amendements à la Constitution, destinés à limiter l'influence des républicains ; il s'agissait, entre autres, de ne pas autoriser d'embargo d'une durée supérieure à soixante jours et d'interdire l'élection de plusieurs présidents successifs originaires d'un même Etat. Mais, au moment où les messagers de la convention atteignaient Washington, ils apprirent que la guerre était finie. La convention de Hartford eut cependant pour effet de jeter le discrédit sur les fédéralistes qui furent accusés d'un manque de loyalisme envers l'Union et ne s'en remirent jamais.

LE SECOND GRAND REVEIL

A la fin du XVIIIe *siècle, nombre d'Américains instruits avaient cessé de croire à la religion chrétienne traditionnelle. En réaction contre la laïcité ambiante, un réveil religieux balaya tout le pays – du Connecticut au New Hampshire – au cours de la première moitié du* XIXe *siècle.*

Cette seconde grande renaissance religieuse de l'histoire des Etats-Unis, connue sous le nom de revival, *donna lieu à différentes sortes d'activités qui toutes se distinguaient par une mise en scène et des moyens d'expression propres à stimuler la ferveur religieuse. En Nouvelle-Angleterre, le regain d'intérêt pour la religion fut à l'origine d'une vague de militantisme social. Dans l'ouest de l'Etat de New York, l'esprit du renouveau religieux encouragea l'apparition de nouvelles confessions. Dans la région des Appalaches, du Kentucky et du Tennessee, cette renaissance profita surtout aux méthodistes et aux baptistes, et fit surgir une nouvelle forme de manifestation religieuse : le* camp meeting *(rassemblement religieux en plein air).*

Par opposition au grand réveil des années 1730, le revival *de l'Est fut caractérisé par une absence d'hystérie et une certaine retenue émotionnelle. Les non-croyants étaient même impressionnés par le «silence respectueux» des témoins de la foi.*

L'enthousiasme spirituel de la Nouvelle-Angleterre donna naissance à un certain nombre de sociétés missionnaires interconfessionnelles, dont la vocation était d'évangéliser l'Ouest. Les membres de ces sociétés ne se contentaient pas d'agir en apôtres de la foi, mais se transformaient en enseignants, en dirigeants civiques et en propagateurs de la culture urbanisée de la côte est. Des sociétés d'édition et des associations d'enseignants répandaient l'éducation chrétienne, comme ce fut tout particulièrement le cas pour les membres de l'American Bible Society, fondée en 1816. Le militantisme social, inspiré par le réveil religieux, suscita également la création de groupes abolitionnistes et la fondation d'une société de tempérance. Il encouragea divers efforts visant à réformer les prisons et les établissements réservés aux malades psychiatriques et aux handicapés.

Dans l'ouest de l'Etat de New York, le revival *fut largement l'œuvre d'un juriste domicilié dans la ville d'Adams, Charles Gradison Finney. La zone située entre le lac Ontario et les monts Adirondack avait été la scène de tant de réveils religieux dans le passé qu'on l'appelait le «Burned-Over District», la zone brûlée. En 1821, Charles Finney avait bénéficié d'une illumination et pris la route pour prêcher l'Evangile dans l'ouest de l'Etat de New York. Les assemblées religieuses qu'il dirigeait se caractérisaient par une préparation soigneuse, une vraie mise en scène et une campagne publicitaire. Charles Finney prêcha dans le «Burned-Over District» pendant toutes les années 1820 et au début des années 1830, avant de s'installer en 1835 dans l'Ohio où il occupa une chaire de théologie à l'Oberlin College. Il devint par la suite président de cet établissement.*

Deux autres courants religieux importants en Amérique, celui des mor-

mons et celui des adventistes du septième Jour, prirent aussi naissance dans le même secteur.

Dans la région des Appalaches, la renaissance religieuse prit des aspects similaires à ceux du grand réveil survenu pendant le siècle précédent. Mais elle était axée sur le camp meeting *que l'on définissait alors comme «un service religieux de plusieurs jours organisé pour un groupe de personnes réduites à s'abriter sur place, parce qu'elles étaient trop loin pour rentrer chez elles». Dans les régions faiblement peuplées, les pionniers considéraient le* camp meeting *comme un remède à la vie solitaire que l'on menait sur la frontière. La simple exaltation que l'on éprouvait à l'idée de participer à un* revival *religieux, au milieu de centaines voire de milliers de personnes, inspirait les danses, les cris et les chants indissociables de ces manifestations.*

Le premier camp meeting *eut lieu en juillet 1800, à Gasper River Church, dans le sud-ouest du Kentucky. Il y en eut un autre, plus vaste encore, à Cane Ridge, toujours dans le Kentucky, en août 1801 ; on y compta entre 10 000 et 25 000 personnes avec la participation de pasteurs presbytériens, baptistes et méthodistes. Ce fut cet événement qui donna au mouvement organisé du* revival *religieux le caractère d'un instrument mis au service de confessions telles que celles des méthodistes et des baptistes.*

Cette renaissance religieuse s'étendit rapidement dans tout le Kentucky, le Tennessee et le sud de l'Ohio, pour le plus grand profit des méthodistes et des baptistes. Chacune de ces deux Eglises avait en effet des atouts qui lui permettaient de se développer sur la frontière. Les méthodistes bénéficiaient d'une organisation très efficace, animée par un réseau de pasteurs itinérants qui allaient chercher les fidèles jusqu'au fin fond de la frontière. Ces prédicateurs itinérants étaient issus du peuple, ce qui leur facilitait le contact avec les familles de la frontière qu'ils espéraient convertir.

Les baptistes, pour leur part, n'avaient pas d'Eglise organisée. Leurs prédicateurs-paysans étaient des gens qui avaient entendu «l'appel» de Dieu, étudié la Bible et fondé une paroisse, dans le cadre de laquelle ils étaient ordonnés. D'autres candidats au pastorat en sortirent et aidèrent les baptistes à manifester leur présence au loin, dans les grands espaces sauvages de l'Ouest. Grâce à l'emploi de ces méthodes, l'Eglise baptiste devint l'institution religieuse dominante dans tous les Etats de la frontière et dans la plus grande partie du Sud.

Le second grand réveil laissa une empreinte profonde sur l'histoire des Etats-Unis. La force numérique des baptistes et des méthodistes s'éleva beaucoup plus que celle des anglicans, des presbytériens et des congrégationalistes qui avaient dominé la période coloniale. Ces derniers firent alors un effort pour appliquer les enseignements du christianisme à la solution des problèmes sociaux, ce qui laissait présager l'évangile social de la fin du XIXe siècle. Mais l'Amérique était devenue une nation plus diversifiée dès le début de ce siècle et les différences croissantes entre les multiples tendances du protestantisme américain reflétaient cette diversité et contribuaient à l'accentuer. ★

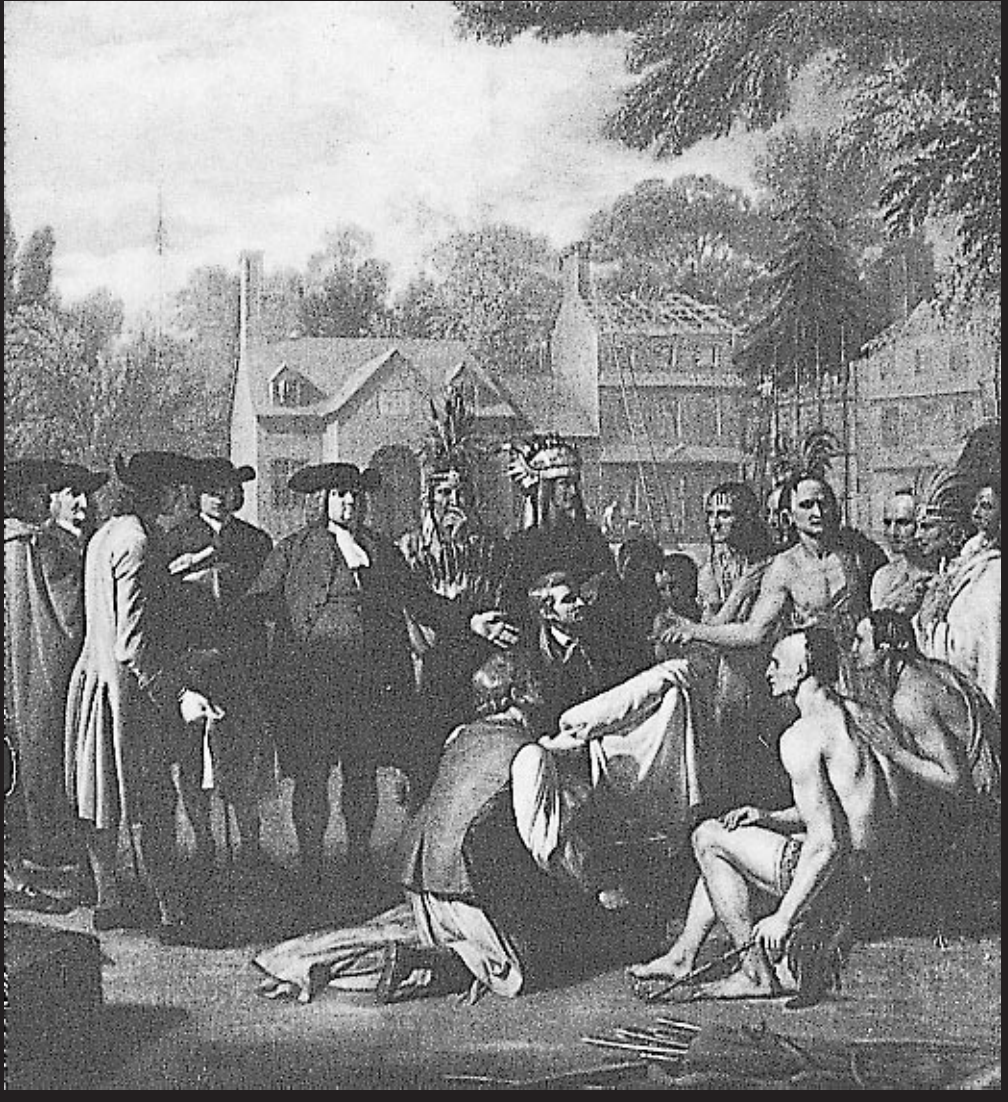
aCi-dessous, John Smith, le vaillant explorateur et colon anglais qui contribua à sauver Jamestown de l'effondrement au cours des premières années, celles qui furent les plus critiques.

AESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

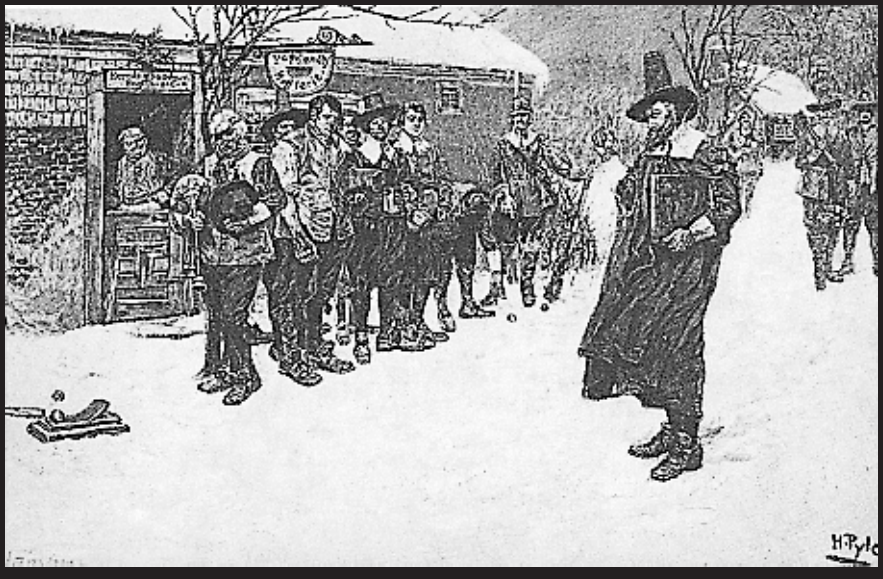
NAISSANCE D'UNE NATION

CAHIER PHOTO

L'Amérique a considérablement évolué au cours des deux siècles qui se sont écoulés entre la création de la première colonie anglaise à Jamestown en 1607 et le début du XIXe siècle. A partir d'un chapelet de villages coloniaux isolés, blottis contre la côte atlantique, l'Amérique est devenue une nation nouvelle, née d'une révolution et guidée par une Constitution qui énonce les principes du *self-government* démocratique.

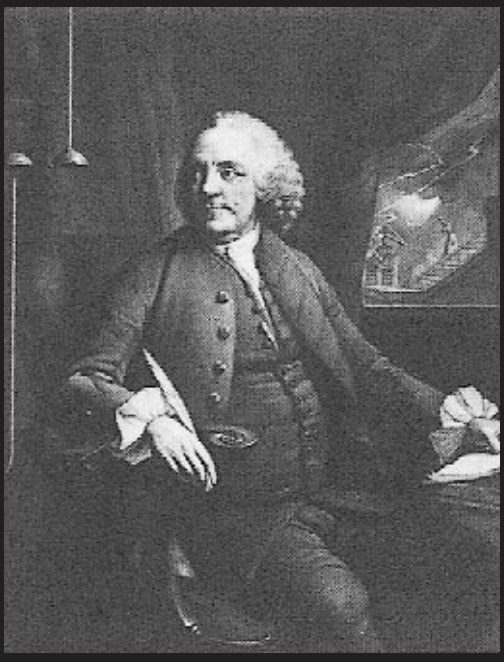


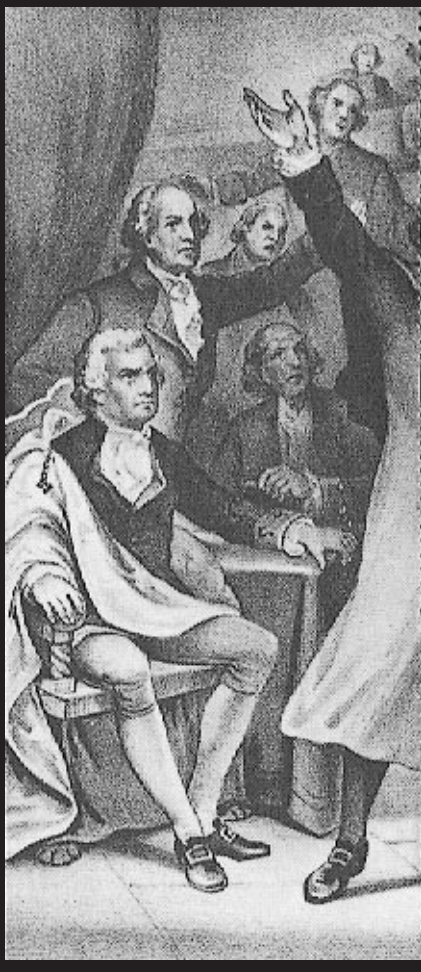
Détail d'un tableau du peintre américain Benjamin West (1738-1820). Il représente la signature d'un traité entre William Penn et les Amérindiens établis sur les lieux où ce dernier avait fondé la colonie de Pennsylvanie pour servir de refuge aux quakers et autres partisans de la liberté religieuse. Le traitement équitable accordé par William Penn aux Delawares avait conduit à des relations amicales durables entre les deux parties, ce qui n'était pas le cas dans d'autres colonies où des conflits éclatèrent entre les tribus indiennes et les colons européens.

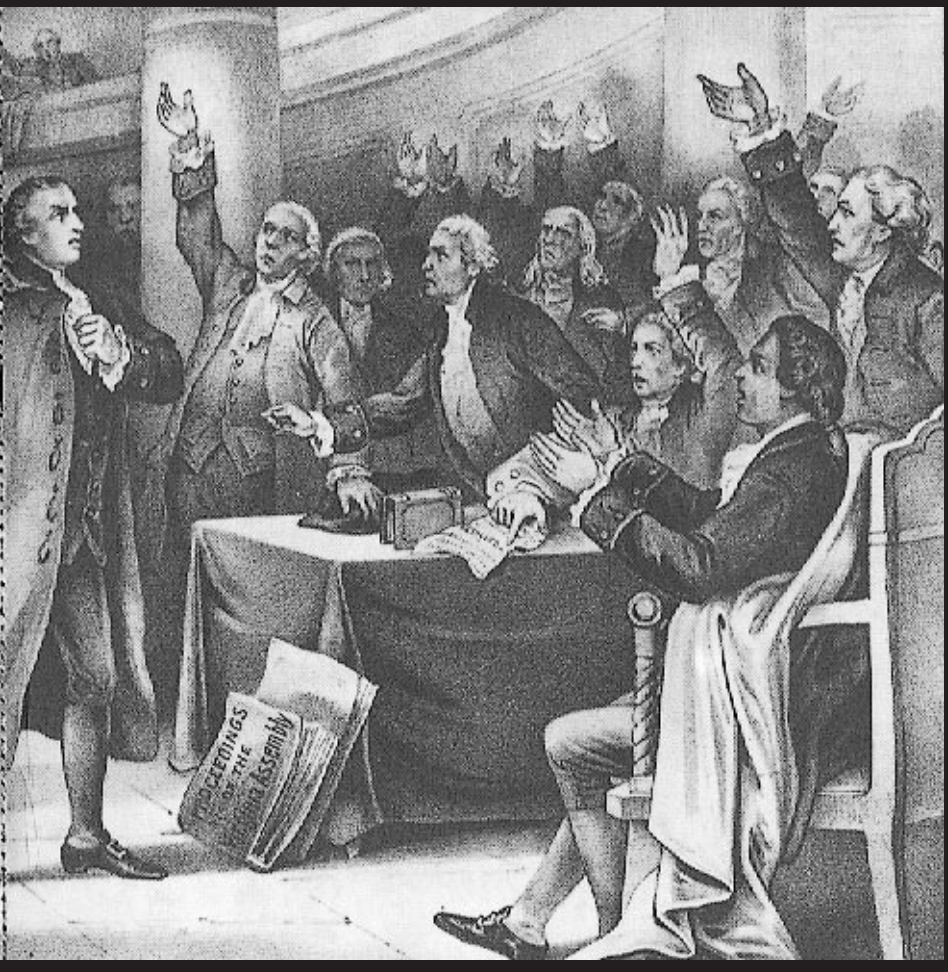


aUn vieux puritain dévot (ci-dessus, à droite) interpelle des buveurs de bière à la porte d'une taverne. Les tensions entre les puritains de stricte obédience, qui avaient été les premiers à coloniser la région, et le reste de la population aux préoccupations plus matérialistes étaient caractéristiques de l'époque coloniale en Nouvelle-Angleterre.

Statue de Roger Williams, l'un des premiers champions de la liberté religieuse et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il avait fondé la colonie de Rhode Island après avoir quitté le Massachusetts parce qu'il réprouvait les liens religieux qui unissaient cette colonie à l'Eglise d'Angleterre.

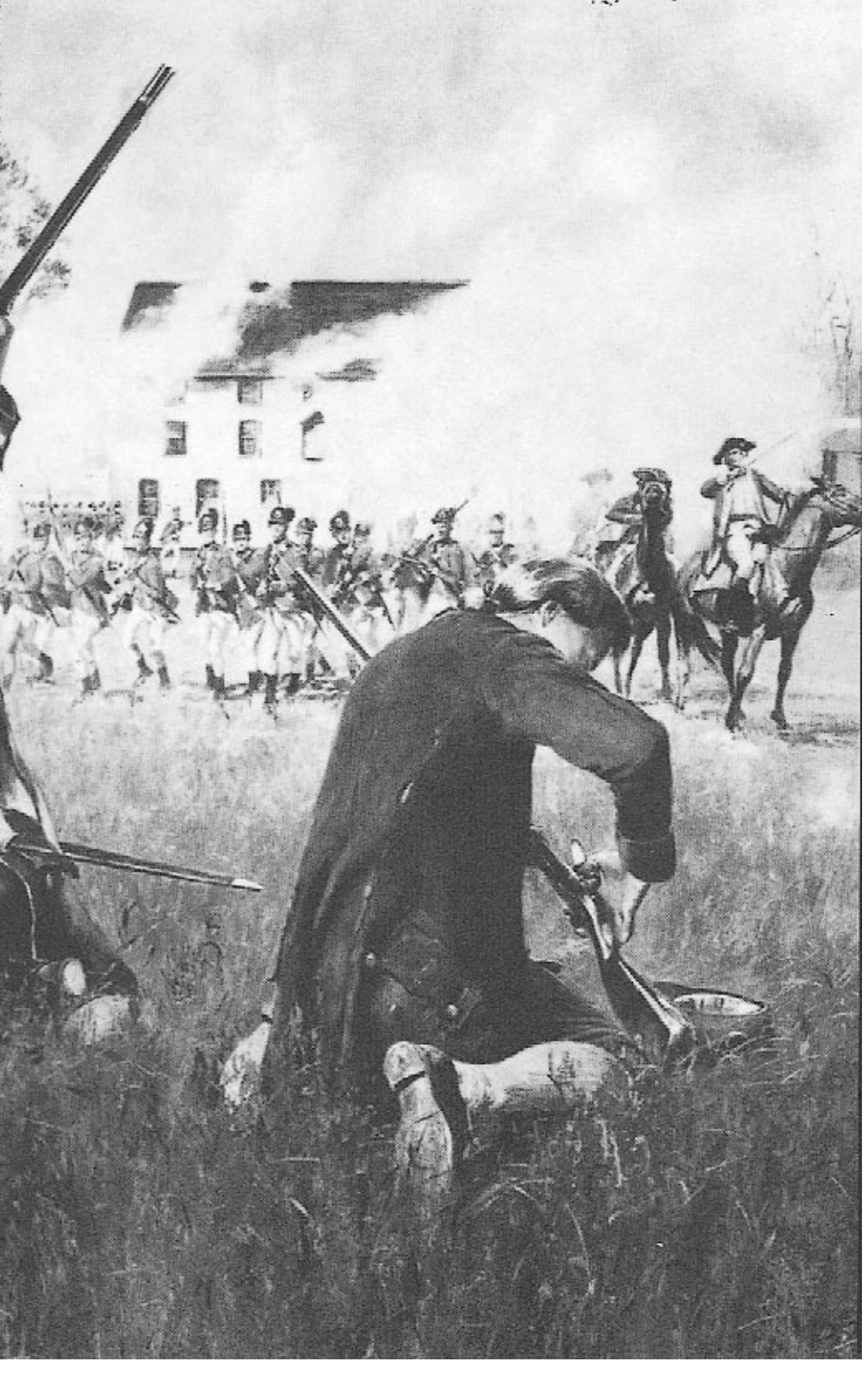


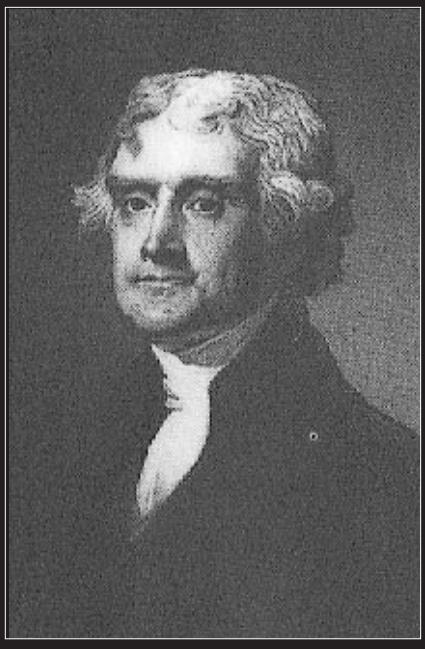




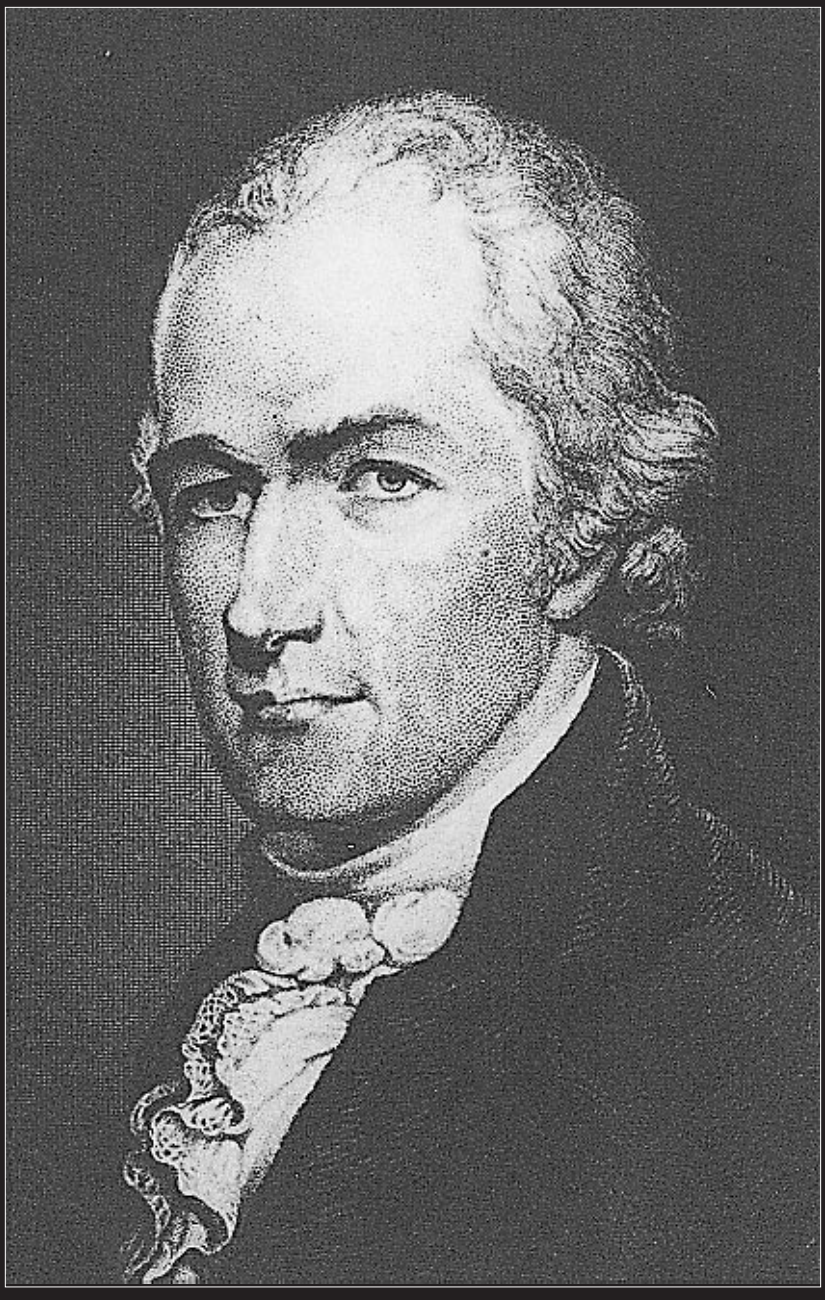
aLe dessin ci-dessus représente un fougueux révolutionnaire, Patrick Henry, prononçant devant l'assemblée de Virginie, en 1775, les paroles sans doute les plus célèbres de la guerre d'Indépendance : «Donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort !» Ci-contre, en haut, Benjamin Franklin. Cet homme de science et diplomate était aussi l'un des signataires de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution. Il incarnait certaines qualités souvent associées à l'Amérique : un esprit pratique bien aiguisé et une foi optimiste dans la possibilité de se perfectionner soi-même. Cotton Mather (ci-contre, en bas) était l'un des principaux dirigeants puritains de la fin du XVIIe et du début du XVIIIe siècle. Il a écrit une chronique exhaustive de la colonisation de la Nouvelle-Angleterre et des efforts entrepris par les puritains pour établir le royaume de Dieu dans les espaces sauvages du Nouveau Monde.

Le tableau de la page suivante évoque les premiers coups de feu de la guerre d'Indépendance, à Lexington, dans le Massachusetts, le 19 avril 1775, entre la milice locale et les troupes anglaises en route pour Concord, où elles espéraient saisir les armes des colons.





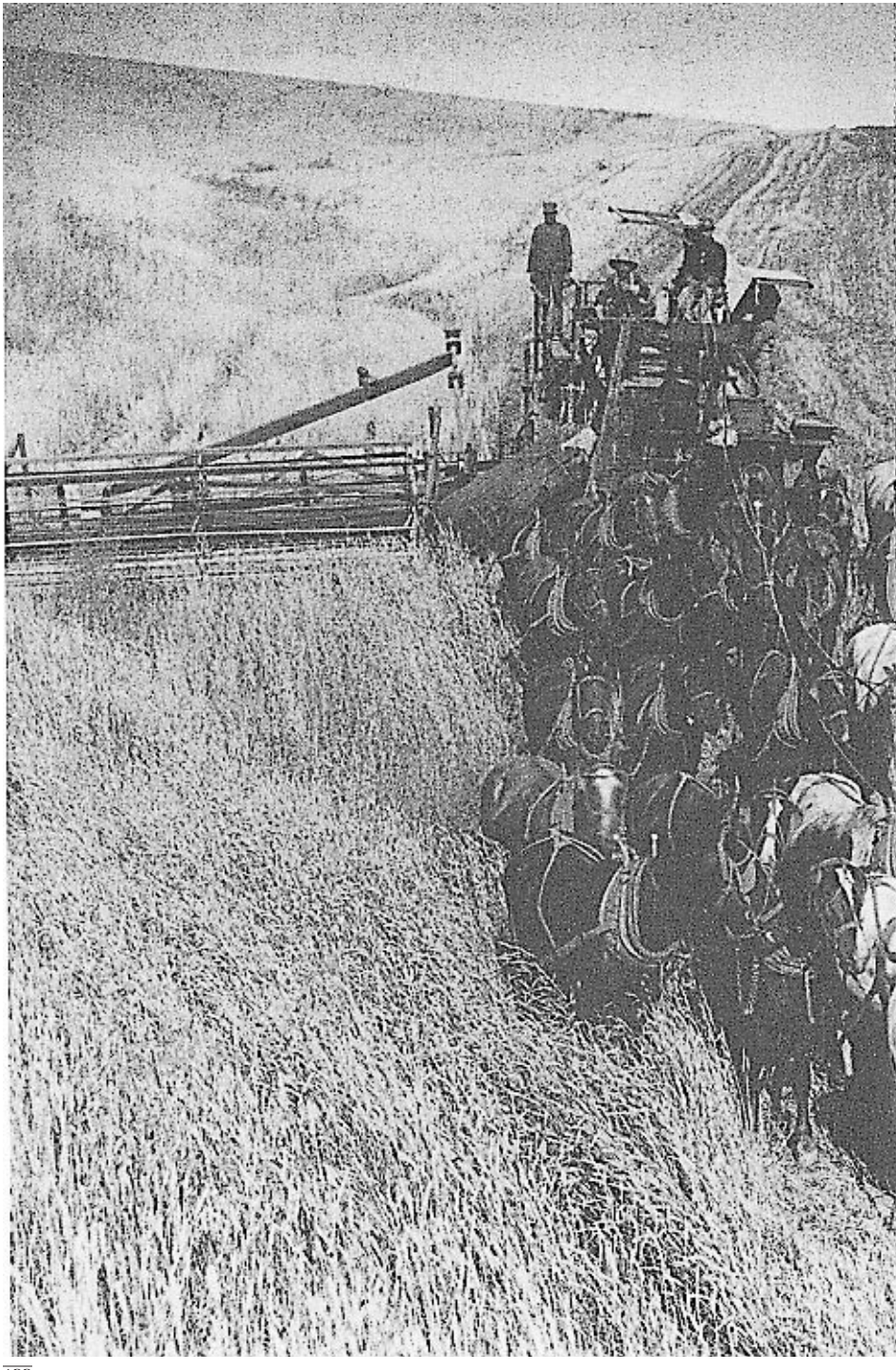
Ci-dessus, Thomas Jefferson, auteur de la Déclaration d'Indépendance et troisième président des Etats-Unis. Il a également fondé l'université de Virginie et construit Monticello, l'une des demeures les plus célèbres du pays située à Charlottesville, en Virginie. A droite, la reddition de Lord Cornwallis et de l'armée anglaise aux forces américaines et françaises commandées par George Washington, à Yorktown, en Virginie, le 19 octobre 1781. La bataille de Yorktown mit fin à la guerre et consacra l'indépendance américaine garantie par le traité de Paris de 1783.



Alexander Hamilton, secrétaire au Trésor dans le gouvernement du président George Washington, prônait un gouvernement fédéral fort et souhaitait encourager l'industrie. Son adversaire, Thomas Jefferson, était partisan de la décentralisation, des droits des Etats et de l'indépendance des agriculteurs et des propriétaires fonciers.

John Marshall, président de la Cour suprême des Etats-Unis de 1801 à 1835.
Dans une série d'arrêts qui ont fait date, il établit le principe du contrôle de la constitutionnalité des lois, c'est-à-dire le droit pour les tribunaux de déterminer si les actes du Congrès ou du pouvoir exécutif sont conformes à la Constitution, donc valides et légaux.

Moisson dans le Midwest, XIXe siècle.



ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE CINQ

V

L'EXPANSION VERS L'OUEST ET LES PARTICULARISMES REGIONAUX

«VA VERS L'OUEST, JEUNE HOMME ET GRANDIS AVEC LE PAYS.»

John Soule, 1851

La guerre de 1812 avait constitué, en un sens, une seconde guerre d'Indépendance car, jusque-là, les Etats-Unis n'avaient pas encore été admis sur un pied d'égalité dans la famille des nations. Avec la fin du conflit, nombre des graves difficultés que la jeune république avait dû affronter depuis la Révolution se trouvèrent désormais résolues. L'union nationale, sous l'égide de la Constitution, instaurait l'équilibre entre la liberté et l'ordre. La dette publique était insignifiante. Le continent n'attendait plus que d'être exploré. Des perspectives de paix, de prospérité et de progrès social s'ouvraient devant la nation.

LA CONSTRUCTION DE L'UNITE

Le commerce était en train de cimenter l'unité nationale. Les privations entraînées par la guerre avaient convaincu maints Américains de la nécessité de protéger les industries américaines jusqu'au moment où elles seraient en mesure de se défendre seules contre la concurrence étrangère. L'indépendance économique, affirmait-on, était aussi vitale que l'indépendance politique. Pour promouvoir l'autonomie économique, certains chefs de file du Congrès, Henry Clay, du Kentucky, et John C. Calhoun, de Caroline du Sud, réclamèrent une politique de «protectionnisme» – la mise en place de restrictions sur l'importation de marchandises étrangères pour favoriser le développement de l'industrie américaine.

Le moment était propice à un relèvement des droits de douane. Les éleveurs de moutons du Vermont et de l'Ohio voulaient être protégés contre l'importation de laine anglaise. Dans le Kentucky, une nouvelle industrie, faisant appel au chanvre local dans le tissage de toiles à sacs, était menacée par la concurrence écossaise. Pittsburgh, en Pennsylvanie, qui avait des fonderies florissantes, souhaitait vivement concurrencer les exportateurs de fer britanniques et suédois. Les tarifs douaniers établis en 1816 imposaient des droits suffisamment élevés pour assurer aux industriels américains une protection efficace. En outre, les populations de l'Ouest réclamaient la construction d'un réseau national de routes et de canaux pour être reliées aux villes et aux ports de l'Est ; elles demandaient également l'ouverture des territoires de la frontière aux colons. Pourtant, à cause de l'opposition de la Nouvelle-Angleterre et du Sud, elles n'obtinrent pas l'intervention fédérale comme elles le souhaitaient pour aménager les territoires de l'intérieur. Les routes et les canaux continuèrent à relever de la compétence des Etats jusqu'à l'adoption de la loi de 1916 sur les grandes voies routières fédérales (*Federal Highways Act*).

Plusieurs arrêts de la Cour suprême avaient encore renforcé la position du gouvernement fédéral. Un fédéraliste convaincu, le Virginien John Marshall, était devenu président de la Cour, en 1801, et devait conserver ses fonctions jusqu'à sa mort en 1835. La Cour se transforma sous son égide en une puissante juridiction dont l'importance était égale à celle du Congrès et du président. Dans une série de décisions historiques, Marshall resta fidèle à un principe capital : sauvegarder la suprématie de la Constitution.

Il fut le premier d'une longue lignée de juges à la Cour suprême dont les décisions ont contribué à façonner le sens et l'application de la Constitution. A la fin de son long mandat, la Cour avait tranché près de cinquante affaires incontestablement liées à des points de droit constitutionnel. Dans l'un des arrêts les plus célèbres qu'il ait rendus – *Marbury c. Madison* (1803) – Marshall établit de façon décisive le droit de la Cour suprême de vérifier la constitutionnalité de toute loi adoptée par le Congrès ou par l'assemblée législative d'un Etat. Par ailleurs, dans l'arrêt *McCulloch c. Maryland* (1819),

qui traitait de l'éternel problème des pouvoirs implicites conférés au gouvernement fédéral par la Constitution, John Marshall soutint hardiment la théorie de Hamilton selon laquelle la Constitution accordait implicitement au gouvernement fédéral des pouvoirs allant au-delà de ceux qui y sont expressément énoncés.

L'EXTENSION DE L'ESCLAVAGE

L'esclavage, qui jusqu'alors n'avait guère retenu l'attention du public, prit soudain une importance accrue et donna lieu à un débat national. Aux premiers temps de la république, quand les Etats du Nord prenaient des dispositions pour affranchir immédiatement ou progressivement les esclaves, bien des dirigeants avaient pensé que l'esclavage disparaîtrait de lui-même. En 1786, George Washington avait écrit qu'il souhaitait ardemment l'adoption d'un plan «grâce auquel l'esclavage pourrait être aboli par degrés, de façon lente, sûre, mais imperceptible». Jefferson, Madison et Monroe, tous Virginiens, et d'autres hommes d'Etat sudistes en vue avaient fait des déclarations analogues. L'ordonnance du Nord-Ouest, adoptée en 1787, avait interdit l'esclavage dans le territoire du même nom. En 1808 encore, au moment où la traite des esclaves fut abolie, bien des sudistes pensaient que cette institution appartiendrait bientôt au passé. Cette attente devait être déçue car, au cours de la génération suivante, le Sud se prononça unanimement en faveur de son maintien. En effet, par suite de l'intervention de facteurs économiques nouveaux, l'esclavage était devenu une source de profit beaucoup plus importante qu'avant 1790.

L'un de ces facteurs essentiels fut l'avènement d'une grande industrie cotonnière dans le Sud, stimulée par l'introduction de nouvelles variétés de coton et par l'invention de l'égreneuse, machine qui séparait les graines de la fibre et dont Eli Whitney avait eu l'idée en 1793. En même temps, la révolution industrielle, qui fit du secteur textile une activité à grande échelle, avait largement accru la demande de coton brut. L'ouverture de terres nouvelles dans l'Ouest, après 1812, avait considérablement augmenté les surfaces disponibles pour la plantation du coton. Cette culture, naguère li-

mitée aux Etats de la côte est, gagna rapidement une grande partie du Sud jusqu'au delta du Mississippi et, par la suite, jusqu'au Texas.

Une autre culture, celle de la canne à sucre, qui exigeait beaucoup de main-d'œuvre, contribua également à l'extension de l'esclavage dans le Sud. Le climat chaud et les terres riches du sud-est de la Louisiane rendaient l'exploitation très rentable. En 1830, cet Etat fournissait à la nation près de la moitié du sucre qu'elle consommait. Enfin, les planteurs de tabac se déplacèrent vers l'ouest, entraînant l'esclavage dans leur sillage.

Comme la société nordiste, où l'esclavage était inconnu, et le Sud esclavagiste progressaient vers l'ouest, il parut utile, à des fins politiques, d'établir un équilibre approximatif entre les nouveaux Etats créés dans les territoires de l'Ouest. Ainsi, en 1818, l'entrée de l'Illinois au sein de l'Union porta à onze le nombre des Etats qui interdisaient l'esclavage, contre dix qui l'autorisaient. Mais l'égalité fut rétablie avec l'adhésion de l'Alabama esclavagiste. La population, il est vrai, augmentait plus vite dans le Nord, ce qui permettait aux Etats nordistes d'avoir une nette majorité à la Chambre des représentants. Mais le Nord et le Sud étaient à égalité au Sénat.

En 1819, le Missouri, qui comptait 10 000 esclaves, demanda à entrer dans l'Union. Les nordistes firent bloc contre cette admission si le futur Etat n'affranchissait pas ses esclaves, et une tempête de protestations balaya le pays. Pendant un temps, le Congrès se trouva dans l'impasse, mais, à l'instigation de Henry Clay, fut adopté ce que l'on appela le «compromis du Missouri» : celui-ci serait admis comme Etat esclavagiste en même temps que le Maine antiesclavagiste. En outre, le Congrès bannit l'esclavage de tous les territoires acquis lors de l'achat de la Louisiane et situés au nord de la latitude 36° 30'. A l'époque, cette disposition apparut comme une victoire pour le Sud, car tout le monde pensait que le «grand désert américain» avait peu de chances d'être jamais colonisé. La controverse se trouva donc provisoirement apaisée, mais Thomas Jefferson écrivit un jour à un ami : «Comme le tocsin dans la nuit, cette question capitale m'a réveillé plein de terreur, car j'ai eu l'impression d'entendre sonner le glas de l'Union.»

L'AMERIQUE LATINE ET LA DOCTRINE DE MONROE

Au cours des premières décennies du XIXe siècle, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud s'étaient tournées vers la révolution. Depuis que les colonies anglaises avaient obtenu leur indépendance, l'idée de liberté agitait les peuples d'Amérique latine. La conquête de l'Espagne par Napoléon en 1808 donna le signal du soulèvement. En 1822, sous la conduite de Simón Bolívar, Francisco Miranda, José de San Martín et Miguel Hidalgo, toute l'Amérique hispanique – de l'Argentine et du Chili au sud, jusqu'à la Californie et au Mexique au nord – s'était émancipée de la mère patrie.

Le peuple américain s'était vivement intéressé à cette apparente répétition de l'expérience qui avait été la sienne lorsqu'il avait voulu se débarrasser de la tutelle européenne. La vue des mouvements indépendantistes en Amérique latine l'avait conforté dans sa foi en un gouvernement autonome. En 1822, sous l'effet d'une forte pression populaire, le président James Monroe fut autorisé à reconnaître les nouvelles nations d'Amérique latine – y compris une ancienne colonie portugaise, le Brésil. Il établit bientôt avec elles des relations diplomatiques. Cette reconnaissance confirma le fait que ces pays étaient désormais vraiment indépendants, entièrement affranchis de leurs anciennes attaches européennes.

A ce moment, la Russie, la Prusse et l'Autriche formaient une association connue sous le nom de Sainte-Alliance pour se prémunir contre toute tentative révolutionnaire. En intervenant dans les pays où les mouvements populaires menaçaient les trônes des monarques, l'Alliance – parfois soutenue par la France – espérait prévenir la propagation de la révolution dans ses possessions. Cette politique était à l'opposé du principe américain de l'autodétermination.

Tant qu'elle limita ses activités à l'Ancien Continent, la Sainte-Alliance ne suscita guère de craintes aux Etats-Unis. Mais quand elle annonça son intention de restituer à l'Espagne ses anciennes colonies, les Américains se sentirent très préoccupés. Pour sa part, la Grande-Bretagne résolut d'empêcher l'Espagne de recouvrer son empire, car les échanges avec l'Amérique latine étaient trop importants pour les intérêts commerciaux britanniques. Londres demanda l'extension des garanties anglo-américaines à cette région du monde, mais le secrétaire d'Etat John Quincy Adams per-

suada Monroe d'agir de façon unilatérale : «Il serait plus franc, et même plus digne, d'avouer nos principes explicitement à la Russie et à la France, plutôt que d'apparaître comme une chaloupe à la remorque d'un navire de guerre anglais.» En décembre 1823, sachant que la marine britannique défendrait l'Amérique latine contre la Sainte-Alliance et la France, le président Monroe, à l'occasion de son message annuel au Congrès, formula ce qui allait être connu sous le nom de doctrine de Monroe, c'est-à-dire le refus de tolérer toute nouvelle extension de la domination européenne sur le continent américain.

> *Les continents américains… ne doivent plus dorénavant être considérés comme sujets à une future colonisation par les puissances européennes.*
>
> *Nous considérerions toute tentative de leur part pour étendre leur système [politique] à une partie quelconque de cet hémisphère comme un danger pour notre paix et notre sécurité.*
>
> *Nous ne sommes pas intervenus et n'interviendrons pas dans les colonies ou territoires actuels dépendant d'une quelconque puissance européenne. Mais en ce qui concerne les gouvernements qui ont proclamé et obtenu leur indépendance, indépendance que nous avons reconnue, nous ne verrions dans une intervention destinée à les opprimer ou à diriger d'une façon quelconque leur destinée, de la part de toute puissance européenne, que la manifestation d'une disposition inamicale envers les Etats-Unis.*

La doctrine de Monroe traduisait un esprit de solidarité avec les nouvelles républiques indépendantes d'Amérique latine. Ces nations, à leur tour, reconnurent leurs affinités politiques avec les Etats-Unis en élaborant leurs constitutions, dans bien des cas, sur le modèle nord-américain.

LES FACTIONS ET LES PARTIS POLITIQUES

En politique intérieure, la présidence de Monroe (1817-1825) a été baptisée «l'ère des bons sentiments». En un sens, cette expression masquait des conflits passionnés entre les factions et entre les régions. D'un autre côté, elle

consacrait le triomphe politique du parti républicain sur le parti fédéraliste qui disparut de la scène nationale.

Le déclin des fédéralistes sema la confusion dans le système établi pour le choix des présidents. A l'époque, les assemblées législatives des Etats pouvaient désigner les candidats. En 1824, le Tennessee et la Pennsylvanie choisirent Andrew Jackson comme candidat à la Maison-Blanche et un sénateur de la Caroline du Sud, John C. Calhoun, pour être son colistier. Le Kentucky avait préféré le président de la Chambre, Henry Clay. Le Massachusetts avait nommé le secrétaire d'Etat John Quincy Adams. Et un caucus du Congrès s'était rallié à William Crawford, secrétaire au Trésor.

Les questions de personnalités et les allégeances politiques influèrent grandement sur l'issue du scrutin. Adams obtint les voix des grands électeurs de la Nouvelle-Angleterre et la plupart des suffrages de ceux de l'Etat de New York ; Clay, fut soutenu par le Kentucky, l'Ohio et le Missouri. Jackson triompha dans le Sud-Est, l'Illinois, l'Indiana, les Carolines, la Pennsylvanie, le Maryland et le New Jersey ; quant à Crawford, il l'emporta en Virginie, en Georgie et dans le Delaware. Conformément á de la Constitution, aucun candidat n'ayant obtenu la majorité au sein du collège électoral, l'élection fut renvoyée devant la Chambre des représentants, où Clay jouissait d'une grande influence. Il apporta son soutien à Adams qui devint président des Etats-Unis.

Durant son mandat, des regroupements se produisirent au sein des partis. Les amis politiques d'Adams prirent le nom de républicains nationaux, appellation qui fut ensuite remplacée par celle de *whigs*. S'il gouverna honnêtement et avec efficacité, Adams n'était pas pour autant populaire et sa présidence fut marquée par bien des déceptions. Il échoua notamment dans son projet d'aménagement d'un réseau national de routes et de canaux. Les années qu'il passa à la Maison-Blanche donnèrent l'impression d'être une seule et longue campagne en vue de sa réélection, mais son tempérament froid d'intellectuel ne lui attirait pas beaucoup d'appuis. Jackson, au contraire, exerçait un énorme pouvoir de séduction sur le peuple, surtout parmi les partisans qu'il comptait au sein du nouveau parti démocrate issu de l'ancien parti républicain, dont les origines remontaient aux prési-

dents Jefferson, Madison et Monroe. Au cours de l'élection de 1828, Jackson écrasa Adams à une large majorité.

Jackson, l'homme politique du Tennessee, le vainqueur des Indiens, le héros de la bataille de La Nouvelle-Orléans pendant la guerre de 1812, était le favori des petits agriculteurs de l'Ouest ainsi que des ouvriers, des artisans et des petits commerçants de l'Est qui voulaient se servir de leur bulletin de vote pour résister à l'emprise croissante des gros négociants et des intérêts manufacturiers issus de la révolution industrielle.

L'élection de 1828 marqua un jalon important sur la voie de l'élargissement de la participation électorale. Le Vermont avait adopté le suffrage universel pour tous les électeurs de sexe masculin depuis qu'il était entré dans l'Union. Le Tennessee acccordait le droit de vote à la grande majorité des contribuables. Le New Jersey, le Maryland et la Caroline du Sud avaient tous trois aboli le cens électoral entre 1807 et 1810. Les Etats qui avaient accédé à l'Union après 1815 avaient adopté le suffrage universel pour les électeurs de sexe masculin et de race blanche ou exigeaient un cens électoral symbolique. De 1815 à 1821, le Connecticut, le Massachusetts et l'Etat de New York avaient aboli toute condition en matière de propriété. En 1824, les membres du collège des grands électeurs avaient encore été désignés par les assemblées législatives dans six Etats. Mais, en 1828, ils furent élus au suffrage populaire dans tous les Etats, sauf le Delaware et la Caroline du Sud. Rien ne pouvait illustrer de façon plus spectaculaire cette poussée du sentiment démocratique que l'élection d'un président haut en couleur comme Andrew Jackson.

LA CRISE DE L'ANNULATION

Vers la fin de son premier mandat, Jackson se trouva aux prises avec la Caroline du Sud sur la question des tarifs douaniers protectionnistes. Les défenseurs des intérêts du commerce et de l'agriculture dans cet Etat avaient espéré que Jackson userait de ses pouvoirs présidentiels pour modifier les lois tarifaires auxquelles ils s'opposaient depuis longtemps. A leurs yeux, tous les avantages du protection-

nisme profitaient aux industriels nordistes et, pendant que le pays dans son ensemble s'enrichissait, la Caroline du Sud s'appauvrissait, les planteurs supportant tout le poids de la hausse des prix.

Les tarifs protectionnistes votés par le Congrès et promulgués par Jackson en 1832 n'étaient pas aussi rigoureux que ceux de 1828, mais ils irritèrent bien des habitants de Caroline du Sud. Par mesure de rétorsion, un certain nombre de citoyens de l'Etat souscrivirent au principe de John C. Calhoun selon lequel les Etats avaient le droit d'annuler les lois fédérales. Calhoun avait été le vice-président de Jackson jusqu'en 1832, mais il avait exposé sa théorie dès 1828, dans son libelle intitulé *South Carolina Exposition and Protest*. La Caroline du Sud se débarrassa des droits de douane importuns en prenant une ordonnance qui déclarait nuls et non avenus les tarifs de 1828 et de 1832 sur le territoire de l'Etat. L'assemblée législative avait également adopté des mesures destinées à faire appliquer l'ordonnance, y compris l'autorisation de lever des forces armées et l'octroi de crédits pour acheter des armes.

Ce n'était pas le premier défi lancé par les Etats à l'autorité du gouvernement fédéral. Pratiquement depuis la fondation de la république, il y avait une contestation permanente des Etats envers le pouvoir central quant aux prérogatives de ce dernier et au devoir de loyalisme des populations envers l'autorité nationale. Les résolutions adoptées en 1798 par le Kentucky et la Virginie, par exemple, avaient révoqué en doute la validité des lois sur les Etrangers et la Sédition ; de même, lors de la convention de Hartford, la Nouvelle-Angleterre avait manifesté avec véhémence son opposition au président Madison et à la guerre contre l'Angleterre.

En guise de riposte aux menaces de la Caroline du Sud, Jackson envoya sept petits bâtiments et un navire de guerre à Charleston, en novembre 1832. Le 10 décembre, il lança une proclamation retentissante contre les partisans de l'annulation. La Caroline du Sud, selon les termes même du Président, était «au bord de l'insurrection et de la trahison» et il invita les habitants de l'Etat à réaffirmer leur allégeance à l'Union pour laquelle leurs ancêtres avaient combattu.

Quand la question des droits de douane revint devant le

Congrès, il apparut très vite que seul le sénateur Henry Clay, grand partisan du protectionnisme et adversaire politique de Jackson, pourrait faire adopter une loi de compromis au Congrès. Le projet de tarif douanier présenté par Clay et adopté rapidement en 1833 prévoyait de réduire progressivement tous les droits de douane supérieurs à 20 % de la valeur des marchandises importées, afin qu'en 1842 les taxes sur toutes les marchandises soient ramenées au niveau modéré de 1816.

Les partisans de l'annulation avaient espéré obtenir le soutien des autres Etats sudistes, mais, sans aucune exception, le reste du Sud déclara que la Caroline du Sud s'était engagée dans une voie aussi risquée qu'anticonstitutionnelle. Par la suite, la Caroline du Sud renonça à son initiative, ce qui n'empêcha pas les deux camps de chanter victoire. Le gouvernement fédéral se trouva ainsi amené à défendre le principe de la suprématie de l'Union. Mais la Caroline du Sud, en offrant un simulacre de résistance, avait obtenu sur plusieurs points satisfaction et avait prouvé qu'un Etat pouvait à lui seul imposer sa volonté au Congrès.

LA BATAILLE DE LA BANQUE

L'affaire de l'annulation n'était pas encore réglée que naissait une autre controverse qui allait défier l'autorité de Jackson : le renouvellement de la charte de la seconde Banque des Etats-Unis. La première avait été établie en 1791 sous l'égide d'Alexander Hamilton et une charte lui avait été octroyée pour une période de vingt ans. Bien que le gouvernement détînt une partie de ses actions, c'était une société privée dont les bénéfices étaient distribués aux actionnaires. Créée dans le but de stabiliser la monnaie et de stimuler le commerce, elle irritait nombre de gens de l'Ouest et de travailleurs, tous convaincus comme le sénateur du Missouri Thomas Hart Benton qu'il s'agissait d'un «ogre» tout prêt à accorder des privilèges particuliers à une poignée d'hommes puissants. Quand la charte vint à échéance en 1811, elle ne fut pas renouvelée.

Pendant quelques années encore, le secteur bancaire demeura entre les mains de diverses banques à qui les Etats

accordaient des chartes. Ces établissements mettaient sur le marché une trop grande quantité de billets, ce qui semait la confusion et alimentait l'inflation. Il devenait de plus en plus évident que les banques des Etats ne pouvaient assurer au pays une monnaie uniforme ; c'est pourquoi une seconde Banque des Etats-Unis, analogue à la première et dotée d'une charte pour vingt ans, avait ouvert ses portes en 1816.

Dès le début, la seconde Banque avait été mal accueillie dans les nouveaux Etats et les territoires de l'Ouest, voire partout dans les milieux défavorisés. Ses adversaires affirmaient qu'elle détenait pratiquement le monopole du crédit et de la monnaie, et qu'elle représentait les intérêts de quelques riches. Dans l'ensemble, elle était pourtant bien gérée et rendait des services précieux ; mais Jackson, élu par les couches populaires pour la combattre, opposa son veto à la loi visant à renouveler la charte. Dans un message au Congrès, il dénonça le monopole et les privilèges dont elle jouissait et déclara que «les gens fortunés de notre pays, non contents de bénéficier d'une protection et d'avantages égaux à ceux des autres citoyens, nous demandent d'accroître encore leur richesse en faisant voter des lois par le Congrès». Tous les efforts en vue de passer outre échouèrent.

Au cours de la campagne électorale qui suivit, la question de la Banque fit apparaître un profond clivage entre deux groupes : d'un côté les représentants des intérêts commerciaux, industriels et financiers (généralement créditeurs, donc favorables à une contraction de la masse monétaire et à une hausse des taux d'intérêt), de l'autre, les populations ouvrières et rurales, souvent endettées vis-à-vis des banques et par conséquent favorables à un accroissement de l'argent en circulation et à une baisse des taux. Les idées de Jackson reçurent un accueil enthousiaste. Le Président estima qu'en le réélisant, en 1832, le peuple lui avait donné mandat d'écraser définitivement la Banque. Une disposition de la charte autorisant le retrait des fonds publics lui fournissait une arme toute trouvée. En septembre 1833, ordre fut donné de cesser tout dépôt de fonds gouvernementaux à la Banque des Etats-Unis et de retirer progressivement, pour les besoins des dépenses publiques, l'argent qui s'y trouvait. Des banques d'Etat, soigneusement sélectionnées et soumises à

des contraintes rigoureuses, furent désignées pour prendre le relais. Pendant vingt-cinq ans, les Etats-Unis allaient s'accommoder d'un système bancaire relativement peu réglementé, qui aida à financer l'expansion vers l'ouest par le biais d'un crédit bon marché, mais rendit le pays vulnérable à des accès de panique récurrents. Il fallut attendre la guerre de Sécession pour que le pays se dote d'un système bancaire national.

WHIGS, DEMOCRATES ET _KNOW-NOTHINGS_

Les adversaires politiques de Jackson, n'ayant aucun espoir de réussir tant qu'ils resteraient divisés, tentèrent de rassembler tous les insatisfaits sous un seul étendard politique – le parti des *whigs*. Mais bien qu'ils se fussent organisés peu de temps après la campagne électorale de 1832, il leur fallut plus de dix ans pour aplanir leurs divergences et élaborer un programme. Ce fut essentiellement autour de ses hommes d'Etat les plus brillants – Henry Clay et Daniel Webster – que le parti *whig* parvint à mobiliser ses adhérents. Au cours de la campagne présidentielle de 1836, les *whigs* étaient pourtant encore trop divisés pour s'unir derrière un seul homme ou pour défendre un programme commun. Ce fut donc le vice-président de Jackson, Martin Van Buren, de l'Etat de New York, qui entra à la Maison-Blanche.

Les qualités du nouveau président furent éclipsées par la personnalité hors du commun de son prédécesseur et par la crise économique qui frappait le pays. Ses initiatives politiques ne suscitaient aucun enthousiasme, car il n'avait ni le magnétisme d'un grand meneur d'hommes ni le flair extraordinaire qui avaient marqué toutes les décisions de Jackson. A l'élection suivante, en 1840, le pays traversait des temps difficiles, les salaires étaient bas et les démocrates étaient sur la défensive.

A l'instar de Jackson, le candidat à la Maison-Blanche des *whigs*, William Henry Harrison, originaire de l'Ohio, considéré comme un héros des guerres indiennes et de la guerre de 1812, était très populaire et passait, comme lui, pour un authentique représentant de l'Ouest démocrate. Avec son colistier John Tyler – un Virginien très aimé dans le Sud à cause

de ses idées sur les droits des Etats et l'abaissement des tarifs douaniers – Harrison remporta une écrasante victoire.

Mais, quelques semaines après son entrée à la Maison-Blanche, Harrison mourait, à l'âge de 68 ans, et Tyler lui succéda. Les opinions du nouveau président différaient radicalement de celles de Clay et de Webster, qui demeuraient les hommes les plus écoutés du pays. Leurs divergences s'aggravèrent et, avant même la fin du mandat présidentiel, la rupture était consommée entre Tyler et le parti qui l'avait porté à la tête de l'exécutif.

Les Américains, cependant, étaient divisés pour des raisons bien plus complexes que ces simples querelles partisanes entre *whigs* et démocrates. Dans la première moitié du XIXe siècle, l'afflux d'immigrants catholiques venus surtout d'Irlande et d'Allemagne provoqua une réaction brutale chez les Américains de souche, de confession protestante.

L'apport des immigrants ne se limitait pas à certaines coutumes et à des pratiques religieuses nouvelles. Ils disputaient les emplois aux Américains de naissance dans les villes de la côte est. En outre, les réformes politiques des années 1820 et 1830 avaient accru l'influence de ceux qui étaient nés à l'étranger. Pendant ces deux décennies, nombre des constitutions adoptées par les différents Etats avaient en effet été révisées, et certaines d'entre elles avaient étendu le droit de vote à tous les Blancs de sexe masculin. Du même coup, les hommes politiques issus des milieux patriciens avaient perdu leur toute-puissance et ils en rendaient les nouveaux venus responsables. Enfin, devant l'indifférence dont faisaient preuve les autorités catholiques dans la lutte contre l'alcoolisme, beaucoup accusaient Rome de chercher par ce moyen à corrompre les Etats-Unis.

Des associations militant pour la défense des Américains de souche firent leur apparition. L'une des plus importantes était une société secrète, l'Ordre de la bannière étoilée (*Order of the Star-Spangled Banner*) fondée en 1849. Comme ses membres refusaient de répondre aux questions, on ne tarda pas à les surnommer les *Know-Nothings* (ceux qui ne savent rien). Réunis en grand conseil à New York, en 1853, ils élaborèrent une nouvelle constitution en vue de renforcer leur mainmise sur l'appareil de l'Etat.

Parmi leurs principaux objectifs figurait la prolongation de la durée de résidence requise pour obtenir la naturalisation, qu'ils voulaient porter de cinq à vingt et un ans ; ils demandaient aussi que soient écartés des fonctions publiques les personnes nées à l'étranger ainsi que les catholiques. En 1855, ils étaient parvenus à occuper la majorité des sièges dans les assemblées législatives des Etats de New York et du Massachusetts et comptaient quatre-vingt-dix élus au sein du Congrès.

Mais des désaccords à propos de l'esclavage empêchèrent les *Know-Nothings* de jouer un rôle dans la politique nationale. Ceux du Sud étaient partisans de l'esclavage, tandis que ceux du Nord y étaient opposés. Au cours de leur convention de 1856, réunie pour désigner des candidats à la présidence et à la vice-présidence, quarante-deux délégués nordistes claquèrent la porte lorsqu'une motion de soutien au compromis du Missouri se trouva mise en échec ; les *Know-Nothings* disparurent alors de la scène politique nationale.

UN VENT DE REFORMES

Les bouleversements politiques favorables aux démocrates, qui avaient porté Jackson à la présidence, n'avaient été qu'une étape dans la longue quête menée par les Américains pour garantir à tous les citoyens davantage de droits et de chances de réussite. L'apparition des premières organisations syndicales marqua une deuxième étape dans ce sens. En 1835, les organisations de travailleurs de Philadelphie réussirent à ramener à dix heures la journée de travail qui, auparavant, durait du lever au coucher du soleil. Bientôt, le New Hampshire, le Rhode Island et la Californie (le dernier des Etats admis dans l'Union, en 1850) entreprirent des réformes analogues.

L'extension du droit de vote à une population plus nombreuse avait déjà entraîné des changements dans la manière de concevoir le rôle de l'école, car un peu partout des hommes d'Etat lucides avaient compris qu'un électorat ignorant, voire illettré, constituerait un danger pour le suffrage universel. Ces hommes – DeWitt Clinton dans l'Etat de New York, Abraham Lincoln dans l'Illinois et Horace Mann dans le Mas-

sachusetts – étaient désormais soutenus par les syndicats ouvriers, dont les chefs réclamaient des écoles gratuites, financées par l'impôt et ouvertes à tous les enfants. Les uns après les autres, les Etats adoptèrent des lois instituant la gratuité de l'enseignement. Dans le Nord, le système de l'école publique se généralisa. Cependant, dans d'autres parties du pays, la bataille pour l'instruction publique se poursuivit pendant des années.

Un autre courant social exerça également une grande influence sur la société, au cours de cette même période : l'opposition à la vente et à la consommation d'alcool, animée par les ligues de tempérance. Cette initiative obéissait à des préoccupations et des motifs divers, parmi lesquels figuraient les convictions religieuses, les méfaits de l'alcool sur les travailleurs, mais aussi les violences et les souffrances infligées aux femmes et aux enfants par les gros buveurs. En 1826, des pasteurs de Boston avaient créé la Society for the Promotion of Temperance. Sept années plus tard, à Philadelphie, cette association convoquait une convention nationale, qui fonda l'American Temperance Union. Celle-ci prônait la renonciation à toutes les boissons alcoolisées et exerçait des pressions sur les assemblées législatives des Etats pour faire interdire la production et la vente d'alcool. En 1855, treize Etats avaient adopté des dispositions dans ce sens, même si leur validité fut par la suite contestée devant les tribunaux. Certaines d'entre elles subsistèrent dans la partie septentrionale de la Nouvelle-Angleterre, mais entre 1830 et 1860 les ligues de tempérance avaient considérablement réduit la consommation d'alcool par habitant.

D'autres réformateurs s'attaquèrent aux problèmes carcéraux et au traitement des malades mentaux. Des efforts furent faits pour transformer les prisons qui mettaient l'accent sur l'aspect punitif en pénitentiers où l'on œuvrait à la réhabilitation des détenus. Dans le Massachusetts, Dorothea Dix livra bataille pour améliorer les conditions de vie des malades mentaux, qui jusqu'alors étaient internés dans des asiles minables et des prisons. Après avoir obtenu des améliorations dans le Massachusetts, elle porta ses efforts vers le Sud, où neuf Etats fondèrent des hôpitaux pour soigner les maladies mentales entre 1845 et 1852.

LES DROITS DES FEMMES

Toutes ces réformes sociales amenèrent nombre de femmes à prendre conscience de l'inégalité de leur condition dans la société. Depuis l'époque coloniale, les femmes célibataires avaient à peu près les mêmes droits que les hommes devant la loi. Toutefois, la coutume voulait qu'elles se marient jeunes. Une fois mariées, elles perdaient quasiment leur identité propre aux yeux du législateur. Elles n'étaient pas autorisées à voter et leur éducation tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles se limita essentiellement à la lecture, l'écriture, la musique, la danse et les travaux d'aiguille.

Cette prise de conscience coïncida avec la tournée de conférences que fit en Amérique, au cours des années 1820, la journaliste écossaise Frances Wright afin de promouvoir publiquement les droits des femmes aux Etats-Unis. Non contente de prendre la parole en public, ce qui était alors généralement interdit aux femmes, elle scandalisait ses auditoires en réclamant pour elles le droit à l'information sur la limitation des naissances et le divorce.

Pendant les années 1840, un groupe d'Américaines prit l'initiative de créer le premier mouvement de défense des droits de la femme. La personnalité la plus marquante du groupe était Elizabeth Cady Stanton. En compagnie d'une autre féministe, Lucretia Mott, elle organisa en 1848 une convention des droits de la femme – la première de l'histoire mondiale – à Seneca Falls, dans l'Etat de New York. L'assemblée rédigea une déclaration qui réclamait l'égalité avec les hommes devant la loi, le droit de vote et l'égalité des chances en matière d'enseignement et d'emploi.

La même année, dans l'Etat de New York, une immigrante polonaise, Ernestine Rose, contribua de façon décisive à faire voter une loi qui permettait aux femmes mariées de conserver des biens à leur nom. Cette loi sur le droit de propriété des femmes mariées (*Married Women's Property Act*) était l'une des premières mesures de ce genre adoptées dans le pays ; sa mise en vigueur encouragea les assemblées législatives d'autres Etats à promulguer des textes analogues.

En 1869, Ernestine Rose aida Elizabeth Cady Stanton et une autre féministe de premier plan, Susan B. Anthony, à fonder la National Woman Suffrage Association (NWSA). Cette association pour le droit de vote des femmes réclamait

l'adoption d'un amendement à la Constitution pour faire reconnaître le droit de vote aux femmes. Ces deux militantes allaient devenir les propagandistes les plus acharnées du mouvement féministe. Pour décrire leurs rôles respectifs, Elizabeth Cady Stanton avait coutume de dire : «Je fais le tonnerre et elle lance les éclairs.»

LA MARCHE VERS L'OUEST

L'esprit de la frontière contribua beaucoup à façonner la vie américaine. Les conditions d'existence sur tout le littoral atlantique encourageaient la migration vers d'autres régions. En Nouvelle-Angleterre, où le sol n'était pas assez riche pour donner des récoltes de céréales abondantes, une foule d'hommes et de femmes quittaient leurs fermes et leurs villages de la côte pour aller exploiter les terres fertiles situées à l'intérieur du continent. Dans les colonies de l'arrière-pays réparties sur le territoire des Carolines et de la Virginie, les populations défavorisées par le manque de routes et de cours d'eau n'avaient pas accès aux marchés de la côte et subissaient la domination politique des planteurs du littoral ; elles prirent elles aussi la direction de l'ouest. Dès 1800, les vallées du Mississippi et de l'Ohio s'étaient transformées en une vaste région frontalière. «Hi-o, away we go, floating down the river on the O-hi-o» (Hi-o, nous partons en descendant le cours de l'O-hi-o), telle était la chanson que fredonnaient des milliers d'émigrants.

Cette poussée de la population vers l'ouest au début du XIXe siècle entraîna une restructuration des anciens territoires et le tracé de nouvelles frontières. A mesure que de nouveaux Etats étaient admis dans l'Union, la carte politique se stabilisait à l'est du Mississippi. De 1816 à 1821, six Etats furent créés : l'Indiana, l'Illinois et le Maine où l'esclavage n'était pas toléré, ainsi que le Mississippi, l'Alabama et le Missouri, tous trois esclavagistes. Sur la première frontière de peuplement, les colons avaient gardé des liens étroits avec l'Europe ; ceux de la deuxième frontière étaient issus des colonies côtières ; mais la vallée du Mississippi ne voulait rien devoir à personne, et ses pionniers préféraient se tourner vers l'ouest.

La population de la frontière était très diversifiée. Un voyageur anglais la présentait comme «une race d'hommes audacieux et vigoureux, qui vivent dans des cabanes misérables… Ils sont frustes mais hospitaliers, aimables avec les étrangers, honnêtes et dignes de confiance. Ils cultivent un peu de blé indien, des citrouilles, élèvent des porcs et parfois une ou deux vaches… Mais le fusil est leur principal moyen de subsistance.» Habiles à manier la hache, à poser des pièges et à pêcher à la ligne, ces hommes tracèrent des pistes, bâtirent les premières cabanes en rondins et affrontèrent les tribus d'Amérindiens dont ils occupaient les terres.

De plus en plus nombreux à s'aventurer dans les grands espaces vierges, certains pratiquaient à la fois l'agriculture et la chasse. La cabane d'origine faisait place à une confortable maison en bois avec des fenêtres vitrées, une cheminée et plusieurs pièces séparées par des cloisons ; le puits remplaçait la source. Il ne fallait pas beaucoup de temps aux pionniers travailleurs pour défricher leur terre, brûler le bois pour se procurer de la potasse et laisser les souches pourrir. Ils produisaient le blé, les légumes et les fruits dont ils avaient besoin ; ils parcouraient les forêts pour chasser le gros gibier ou les dindes sauvages et faire provision de miel. Ils pêchaient dans les ruisseaux et veillaient sur leur bétail. Ceux qui avaient le goût de la spéculation achetaient de vastes étendues de terre à bas prix qu'ils revendaient quand leur valeur avait augmenté, pour repartir encore plus loin vers l'ouest et ouvrir la voie à d'autres pionniers.

Des médecins, des avocats, des marchands, des journalistes, des prédicateurs, des mécaniciens et des hommes politiques ne tardèrent pas à venir rejoindre les cultivateurs. Pourtant, ceux-ci constituaient toujours le gros de la population. Quand ils s'étaient installés quelque part, ils cherchaient à y rester dans l'espoir que leurs enfants y demeurent après eux. Ils construisaient de vastes granges et de grandes maisons en brique ou en bois. Ils importaient du cheptel de race améliorée, labouraient habilement la terre et y semaient des graines sélectionnées. Certains édifiaient des moulins, des scieries et des distilleries. Ils traçaient de bonnes routes, bâtissaient des églises et des écoles. Des transformations incroyables s'opérèrent en quelques années.

En 1830, par exemple, Chicago n'était qu'un simple comptoir sans avenir, à l'ombre d'un fort ; mais bien avant la mort de ses fondateurs, la bourgade était devenue l'une des villes les plus vastes et les plus riches du pays.

Il était facile d'acquérir une exploitation ; après 1820, la terre du domaine public coûtait à peu près 2,50 dollars l'hectare ; mieux encore, en vertu de la loi agraire de 1862 (*Homestead Act*), elle appartenait à tout occupant qui la faisait fructifier. En outre, on pouvait se procurer facilement l'outillage nécessaire à l'agriculture. C'était une époque où, comme l'avait écrit John Soule dans une phrase rendue célèbre par le journaliste Horace Greeley, les jeunes gens n'avaient qu'à aller vers l'ouest pour «grandir avec le pays».

Si l'on excepte la migration vers le Texas, qui appartenait au Mexique, la marche vers l'ouest ne franchit le Missouri qu'après 1840. En 1819, les Etats-Unis, en acceptant d'assumer les créances de ses citoyens, lesquelles s'élevaient à cinq millions de dollars, avaient obtenu de l'Espagne la cession de la Floride et des droits détenus par les Espagnols sur la région de l'Oregon, dans le Far West. Entre-temps, le Far West était devenu le théâtre d'une grande activité grâce au commerce de la fourrure, ce qui allait avoir des répercussions d'une portée considérable, dépassant largement le simple négoce des peaux. Comme aux premiers temps de l'exploration par les Français de la vallée du Mississippi, le trappeur servait d'éclaireur au colon au-delà du fleuve. Français et Irlandais exploraient les grands fleuves et leurs affluents, découvraient les cols praticables des montagnes Rocheuses et des Sierras ; ils ouvrirent la voie à la migration terrestre des années 1840 et à l'occupation ultérieure des territoires situés au cœur du pays.

Globalement, le développement de la nation était considérable : la population, qui s'élevait à 7 250 000 habitants en 1812, en comptait plus de 23 millions en 1852 sur un territoire dont la superficie atteignait presque celle de l'Europe, étant passée de 4,4 millions à 7,8 millions de kilomètres carrés. Néanmoins, des conflits profondément enracinés dans des particularismes régionaux demeuraient sans solution et, à partir des années 1860, ils allaient déclencher une guerre civile. Il était inévitable aussi que, durant leur expansion

vers l'ouest, les pionniers entrent en conflit avec les populations autochtones : les Indiens.

Au début du XIXe siècle, la personnalité la plus marquante de toutes celles ayant pris part à ces conflits était Andrew Jackson, le premier «homme de l'Ouest» à entrer à la Maison-Blanche. Au plus fort de la guerre de 1812, Jackson, qui commandait alors les milices du Tennessee, avait été dépêché dans le sud de l'Alabama pour mater impitoyablement la révolte des tribus creeks, qui durent céder les deux tiers de leur territoire aux Etats-Unis. Par la suite, Jackson mit en déroute des bandes de Séminoles qu'il expulsa de leurs sanctuaires en Floride, alors possession espagnole.

A partir de 1820, le secrétaire à la Guerre du président Monroe, John C. Calhoun, appliqua une politique de déplacement des tribus implantées dans l'ancien Sud-Ouest pour les réinstaller de l'autre côté du Mississippi. Jackson, devenu président, poursuivit cette politique.

En 1830, le Congrès adopta une loi sur le déplacement des Indiens (*Indian Removal Act*) qui permettait de financer le transfert au-delà du Mississippi des tribus implantées dans l'Est. En 1834, une réserve indienne fut établie dans ce qui est aujourd'hui l'Oklahoma. Au cours des deux mandats présidentiels de Jackson, les Indiens signèrent 94 traités par lesquels ils cédaient au gouvernement fédéral des millions d'hectares et acceptaient que des dizaines de tribus soient chassées de leurs terres ancestrales.

Le chapitre le plus regrettable de cette malheureuse histoire concerne les Cherokees, dont le territoire situé dans le nord-ouest de la Caroline du Nord et de la Georgie avait été garanti par un traité de 1791. Le sort des Cherokees, l'une des tribus les plus progressistes de l'Est, fut scellé au moment où l'on découvrit de l'or sur leurs terres, en 1829. Un arrêt prononcé en leur faveur par la Cour suprême ne leur servit de rien. Avec l'assentiment de l'administration Jackson, les Cherokees furent contraints d'entreprendre le long et cruel voyage qui les amena dans l'Oklahoma en 1835. Nombre d'entre eux moururent de maladie et de privations sur ce que l'on a appelé le «Sentier des larmes».

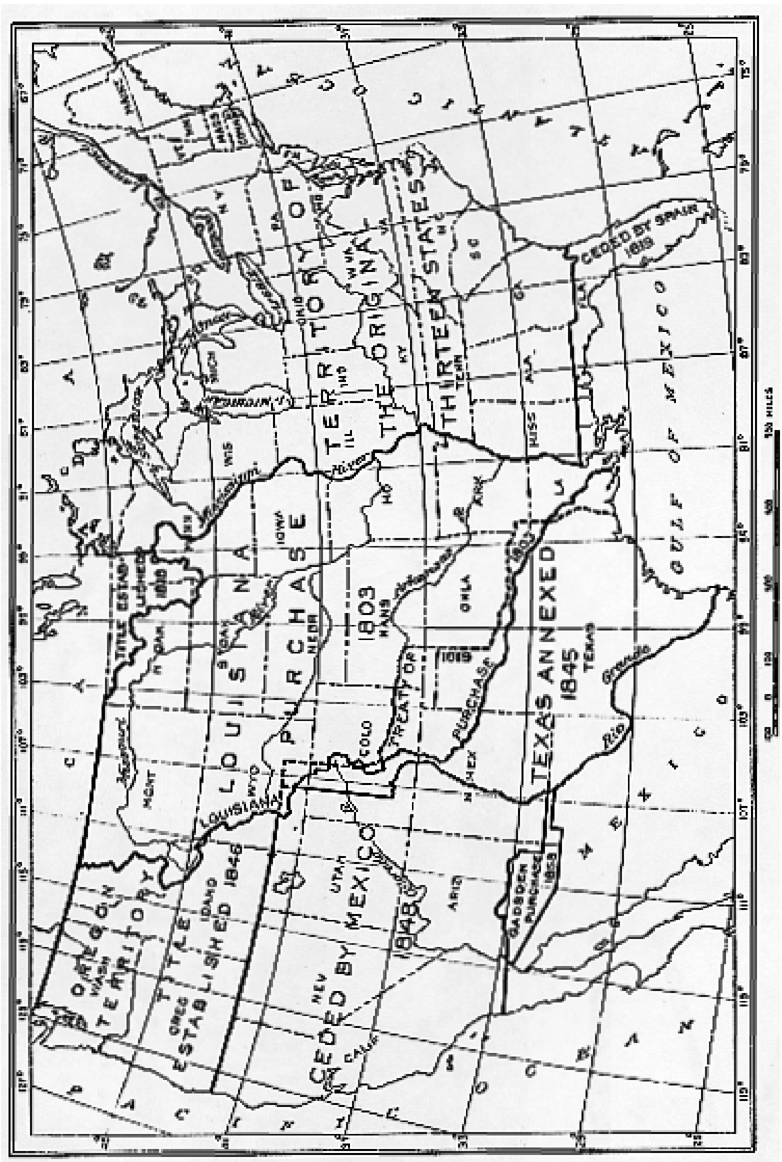
SENECA FALLS

La première féministe, Elizabeth Cady Stanton, trouva une alliée en Lucretia Mott, l'ardente abolitionniste, lors d'une conférence antiesclavagiste à Londres, en 1840. Dès le début de la réunion, toutes deux comprirent que les femmes n'étaient pas les bienvenues. Empêchées de parler et d'être présentes dans la salle de conférences, elles réagirent en claquant la porte, non sans entraîner dans leur sillage d'autres femmes déléguées. Ce fut alors qu'Elizabeth Stanton proposa à Lucretia Mott l'organisation d'une convention sur les droits de la femme consacrée à son statut social, civique et religieux. Il leur fallut huit ans pour convoquer leur convention qui eut lieu à Seneca Falls, dans l'Etat de New York, en 1848.

Au cours de cette réunion, Elizabeth Stanton présenta un texte inspiré de la Déclaration d'Indépendance, où elle énumérait dix-huit griefs contre l'attitude des hommes qui avaient éliminé les femmes de la vie sociale. Entre autres, les femmes mariées n'avaient aucun droit vis-à-vis de leurs enfants si elles quittaient un mari violent ou demandaient le divorce ; quand une femme obtenait le divorce, elle ne pouvait exercer aucune profession, sauf celle d'écrivain ou d'enseignante ; une femme ne pouvait pas témoigner contre son époux devant les tribunaux ; les femmes mariées qui travaillaient en usine n'avaient pas le droit de conserver leur salaire qu'elles devaient remettre à leur époux ; quand une femme se mariait, tous les biens qu'elle possédait avant son mariage étaient automatiquement adjoints à la fortune du mari ; les femmes célibataires qui avaient des biens payaient des impôts sans avoir le droit d'élire les législateurs qui établissaient leurs impôts (or «l'imposition sans représentation» était l'une des raisons pour lesquelles les colonies américaines s'étaient révoltées contre la Grande-Bretagne).

Les participants à la convention adoptèrent toutes les résolutions à l'unanimité, sauf celle qui concernait le suffrage des femmes. Il fallut un discours passionné en faveur du droit de vote des femmes, prononcé par le célèbre abolitionniste noir Frederick Douglass, pour que la résolution fût adoptée. Et pourtant, la majorité des personnes présentes avaient du mal à admettre l'idée que les femmes pouvaient voter.

A Seneca Falls, Elizabeth Stanton acquit aux yeux de toute la nation la réputation d'être par ses écrits et par ses paroles l'avocat le plus éloquent des droits de la femme. Quelques années plus tard, elle déclara qu'elle avait compris dès le début que, sans le droit de vote, les femmes n'atteindraient jamais l'objectif qu'elles s'étaient fixé de devenir les égales des hommes. En prenant pour modèle le réformateur abolitionniste William Lloyd Garrison, elle avait senti que la clef du succès, dans toute entreprise comme la sienne, exigeait une évolution de l'opinion publique et non l'action d'un parti. En faisant prendre conscience aux femmes des injustices dont elles étaient victimes, la convention de Seneca Falls avait servi de catalyseur au changement futur. Bientôt, d'autres conventions sur les droits de la femme furent également convoquées, et d'autres femmes apparurent en première ligne du mouvement pour l'égalité politique et sociale. ★



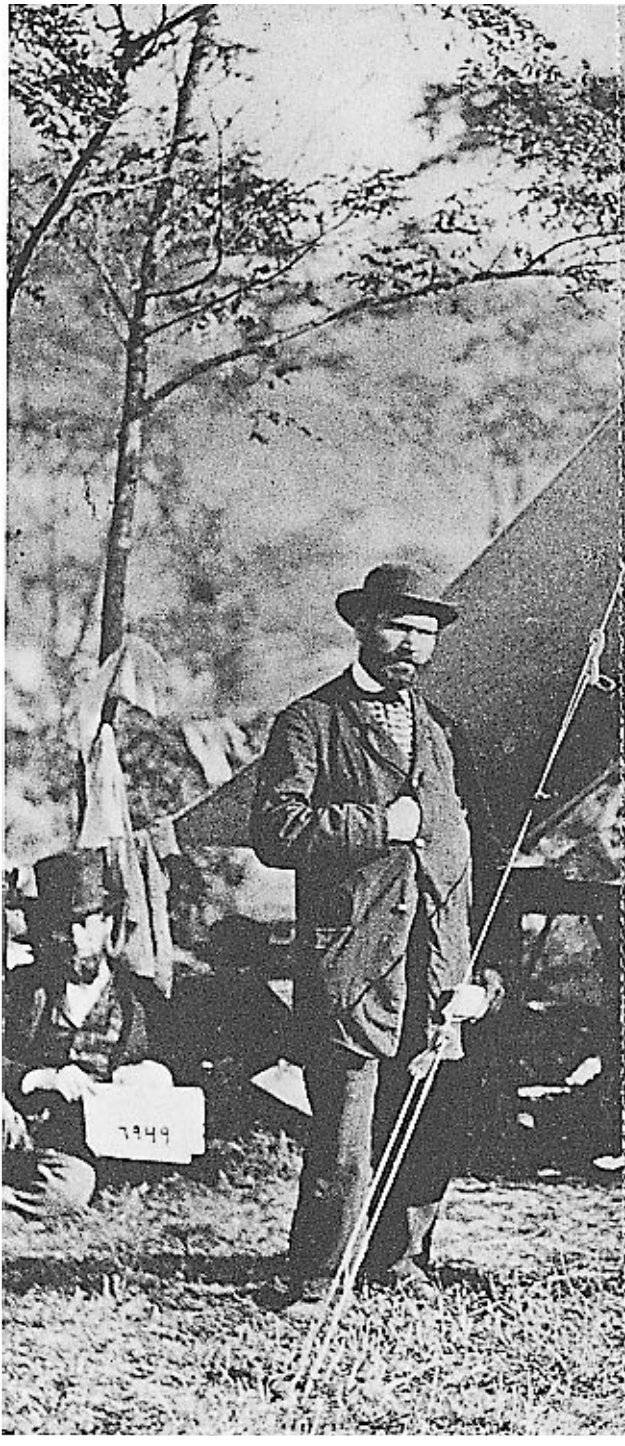
Expansion territoriale des Etats-Unis d'Amérique de 1803 à 1853.

EQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

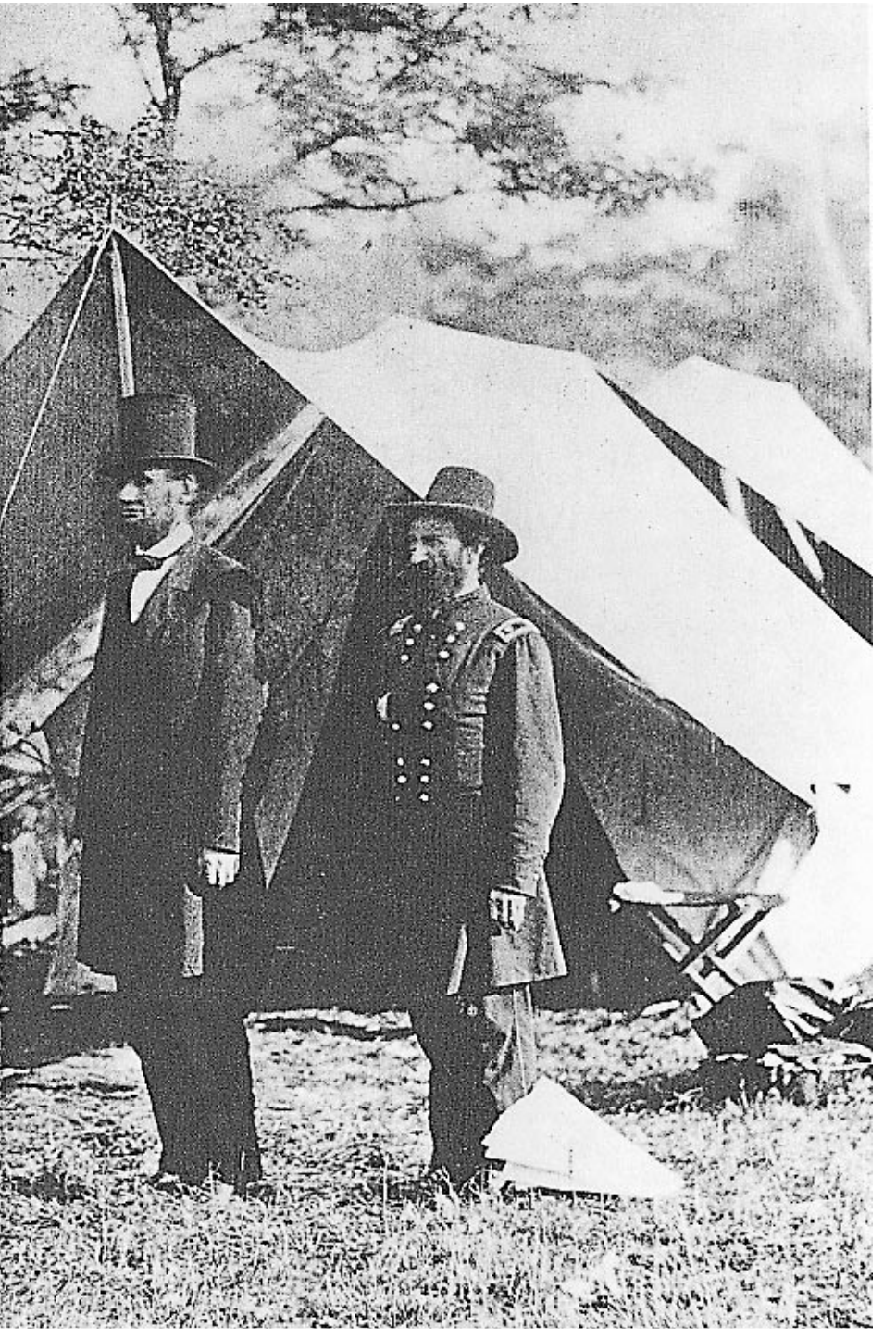
CHAPITRE SIX

VI

QUERELLES INTESTINES



Le président Abraham Lincoln (au centre) dans un camp nordiste en octobre 1862, après la bataille d'Antietam.



«UNE MAISON DIVISEE CONTRE ELLE-MEME NE PEUT RESTER DEBOUT. JE CROIS QUE CE REGIME NE PEUT SE PROLONGER DE FAÇON PERMANENTE, MI-ESCLAVAGE, MI-LIBERTE.»

Abraham Lincoln, 1858

Vers le milieu du XIXe siècle, les Etats-Unis commencèrent à attirer en nombre croissant des visiteurs étrangers. Comme l'a noté un historien : «Ce qui avait été un arrière-pays livré à l'exploitation coloniale, quelque peu obscur et parfois idéalisé de façon romantique, devint presque du jour au lendemain un phénomène à étudier, une expérience politique et morale dont il fallait jauger la valeur.»

DEUX AMERIQUES

Aucun visiteur n'a laissé un témoignage plus durable de ses voyages et de ses observations aux Etats-Unis que l'écrivain et politologue français Alexis de Tocqueville, dont l'ouvrage *De la démocratie en Amérique*, publié pour la première fois en 1835, demeure l'une des analyses les plus aiguës et les plus pénétrantes des pratiques sociales et politiques américaines. Tocqueville était un observateur

trop avisé pour ne pas émettre des critiques envers les Etats-Unis, mais son jugement est dans l'ensemble favorable : «Le gouvernement de la démocratie fait descendre l'idée des droits politiques jusqu'au moindre des citoyens, comme la division des biens met l'idée du droit de propriété à la portée de tous les hommes.» Pourtant, Tocqueville était seulement l'un des tout premiers penseurs sur la longue liste de ceux qui s'inquiétaient de savoir si cette égalité approximative pourrait survivre face à un système industriel en pleine croissance, car celui-ci menaçait de creuser un fossé entre les travailleurs des usines et la nouvelle élite des affaires.

D'autres voyageurs s'émerveillaient de voir l'essor et la vitalité du pays. Mais des vues aussi optimistes n'étaient en aucune façon unanimes. Un sceptique, le romancier anglais Charles Dickens, qui avait visité les Etats-Unis pour la première fois en 1841-1842, écrivait dans une lettre : «Ce n'est pas cette république-là que j'étais venu voir. Ce n'est pas cette république-là que j'avais imaginée… Plus je pense à sa jeunesse et à sa vigueur, plus elle paraît à mes yeux pauvre et insignifiante sous des milliers d'aspects. Dans tous les domaines dont elle s'enorgueillit – sauf pour l'instruction du peuple et les soins qu'elle donne aux enfants pauvres – elle sombre à des profondeurs incommensurables au-dessous du niveau où je l'avais située.»

Dickens n'était pas le seul à penser ainsi. L'Amérique du XIXe siècle, comme toujours au cours de son histoire, a généré des attentes et des passions qui, bien souvent, ne s'accordaient pas avec une réalité plus prosaïque et plus complexe. Déjà, par ses dimensions et sa diversité, elle défiait toute généralisation facile et invitait aux contradictions. La société américaine était à la fois éprise de liberté et esclavagiste ; c'était un pays où des territoires frontaliers et primitifs se trouvaient en pleine expansion, au même titre que les villes où se développaient le commerce et l'industrialisation.

DES TERRES PLEINES DE PROMESSES

En 1850, le territoire national couvrait des forêts, des plaines et des montagnes. A l'intérieur de ses frontières lointaines vivaient 23 millions d'habitants, au sein d'une Union poli-

tique de 31 Etats. L'Est était le théâtre d'une fantastique explosion industrielle. Dans le Midwest et le Sud, l'agriculture était florissante. Après 1849, les mines d'or de Californie vinrent injecter le métal précieux dans le flux du commerce.

La Nouvelle-Angleterre, le New Jersey, la Pennsylvanie et l'Etat de New York abritaient les grands centres de l'industrie, du commerce et de la finance. Les principaux produits de la région étaient les textiles, le bois, les vêtements, les machines, les cuirs et les lainages. En même temps, le commerce maritime était au faîte de la prospérité.

Le Sud, de l'Atlantique au Mississippi, voire au-delà, formait une unité politique relativement homogène, dont l'économie était centrée sur l'agriculture. Le tabac était la production la plus importante de la Virginie, du Maryland et de la Caroline du Nord. En Caroline du Sud, les récoltes de riz étaient abondantes ; le climat et le sol de la Louisiane étaient propices à la culture de la canne à sucre. Mais le coton était devenu le produit dominant, en quelque sorte le symbole du Sud. En 1850, le Sud des Etats-Unis fournissait plus de 80 % de la consommation mondiale de coton. Les esclaves étaient employés à toutes ces cultures, mais surtout à celle du coton.

Le Midwest, avec ses prairies sans fin et sa population en expansion rapide, prospérait. L'Europe et les régions de l'Amérique colonisées de longue date avaient besoin du blé et de la viande de l'Ouest. L'introduction de machines agricoles qui remplaçaient en partie la main-d'œuvre – notamment la moissonneuse McCormick – permit une augmentation sans précédent de la production. Les récoltes de blé passèrent de 35 millions d'hectolitres en 1850 à près de 61 millions en 1860, dont plus de la moitié était produite par le Midwest.

L'amélioration considérable des moyens de transport contribua grandement à la prospérité de l'Ouest ; de 1850 à 1857, la barrière des Appalaches fut franchie par cinq voies ferrées qui reliaient le Midwest à l'Est. Ces liaisons ferroviaires suscitèrent des intérêts économiques qui maintinrent la cohésion politique de l'Union entre 1861 et 1865. Au début, le Sud n'avait pas pris une grande part au développement du réseau ferroviaire, mais, à la fin des années 1850, le rail traversa les montagnes, reliant le cours inférieur du Mississippi à la côte méridionale de l'Atlantique.

ESCLAVAGE ET PARTICULARISMES

Il y avait pourtant une question qui aggravait les divergences régionales et économiques entre le Nord et le Sud : l'esclavage. Jaloux des bénéfices considérables amassés par les hommes d'affaires du Nord qui commercialisaient les récoltes de coton, les sudistes attribuaient l'arriération de leur propre région aux progrès du Nord. Les nordistes, pour leur part, déclaraient que l'esclavage – cette «institution particulière» que le Sud tenait pour essentielle à son économie – était entièrement responsable du retard relatif de cette partie du territoire.

Dès 1830, le fossé s'était creusé entre les uns et les autres à propos de l'esclavage. Dans le Nord, le sentiment abolitionniste gagnait en puissance, encouragé par le mouvement du *free soil* – littéralement «terre libre» – qui s'opposait vigoureusement à toute extension de l'esclavage aux territoires de l'Ouest qui n'étaient pas encore constitués en Etats. Pour les sudistes de 1850, l'esclavage représentait un état de fait dont ils ne se sentaient pas plus responsables que de l'utilisation de la langue anglaise ou de leurs institutions représentatives. D'ailleurs, sur certaines parties de la côte, en 1850, l'esclavage existait depuis plus de deux siècles et faisait partie des fondements de l'économie régionale.

Seule une minorité de sudistes blancs possédaient des esclaves. En 1860, il y avait 46 274 planteurs dans l'ensemble des Etats esclavagistes ; pour être considéré comme planteur, il fallait posséder au moins vingt esclaves. Plus de la moitié des esclaves travaillaient dans des plantations. Certains agriculteurs indépendants, dont 70 % détenaient moins de quarante hectares, avaient aussi des esclaves, mais la plupart n'en avaient pas ; c'était notamment le cas des «pauvres Blancs», qui se situaient sur l'échelon le plus bas de la société sudiste. Il est facile de comprendre pourquoi les planteurs, qui possédaient la plupart des esclaves, avaient intérêt à perpétuer cette institution. Mais les agriculteurs libres et les «pauvres Blancs» la soutenaient tout autant. Ils craignaient que les Noirs, s'ils étaient affranchis, leur disputent les terres. De même, la présence des esclaves rehaussait la situation des agriculteurs libres et des «pauvres Blancs» sur l'échelle sociale, et ils ne voulaient pas abandonner de bon gré cette supériorité.

Sous la pression de l'opinion nordiste, les dirigeants politiques du Sud, les membres des professions libérales et la plus grande partie du clergé, ne cherchant plus à se disculper, se faisaient au contraire les ardents défenseurs de l'esclavage. Dans le Sud, les journalistes soulignaient, par exemple, que les rapports de maître à esclave étaient plus humains dans un système esclavagiste que les relations de patron à salarié dans la société nordiste.

Avant 1830, les plantations étaient administrées selon l'ancienne tradition patriarcale où le maître surveillait personnellement ses esclaves. Pourtant, de plus en plus, l'introduction de cultures cotonnières à grande échelle dans le Sud «profond» avait incité le planteur à confier progressivement cette tâche à des intendants professionnels qui, pour conserver leur emploi, devaient exiger des esclaves le plus fort rendement possible.

L'esclavage était, par nature, un régime fondé sur la brutalité et la coercition. Les coups étaient fréquents et les membres d'une même famille étaient séparés au hasard des ventes. En fin de compte, pourtant, ce n'était pas le comportement des maîtres et des intendants qui suscitait les critiques les plus virulentes, mais bien la violation du droit inaliénable à la liberté imparti à chaque être humain.

LES ABOLITIONNISTES

Dans l'arène politique nationale, les sudistes cherchaient principalement à sauvegarder et à promouvoir les intérêts du secteur cotonnier esclavagiste. L'expansion était tenue pour une nécessité, car le gaspillage entraîné par la monoculture épuisait rapidement les sols et augmentait le besoin de nouvelles terres fertiles. En outre, le Sud pensait qu'il lui fallait des territoires supplémentaires pour constituer d'autres Etats esclavagistes, afin de contrebalancer l'admission d'Etats antiesclavagistes dans l'Union. Le Nord, partisan de la liberté, voyait dans les théories sudistes les bases d'une conspiration visant à développer l'esclavage ; au cours des années 1830, l'opposition entre les deux parties s'intensifia.

Né de la guerre d'Indépendance, un mouvement antiesclavagiste antérieur avait remporté sa dernière victoire en

1808, lorsque le Congrès avait aboli la traite des esclaves avec l'Afrique. Par la suite, l'opposition fut largement le fait des quakers, qui continuèrent de protester faiblement, mais sans résultat, tandis que, avec l'invention de l'égreneuse à coton et l'expansion vers l'ouest, dans la région du delta du Mississippi, la demande d'esclaves ne cessait d'augmenter.

Le mouvement abolitionniste qui fit son apparition au début des années 1830 était combatif et intransigeant ; il demandait la suppression immédiate de l'esclavage. Ce courant trouva un chef en la personne de William Lloyd Garrison, jeune homme du Massachusetts qui alliait l'héroïsme du martyr au zèle ardent du démagogue. Le 1er janvier 1831, Garrison publiait le premier numéro de son journal, *The Liberator*, dans lequel il déclarait : «Je lutterai avec acharnement pour l'affranchissement immédiat de tous nos esclaves… Sur ce point, je ne veux ni réfléchir, ni parler, ni écrire avec modération… Je suis déterminé – je ne tergiverserai pas – je ne chercherai pas d'excuse – je ne reculerai pas d'un pouce – *et je me ferai entendre*.»

Les méthodes à sensation utilisées par Garrison ouvrirent les yeux des nordistes sur ce qu'il y avait de néfaste dans une institution qu'ils en étaient arrivés à considérer comme immuable. Garrison cherchait à étaler les aspects les plus répugnants de l'esclavage et fustigeait les propriétaires d'esclaves qu'il considérait comme des bourreaux et des trafiquants de vies humaines. Il ne reconnaissait aucun droit aux maîtres, n'acceptait aucun compromis, ne tolérait aucun atermoiement. D'autres abolitionnistes soutenaient que les réformes devaient être obtenues par des moyens légaux et pacifiques. Mais Garrison reçut le concours d'une autre voix puissante, celle de Frederick Douglass, un esclave fugitif qui galvanisait son public nordiste en prenant la parole au nom de la société antiesclavagiste du Massachusetts ou, plus tard, en écrivant des articles éloquents dans l'hebdomadaire abolitionniste *Northern Star*.

L'une des principales initiatives prises par le mouvement antiesclavagiste consista à aider les esclaves à chercher refuge dans le Nord ou de l'autre côté de la frontière canadienne. Un réseau compliqué de routes secrètes – connu sous le nom de «chemin de fer clandestin» – fut mis en place

dans ce but pendant les années 1830, dans toutes les régions du Nord ; il enregistra ses plus grands succès sur les anciens territoires du Nord-Ouest. Dans le seul Etat de l'Ohio, on estime à plus de 40 000 les esclaves qui, entre 1830 et 1860, recouvrèrent ainsi leur liberté. Le nombre des sociétés antiesclavagistes locales augmentait à un tel rythme qu'en 1840 elles étaient environ 2 000 et rassemblaient quelque 200 000 adhérents.

Malgré les efforts des militants qui voulaient faire de l'esclavage un cas de conscience, la plupart des nordistes se tenaient à l'écart du mouvement ou s'y opposaient activement. En 1837, par exemple, à Alton, dans l'Illinois, la foule tua le journaliste abolitionniste Elijah P. Lovejoy. Mais certains comportements des sudistes permirent à leurs adversaires d'associer la question de l'esclavage à la cause des libertés civiques, chère au cœur des Blancs. Ainsi, en 1835, une foule en colère avait détruit les envois de livres abolitionnistes à la poste de Charleston, en Caroline du Sud. Quand le receveur déclara qu'il n'assurerait plus la distribution du courrier antiesclavagiste, d'aigres controverses divisèrent le Congrès. En outre, les abolitionnistes décidèrent d'inonder leurs sénateurs et leurs représentants de pétitions exigeant l'interdiction de l'esclavage dans le district de Columbia. En 1836, la Chambre adopta une règle destinée à reporter automatiquement tout débat sur ces pétitions, ce qui revenait à les supprimer. L'ancien président John Quincy Adams, élu à la Chambre des représentants en 1830, combattit cette «règle du baîllon», comme on l'appelait, qu'il tenait pour une violation du Premier Amendement. La Chambre abrogea cette disposition en 1844.

LE TEXAS ET LA GUERRE AVEC LE MEXIQUE

A partir de 1820, des Américains de plus en plus nombreux s'étaient s'installés sur les vastes territoires du Texas, où, bien souvent, le gouvernement mexicain leur octroyait des terres. Leur nombre inquiéta pourtant très vite les autorités locales qui, en 1830, interdirent toute nouvelle immigration. En 1834, le général Antonio López de Santa Anna imposa sa dictature au Mexique ; l'année suivante, les

Texans se révoltèrent. Santa Anna extermina un groupe de rebelles américains lors du fameux siège de Fort Alamo, au début de 1836, mais un mois plus tard, les Texans, sous le commandement de Sam Houston, anéantirent l'armée mexicaine et capturèrent Santa Anna à la bataille de San Jacinto, assurant ainsi l'indépendance du Texas. Pendant près d'une décennie, ce territoire forma une république indépendante, avant de devenir le 28e Etat de l'Union en 1845.

Bien que le Mexique eût rompu ses relations avec les Etats-Unis lors de l'indépendance du Texas, une question des plus litigieuses restait en suspens : celle des frontières du nouvel Etat. Le Texas réclamait toutes les terres situées au nord du Rio Grande. Le Mexique répliquait que la ligne de démarcation passait bien plus au nord, le long du Rio Nueces. Cependant, les pionniers affluaient dans les territoires du Nouveau-Mexique et de la Californie, de nombreux Américains proclamant que la «destinée manifeste» des Etats-Unis était de s'étendre vers l'ouest, jusqu'au Pacifique.

Les Etats-Unis s'efforcèrent d'acheter les territoires du Nouveau-Mexique et de la Californie, mais en vain. Aussi, après un affrontement entre les troupes mexicaines et celles de l'Union, le long du Rio Grande, les Etats-Unis déclarèrent-ils la guerre au Mexique en 1846. Les forces de l'Union occupèrent le territoire du Nouveau-Mexique, puis soutinrent les colons californiens révoltés. Une armée placée sous le commandement de Zachary Taylor envahit le Mexique, où elle remporta les victoires de Monterey et de Buena Vista, sans parvenir à convaincre le gouvernement mexicain de s'asseoir à la table des négociations. En mars 1847, les forces des Etats-Unis, commandées par Winfield Scott, débarquèrent près de Veracruz sur la côte orientale du Mexique. Après une série de durs engagements, elles entrèrent dans Mexico. Pourtant, Washington dut attendre la démission de Santa Anna pour pouvoir négocier le traité de Guadalupe Hidalgo par lequel le Mexique cédait le Sud-Ouest (actuel) des Etats-Unis et la Californie pour quinze millions de dollars.

Ce conflit constitua une sorte de répétition générale pour bien des officiers américains qui allaient bientôt combattre au cours de la guerre de Sécession. Il entraîna un nouveau clivage sur la scène politique américaine, car les

whigs abolitionnistes dénoncèrent l'expansionnisme du gouvernement démocrate de James K. Polk.

A la fin de la guerre, les Etats-Unis avaient gagné 1 360 000 kilomètres carrés, qui englobaient les territoires constituant aujourd'hui les Etats suivants : Arizona, Nevada, Californie, Utah, outre certaines parties du Nouveau-Mexique, du Colorado et du Wyoming. Mais c'était également un cadeau empoisonné, car il raviva la querelle sur la question la plus explosive de la politique américaine d'alors : les nouveaux territoires admettraient-ils ou non l'esclavage ?

LE COMPROMIS DE 1850

Jusqu'en 1845, il avait paru possible de cantonner l'esclavage dans les régions où il existait déjà. Le compromis du Missouri, en 1820, avait circonscrit ses limites, mais l'acquisition de nouveaux territoires reposait le problème de son éventuelle extension.

Bien des nordistes croyaient que, s'il n'avait pas la possibilité de se propager, l'esclavage finirait par péricliter et disparaître. Pour justifier leur opposition à la création de nouveaux Etats esclavagistes, ils évoquaient les déclarations de Washington et de Jefferson, ainsi que l'ordonnance de 1787 qui interdisait l'extension de l'esclavage dans le Nord-Ouest. Or le Texas, qui autorisait déjà cette institution, rejoignit naturellement les Etats esclavagistes en entrant dans l'Union. Mais la Californie, le Nouveau-Mexique et l'Utah n'avaient pas d'esclaves et, lorsque les Etats-Unis se disposèrent à en prendre possession en 1846, des controverses éclatèrent de part et d'autre.

Les extrémistes, dans le Sud, voulaient que toutes les terres rachetées au Mexique soient ouvertes aux esclavagistes. Leurs adversaires nordistes, pour leur part, demandaient que l'esclavage fût interdit dans tous les nouveaux territoires. Un groupe de modérés suggéra de prolonger jusqu'au Pacifique la ligne de partage établie par le compromis du Missouri : au nord de cette frontière, l'esclavage serait interdit ; il serait autorisé au sud. Un autre groupe proposa de s'en remettre à la «souveraineté populaire». Autrement dit, le gouvernement permettrait aux colons de pé-

nétrer dans les nouveaux territoires avec ou sans esclaves, à leur gré, puis, quand viendrait le temps de constituer la région en Etats, l'électorat trancherait.

L'opinion publique, dans le Sud, soutenait que tous les territoires avaient le droit d'autoriser l'esclavage. Le Nord affirmait avec la même vigueur qu'aucun d'eux ne pouvait exercer cette prérogative. En 1848, près de 300 000 électeurs se prononçaient en faveur des candidats présentés par le *Free Soil Party*, pour qui la meilleure politique était de «circonscrire, localiser et décourager l'esclavage». Le Midwest, le Maryland, le Kentucky et le Missouri étaient encore plus divisés et comprenaient de nombreux partisans de la souveraineté populaire, solution de compromis.

Là-dessus, on découvrit de l'or en Californie, en janvier 1848, ce qui accéléra le mouvement : une ruée gigantesque de plus de 80 000 pionniers déferla sur la côte ouest dans la seule année 1849. La question de la Californie prit donc une importance cruciale car, manifestement, le Congrès devait déterminer le statut de ce nouveau territoire, avant qu'un gouvernement organisé puisse y être établi. Les espoirs de la nation reposaient sur le sénateur Henry Clay qui, à deux reprises déjà, en des moments de tension, avait proposé des accords de compromis. Une fois de plus, il mit un terme à cette dangereuse querelle intestine en proposant un plan compliqué mais soigneusement équilibré.

Ce compromis, modifié par le Congrès, contenait un certain nombre de dispositions clés : la Californie entrerait dans l'Union en tant qu'Etat où l'esclavage serait interdit (*free soil*) par sa constitution ; le reste des territoires nouvellement annexés serait divisé en deux Etats – le Nouveau-Mexique et l'Utah – sans faire mention de l'esclavage ; les revendications du Texas sur une partie du Nouveau-Mexique seraient satisfaites par le versement d'une indemnité de dix millions de dollars ; on renforcerait les dispositifs destinés à permettre la capture des esclaves fugitifs et leur restitution à leurs anciens maîtres ; l'achat et la vente d'esclaves seraient abolis dans le district de Columbia, mais pas l'esclavage. Ces mesures – ou compromis de 1850 – furent finalement adoptées et le pays poussa un soupir de soulagement.

Pendant trois ans, le compromis sembla avoir aplani

presque toutes les divergences. Pourtant, la tension montait. Les nouvelles dispositions sur les esclaves marrons indignaient beaucoup de nordistes qui refusaient de se lancer dans cette chasse à l'homme. En outre, nombre d'entre eux continuèrent d'aider les fugitifs ; ils rendirent le «chemin de fer clandestin» plus efficace et plus audacieux que jamais.

UNE NATION DIVISEE

Dans le domaine de la politique, les années 1850 peuvent être considérées comme la «décennie de l'échec», car les dirigeants nationaux furent incapables de pallier ni même de limiter les divisions entraînées par le problème de l'esclavage. En 1852, Harriet Beecher Stowe publiait *La Case de l'oncle Tom*, roman qui lui avait été inspiré par l'adoption de la loi sur les esclaves fugitifs.

Malgré son sentimentalisme et son accumulation de clichés, *La Case de l'oncle Tom* décrivait avec une vigueur indéniable la cruauté de l'esclavage ; le livre révélait l'incompatibilité foncière entre les sociétés favorables à cette institution et celles qui s'y montraient hostiles. La nouvelle génération d'électeurs dans le Nord fut profondément bouleversée par l'ouvrage. Celui-ci inspira un immense enthousiasme pour la cause des abolitionnistes, car il en appelait aux sentiments profonds de l'être humain – l'indignation devant l'injustice et la compassion envers les êtres désarmés, exposés à une exploitation sans scrupule.

En 1854, la vieille question de l'esclavage dans les nouveaux territoires ressurgit et la querelle reprit de plus belle. La région qui comprend aujourd'hui le Kansas et le Nebraska s'était rapidement peuplée et elle faisait monter la pression pour se doter de gouvernements territoriaux, voire pour accéder au rang d'Etat.

Conformément au compromis du Missouri de 1820, toute cette région était interdite à l'esclavage. Pourtant, le compromis de 1850 avait rouvert le débat par inadvertance. Les propriétaires d'esclaves, majoritaires dans le Missouri, refusèrent de laisser le Kansas interdire l'esclavage, car leur propre Etat aurait été entouré par trois voisins abolitionnistes (l'Illinois, l'Iowa et le Kansas). Ils craignaient de voir le Mis-

souri contraint d'adopter la même politique. Pendant quelque temps, les représentants de cet Etat au Congrès, soutenus par les sudistes, firent échec à tous les efforts déployés en vue de doter la région de structures administratives.

Stephen A. Douglas, sénateur démocrate de l'Illinois, déchaîna alors une tempête en proposant le *Kansas-Nebraska Act*, texte de loi qui exaspéra les abolitionnistes. Douglas prétendait que le compromis du Missouri avait été rendu caduc par celui de 1850, qui laissait à l'Utah et au Nouveau-Mexique toute liberté de résoudre la question de l'esclavage à leur guise. Son projet prévoyait deux territoires séparés, le Kansas et le Nebraska, où les colons seraient autorisés à introduire des esclaves. La population déterminerait elle-même par la suite si elle voulait entrer dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste ou antiesclavagiste.

Les nordistes accusèrent Douglas de courtiser le Sud pour se faire élire à la présidence en 1856. Des débats virulents marquèrent la mise au point du texte. Les partisans de la liberté le dénonçaient violemment. Le clergé nordiste le vilipendait. Les hommes d'affaires, jusque-là partisans du Sud, firent soudain volte-face. Pourtant, en mai 1854, la loi sur le Kansas et le Nebraska fut adoptée par le Sénat au milieu des salves de canon tirées par des sudistes enthousiastes. Quand Douglas se présenta ensuite à Chicago pour défendre sa position, les navires du port mirent leurs pavillons en berne, les églises sonnèrent le glas pendant une heure et une foule de 10 000 manifestants conspua si bruyamment l'orateur qu'il ne put se faire entendre.

Les résultats immédiats de cette mesure mal inspirée furent décisifs. Le parti *whig*, qui avait temporisé sur la question de l'expansion de l'esclavage, fit un plongeon mortel et laissa la place à une puissante formation nouvelle, le parti républicain, qui réclamait avant tout l'interdiction de l'esclavage sur tous les nouveaux territoires. En 1856, il choisit pour candidat à la présidence l'explorateur John Fremont, dont les expéditions au Far West avaient assuré le renom. Fremont perdit les élections, mais le nouveau parti républicain triompha dans de nombreuses régions du Nord. L'influence de dirigeants abolitionnistes comme Salmon P. Chase et William Seward ne cessa de grandir ; à leurs côtés, on vit

apparaître un avocat de haute taille et à l'allure efflanquée venu de l'Illinois, Abraham Lincoln.

L'afflux de nouveaux arrivants au Kansas, où se mêlaient des sudistes esclavagistes et des familles venues du Nord abolitionniste, provoqua un conflit armé et, bientôt, le territoire fut appelé «le Kansas sanglant». A la suite d'autres événements, la nation se rapprocha plus encore du gouffre : en 1857, il y eut notamment le fameux arrêt de la Cour suprême dans l'affaire Dred Scott.

Scott était un esclave du Missouri qui, vingt ans plus tôt, avait été emmené par son maître dans l'Illinois et dans le territoire du Wisconsin où l'esclavage était interdit par l'ordonnance du Nord-Ouest. De retour dans le Missouri, Scott regretta sa vie dans le Nord et en appela à la justice pour faire reconnaître qu'il avait été affranchi de fait par son séjour sur un territoire où l'esclavage était banni. La Cour suprême – dominée par des sudistes – décida que Scott n'avait même pas le droit de se pourvoir en justice, car il ne possédait pas la qualité de citoyen ; elle ajouta que les lois d'un Etat antiesclavagiste (l'Illinois) n'avaient pu affecter le statut de Scott, car celui-ci était toujours considéré comme résidant dans un Etat esclavagiste (le Missouri). Elle concluait enfin que les propriétaires d'esclaves avaient le droit de reprendre leur «bien» dans n'importe quelle partie du territoire fédéral et que le Congrès n'avait pas le droit de limiter l'extension de l'esclavage. La décision de la Cour invalidait ainsi toute la série de mesures prises par le Congrès depuis une génération pour tenter de régler la question.

L'arrêt *Dred Scott* souleva un vigoureux ressentiment dans tout le Nord ; jamais auparavant la Cour n'avait été aussi vivement critiquée. Pour les démocrates sudistes, cette décision représentait une grande victoire, car elle donnait une consécration judiciaire à leurs arguments en faveur de l'extension de l'esclavage à tous les territoires de l'Ouest.

LINCOLN, DOUGLAS ET BROWN

Abraham Lincoln considérait depuis longtemps l'esclavage comme un mal. Dans un discours prononcé à Peoria, dans l'Illinois, en 1854, il avait déclaré que toutes les lois fédéra-

les devaient reposer sur le principe selon lequel il fallait endiguer l'esclavage pour l'abolir un jour. D'après lui, on ne pouvait laisser la population locale se prononcer souverainement, car la question de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest concernait non seulement les habitants du cru, mais aussi l'ensemble du peuple américain. Ce discours l'avait fait largement connaître dans tous les territoires de l'Ouest.

En 1858, Lincoln et Stephen A. Douglas se disputèrent un siège de sénateur des Etats-Unis dans l'Illinois. Dès le premier alinéa du discours par lequel il inaugura sa campagne, le 17 juin, Lincoln donna le ton de ce qu'allait être l'histoire des Etats-Unis durant les sept années à venir :

> *Une maison divisée contre elle-même ne peut rester debout. Je crois que ce régime ne peut se prolonger de façon permanente, mi-esclavage, mi-liberté. Je ne pense pas que l'Union sera dissoute, je ne pense pas que la maison s'écroulera – mais j'espère bien qu'elle cessera d'être divisée.*

Lincoln et Douglas s'engagèrent dans une série de sept débats au cours des derniers mois de 1858. Le sénateur Douglas, surnommé le «petit géant», possédait une enviable réputation d'orateur ; mais il avait affaire à forte partie avec Lincoln, qui contestait éloquemment la définition de la souveraineté populaire donnée par Douglas et ses alliés. Douglas remporta l'élection avec une faible avance, mais Lincoln était devenu une personnalité d'envergure nationale.

Le différend entre le Nord et le Sud s'aggravait de plus en plus. Pendant la nuit du 16 octobre 1859, John Brown – un abolitionniste fanatique qui avait enlevé et tué cinq colons esclavagistes dans le Kansas, trois ans plus tôt – conduisit une bande de fidèles à l'assaut d'un arsenal fédéral à Harper's Ferry, dans ce qui est aujourd'hui l'Etat de la Virginie-Occidentale. Son objectif était d'utiliser les armes saisies pour provoquer un soulèvement des esclaves. Après deux jours de combat, Brown et les survivants de sa petite troupe furent faits prisonniers par une unité de *marines*, placée sous les ordres du colonel Robert E. Lee.

L'opinion s'en émut vivement. Pour bien des sudistes, la tentative de Brown les confirmait dans leurs pires appréhensions. En revanche, les antiesclavagistes fanatiques saluè-

rent en Brown le martyr d'une grande cause. La plupart des nordistes renièrent son action, qu'ils considéraient comme une atteinte au respect de la loi et au maintien de l'ordre. Brown fut jugé pour complot, trahison et assassinat ; le 2 décembre 1859, il fut pendu. Jusqu'au bout, il resta convaincu d'avoir été un instrument entre les mains de Dieu.

LA SECESSION ET LA GUERRE CIVILE

Lors des élections présidentielles de 1860, le parti républicain choisit pour candidat Abraham Lincoln. Dans les rangs de cette formation, les esprits s'exaltèrent quand les dirigeants adoptèrent le mot d'ordre : «Halte à l'esclavage». Le parti promettait également l'adoption de nouveaux tarifs douaniers protectionnistes en faveur de l'industrie ; il s'engageait à faire promulguer une loi qui garantirait l'attribution gratuite de terres aux colons désireux de défricher les espaces de l'Ouest. Les démocrates étaient désunis : les sudistes avaient fait dissidence et choisi pour candidat le vice-président John C. Breckenridge, du Kentucky. Stephen A. Douglas était le candidat des démocrates du Nord. Les *whigs* irréductibles venus des Etats frontaliers se rassemblèrent autour de John C. Bell, du Tennessee.

Lincoln et Douglas s'affrontèrent dans le Nord, Breckenridge et Bell dans le Sud. Lincoln n'obtint que 39 % des suffrages exprimés, mais il disposait d'une nette majorité de 180 voix au collège des grands électeurs. Il arrivait en tête dans les dix-huit Etats antiesclavagistes. Bell était victorieux dans le Tennessee, le Kentucky et la Virginie ; Breckenridge avait été élu par les autres Etats esclavagistes, sauf le Missouri où Douglas l'avait emporté.

L'élection de Lincoln entraîna une conséquence prévisible : la sécession de la Caroline du Sud. Cet Etat attendait depuis longtemps un événement qui unirait le Sud contre les forces abolitionnistes. Dès que le résultat de l'élection fut acquis, une convention spécialement réunie par la Caroline du Sud déclara : «l'Union existant actuellement entre la Caroline du Sud et les autres Etats, à savoir les "Etats-Unis d'Amérique" est ... dissoute». Le 1er février 1861, six autres Etats avait également fait sécession ; tous appartenaient à ce que

l'on appelait le «Sud profond». Le 7 février, ces sept Etats adoptaient une constitution provisoire et s'unissaient pour former les «Etats confédérés d'Amérique». Les Etats situés dans la frange septentrionale du Sud demeuraient au sein de l'Union.

Moins d'un mois après, le 4 mars 1861, Abraham Lincoln prêtait serment en qualité de président des Etats-Unis. Dans son discours d'investiture, il refusa de reconnaître la sécession, qu'il tint pour nulle et non avenue devant la loi. Son discours se terminait par un appel en faveur du rétablissement des liens entre les Etats, au sein de l'Union. Mais le Sud demeura sourd à sa voix et, le 12 avril, les canons ouvraient le feu sur les troupes fédérales en garnison à Fort Sumter, dans le port de Charleston, en Caroline du Sud. Les hostilités avaient commencé. Jamais, ni avant ni après cette guerre, un plus grand nombre d'Américains ne devaient trouver la mort dans un conflit.

Dans les sept Etats qui avaient fait sécession, la population répondit rapidement à l'appel du nouveau président des Etats confédérés d'Amérique, Jefferson Davis. Dans les deux camps, on attendait avec inquiétude la décision des autres Etats esclavagistes qui, jusque-là, étaient restés fidèles à l'Union. En réponse au bombardement de Fort Sumter, la Virginie fit sécession le 17 avril. L'Arkansas, le Tennessee et la Caroline du Nord suivirent bientôt cet exemple. La Virginie avait abandonné l'Union avec beaucoup d'hésitation : ses hommes d'Etat avaient joué un rôle de premier plan dans le succès de la guerre d'Indépendance et l'élaboration de la Constitution ; elle avait, en outre, donné cinq présidents à la nation. Après la défection de la Virginie, le colonel Robert E. Lee se rangea aux côtés de ses compatriotes virginiens ; il avait refusé le commandement des armées de l'Union pour rester fidèle à son Etat natal. Entre les Etats confédérés désormais élargis et le Nord, abolitionniste, restaient les Etats limitrophes : le Delaware, le Maryland, le Kentucky et le Missouri qui, malgré quelque sympathie pour le Sud, restèrent fidèles à l'Union.

Chacun des deux camps entra dans la guerre avec de grands espoirs de remporter une victoire rapide. Le Nord, riche en ressources matérielles, jouissait d'un avantage cer-

tain. Il comptait vingt-trois Etats et une population de vingt-deux millions d'habitants, contre onze Etats peuplés par neuf millions de personnes. La supériorité industrielle du Nord était même encore plus grande que son avantage démographique. Il possédait en abondance tout ce qu'il lui fallait pour fabriquer des armes, des munitions, des uniformes et autres. De même, son réseau ferroviaire favorisait les perspectives de succès militaires.

Le Sud disposait aussi de certains atouts. Le plus important tenait à la géographie ; il livrait une guerre défensive sur son propre territoire. Il bénéficiait également d'une tradition militaire plus solide, et son camp put se vanter, au début, de posséder les chefs militaires les plus expérimentés.

PERCEE A L'OUEST, ENLISEMENT A L'EST

La première grande bataille de la guerre, celle de Bull Run, en Virginie (également connue comme la «première bataille de Manassas»), près de Washington, dissipa toute illusion de triomphe facile et rapide. Elle fut la première d'une série de victoires sanglantes remportées par le Sud dans l'Est des Etats-Unis, sans qu'aucune ne se traduisît par un avantage militaire décisif. Pendant les premières années, les sudistes gagnèrent bien des batailles, mais jamais la guerre.

Malgré ses défaites militaires à l'Est, l'armée de l'Union fut capable de remporter des victoires sur le champ de bataille et de lents succès stratégiques sur les mers et dans l'Ouest. Dès le début de la guerre, la plus grande partie de la marine se trouvait entre les mains de l'Union, mais elle était éparpillée et faible. Le secrétaire à la Marine, Gideon Welles, prit rapidement des mesures pour la renforcer. Lincoln instaura alors le blocus des côtes sudistes. Ses effets furent d'abord négligeables, mais, en 1863, l'expédition de coton vers l'Europe et l'importation des munitions, des vêtements et des médicaments dont le Sud avait grand besoin étaient presque entièrement stoppées.

Pendant ce temps, un brillant officier de marine, David Farragut, avait mené à bien deux expéditions remarquables. Au cours de la première, il avait conduit une flotte de l'Union jusque dans l'embouchure du Mississippi, où il avait obtenu la

reddition de la plus grande ville du Sud, La Nouvelle-Orléans. Au cours de l'autre opération, il se fraya un passage à travers l'entrée fortifiée de la baie de Mobile, dans l'Alabama, captura un cuirassé confédéré et bloqua le port.

Dans la vallée du Mississippi, les forces de l'Union s'assuraient une série presque ininterrompue de succès. Elles commencèrent par rompre la longue ligne de défense des confédérés dans le Tennessee et purent ainsi occuper la presque totalité de l'ouest de l'Etat. Après avoir pris l'important port de Memphis, sur le Mississippi, elles purent avancer d'environ 320 kilomètres au cœur des Etats confédérés. Sous le commandement du général Ulysses S. Grant, connu pour sa ténacité, les soldats de l'Union résistèrent à une attaque soudaine des confédérés à Shiloh, sur les hauteurs escarpées surplombant les rives du Tennessee ; ils s'y accrochèrent jusqu'à l'arrivée de renforts qui les aidèrent à repousser leurs adversaires. Le nombre des soldats tués et blessés à Shiloh atteignit plus de 10 000 hommes dans chaque camp ; jamais encore les Américains n'avaient subi de telles pertes. Mais ce n'était que le début du carnage.

En Virginie, au contraire, les troupes de l'Union continuèrent d'essuyer défaite sur défaite. Dans une série de tentatives sanglantes pour s'emparer de Richmond, la capitale confédérée, les forces de l'Union furent sans cesse repoussées. Les confédérés disposaient de deux grands avantages : d'une part, les nombreux cours d'eau qui coupaient la route entre Washington et Richmond constituaient pour les sudistes de fortes lignes de défense ; d'autre part, les capacités de leurs deux généraux, Robert E. Lee et Thomas J. (Stonewall) Jackson, surpassaient celles des premiers commandants des forces de l'Union. En 1862, l'un de ces derniers, George McClellan, se lança dans une tentative lente et excessivement prudente pour prendre Richmond. Mais dans la bataille des sept jours, qui se déroula du 25 juin au 1er juillet 1862, les soldats de l'Union furent constamment refoulés, tandis que les deux camps subissaient des pertes effroyables.

Après une nouvelle victoire des confédérés, lors de la seconde bataille de Bull Run (ou de Manassas), Lee traversa le Potomac et envahit le Maryland. McClellan réagit de nouveau avec circonspection, en dépit d'un avantage numérique

écrasant et du fait que Lee avait scindé ses propres forces. Les confédérés et l'Union s'affrontèrent de nouveau à Antietam Creek, près de Sharpsburg, dans le Maryland, le 17 septembre 1862 ; ce fut la journée la plus sanglante de la guerre : il y eut 4 000 morts et 18 000 blessés. Malgré son avantage numérique, McClellan ne parvint pas à enfoncer les lignes de Lee ni à exercer une pression suffisante sur les sudistes pour les empêcher de battre en retraite derrière le Potomac avec leur armée intacte, et Lincoln le limogea.

Certes, la bataille d'Antietam n'avait pas eu de résultat concluant dans le domaine militaire, mais ses conséquences furent pourtant décisives. La Grande-Bretagne et la France, qui étaient sur le point de reconnaître les Etats confédérés, ajournèrent leur décision, et le Sud ne reçut jamais la reconnaissance diplomatique et l'aide économique qu'il attendait désespérément de l'Europe.

La bataille d'Antietam fournit également à Lincoln l'occasion dont il avait besoin pour rendre publique sa proclamation préliminaire d'émancipation en vertu de laquelle, à partir du 1er janvier 1863, tous les esclaves se trouvant dans les Etats révoltés contre l'Union étaient affranchis. Dans la pratique, la proclamation n'eut que fort peu d'effets immédiats. Elle n'émancipait les esclaves que dans les Etats confédérés, tout en laissant subsister l'esclavage dans les Etats limitrophes. Sur le plan politique, pourtant, elle signifiait que la préservation de l'Union n'était plus le seul objectif déclaré de l'effort de guerre : il fallait désormais y ajouter l'abolition de l'esclavage.

Le texte définitif de la Proclamation d'Emancipation des esclaves, publié le 1er janvier 1863, autorisa par la même occasion l'enrôlement des Noirs dans les armées de l'Union, mesure que les dirigeants abolitionnistes comme Frederick Douglass réclamaient avec insistance depuis l'ouverture des hostilités. En fait, les forces de l'Union avaient déjà accueilli les esclaves fugitifs considérés comme «contrebande de guerre», mais après la Proclamation d'Emancipation l'armée de l'Union recruta et entraîna des régiments de soldats noirs qui se distinguèrent au combat sur tous les champs de bataille, de la Virginie au Mississippi. Quelque 178 000 Américains d'origine africaine servirent les Etats-Unis dans des ré-

giments composés de gens de couleur et 29 500 dans la marine de l'Union.

Malgré les gains politiques acquis par la Proclamation d'Emancipation, les perspectives militaires du Nord paraissaient peu favorables dans l'Est, car l'armée de la Virginie du Nord conduite par Lee continua de malmener l'armée du Potomac mise en ligne par l'Union, tout d'abord à Fredericksburg en Virginie, en décembre 1862, puis à Chancellorsville, en mai 1863. Mais si cette dernière victoire fut l'une des plus brillantes remportées par Lee, ce fut aussi l'une des plus coûteuses, car elle causa la mort de son plus valeureux lieutenant, le général Stonewall Jackson, que ses propres hommes avaient abattu par mégarde.

DE GETTYSBURG A APPOMATTOX

Pourtant, aucune des victoires confédérées ne fut décisive. Le gouvernement fédéral se contentait, chaque fois, de lever de nouvelles troupes et de revenir à la charge. Convaincu que la cuisante défaite des nordistes à Chancellorsville pouvait lui assurer le succès, Lee attaqua en direction du nord, sur le territoire de la Pennsylvanie, en juillet 1863 ; cette offensive l'avait conduit à proximité de la capitale de l'Etat, Harrisburg, quand une imposante armée de l'Union interrompit sa progression devant Gettysburg, où se déroula une bataille de titans pendant trois jours. Ce fut le plus grand affrontement de toute la guerre. Les confédérés tentèrent vaillamment de percer les lignes de l'Union. Ils échouèrent et les vétérans de Lee, après avoir subi des pertes écrasantes, durent se replier sur le Potomac.

Plus de 3 000 soldats de l'Union et près de 4 000 confédérés étaient morts à Gettysburg. Les blessés et les disparus étaient au nombre de 20 000 de part et d'autre. Le 19 novembre 1863, Lincoln inaugurait le nouveau cimetière national de Gettysburg en prononçant ce qui est peut-être le plus célèbre discours de l'histoire des Etats-Unis. Il termina sa brève allocution par ces mots :

> *Nous tous ici présents sommes fermement résolus à faire en sorte que ces morts ne se soient pas sacrifiés en vain – que notre nation, avec l'aide de Dieu, renaisse*

à la liberté – et que le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ne disparaisse pas de la surface de la terre.

Pendant ce temps, sur le Mississippi, dans l'Ouest, Grant était tenu en échec devant Vicksburg où les confédérés s'étaient fortement retranchés sur des falaises trop hautes pour être attaquées par les unités navales. Aussi, en 1863, commença-t-il à se déployer au-dessous et autour de Vicksburg, soumettant la position à un siège de six semaines. Le 4 juillet, il s'emparait de la ville et de la plus forte armée confédérée de l'Ouest. Le fleuve était désormais entièrement occupé par l'Union. La Confédération était coupée en deux et il lui était devenu presque impossible de se ravitailler au Texas et dans l'Arkansas.

Les victoires du Nord à Vicksburg et à Gettysburg, en juillet 1863, marquèrent un tournant décisif, mais les effusions de sang continuèrent pendant plus de dix-huit mois.

Lincoln commença par rappeler Grant dans l'Est pour le nommer commandant en chef de toutes les forces de l'Union. En mai 1864, celui-ci pénétra profondément en Virginie et affronta l'armée confédérée de Lee dans une bataille de trois jours, la bataille de la Wilderness. Les pertes furent lourdes des deux côtés, mais, contrairement aux autres commandants de l'Union, Grant refusa de battre en retraite. Il tenta plutôt de contourner l'armée de Lee pour l'obliger à étirer ses lignes constamment pilonnées par l'artillerie et harcelées par l'infanterie. «J'ai l'intention d'en finir ici, même si nous devons y passer tout l'été», avait déclaré Grant à Spotsylvania pendant les cinq jours d'une sanglante guerre de tranchées, devenue habituelle sur le front de l'Est depuis près d'un an.

A l'Ouest, les forces de l'Union s'étaient emparées du Tennessee à l'automne de 1863, après les victoires de Chattanooga et de Lookout Mountain ; ces batailles avaient ouvert les voies d'accès à la Georgie dont la conquête fut entreprise par le général William T. Sherman. Celui-ci l'emporta sur plusieurs petites armées confédérées, occupa Atlanta, la capitale de l'Etat, puis marcha vers la côte atlantique en détruisant systématiquement les chemins de fer, les usines, les entrepôts et tout ce qu'il trouvait sur sa route. Ses hommes,

coupés de leurs lignes de ravitaillement normales, pillèrent la campagne pour se nourrir. Après avoir atteint le littoral, Sherman marcha vers le nord et, en février 1865, il prenait Charleston, en Caroline du Sud, où avaient été tirés les premiers coups de feu de la guerre civile. Sherman, mieux que les autres généraux de l'Union, avait compris qu'il était tout aussi important de détruire la volonté et le moral du Sud que de vaincre ses armées.

Pendant ce temps, Grant encerclait Petersburg en Virginie. Le siège dura neuf mois jusqu'au moment où Lee abandonna tout à la fois Petersburg et Richmond, la capitale confédérée, pour tenter de se replier vers le sud, en mars 1865. Mais il était trop tard. Le 9 avril 1865, cerné par d'imposantes armées de l'Union, Lee se rendit à Grant. La scène eut lieu dans le palais de justice d'Appomattox. Des combats sporadiques se poursuivirent çà et là pendant plusieurs mois, mais la guerre de Sécession était terminée.

Les termes de la reddition étaient magnanimes. Au retour de sa rencontre avec Lee, Grant fit taire les manifestations bruyantes de ses soldats en leur rappelant : «Les rebelles sont à nouveau nos compatriotes.» La guerre pour l'indépendance du Sud était devenue une «cause perdue» ; son héros, Robert E. Lee, faisait l'admiration de tous pour ses brillantes qualités de chef et sa grandeur dans la défaite.

SANS MALVEILLANCE ENVERS PERSONNE

Pour le Nord, la guerre avait fait apparaître un héros plus grand encore en la personne d'Abraham Lincoln – un homme qui désirait, par-dessus tout, ressouder l'Union, non par la force et la répression, mais grâce à la chaleur des sentiments et à la générosité du cœur. En 1864, il avait été réélu à la présidence après avoir battu son adversaire démocrate, George McClellan, le général qu'il avait lui-même limogé après la bataille d'Antietam.

Le discours par lequel Lincoln inaugurait son second mandat se terminait par ces mots :

> *Sans malveillance envers personne ; avec compassion pour tous ; avec fermeté dans la poursuite du bien, tel que Dieu nous donne de le voir, efforçons-nous de*

mener à terme l'œuvre que nous avons entreprise ; de panser les plaies de la nation ; de veiller sur celui qui a porté le poids de la bataille, sur sa veuve et sur son orphelin… de faire tout notre possible pour instaurer et défendre une paix juste et durable, parmi nous et avec toutes les nations.

Trois semaines plus tard, deux jours après la reddition de Lee, Lincoln prononçait son dernier discours public dans lequel il exposait une généreuse politique de relèvement (*reconstruction*) pour le Sud.

Le 14 avril, le Président tint ce qui devait être son dernier conseil de cabinet. Ce soir-là, il devait assister à une représentation au Ford's Theater. C'est là qu'il fut assassiné dans la loge présidentielle par John Wilkes Booth, un comédien virginien rendu furieux par la défaite du Sud. Booth fut tué quelques jours plus tard, au cours d'une fusillade. Ses complices furent arrêtés et exécutés par la suite.

La première des tâches prioritaires que devait assumer le Nord victorieux – placé désormais sous la conduite du vice-président Andrew Johnson, un sudiste resté fidèle à l'Union – consistait à déterminer le sort et le statut des Etats sécessionnistes. Lincoln avait déjà préparé le terrain. A ses yeux, les habitants du Sud ne s'étaient jamais séparés légalement de l'Union ; abusés par quelques citoyens déloyaux, ils avaient été poussés à défier l'autorité fédérale. Et puisque la guerre était le fait d'une série d'individus, le gouvernement fédéral devait traiter avec ces individus et non avec des Etats. Ainsi, en 1863, Lincoln avait déclaré que si, dans un Etat quel qu'il soit, 10 % des électeurs inscrits en 1860 voulaient former un gouvernement fidèle à la Constitution des Etats-Unis et jurant obéissance aux lois du Congrès et aux décrets du président, il serait reconnu comme le gouvernement légal de l'Etat.

Le Congrès rejeta ce projet en contestant le droit de Lincoln de traiter cette affaire sans l'avoir consulté au préalable. Certains membres du Congrès réclamaient de lourds châtiments pour tous les Etats sécessionnistes. Et pourtant, même avant que la guerre ne soit entièrement terminée, de nouveaux gouvernements avaient été constitués en Virginie, dans le Tennessee, dans l'Arkansas et en Louisiane.

En vue de résoudre l'un de ses plus graves problèmes – déterminer le sort des anciens esclaves – le Congrès créa, en mars 1865, le Freedmen's Bureau (Bureau des affranchis) chargé de veiller sur les citoyens américains d'origine africaine et de leur apprendre à assurer leur propre subsistance. En décembre, il ratifia le Treizième Amendement à la Constitution des Etats-Unis, pour abolir l'esclavage.

Tout au long de l'été 1865, Johnson s'employa à appliquer le programme de reconstruction imaginé par Lincoln, en y apportant quelques petites modifications. Par proclamation présidentielle, il nomma un gouverneur pour chacun des anciens Etats confédérés et rétablit de nombreux citoyens du Sud dans leurs droits politiques en faisant usage de son droit de grâce présidentiel.

Des conventions furent convoquées dans chacun des anciens Etats confédérés. Johnson leur demanda d'invalider l'acte de sécession, d'abolir l'esclavage, de refuser de reconnaître toutes les dettes de guerre contractées par les Etats confédérés et de ratifier le Treizième Amendement. A la fin de 1865, ce processus était terminé presque partout.

UNE RECONSTRUCTION DRACONIENNE

Lincoln et Johnson avaient prévu l'un et l'autre que le Congrès aurait le droit de refuser aux législateurs sudistes des sièges au Sénat et à la Chambre des représentants des Etats-Unis, en vertu de l'article de la Constitution déclarant chaque Chambre juge de l'éligibilité de ses membres. C'est ce qui se produisit quand, à l'instigation de Thaddeus Stevens, représentant de la Pennsylvanie, ceux que l'on appelait les républicains radicaux cherchèrent à punir le Sud en refusant leur siège aux sénateurs et représentants élus par les anciens Etats sécessionnistes. Ensuite, le Congrès entreprit de mettre au point un plan pour la reconstruction du Sud, différent de celui qu'avait esquissé Lincoln et dont Johnson avait amorcé l'application.

Le public apporta un soutien de plus en plus large aux membres du Congrès qui voulaient attribuer aux Noirs le bénéfice de la pleine citoyenneté. Dès le mois de juillet 1866, le Congrès avait adopté un projet de loi sur les droits civiques

et créé un nouveau Bureau des affranchis dans le but d'interdire toute discrimination raciale de la part des assemblées législatives du Sud. Ensuite, il adopta le Quatorzième Amendement à la Constitution, qui déclare que «toute personne née ou naturalisée aux Etats-Unis, et soumise à leur juridiction, est citoyen des Etats-Unis et de l'Etat dans lequel elle réside» ; cette disposition répudiait l'arrêt *Dred Scott* qui refusait aux esclaves leurs droits de citoyens.

Toutes les assemblées législatives des Etats du Sud, à la seule exception du Tennessee, repoussèrent l'amendement, parfois même à l'unanimité. Au lendemain de la guerre, ces assemblées avaient adopté à l'intention des Noirs des lois («codes noirs») qui visaient à remettre en servitude les esclaves affranchis. Les textes différaient d'un Etat à l'autre, mais ils avaient un certain nombre de dispositions en commun. Les Noirs étaient obligés de signer des contrats de travail annuels sous peine de sanctions en cas d'infraction ; les enfants à charge étaient soumis à un apprentissage obligatoire et exposés à des châtiments corporels de la part de leurs maîtres ; les Noirs sans domicile pouvaient être vendus à des particuliers s'ils n'étaient pas en mesure de payer de lourdes amendes.

Par réaction, certains groupements nordistes demandèrent une intervention des autorités pour protéger les droits des Noirs dans le Sud. Selon la loi de mars 1867 sur la Reconstruction (*Reconstruction Act*) le Congrès, refusant de reconnaître les gouvernements établis dans les Etats sudistes, divisa le Sud en cinq régions placées sous l'autorité militaire. Pour échapper à ce régime, chaque Etat devait procéder à la mise en place d'un gouvernement civil qui prêterait serment d'allégeance à l'Union, ratifierait le Quatorzième Amendement et garantirait le droit de vote aux Noirs. L'amendement fut ratifié en 1868.

Le Quinzième Amendement, adopté par le Congrès l'année suivante et ratifié en 1870 par les assemblées législatives des Etats, prévoyait que «le droit de vote des citoyens des Etats-Unis ne sera dénié ou limité par les Etats-Unis, ou par quelque Etat que ce soit, pour des raisons de race, de couleur ou de condition antérieure de servitude».

Cependant, les républicains radicaux du Congrès s'irri-

taient des vetos successifs opposés par le président Johnson aux lois qui visaient à protéger les Noirs récemment affranchis et à punir les anciens dirigeants confédérés en les privant de leur droit d'éligibilité. Certes, les assemblées passèrent outre, mais l'hostilité des législateurs envers Johnson était si grande que, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, une procédure de mise en accusation (*impeachment*) fut engagée en vue de le destituer.

Le principal tort de Johnson était de s'opposer à la politique répressive du Congrès et d'user d'un langage violent pour la critiquer. Sur le plan juridique, l'accusation la plus grave que ses ennemis pouvaient porter contre lui était d'avoir écarté de son cabinet le secrétaire à la Guerre, ferme partisan du Congrès, malgré la loi qui exigeait l'approbation du Sénat pour la révocation d'un fonctionnaire dont la nomination avait été confirmée par cette même chambre. Pourtant, lorsque la procédure de destitution fut entamée devant le Sénat, il fut prouvé que Johnson avait techniquement le droit de limoger un membre de son cabinet et, mieux encore, certains soulignèrent que l'on allait créer un dangereux précédent en destituant un président parce que celui-ci était en désaccord avec la majorité des législateurs. La tentative de destitution échoua à une très faible majorité, et Johnson conserva sa charge jusqu'à l'expiration de son mandat.

Simultanément, en application du *Military Reconstruction Act*, le Congrès avait réintégré dans l'Union, en juin 1868, l'Arkansas, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, la Louisiane, la Georgie, l'Alabama et la Floride. Dans nombre de ces sept Etats, la majorité des gouverneurs, des représentants et des sénateurs étaient des hommes venus du Nord – appelés *carpetbaggers* parce qu'ils ne possédaient, en arrivant, que leur *carpet bag*, leur sac de voyage en tapisserie. Ces gens s'étaient installés dans le Sud après la guerre pour y faire une carrière politique, en s'appuyant le plus souvent sur les Noirs affranchis. Dans les assemblées législatives de la Louisiane et de la Caroline du Sud, les Noirs s'assurèrent effectivement la majorité des sièges. Les trois derniers Etats sudistes – le Mississippi, le Texas et la Virginie – acceptèrent finalement les conditions imposées par le Congrès et furent réintégrés dans l'Union en 1870.

Bien des Blancs sudistes, menacés dans leur hégémonie sociale et politique, eurent recours à des moyens illégaux pour empêcher les Noirs d'accéder à l'égalité. Les actes de violence contre les affranchis se multiplièrent et, en 1870, un regain de désordres entraîna l'adoption d'une loi punissant sévèrement quiconque tentait de priver les Noirs de leurs droits civiques.

LA FIN DE LA RECONSTRUCTION

Au fil du temps, il devint de plus en plus évident que les problèmes du Sud ne pourraient être résolus par des lois répressives ni par des manifestations persistantes de rancœur à l'encontre des anciens confédérés. En mai 1872, le Congrès adopta une loi d'amnistie générale qui réintégrait tous les anciens confédérés, à l'exception de cinq cents d'entre eux, dans la plénitude de leurs droits politiques.

Progressivement, les Etats du Sud commencèrent à élire des membres du parti démocrate, à se débarrasser des gouvernements de *carpetbaggers*, mais aussi à utiliser divers moyens d'intimidation pour empêcher les Noirs de voter ou de se faire élire à une charge publique. En 1876, les républicains n'étaient plus au pouvoir que dans trois Etats sudistes. Cette année-là, au terme d'une élection présidentielle très contestée, qui avait donné lieu à un marchandage en faveur du candidat républicain, Rutherford B. Hayes, le parti républicain s'engagea à mettre un terme à la «reconstruction» telle que l'entendaient les radicaux. La majeure partie du Sud resta aux mains des démocrates. En 1877, Hayes retira les troupes fédérales encore en garnison dans le Sud et renonça tacitement à toute responsabilité du gouvernement fédéral quant à la défense des Noirs et de leurs droits civiques.

Malheureusement, la politique raciale nationale passa soudain d'un extrême à l'autre. Alors que, jusque-là, les autorités avaient infligé de dures sanctions aux dirigeants sudistes blancs quand ils faisaient preuve de racisme, elles se mirent à tolérer de nouvelles mesures discriminatoires très humiliantes à l'encontre des Noirs. Le dernier quart du XIXe siècle vit se multiplier les lois dites de «Jim Crow» dans les Etats du Sud qui introduisirent la ségrégation dans les

écoles publiques, interdirent ou limitèrent l'accès des Noirs à de nombreux lieux publics, tels que les parcs, les restaurants ou les hôtels, et refusèrent à la plupart des Noirs le droit de vote, en leur imposant un cens électoral et des conditions arbitraires d'alphabétisation.

S'ils célèbrent l'éclat moral et la passion qui ont inspiré la guerre de Sécession, les historiens, en général, jugent sévèrement la reconstruction, considérée comme une période trouble, marquée par les conflits politiques, la corruption et la régression. Les esclaves avaient obtenu la liberté, mais pas l'égalité. Le Nord avait complètement échoué dans ses tentatives pour régler le sort économique des affranchis. Des initiatives telles que la création du Bureau des affranchis se révélèrent inadaptées pour aider efficacement les anciens esclaves qui avaient besoin d'institutions capables de leur fournir des chances politiques et économiques ou de les protéger simplement contre les actes de violence et les manœuvres d'intimidation. En vérité, les officiers de l'armée fédérale et les fonctionnaires du Bureau des affranchis étaient souvent racistes eux-mêmes. Les Noirs dépendaient de ces nordistes blancs pour les protéger contre les Blancs du Sud, lesquels se regroupèrent bientôt au sein d'organisations, telles que le Ku Klux Klan, pour terroriser les Noirs et les empêcher d'exercer leurs droits. Dépourvus de ressources économiques propres, beaucoup de Noirs sudistes se virent contraints de devenir métayers sur les terres de leurs anciens maîtres, prisonniers d'un cycle de pauvreté qui allait se perpétuer bien avant dans le XXe siècle.

Durant cette période, les pouvoirs publics avaient obtenu une certaine réussite dans la reconstruction des Etats du Sud dévastés par la guerre et dans le développement des services publics, notamment la création d'écoles financées par l'impôt, tant pour les Blancs que pour les Noirs. Pourtant, des sudistes récalcitrants se saisirent de quelques cas de corruption (fréquents dans le Sud à cette époque) pour se débarrasser des derniers régimes radicaux. L'échec de la reconstruction entraîna l'ajournement jusqu'au XXe siècle de la lutte des Américains d'origine africaine pour l'égalité et la liberté – moment où le problème allait cesser d'être purement sudiste pour prendre une dimension nationale.

PEACE DEMOCRATS, *COPPERHEADS*, EMEUTES DES CONSCRITS

Tout au long de sa présidence, Abraham Lincoln dut faire face à des opposants résolus, hostiles à sa politique et à sa façon de gouverner le pays en temps de guerre. L'opposition se cristallisa naturellement au sein du parti démocrate dont le candidat, Stephen Douglas, avait obtenu 44 % des voix dans les Etats antiesclavagistes lors des élections de 1860.

La virulence des critiques augmentait ou diminuait généralement selon les revers ou les succès du Nord sur le champ de bataille. La première manifestation de mécontentement quant à l'effort de guerre – donc à l'égard du Président – ne vint pourtant pas des démocrates mais du Congrès, qui créa une commission mixte sur la conduite de la guerre, en décembre 1861, pour enquêter sur les défaites des armées de l'Union à Bull Run et Ball's Bluff. Dominée par des républicains radicaux, la commission demanda instamment au gouvernement de s'engager plus vigoureusement dans le conflit et dans la politique d'émancipation des esclaves.

Inversement, comme on pouvait s'y attendre de la part d'une formation politique qui plaçait la «souveraineté populaire» au-dessus de tout, certains démocrates estimaient que le maintien de l'Union ne justifiait pas une guerre à outrance. Il furent appelés Peace Democrats *et les éléments extrémistes de leur groupe reçurent le sobriquet de* Copperheads.

Bellicistes ou pacifistes, fort peu de démocrates pensaient que l'affranchissement des esclaves méritait une effusion de sang nordiste. De fait, l'opposition à l'émancipation était depuis longtemps dans la ligne du parti. En 1862, presque tous les élus démocrates au Congrès votèrent contre la suppression de l'esclavage dans le district de Columbia et son interdiction dans les territoires de l'Ouest.

Une grande partie des opposants à l'émancipation appartenaient aux classes laborieuses les plus défavorisées – notamment les immigrés catholiques irlandais et allemands – qui craignaient de voir le Nord submergé de Noirs nouvellement affranchis. Alimentées par de tels sentiments, des émeutes raciales éclatèrent dans différentes villes du Nord, en 1862.

Avec la Proclamation d'Emancipation lancée en janvier 1863, Lincoln ajoutait manifestement l'abolition de l'esclavage à ses objectifs de guerre. Cette attitude était loin de faire l'unanimité dans le Nord. Ainsi, dans l'Indiana et l'Illinois, les assemblées législatives adoptèrent des lois favorables à une paix avec les Etats confédérés et au retrait de cette proclamation tenue pour «mauvaise, inhumaine et blasphématoire».

*La difficulté que le Nord rencontrait à poursuivre la guerre conduisit Lincoln à suspendre l'*habeas corpus *en septembre1862 et à instaurer la loi martiale pour lutter contre ceux qui faisaient obstacle à l'enrôlement des soldats ou fournissaient aide et secours aux rebelles. Ce manquement aux principes du gouvernement civil était certes justifié du point de vue de la Constitution, en temps de crise, mais il donna aux démocrates une autre occasion de critiquer Lincoln. Le secrétaire à la Guerre, Edwin Stanton, appliqua la loi martiale avec vigueur et fit arrêter plusieurs milliers de per-*

sonnes – des sympathisants sudistes ou des démocrates, pour la plupart.

Le besoin d'effectifs dans les armées nordistes entraîna, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, le vote d'une loi sur le service militaire obligatoire. Promulguée en 1863 pour «encourager» les enrôlements, elle suscita de nombreuses réactions d'hostilité. L'opposition se manifesta de façon particulièrement vive parmi les Copperheads *de Pennsylvanie, de l'Ohio, de l'Indiana et du Wisconsin, où il fallut faire appel aux troupes fédérales pour permettre l'application de la loi.*

Il faut noter qu'un conscrit pouvait se racheter pour 300 dollars, l'équivalent annuel à cette époque du revenu d'un ouvrier non qualifié. Cette particularité ajouta à l'impression – également très forte dans certaines parties de la Confédération – que «les pauvres faisaient la guerre pour les riches».

C'est à New York, pendant l'été 1863, que la résistance à la conscription fut la plus grande. En juillet, un groupe de Noirs y fut amené, sous la protection de la police, pour remplacer les dockers irlandais en grève. Au même moment, un tirage au sort fut organisé pour désigner les jeunes gens enrôlés en vertu de la loi sur la conscription, fort impopulaire. La conjonction des deux événements entraîna quatre jours d'émeutes et il fallut faire venir plusieurs régiments de Gettysburg pour rétablir l'ordre.

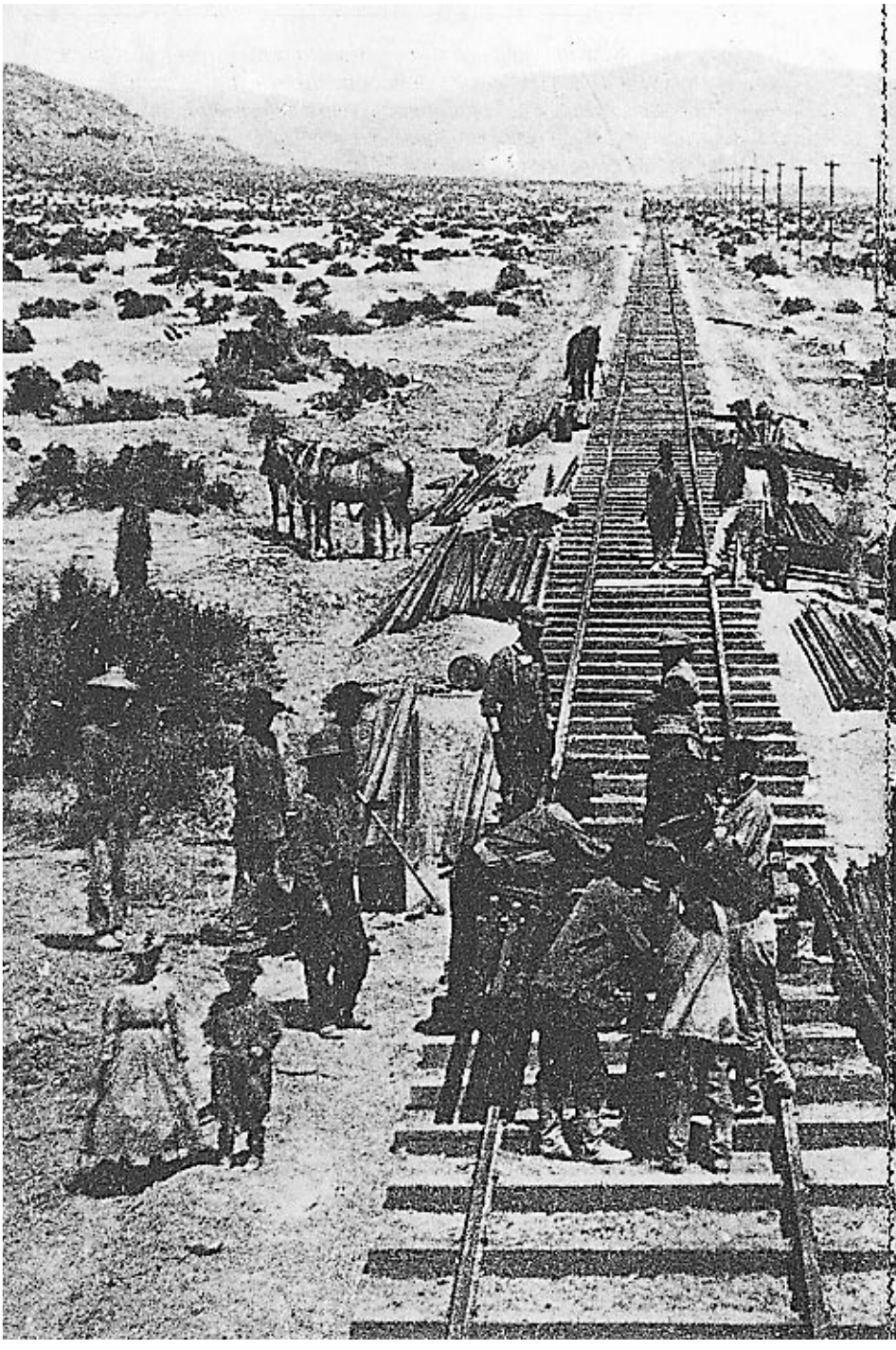
Le procès civil le plus célèbre de la guerre de Sécession eut également lieu cette année-là. Il concernait Clement Vallandigham, candidat démocrate au poste de gouverneur de l'Ohio. Cherchant apparemment à renforcer ses chances de succès, il viola délibérément un interdit militaire contre les «faits de trahison» et s'en prit à la politique du président Lincoln, réclamant des négociations pour mettre fin au conflit, qu'il résuma en ces termes : «Une guerre pour l'affranchissement des Noirs et l'asservissement des Blancs.» A la suite de quoi des soldats de l'Union firent irruption chez lui pour l'arrêter.

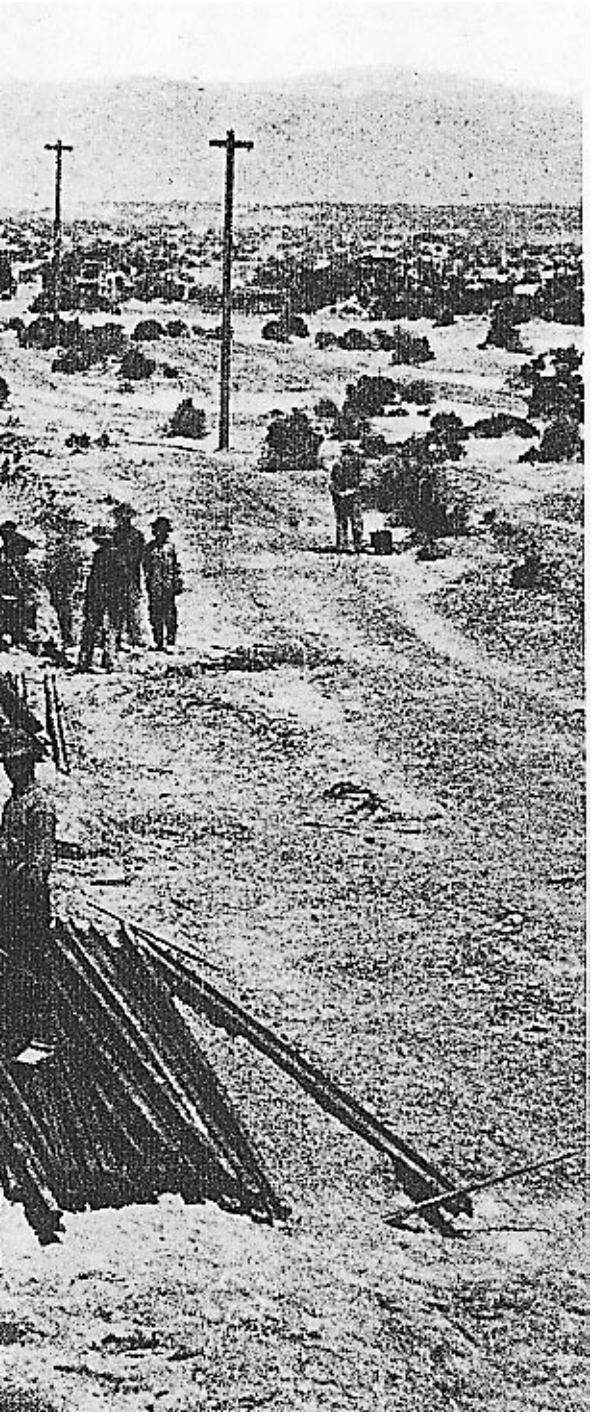
La légalité de l'arrestation de Clement Vallandigham fut immédiatement contestée par les démocrates et, en vérité, par quelques républicains aussi. La réponse de Lincoln fut d'expédier le coupable derrière les lignes de la Confédération où celui-ci obtint l'investiture de son parti. Etabli ensuite au Canada, il y mena une campagne tapageuse mais sans succès.

Malgré les victoires des nordistes à Vicksburg et à Gettysburg en 1863, les candidats des Peace Democrats *continuèrent à exploiter les malheurs de la nation et les susceptibilités raciales. Il régnait une telle atmosphère dans le Nord que Lincoln était convaincu de ne pas être réélu en 1864.*

Le candidat démocrate à la présidence, cette année-là, était le général George McClellan, l'homme que Lincoln avait relevé de ses fonctions de commandant de l'armée du Potomac deux ans plus tôt. Le candidat à la vice-présidence était un proche allié de Clement Vallandigham. Pourtant, malgré les espoirs des démocrates, George McClellan refusa de faire siennes les demandes de son parti concernant la conclusion d'une paix négociée. Aussi, à un moment où la victoire militaire était enfin à sa portée, Lincoln triompha-t-il aisément de McClellan en novembre et se fit-il réélire par tous les Etats nordistes, excepté le New Jersey et le Delaware. ★

Construction du chemin de fer transcontinental, 1868.





ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE SEPT

VII

CROISSANCE ET EVOLUTION

«DU CARACTERE SACRE DE LA PROPRIETE DEPEND LA CIVILISATION MEME.»

Andrew Carnegie, 1889

Les Etats-Unis d'Amérique ont atteint leur maturité entre deux grands conflits : la guerre de Sécession et la Première Guerre mondiale. La république rurale se transforma en moins de cinquante ans en nation urbaine. La frontière disparut. D'immenses usines et aciéries, des lignes de chemin de fer transcontinentales, des villes florissantes et de vastes exploitations agricoles avaient surgi. Mais la croissance économique et l'abondance amenèrent des difficultés nouvelles. Des entreprises dominaient des secteurs industriels entiers, soit individuellement soit en association avec d'autres. Les conditions de travail étaient souvent déplorables. Les villes avaient grandi si rapidement qu'elles n'étaient pas en mesure de loger convenablement et de gouverner les populations en pleine croissance.

LA TECHNOLOGIE ET LES REFORMES

Selon un écrivain, «la guerre de Sécession a marqué d'une large balafre l'histoire du pays ; elle a précipité d'un coup les changements qui avaient commencé à se produire durant les vingt ou trente années précédentes…» Les besoins militaires avaient considérablement stimulé l'industrie, accéléré un processus économique fondé sur l'exploitation du fer, de la vapeur et de l'énergie électrique, hâté la marche en

avant de la science et les progrès de l'invention. Quelque 36 000 brevets furent délivrés avant 1860 contre 440 000 au cours des trente années suivantes, et il devait y en avoir près de un million pendant le premier quart du XXe siècle.

Dès 1844, Samuel F. B. Morse avait perfectionné le télégraphe électrique et, bientôt, un réseau de poteaux et de câbles reliait entre elles les parties les plus éloignées du pays. En 1876, Alexander Graham Bell avait mis au point un appareil téléphonique et, en l'espace de cinquante ans, 16 millions de téléphones allaient donner un coup d'accélérateur à la vie sociale et économique du pays. L'invention de la machine à écrire en 1867, celle de la calculatrice en 1888 et celle de la caisse enregistreuse en 1897 hâtèrent l'essor des affaires. La linotype, mise sur le marché en 1886, la rotative et la plieuse permettaient d'imprimer 240 000 journaux de huit pages en une heure. La lampe à incandescence d'Edison éclaira bientôt des millions de foyers ; le phonographe fut également perfectionné par Edison, auquel se joignit George Eastman pour la mise au point du cinématographe. Ces inventions et d'autres applications de la science alliées à l'ingéniosité humaine se traduisirent par un accroissement de productivité dans la plupart des secteurs.

Parallèlement, l'industrie de base du pays – la métallurgie du fer et de l'acier – prit un essor prodigieux grâce à des droits de douane protecteurs. Concentrée à l'origine dans les Etats de l'Est, l'industrie sidérurgique se déplaça vers l'ouest à mesure que les géologues découvraient de nouveaux gisements. Ceux de la Mesabi Range, au nord du lac Supérieur, devinrent l'un des plus grands producteurs de minerai de fer du monde. Les gisements peu profonds étaient faciles et peu onéreux à exploiter ; avec un minerai presque exempt d'impuretés chimiques, la production d'un acier de qualité supérieure coûtait dix fois moins cher qu'auparavant.

CARNEGIE ET L'ERE DE L'ACIER

C'est à Andrew Carnegie que reviennent, en majeure partie, les grands progrès accomplis dans la production de l'acier. Immigré écossais arrivé en Amérique à douze ans, il fut d'abord bobineur dans une filature de coton, employé

dans un bureau de télégraphe, puis il entra à la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie. Avant l'âge de trente ans, il avait effectué de judicieux placements, qu'il concentra, en 1865, dans le fer. En quelques années, il se spécialisa dans les sociétés fabriquant des ponts métalliques, des rails et des locomotives, les créant ou en devenant actionnaire. Dix ans plus tard, il fit construire sur les bords de la Monongahela, en Pennsylvanie, la plus importante aciérie du pays.

Andrew Carnegie acquit le contrôle absolu non seulement de nouvelles aciéries, mais aussi d'exploitations de coke et de charbon, du minerai de fer du lac Supérieur, d'une petite flotte de bateaux à vapeur sur les Grands Lacs, d'un port sur le lac Erié et d'une voie ferrée qui reliait les diverses parties de son empire. Ses entreprises, alliées à une douzaine d'autres, pouvaient exiger des tarifs avantageux des compagnies ferroviaires et maritimes. Les vastes capitaux dont il disposait lui permirent d'agrandir ses usines et d'accroître sa main-d'œuvre. Jamais l'Amérique n'avait connu une expansion industrielle de cette ampleur.

Bien qu'il eût longtemps dominé ce secteur économique, Andrew Carnegie ne réussit pas à s'assurer le monopole absolu des ressources naturelles, des transports et des usines de production de l'acier. Dans les années 1890, de nouvelles compagnies défièrent sa toute-puissance et, piqué au vif par cette concurrence, Carnegie menaça dans un premier temps de bâtir un empire industriel encore plus puissant. Mais vieilli, fatigué, il accepta de fusionner avec une société qui allait englober la plus grande partie des entreprises métallurgiques importantes du pays.

LES SOCIETES ET LES VILLES

Une nouvelle firme, United States Steel Corporation, issue en 1901 de cette fusion, marqua une évolution qui s'était dessinée trente ans auparavant : le regroupement d'entreprises industrielles en sociétés fédérées et centralisées. Amorcée pendant la guerre de Sécession, cette tendance s'accentua à partir de 1870, les hommes d'affaires commençant à craindre une surproduction et, par voie de conséquence, la chute des prix et des bénéfices. Afin d'assurer leur domina-

tion à la fois sur la production et les marchés, il leur fallait rassembler les concurrents en une seule entreprise. La création de la *corporation* (société anonyme) et du *trust* répondit à ce besoin.

Les sociétés anonymes, qui avaient accès à de vastes réserves de capitaux et assuraient aux entreprises la permanence de leurs activités et de leur contrôle, attiraient les investisseurs en leur offrant des perspectives de profits et une responsabilité limitée en cas de faillite de l'entreprise. Les trusts, en fait des groupements de sociétés au sein desquels les actionnaires confiaient la gestion de leurs capitaux à des administrateurs, permirent de constituer de vastes associations, de centraliser les décisions, la gestion et les brevets. Les capitaux considérables dont ils disposaient leur assuraient une plus grande marge d'expansion, une meilleure protection contre la concurrence étrangère et une autorité accrue vis-à-vis des syndicats qui commençaient à s'organiser. Ils pouvaient en outre arracher aux compagnies de chemins de fer des conditions avantageuses et exercer une certaine influence sur la politique.

La fondation par John D. Rockefeller de la Standard Oil Company, l'une des premières et plus puissantes sociétés de son temps, fut bientôt suivie par la constitution d'autres trusts dans les secteurs de l'huile, du coton, du plomb, du sucre, du tabac et du caoutchouc. Très vite, des hommes d'affaires énergiques se taillèrent de petits empires. Quatre grands de la boucherie – notamment Philip Armour et Gustavus Swift – fondèrent le trust de la viande de bœuf. Cyrus McCormick, pour sa part, s'assura la suprématie dans le secteur des moissonneuses. Selon une étude réalisée en 1904, plus de 5 000 entreprises indépendantes avaient fusionné pour former quelque 300 trusts industriels.

La concentration d'intérêts fut aussi manifeste dans d'autres secteurs, en particulier les transports et les communications. Après la Western Union, le premier cartel important dans les communications, vinrent le Bell Telephone System et, enfin, l'American Telephone and Telegraph Company. Au cours des années 1860, Cornelius Vanderbilt regroupa treize compagnies ferroviaires distinctes en une seule ligne de chemin de fer qui reliait directement les villes

de New York et de Buffalo, distantes d'environ 800 kilomètres. Au cours des dix années suivantes, il acquit des lignes allant à Chicago et à Detroit. New York Central Railroad System était né. D'autres fusions eurent lieu et, bientôt, les principales voies ferrées du pays furent structurées en grandes lignes et en réseaux ferroviaires dirigés par une poignée d'hommes.

La ville devint le centre nerveux de ce nouvel ordre industriel, attirant à elle les forces vives de l'économie nationale : considérables réserves de capitaux, nombreux établissements industriels et financiers, gares de triage de plus en plus vastes, cheminées d'usines rejetant leur fumée et une multitude de travailleurs manuels et d'employés de bureau. Quasiment du jour au lendemain, les villages, où affluaient les campagnards et les immigrants venus d'outre-mer, se transformaient en petites villes et les villes en grandes cités. En 1830, une personne sur quinze vivait dans une commune de 8 000 habitants ou plus ; en 1860, ce rapport était d'environ une sur six, et en 1890 il était passé à trois sur dix. Aucune ville ne comptait un million d'habitants en 1860 ; trente ans plus tard, New York en avait un million et demi, et plus de un million de personnes vivaient à Chicago et à Philadelphie. Au cours de ces trois décennies, la population doubla à Philadelphie et à Baltimore ; celle de Kansas City et de Detroit quadrupla ; à Cleveland, le nombre d'habitants fut multiplié par six et à Chicago il décupla. Simples hameaux au début de la guerre de Sécession, Minneapolis, dans le Minnesota, Omaha, au Nebraska, comme de nombreuses autres localités, virent leur population multipliée par cinquante voire davantage.

RESEAUX FERROVIAIRES, REGLEMENTATION ET TARIFS

Les chemins de fer prenaient une importance croissante dans le pays en pleine expansion, et nombre d'abus furent commis par les compagnies ferroviaires. Les ristournes accordées aux gros expéditeurs désavantageaient les petits usagers. En outre, sur certains parcours et sans tenir compte des distances, les compagnies imposaient de manière arbitraire des prix plus élevés à certains affréteurs.

De plus, si la concurrence contribuait à abaisser les frais de transport entre les villes desservies par plusieurs lignes ferroviaires, celles desservies par une seule ligne se voyaient imposer des prix excessifs. Il était ainsi moins cher d'expédier des marchandises de Chicago à New York, distants de 1 280 kilomètres, que de les faire acheminer à quelques centaines de kilomètres. Par ailleurs, en vue d'éliminer la concurrence, les compagnies rivales répartissaient entre elles le trafic commercial et versaient dans un fonds commun le total de leurs gains pour les redistribuer entre les différents membres du pool.

Le ressentiment populaire à l'égard de ces pratiques incita les Etats à réglementer ce secteur. Pourtant, bien que les mesures prises aient eu quelques effets salutaires, le problème était d'envergure nationale et nécessitait donc une initiative du Congrès.

En 1887, le président Grover Cleveland signa l'*Interstate Commerce Act* (loi sur le commerce entre les Etats de l'Union) qui proscrivait les prix excessifs, les cartels, les rabais et tarifs de faveur ; il créa du même coup l'Interstate Commerce Commission (ICC), qui fut chargée d'appliquer cette loi et de réglementer les tarifs et pratiques des compagnies ferroviaires. Celles-ci s'abritèrent toutefois, pendant des dizaines d'années, derrière des décisions conservatrices de la Cour suprême et parvinrent à mettre en échec pratiquement toutes les tentatives entreprises par l'ICC en vue de réglementer le secteur.

Grover Cleveland combattit également avec énergie le maintien des droits de douane élevés. Adoptés à titre exceptionnel pendant la guerre, ils avaient fini par être considérés comme une mesure politique permanente sous les gouvernements des présidents républicains qui devaient dominer la scène politique au cours de cette période. Cleveland, qui était démocrate, estimait que les droits de douane étaient en grande partie responsables de l'augmentation du coût de la vie et du développement rapide des trusts. Alors que la question des tarifs douaniers n'avait provoqué aucun débat politique pendant des années, les démocrates, en 1880, réclamèrent l'adoption d'une taxe qui serait destinée à alimenter les finances de l'Etat. Cette question ne tarda pas à faire

l'objet d'une demande de réforme insistante. Dans son message annuel au Congrès en 1887, Cleveland, bien qu'on lui eût conseillé d'éviter ce sujet explosif, suscita un vif émoi à travers le pays en dénonçant publiquement les excès auxquels avait conduit le souci de protéger l'industrie américaine de la concurrence étrangère.

Cette question fut au cœur des débats pendant la campagne électorale de 1888, que remporta de justesse le candidat républicain, Benjamin Harrison, partisan du protectionnisme. Pour tenir les promesses faites avant les élections, le gouvernement Harrison promulgua en 1890 la loi McKinley, visant non seulement à protéger les secteurs industriels établis mais à soutenir les industries naissantes. Les nouveaux droits, pour la plupart élevés, contribuèrent à la hausse des prix de vente au détail, suscitant une vague de mécontentement général.

Durant cette période, le sentiment d'hostilité à l'égard des trusts ne cessa de croître dans l'opinion. Les grandes firmes industrielles firent l'objet de violentes attaques de la part de réformateurs comme Henry George et Edward Bellamy, ainsi que d'une âpre controverse politique. Adoptée en 1890, la loi antitrust Sherman, destinée à briser les monopoles, interdit toute forme d'entente considérée comme une entrave au commerce entre les Etats ; diverses mesures assorties de sanctions sévères devaient en assurer l'application. En fait, libellée en termes vagues et se bornant à des généralités, la loi eut peu d'effets dans l'immédiat. Mais dix ans plus tard, sa stricte application, sous la présidence de Theodore Roosevelt, valut à ce dernier le surnom de *trust-buster* – briseur de trusts.

LA REVOLUTION AGRICOLE

Malgré les énormes progrès de l'industrie, l'agriculture demeurait l'activité fondamentale de la nation. La révolution agricole – parallèle à la révolution industrielle engendrée par la guerre de Sécession – permit le passage du travail manuel à l'exploitation mécanique, et transforma une agriculture de subsistance en une agriculture commerciale. Entre 1860 et 1910, le nombre des exploitations agricoles américaines

tripla, passant de deux à six millions, alors que la surface des terres cultivées fit plus que doubler en passant de 160 à 352 millions d'hectares.

Entre 1860 et 1890, la production de denrées de base, comme le blé, le maïs et le coton, surpassa les niveaux précédents. Au cours de la même période, la population du pays fit plus que doubler, cette croissance démographique touchant principalement les villes. Toutefois, la culture de céréales et de coton, l'élevage bovin et porcin ainsi que la production de laine dépassaient largement les besoins des travailleurs américains et de leurs familles.

Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène peu ordinaire. L'un était l'expansion vers l'ouest. L'autre était l'introduction de la machine dans l'agriculture. Le cultivateur de 1800, avec sa faucille, pouvait au mieux couper vingt ares de blé par jour. Trente ans plus tard, la faux à râteau permettait d'obtenir un rendement quotidien quatre fois plus élevé. En 1840, Cyrus McCormick accomplit un miracle en parvenant à faucher deux à deux hectares et demi par jour grâce à la curieuse machine qu'il avait mise au point au cours des dix années précédentes. Clairvoyant, il choisit Chicago, ville de la Prairie, pour y installer une fabrique de moissonneuses ; en 1860, il en avait vendu 250 000.

D'autres machines agricoles firent bientôt leur apparition : lieuses, batteuses, moissonneuses-batteuses et engins plus complexes encore. Puis vinrent la planteuse mécanique, l'écosseuse, la décortiqueuse, l'écrémeuse, l'épandeuse, la planteuse de pommes de terre, la sécheuse de foin, la couveuse artificielle et des dizaines d'autres inventions.

A peine moins important que les machines fut l'apport de la science à la révolution agricole. En 1862, le *Morrill Land-Grant College Act* prévoyait l'octroi de concessions foncières aux divers Etats pour leur permettre de créer des collèges universitaires agricoles et techniques. Ces établissements avaient une double vocation : l'enseignement et la recherche agronomique. Par la suite, le Congrès vota des crédits destinés à la création de stations expérimentales à travers le pays et alloua directement des fonds au département de l'Agriculture pour le développement de la recherche agricole. Dès le début du siècle suivant, les hommes de science,

partout en Amérique, s'attaquaient à une vaste gamme de projets agricoles. Pourtant, ironie du sort, la politique fédérale qui avait permis aux exploitants d'augmenter leurs récoltes finit par entraîner d'énormes excédents qui firent s'écrouler les prix du marché – et découragèrent totalement le monde rural.

L'un de ces agronomes, Mark Carleton, se rendit en Russie pour le compte du département de l'Agriculture. Il en rapporta le blé d'hiver, résistant à la rouille comme à la sécheresse, qui constitue aujourd'hui plus de la moitié de la production des Etats-Unis. Marion Dorset, pour sa part, triompha du terrible choléra du porc tandis que George Mohler vainquait la fièvre aphteuse. Du Maghreb, un autre chercheur rapporta le kafir, une espèce de sorgho non sucré ; du Turkestan vint la luzerne faucille. Luther Burbank, en Californie, obtint nombre de nouvelles variétés de légumes et de fruits ; dans le Wisconsin, Stephen Babcock inventa un test qui permettait de déterminer la teneur en matières grasses du lait ; au Tuskegee Institute de l'Alabama, un éminent savant afro-américain, George Washington Carver, découvrit des centaines d'utilisations nouvelles pour l'arachide, la patate douce et le soja.

LE SUD DESUNI

Au cours des années 1880, le Sud fit de grands efforts pour attirer les industriels. Des avantages considérables étaient offerts aux investisseurs susceptibles d'y développer l'industrie de l'acier, du bois, du tabac et du textile. Pourtant, en 1900, la part prise par le Sud dans la production industrielle du pays restait à peu près identique à ce qu'elle avait été en 1860. En outre, le prix à payer pour cet effort d'industrialisation était élevé : dans les villes industrielles du Sud, les maladies étaient en augmentation et l'utilisation de la main-d'œuvre enfantine se développait.

Trente ans après la guerre de Sécession, le Sud restait dans une large mesure une région pauvre, exagérément tournée vers l'agriculture et économiquement dépendante. Sur le plan social, la ségrégation entre Noirs et Blancs était organisée et les violences raciales tolérées.

Les sudistes blancs intransigeants, qui s'opposaient farouchement à la reconstruction au sein du gouvernement fédéral, à Washington, parvinrent à affirmer l'autorité des Etats de telle sorte que la suprématie des Blancs fût maintenue. Dès le début des années 1870, plusieurs arrêts de la Cour suprême confortèrent les opinions sudistes en soutenant les positions conservatrices traditionnelles sur la question de l'équilibre des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et celui des Etats.

En 1873, la Cour suprême jugea que le Quatorzième Amendement à la Constitution (selon lequel les droits d'un citoyen ne peuvent être limités) ne conférait aucun privilège ou immunité nouvelle visant à protéger les Noirs contre les pouvoirs publics des Etats. Mieux encore, en 1883, elle décréta que ledit amendement n'interdisait pas aux individus, contrairement aux Etats, de pratiquer la discrimination raciale. Dans l'arrêt *Plessy c. Ferguson*, rendu en 1896, les magistrats de la Cour suprême déclarèrent que le principe selon lequel les Afro-Américains pouvaient être légalement «séparés mais égaux» dans les lieux publics et les transports en commun, tels que les restaurants et les trains, ne constituait pas une violation de leurs droits.

Rapidement, la ségrégation raciale s'étendit à tous les aspects de la vie dans le Sud. Elle toucha bientôt les chemins de fer, les restaurants, les hôtels, les hôpitaux et les écoles. En outre, les domaines de la vie publique où la loi n'avait pas instauré la ségrégation furent soumis à ces pratiques par le biais des coutumes et des traditions. Devant cette discrimination envahissante, de nombreux Afro-Américains se rallièrent à Booker T. Washington, l'homme politique noir le plus influent de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, qui leur conseillait de se fixer des objectifs économiques modestes et d'accepter provisoirement les discriminations sociales. D'autres, regroupés autour de l'intellectuel W.E.B. Du Bois, cherchèrent à lutter contre la ségrégation par l'action politique. Toutefois, en raison de la collusion entre les deux grands partis politiques, les appels à la justice raciale restèrent sans écho, et les lois ségrégationnistes continuèrent à être appliquées dans le Sud jusque dans la seconde moitié du XXe siècle.

LA DERNIERE FRONTIERE

En 1865, la frontière suivait de manière générale les limites occidentales des Etats riverains du Mississippi, puis faisait une saillie qui englobait les régions orientales du Kansas et du Nebraska. Au-delà de cette mince chaîne d'exploitations agricoles, des prairies et des plaines recouvertes d'armoise s'étendaient jusqu'aux contreforts des Rocheuses. Puis, sur près de 1 600 kilomètres, se dressait l'imposante chaîne montagneuse, riche en mines d'argent, d'or et d'autres métaux. De l'autre côté, des plaines et des déserts sauvages se succédaient jusqu'aux montagnes boisées du littoral pacifique. A l'exception des régions habitées de la Californie et de quelques avant-postes éparpillés, les vastes terres de l'intérieur étaient peuplées d'Amérindiens, certains appartenent aux tribus des Grandes Plaines – Sioux et Blackfoot, Pawnees et Cheyennes – d'autres étant des Indiens du Sud-Ouest, notamment les peuples apache, navajo et hopi.

Or, à peine un quart de siècle plus tard, le pays entier ou presque était constitué en Etats et en territoires. Les exploitations minières se succédaient dans la région montagneuse, les mineurs avaient foré le sol et fondé de petites agglomérations dans le Nevada, le Montana et le Colorado. Tirant parti des immenses prairies, les éleveurs de bétail avaient revendiqué les vastes terres qui s'étendaient du Texas à la partie supérieure du Missouri. Les éleveurs de moutons, à leur tour, s'étaient installés dans les vallées et sur les flancs des montagnes. Puis les agriculteurs arrivèrent dans les plaines, comblant ainsi le vide qui séparait l'Est de l'Ouest. En 1890, la frontière avait disparu.

La colonisation avait été favorisée par le *Homestead Act.* Cette loi de 1862 octroyait gratuitement 64 hectares à tout citoyen qui s'engageait à occuper et à faire fructifier la terre. Malheureusement, celle-ci convenait mieux à l'élevage qu'à l'agriculture et, vers 1880, près de 22 400 000 hectares de terres «gratuites» étaient passés aux mains des éleveurs et des compagnies de chemin de fer.

En 1862, le Congrès avait accordé une concession à l'Union Pacific Railroad, qui construisit une voie ferrée transcontinentale de Council Bluffs, dans l'Iowa, en direction de l'ouest avec comme main-d'œuvre principale des anciens combattants et des immigrants irlandais. Vers la même

époque, le Central Pacific Railroad entreprit de construire une ligne partant de Sacramento, en Californie, pour aller vers l'est, avec une main-d'œuvre essentiellement chinoise. Le pays entier suivit avec passion la progression des deux voies ferrées l'une en direction de l'autre et leur jonction qui eut lieu le 10 mai 1869, à Promontory Point, dans l'Utah. Le fastidieux voyage de plusieurs mois qu'il fallait entreprendre naguère pour traverser le pays de l'Atlantique au Pacifique ne demandait plus que six jours environ. Le réseau ferroviaire continua de s'étendre. En 1884, quatre grandes lignes reliaient la vallée centrale du Mississippi à la côte pacifique.

Le premier grand mouvement de population vers le Far West se fit vers les régions montagneuses de Californie, où l'on avait découvert de l'or en 1848, puis dans le Colorado et le Nevada dix ans plus tard ; ce fut le tour du Montana et du Wyoming au cours des années 1860 et des Black Hills du Dakota la décennie suivante. Les compagnies minières avaient ouvert la voie, construit des agglomérations et jeté les fondations d'une colonie permanente. Absorbés par la recherche de l'or, nombre de pionniers n'en percevaient pas moins les possibilités agricoles et d'élevage de la région. En définitive, bien qu'un petit nombre de localités aient continué à se consacrer presque exclusivement à l'exploitation minière, c'est dans les terres arables et les vastes pâturages que le Montana, le Colorado, le Wyoming, l'Idaho et la Californie devaient découvrir leur véritable richesse.

L'élevage du bétail, depuis longtemps la principale activité économique du Texas, devint encore plus prospère après la guerre de Sécession, des hommes audacieux ayant commencé à mener leurs bêtes à longues cornes vers le nord, à travers les vastes étendues. Paissant en chemin, le bétail arrivait plus gras qu'au départ aux points d'expédition dans le Kansas. Cette «longue route» ne tarda pas à devenir courante et, sur des centaines de kilomètres, les troupeaux se dirigeant vers le nord jalonnaient les pistes. L'élevage se répandit dans la région située à l'ouest du Missouri, et d'immenses ranches apparurent au Colorado, dans le Wyoming, au Kansas, au Nebraska et sur le territoire du Dakota. Les villes de l'Ouest devinrent des centres florissants grâce aux abattoirs et à l'industrie de préparation de la viande.

L'élevage apportait un mode de vie pittoresque dont le personnage central était le cow-boy. Toutefois, avec un travail exténuant et mal rémunéré, la vie du cow-boy était loin d'être aussi romantique que le mythe dont s'est nourrie l'imagination des Américains, des premiers «romans à deux sous» des années 1870 aux films de John Wayne et de Clint Eastwood à la fin du XXe siècle.

De 1866 à 1888, près de six millions de têtes de bétail furent amenées du Texas pour hiverner sur les hauts plateaux du Colorado, du Wyoming et du Montana. L'élevage atteignit son plein essor en 1885. Dès lors, les pâturages trop fréquentés – que les voies ferrées commençaient à quadriller – devinrent insuffisants. Après les éleveurs arrivèrent les longues files de chariots bâchés des fermiers qui amenaient avec eux leur famille, leurs chevaux de trait, leurs vaches et leurs porcs. Les nouveaux venus s'établirent sur ces terres, en revendiquèrent la propriété au nom du *Homestead Act* et les entourèrent d'un nouveau type de clôture, le fil de fer barbelé. Les éleveurs furent ainsi chassés des territoires qu'ils avaient parcouru librement mais sans aucun droit réel. En peu de temps, l'image romantique de «l'Ouest sauvage» s'évanouit définitivement.

LE SORT DES INDIENS

Comme dans l'Est, l'afflux des mineurs, des éleveurs et des fermiers dans les plaines et les montagnes entraîna des conflits avec les Indiens. De nombreuses tribus – des Utes du Grand Bassin aux Nez Percés de l'Idaho – prirent le sentier de la guerre contre les Blancs. Mais ce sont les Sioux des plaines du Nord et les Apaches du Sud-Ouest qui opposèrent la plus farouche résistance à cette avancée sur leurs territoires. Les Sioux, conduits par des chefs ingénieux comme Red Cloud (Nuage rouge) et Crazy Horse (Cheval fou), étaient des cavaliers émérites. Les Apaches se montraient tout aussi adroits et insaisissables dans les déserts et les canyons qu'ils connaissaient bien.

Les hostilités avec les Indiens des Grandes Plaines, qui débutèrent par un massacre de Blancs en 1862, se poursuivirent pendant toute la guerre de Sécession. Le dernier affron-

tement grave avec les Sioux éclata en 1876, lorsque la ruée vers l'or du Dakota atteignit les Black Hills. L'armée était censée empêcher les chercheurs d'or de pénétrer sur les territoires de chasse des Sioux, mais, en fait, elle intervenait rarement. En revanche, elle n'hésitait pas à le faire lorsqu'elle recevait l'ordre d'agir contre les Sioux qui chassaient pourtant sur leurs terres, conformément à leurs droits.

En 1876, après plusieurs affrontements, le général George Custer, à la tête d'un petit détachement isolé du gros des troupes, arriva au campement où s'étaient rassemblés les Sioux et leurs alliés, au bord de la rivière Little Bighorn. Ses hommes et lui périrent jusqu'au dernier. Moins de quinze ans plus tard, en 1890, une fête rituelle où l'on invoquait les esprits des ancêtres (*Ghost Dance*) dans la réserve sioux de Wounded Knee, dans le Dakota du Sud, provoqua un soulèvement qui se termina par un dernier et tragique affrontement au cours duquel des centaines de Sioux, hommes, femmes et enfants, trouvèrent la mort.

Depuis quelque temps déjà, le mode de vie des Indiens des Plaines avait changé avec le massacre systématique des bisons, au cours des années 1870, par des chasseurs sans scrupules. Simultanément, dans le Sud-Ouest, les guerres apaches qui s'éternisaient prirent fin lors de la capture de Geronimo, leur dernier grand chef, en 1885.

Depuis la présidence de James Monroe, la politique fédérale avait consisté à reléguer les Indiens au-delà de la frontière de peuplement des Blancs. Inévitablement, les réserves indiennes devinrent surpeuplées et de nombreuses voix commencèrent à s'élever pour protester contre le traitement qui était infligé aux Amérindiens. Ainsi, Helen Hunt Jackson, originaire de la côte est et établie dans l'Ouest, décrivit en 1881 le drame vécu par les Indiens et éveilla la conscience du pays avec son livre *A Century of Dishonor*. La plupart des réformateurs croyaient à l'acculturation des Indiens. Le gouvernement fédéral alla jusqu'à créer à Carlisle, en Pennsylvanie, une école afin d'inculquer aux jeunes Indiens les valeurs et les croyances des Blancs. (C'est dans cet établissement que Jim Thorpe, considéré par beaucoup comme le meilleur athlète de tous les temps aux Etats-Unis, accéda à la célébrité au début du XXe siècle.)

En 1887, la loi Dawes modifia de fond en comble la politique américaine vis-à-vis des Indiens. Le président avait le droit de morceler les terres de la tribu et d'attribuer à chaque chef de famille 65 hectares. Ces parcelles devaient être administrées par le gouvernement pendant vingt-cinq ans, après quoi le bénéficiaire en devenait propriétaire à part entière et acquérait la citoyenneté américaine. Les terres qui n'avaient pas été distribuées dans le cadre de cette loi furent mises en vente et proposées aux colons. Bien qu'inspirée par de bonnes intentions, cette mesure eut des effets désastreux, car elle aggrava le pillage des territoires indiens et perturba plus encore la culture traditionnelle des tribus par une intrusion systématique dans leur organisation. En 1934, la politique américaine prit une orientation nouvelle avec l'*Indian Reorganization Act*, qui visait à protéger la vie communautaire des tribus dans les réserves.

UN EMPIRE AMBIVALENT

A la fin du XIXe siècle, les Etats-Unis connurent une période d'expansion à mesure que leur influence, et leur territoire, s'étendaient dans l'Atlantique, le Pacifique et en Amérique centrale. Toutefois, en raison des conflits qui avaient opposé les colonies américaines aux empires européens et du régime démocratique dont elles s'étaient doté, cette expansion prit une forme différente de celle de l'Europe.

L'expansionnisme américain est dû à plusieurs facteurs. A la fin du XIXe siècle régnait une frénésie impérialiste qui vit les puissances européennes s'affronter pour l'Afrique et rivaliser avec une puissance nouvelle, le Japon, pour établir leur emprise et des liens commerciaux en Asie. Nombre d'Américains, parmi lesquels figuraient d'éminentes personnalités comme Theodore Roosevelt, Henry Cabot Lodge et Elihu Root, croyaient que, pour protéger leurs intérêts, les Etats-Unis devaient créer des sphères d'influence économique. Cette opinion était partagée par le puissant lobby des armateurs qui réclamait un accroissement de la flotte et l'aménagement d'un réseau de ports à l'étranger, afin de renforcer la sécurité économique et politique du pays. D'une manière générale, le principe de la «destinée manifeste» qui

avait servi, au début, à justifier l'expansion sur le continent fut repris pour affirmer que les Etats-Unis avaient le droit et le devoir d'étendre leur domination et leur civilisation sur les Amériques, les Caraïbes, au-delà du Pacifique, voire partout dans le monde.

A la même époque, les détracteurs de l'impérialisme regroupés au sein de diverses coalitions formées par les démocrates du Nord et les républicains réformistes ne cessaient de donner de la voix. C'est pourquoi la création de l'empire américain s'accomplit de manière désordonnée et ambivalente, les administrations coloniales s'intéressant souvent davantage aux questions commerciales et économiques qu'à l'exercice d'une domination politique.

La première initiative des Américains pour s'étendre hors de leurs frontières fut l'achat de l'Alaska à la Russie en 1867. Dans l'ensemble, les Américains montrèrent indifférence ou indignation face à l'acquisition de ce territoire par le secrétaire d'Etat William Seward. L'Alaska, région peu peuplée, en majorité par des Inuit, fut communément appelé «la folie de Seward» ou «la glacière de Seward». Pourtant, quand on découvrit de l'or sur les rives du Klondike, trente ans plus tard, des milliers d'Américains prirent le chemin du Nord et un grand nombre s'y installèrent de façon permanente. Déclaré 49e Etat de l'Union en 1959, l'Alaska détrôna le Texas en termes de superficie.

En 1898, la guerre hispano-américaine marqua un tournant dans l'histoire des Etats-Unis. Dans les années qui suivirent, ces derniers établirent leur domination sur certaines îles de la mer des Caraïbes, des archipels de l'océan Pacifique et d'autres proches des côtes de l'Asie.

A la fin du XIXe siècle, Cuba et Porto Rico étaient tout ce qui restait du vaste empire espagnol dans le Nouveau Monde ; au-delà, les îles Philippines formaient la seule base de la puissance espagnole dans le Pacifique. Il y eut trois raisons principales à la guerre : l'hostilité de la population envers l'autocratie espagnole, la solidarité des Américains avec les mouvements indépendantistes et un nouveau sentiment national aux Etats-Unis, en partie suscité par une presse chauviniste à la recherche de sensationnel.

En 1895, la colère croissante que soulevait à Cuba la

tyrannie de la mère patrie se transforma en guerre d'indépendance. Les Etats-Unis suivaient avec une inquiétude grandissante le cours du soulèvement. La majorité des Américains étaient de cœur avec les Cubains, mais le président Cleveland était déterminé à maintenir la neutralité de son pays. Toutefois, trois ans plus tard, pendant la présidence de William McKinley, un navire de guerre américain, le *Maine*, fut détruit dans des circonstances qui restent obscures, alors qu'il mouillait dans le port de La Havane. Plus de 250 hommes d'équipage y trouvèrent la mort et l'indignation éclata, exacerbée par les journaux à sensation. Pour un temps, le président McKinley s'efforça de maintenir la paix ; au bout de quelques mois, estimant toute attente vaine, il recommanda l'intervention militaire.

Rapide et décisive, la guerre contre l'Espagne ne dura que quatre mois, au cours desquels l'Amérique ne subit aucun revers important. Une semaine après la déclaration de guerre, le commodore George Dewey, qui se trouvait alors à Hong Kong, mit le cap sur les Philippines à la tête d'une escadre de six bâtiments. Il avait reçu l'ordre d'empêcher la flotte espagnole de l'archipel d'opérer dans les eaux américaines. Il surprit les navires espagnols à l'ancre et les détruisit sans perdre un seul matelot américain.

A Cuba, entre-temps, les soldats américains débarquaient près de Santiago où, après quelques engagements couronnés de succès, ils bombardèrent le port. Quatre cuirassés espagnols voulant tenter une sortie furent anéantis en quelques heures.

De Boston à San Francisco, on fit mugir les sirènes et hisser les drapeaux à la nouvelle de la chute de Santiago. Les journaux envoyèrent à Cuba et aux Philippines des correspondants qui célébrèrent à grand bruit les nouveaux héros de la nation – au premier rang desquels se trouvaient George Dewey, auréolé de sa victoire de Manille, et Theodore Roosevelt, chef des «Rough Riders», régiment de cavalerie formé de volontaires qu'il avait recrutés pour combattre à Cuba. L'Espagne demanda bientôt la paix et, par un traité signé le 10 décembre 1898, céda Cuba aux Etats-Unis qui devaient l'occuper temporairement en attendant l'accession de l'île à l'indépendance. En outre, l'Espagne cédait Porto Rico

et Guam à titre de dommages de guerre, et les Philippines moyennant la somme de vingt millions de dollars.

La possession de territoires outre-mer constituait une expérience inédite pour les Etats-Unis. Ils les encouragèrent à se doter d'un gouvernement autonome et démocratique, régime qu'aucun d'entre eux ne connaissait encore.

Néanmoins, les Etats-Unis se retrouvèrent dans le rôle de colonialistes, lorsqu'il leur fallut réprimer un mouvement d'indépendance armé aux Philippines au cours des premières années de leur occupation. Les Philippines obtinrent le droit d'élire les deux chambres de leur assemblée législative en 1916. Vingt ans plus tard, un *commonwealth* autonome y fut établi. Le pays accéda à l'indépendance en 1946, après la Seconde Guerre mondiale.

L'engagement américain dans le Pacifique ne se limita pas aux Philippines. L'année où éclatait le conflit avec l'Espagne, les Américains commencèrent à nouer des relations avec les îles Hawaii. Jusque-là, les contacts s'étaient établis par l'intermédiaire de quelques missionnaires et négociants. Après 1865, toutefois, les Américains avaient commencé à exploiter les ressources de ces îles – essentiellement la canne à sucre et l'ananas. Dès que le gouvernement royal eut annoncé son intention de mettre un terme aux influences étrangères en 1893, des hommes d'affaires américains se joignirent à des personnalités hawaïennes influentes pour constituer un nouveau gouvernement, lequel demanda alors le rattachement des îles aux Etats-Unis.

La vague de protestation qu'avaient soulevée l'idée de régime colonial et l'envoi de soldats américains incita le président Grover Cleveland et le Congrès à refuser cette annexion. Mais, devant le regain de nationalisme engendré par la guerre hispano-américaine, le Congrès vota à une majorité écrasante l'annexion des îles en juillet 1898, ce qui permit aux Etats-Unis de disposer d'une importante base navale à Pearl Harbor. En 1959, Hawaii devint le cinquantième Etat de l'Union.

Cuba obtint son indépendance officielle quand les troupes américaines l'évacuèrent en 1902. Mais les Etats-Unis s'étaient réservé le droit d'intervenir pour préserver l'ordre public, ce qu'ils firent à trois reprises avant d'y renoncer dé-

finitivement en 1934. Mais Cuba, malgré son indépendance, continua de subir l'influence économique et politique des Américains jusqu'à la prise du pouvoir par Fidel Castro en 1959 et l'instauration d'un régime marxiste étroitement lié à l'Union soviétique.

Porto Rico, situé à l'est de Cuba, fit le même apprentissage que Cuba et les Philippines. En 1917, le Congrès américain octroyait aux Portoricains le droit d'élire leurs législateurs. Mais, en même temps, il conférait le statut de «territoire américain» à l'île et la nationalité américaine à la population. En 1950, le Congrès donnait à Porto Rico la liberté totale de décider de son avenir. Au cours du référendum de 1952, les citoyens, refusant à la fois le statut d'Etat américain et l'accession à l'indépendance, se prononcèrent en faveur d'un «Etat libre associé» aux Etats-Unis. Un grand nombre de Portoricains se sont installés sur le continent auquel ils ont libre accès et où ils jouissent des mêmes droits politiques et civiques que les autres citoyens américains.

LE CANAL ET LES AMERIQUES

Le conflit avec l'Espagne avait ravivé l'intérêt des Américains pour la construction d'un canal à travers l'isthme de Panama afin de relier l'Atlantique et le Pacifique. Les principales nations commerçantes avaient depuis longtemps fait valoir la nécessité d'une telle voie navigable. En fait, les Français avaient commencé des travaux à la fin du XIXe siècle, mais, face aux difficultés, ils avaient dû renoncer au projet. Pour les Etats-Unis, devenus une grande puissance aussi bien dans les Caraïbes que dans le Pacifique, l'existence du canal était indispensable, car il leur permettrait de faire passer rapidement leurs navires de guerre d'un océan à l'autre, en cas de besoin.

Au début du siècle, l'Etat actuel de Panama était une province du Nord de la Colombie. En 1903, quand le parlement colombien refusa de ratifier le projet de traité qui donnait aux Etats-Unis le droit de construire et d'administrer un canal, un groupe de Panaméens irrités entrèrent en rébellion contre la Colombie et, avec le concours des *marines* américains, proclamèrent l'indépendance du Panama. L'Etat dissi-

dent fut aussitôt reconnu par le président Theodore Roosevelt. Aux termes du traité signé en novembre de la même année, le Panama garantissait aux Etats-Unis un bail perpétuel sur une bande de terre de seize kilomètres de large qui reliait l'Atlantique au Pacifique, contre un versement de dix millions de dollars et d'un loyer annuel de 250 000 dollars. La Colombie reçut par la suite une indemnisation partielle d'un montant de vingt-cinq millions de dollars. (Conformément au traité sur le canal de Panama négocié par les deux pays 75 ans plus tard, le canal retournera sous la souveraineté panaméenne en l'an 2000.)

En 1914, l'achèvement du canal, sous la direction du colonel George W. Goethals, constitua une victoire importante pour les ingénieurs du monde entier. La même année, la médecine préventive fit une percée considérable en découvrant le moyen de lutter contre le paludisme et la fièvre jaune dans les pays tropicaux.

Les Etats-Unis se livrèrent à plusieurs interventions en Amérique latine. Entre 1900 et 1920, ils opérèrent dans six pays, établissant des protectorats à Haïti et en République Dominicaine, cantonnant périodiquement des unités de *marines* au Nicaragua. En 1867, les Etats-Unis avaient demandé au gouvernement français de mettre fin à son soutien militaire en faveur de Maximilien d'Autriche au Mexique. Cinquante ans plus tard, lors d'une campagne conçue pour influer sur le cours de la révolution mexicaine, les Etats-Unis se virent contraints d'envoyer une armée de 11 000 hommes dans le Nord du pays pour essayer en vain de capturer un rebelle et hors-la-loi, l'insaisissable Francisco «Pancho» Villa.

Dans le même temps, les Etats-Unis jouèrent un rôle important en jetant les bases d'une coopération entre les différentes nations du continent américain. En 1889, le secrétaire d'Etat James G. Blaine proposa que les vingt et une nations indépendantes du continent américain se regroupent dans une organisation destinée à arbitrer pacifiquement leurs différends et à renforcer leurs liens économiques. C'est ainsi que l'Union panaméricaine, actuellement l'Organisation des Etats américains (OEA), vit le jour lors de la première conférence panaméricaine en 1890.

Par la suite, les gouvernements de Herbert Hoover et de

Franklin D. Roosevelt renoncèrent au droit d'intervention des Etats-Unis en Amérique latine. En particulier, la politique de bon voisinage mise en place par le président Roosevelt au cours des années 1930, même si elle n'a pas permis de mettre un terme aux tensions qui subsistaient entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, a contribué à dissiper en grande partie les mauvais sentiments engendrés par les premières interventions du gouvernement américain.

LES ETATS-UNIS ET L'ASIE

Au début du siècle, les Etats-Unis, nouvellement établis aux Philippines et fermement implantés à Hawaii, fondaient de grands espoirs sur l'établissement de relations commerciales avec la Chine. Mais depuis que celle-ci avait été vaincue par le Japon (1894-1895), nombre de pays européens y avaient acquis des bases navales, loué à bail des enclaves et établi des sphères d'influence. Ils y avaient même obtenu, outre des monopoles commerciaux, des concessions exclusives pour l'engagement de capitaux dans la construction des chemins de fer et le développement des industries minières.

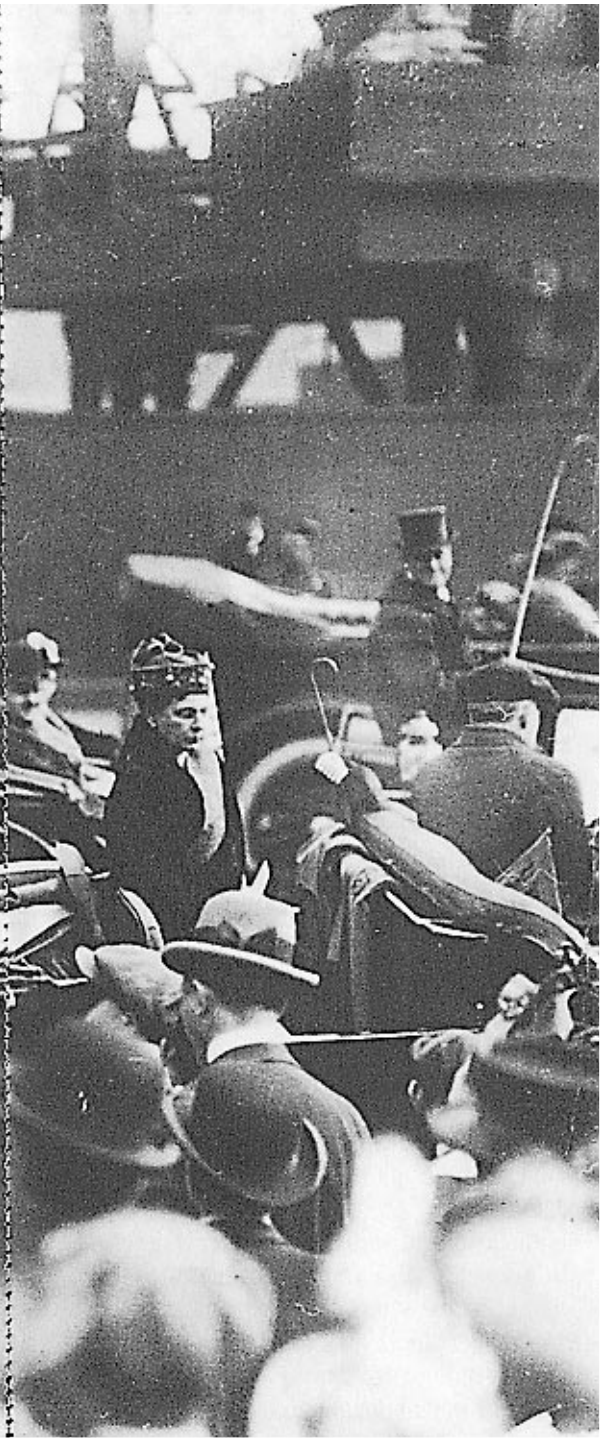
Au cours de ses premières relations diplomatiques avec l'Orient, le gouvernement américain avait toujours insisté pour que toutes les nations bénéficient des mêmes privilèges commerciaux. Or cet idéalisme vint en butte au désir de faire concurrence aux puissances impérialistes européennes en Extrême-Orient. En septembre 1899, le secrétaire d'Etat John Hay adressa aux nations concernées une note circulaire expliquant le principe de la «porte ouverte» en Chine pour toutes les nations, c'est-à-dire des chances égales en matière de commerce (y compris l'égalité des tarifs douaniers, des droits portuaires et des tarifs ferroviaires) dans les zones placées sous leur domination. Malgré son caractère idéaliste, le principe de la «porte ouverte» fut essentiellement une manœuvre diplomatique destinée à tirer de la Chine les avantages d'une colonie.

Les Chinois finirent par s'attaquer aux étrangers en 1900, lors de la révolte des Boxers. Au mois de juin, les insurgés s'emparèrent de Pékin (Beijing) et assiégèrent les légations étrangères. John Hay annonça aussitôt aux repré-

sentants des puissances européennes et au Japon que les Etats-Unis s'opposeraient à toute action susceptible de porter atteinte aux droits territoriaux ou administratifs de la Chine, voire au principe de la «porte ouverte». La rébellion écrasée, il fallut au secrétaire d'Etat toute son habileté pour mener à bien le programme américain et épargner à la Chine le versement d'indemnités écrasantes. En octobre pourtant, la Grande-Bretagne et l'Allemagne proclamaient à nouveau leur adhésion à la politique de la porte ouverte et au maintien de l'indépendance de la Chine, bien qu'elle restât sous domination étrangère ; les autres nations ne tardèrent pas à suivre leur exemple.

En 1907, le président Theodore Roosevelt, pour apaiser les craintes des travailleurs américains quant à la concurrence de la main-d'œuvre japonaise, persuada le gouvernement japonais de suspendre provisoirement l'émigration de ses ressortissants vers les Etats-Unis. Pour le reste, les rapports nippo-américains restèrent cordiaux pendant toute la seconde moitié du XIXe siècle et une bonne partie du XXe siècle. Une affaire inhabituelle due à la guerre russo-japonaise de 1904-1905 provoqua la médiation du président Roosevelt qui pria l'Allemagne et la France de ne pas intervenir aux côtés de la Russie contre le Japon. Une telle entremise valut à Theodore Roosevelt le prix Nobel de la paix en 1906.

Campagne pour le droit de vote des femmes, début XXe siècle.



ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE HUIT

VIII

MECONTENTEMENT ET REFORMES

«UNE GRANDE DEMOCRATIE NE SERA NI GRANDE NI DEMOCRATIQUE SI ELLE N'EST PAS PROGRESSISTE.»

Président Theodore Roosevelt, vers 1910

LA DETRESSE DES AGRICULTEURS ET LA MONTEE DU POPULISME

Malgré des progrès remarquables, les agriculteurs américains affrontèrent périodiquement de dures épreuves au cours du XIXe siècle. Il y avait à cela plusieurs raisons fondamentales – l'épuisement des sols, les caprices de la nature, le déclin de l'autarcie et l'absence d'une législation assurant aide et protection au monde rural. Pourtant, la difficulté la plus grave tenait peut-être à la surproduction.

En même temps que les progrès de la mécanisation augmentaient considérablement le rendement à l'hectare, la superficie des terres cultivées s'était rapidement accrue pendant toute la seconde moitié du siècle. En effet, la construction des voies ferrées et le déplacement progressif des Indiens des Plaines rendaient de nouvelles régions de l'Ouest accessibles aux pionniers. Le Canada, l'Argentine et l'Australie étendant aussi leur surface cultivée, les produits agricoles américains trouvaient plus difficilement preneur sur le marché international.

Plus les colons s'enfonçaient vers l'ouest, plus ils devenaient tributaires du réseau ferroviaire pour commercialiser leurs produits. Dans le même temps, ils payaient le prix fort pour les articles manufacturés, par suite des droits de douane protectionnistes que le Congrès, sous la pression des industriels de l'Est, avait depuis longtemps institués. Les

agriculteurs du Midwest et de l'Ouest étaient de plus en plus endettés envers les banques qui détenaient des hypothèques sur leurs biens.

Dans le Sud, la défaite de la Confédération avait profondément modifié les pratiques agricoles. Le plus significatif de ces changements concernait le métayage ; les métayers versaient jusqu'à la moitié du produit de leur récolte aux propriétaires du sol, en échange de semences et autres fournitures indispensables. Depuis la fin de la guerre de Sécession, environ 80 % des paysans noirs et 40 % de leurs homologues blancs du Sud étaient soumis à ce régime qui les maintenait dans la pauvreté.

La plupart des métayers cherchaient à échapper à l'endettement en augmentant leurs récoltes, ce qui avait provoqué une surproduction du coton et du tabac avec, pour conséquence, l'effondrement des prix et l'épuisement des sols.

La mise en place du mouvement de la *Grange* fut le premier effort concerté du monde paysan pour essayer de résoudre les problèmes agricoles. Lancé en 1867 par des employés du département de l'Agriculture, le mouvement visait au début à donner aux familles rurales des occasions de rencontres et des activités en commun pour rompre leur isolement. La participation des femmes y était vivement encouragée. Le développement de l'organisation fut favorisé par la panique de 1873 et elle compta bientôt 20 000 sections locales et un million et demi d'adhérents.

Même si la plupart de ses entreprises finirent par échouer, la *Grange* avait créé ses propres réseaux de commercialisation, ses entrepôts et magasins, des usines pour la transformation ou le conditionnement des denrées, ainsi que des coopératives. Le mouvement remporta même un certain succès politique au cours des années 1870 et inspira dans quelques Etats l'adoption de plusieurs lois – *Granger laws* – qui limitaient les tarifs pratiqués par les chemins de fer et les entrepôts de stockage.

Vers 1880, l'organisation commença à décliner et fut remplacée par les Farmers' Alliances. En 1890, ces dernières comptaient environ 1 500 000 membres, de New York à la Californie. Parallèlement, la Colored Farmers National Alliance regroupait les agriculteurs afro-américains.

Les Farmers' Alliances furent dès le début des organisations politiques qui défendaient des programmes économiques précis. Selon leurs premiers manifestes, elles avaient pour objectif «d'unir les agriculteurs américains pour leur permettre de se protéger contre une législation de classe et contre les empiètements du grand capital». Leur programme réclamait aussi la réglementation – voire la nationalisation – des chemins de fer, l'augmentation de la masse monétaire, afin de réduire l'endettement du monde agricole, l'abaissement des droits de douane, la création d'entrepôts gouvernementaux et des prêts à taux d'intérêt réduits.

A la fin des années 1880, des périodes successives de sécheresse mirent à mal les Grandes Plaines de l'Ouest. Le Kansas occidental perdit la moitié de sa population en quatre ans. En outre, les tarifs douaniers mis en place par le gouvernement McKinley, en 1890, étaient des plus élevés.

Cette année-là, la détresse des agriculteurs atteignit son paroxysme. Associées à des sympathisants démocrates dans le Sud ou à de petits partis dans l'Ouest, les Farmer's Alliances se lancèrent dans la course au pouvoir politique. Un tiers parti vit alors le jour sous le nom de Populist Party, suscitant une ferveur inégalée dans la Prairie et les plantations de coton. Les élections de 1890 portèrent le nouveau parti au pouvoir dans une douzaine d'Etats du Sud et de l'Ouest et envoyèrent au Congrès un certain nombre de sénateurs et de représentants populistes.

La première convention du parti se réunit en 1892 à Omaha, dans le Nebraska ; les délégués des ouvriers agricoles et ceux des organisations réformistes y décidèrent finalement d'imposer leur marque sur le système politique américain, qu'ils estimaient désespérément corrompu par les intérêts capitalistes des trusts industriels et commerciaux. La partie la plus pragmatique du programme mettait l'accent sur une série de mesures à adopter en matière d'agriculture, de transports et de monnaie, notamment la frappe illimitée des pièces d'argent.

Les populistes démontrèrent leur force dans l'Ouest et le Sud lors des élections de 1892. Mais la question monétaire, qui dressait les uns contre les autres les partisans de l'argent et ceux de l'or, n'allait pas tarder à éclipser tous les

autres problèmes. Les porte-parole des agriculteurs, dans l'Ouest et le Sud – soutenus par les syndicats de l'Est industriel – réclamaient un retour à la frappe illimitée des pièces d'argent. Convaincus que leurs difficultés provenaient d'une insuffisance de la masse monétaire, ils soutenaient que l'augmentation de son volume contribuerait indirectement à relever les prix des produits agricoles comme les salaires industriels, facilitant ainsi le règlement des dettes. Inversement, les groupes conservateurs et les financiers, persuadés qu'une telle politique s'avérerait désastreuse, soulignaient que l'inflation, une fois déclenchée, ne pourrait plus être jugulée. Seul le respect de l'étalon-or, disaient-ils, pouvait assurer la stabilité.

La panique financière de 1893 augmenta la tension. Les banques firent faillite en chaîne dans le Sud et le Midwest ; le chômage s'aggrava et les prix agricoles s'effondrèrent dangereusement. La crise, que le président Grover Cleveland se montrait incapable de surmonter, faillit faire éclater le parti démocrate. Ceux qui, dans ses rangs, étaient en faveur de l'argent reportèrent leur allégeance sur les populistes, aux approches des élections présidentielles de 1896.

Cette année-là, la convention des démocrates fut le théâtre d'un des plus célèbres discours de toute l'histoire politique des Etats-Unis. Après avoir plaidé pour que l'assemblée ne «crucifie pas l'humanité sur une croix d'or», le jeune William Jennings Bryan, délégué du Nebraska et partisan de la libre frappe de l'argent, obtint l'investiture de son parti.

Les populistes se rallièrent également à William Bryan. L'occasion leur était ainsi offerte de montrer leur force. Mais leur prétendant, après avoir remporté les suffrages du Sud et ceux de l'ensemble de l'Ouest, à l'exception de la Californie et de l'Oregon, fut vaincu dans les Etats les plus peuplés et les plus industrialisés – ceux du Nord et de l'Est. La victoire revint au candidat républicain William McKinley.

L'année suivante, la situation financière du pays commença à s'améliorer, en partie grâce à la découverte de filons aurifères en Alaska et dans le Yukon. En 1898, la guerre hispano-américaine détourna l'attention générale des préoccupations populistes. Si le mouvement était mort, ses idées restèrent vivaces.

LES LUTTES SOCIALES

Au XIXe siècle, la vie de l'ouvrier américain était loin d'être facile. Même en période d'euphorie, les salaires étaient bas et les conditions de travail précaires pour un nombre d'heures hebdomadaires excessif. Les travailleurs n'obtenaient qu'une infime portion de la richesse engendrée par la croissance. La situation était pire encore pour les femmes et les enfants, qui représentaient un pourcentage élevé de la main-d'œuvre dans certaines industries et recevaient le plus souvent une fraction de la rémunération accordée à un homme. Des crises économiques secouaient périodiquement la nation, amputant encore les salaires des travailleurs de l'industrie et entraînant des taux de chômage importants.

Dans le même temps, les progrès technologiques, qui avaient si bien contribué à l'augmentation de la productivité nationale, réduisaient continuellement le besoin de main-d'œuvre qualifiée. Pourtant, la masse des travailleurs non qualifiés grandissait constamment, à mesure qu'affluaient dans le pays un nombre sans précédent d'immigrants – dix-huit millions entre 1880 et 1910 – à la recherche d'un travail.

Avant que le Massachusetts eût adopté, en 1874, pour la première fois aux Etats-Unis, une loi destinée à limiter à dix heures la durée du travail quotidien des femmes et des enfants dans les usines, il n'existait quasiment pas de texte de ce genre sur le territoire national. En fait, il fallut attendre les années 1930 pour que le gouvernement fédéral s'occupe activement de cette question, jusqu'alors laissée à l'appréciation des Etats et des autorités locales.

Le capitalisme du laissez-faire, qui domina la seconde partie du XIXe siècle et favorisa d'énormes concentrations de richesse et de puissance, avait les faveurs du pouvoir judiciaire. Les magistrats ne cessaient de condamner ceux qui osaient s'élever contre le système, se conformant simplement à la philosophie dominante de l'époque qu'illustre fort bien cette déclaration attribuée à John D. Rockefeller : «le développement d'une grande entreprise n'est que la survie du plus apte». Ce «darwinisme social», comme on l'a appelé, avait de nombreux partisans prompts à prétendre que toute tentative en vue de réglementer les affaires revenait à entraver l'évolution naturelle de l'espèce.

Pourtant, le prix que payaient au capital les victimes de

cette indifférence était lourd. Pour des millions de personnes, les conditions de vie et de travail étaient lamentables, et l'espoir d'échapper à une existence de pauvreté était bien mince. En 1900, le taux des accidents du travail était toujours plus élevé aux Etats-Unis que dans toute autre nation industrialisée. La plupart des salariés de l'industrie travaillaient encore dix heures par jour (douze heures dans la sidérurgie) et percevaient un salaire de 20 à 40 % inférieur au minimum requis pour vivre décemment. La situation était pire encore pour les enfants, dont le nombre avait doublé sur le marché du travail entre 1870 et 1900.

Les premiers efforts importants entrepris en vue de créer des associations de travailleurs à l'échelon national se concrétisèrent en 1869, avec l'apparition du Noble Order of the Knights of Labor. Fondé par les ouvriers de la confection, à Philadelphie, cet Ordre des Chevaliers du Travail avait tout d'abord été organisé sur le modèle d'une société secrète ; elle était ouverte à tous les travailleurs, y compris les Noirs, les femmes et les agriculteurs. Peu à peu, les Chevaliers du Travail rassemblèrent de plus en plus d'adhérents, ce qui leur permit de remporter une grande victoire sur le célèbre baron des chemins de fer, Jay Gould, lors d'une grève déclenchée en 1885.

Pourtant, l'organisation connut un déclin rapide et fut remplacée progressivement par l'American Federation of Labor (AFL). Au lieu de chercher à recruter tout le monde, celle-ci n'acceptait que les ouvriers qualifiés. Son chef, Samuel Gompers, était un ancien dirigeant syndical des ouvriers spécialisés dans la fabrication des cigares. Ses objectifs étaient «purs et simples», c'est-à-dire apolitiques : augmentation des salaires, amélioration des conditions et réduction du temps de travail. C'est ainsi que Gompers contribua à détourner le mouvement ouvrier des doctrines socialistes que les premiers dirigeants syndicaux avaient épousées.

Les revendications des travailleurs – et l'obstination avec laquelle le patronat se refusait à les satisfaire – aboutirent aux conflits sociaux les plus violents de l'histoire du pays. Le tout premier se produisit à l'occasion de la grande grève du rail en 1877 : les cheminots cessèrent le travail sur l'ensemble du réseau pour protester contre une réduction de

10 % de leur salaire. Les tentatives faites pour briser cette grève provoquèrent des émeutes et des dégâts considérables à Baltimore, Chicago, Pittsburgh, Buffalo et San Francisco. Les troupes fédérales durent intervenir en plusieurs endroits.

Neuf ans plus tard, l'incident de Haymarket Square eut lieu. Une bombe fut lancée sur les participants à une réunion concernant une grève en cours à la compagnie McCormick Harvester de Chicago. Dans la bousculade qui s'ensuivit, il y eut neuf morts et quelque soixante blessés.

Puis ce furent, en 1892, les émeutes à l'usine Carnegie de Homestead, en Pennsylvanie. Les grévistes de l'Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers (syndicat des métallurgistes) ouvrirent le feu sur un groupe de 300 détectives de la fameuse agence Pinkerton, engagés pour briser le mouvement ; il y eut dix morts. La garde nationale fut appelée à la rescousse, et la société embaucha des travailleurs non syndiqués, triomphant ainsi de la grève. Les syndicats ne purent se réimplanter dans l'usine qu'en 1937.

Deux ans plus tard, des réductions de salaires à la compagnie des wagons-lits Pullmann provoqua une grève qui, avec le soutien du syndicat des chemins de fer américains, paralysa presque tout le réseau ferroviaire du pays. Comme la situation se dégradait, Richard Olney, secrétaire à la Justice et ancien avocat des compagnies de chemin de fer, dépêcha 3 000 hommes pour tenter de faire rouler les trains. Puis un tribunal fédéral adressa une injonction au syndicat lui interdisant d'entraver le trafic. A la suite des émeutes qui en résultèrent, le président Cleveland envoya les troupes fédérales pour mettre fin à la grève.

De toutes les centrales favorables à l'usage de la grève, la plus militante était l'International Workers of the World résultant de la fusion de plusieurs syndicats qui réclamaient de meilleures conditions de travail dans l'industrie minière de l'Ouest. Ses membres, les «Wobblies», se distinguèrent tout particulièrement au cours des affrontements qui se produisirent dans les mines du Colorado en 1903 et qui déclenchèrent une répression particulièrement brutale. Appelant ouvertement à la lutte des classes, ils recrutèrent de nombreux adhérents après avoir remporté la dure bataille des grèves organisées dans les fabriques textiles de Lawrence, dans le

Massachusetts, en 1912. Pourtant, en cherchant à déclencher des arrêts de travail lors de la Première Guerre mondiale, en 1917, ils encoururent la répression du gouvernement, ce qui entraîna pratiquement leur disparition.

L'ELAN REFORMATEUR

Les élections présidentielles de 1900 donnèrent au peuple américain l'occasion de juger le gouvernement McKinley, notamment en matière de politique étrangère. Réunis à Philadelphie, les républicains se félicitèrent de l'issue victorieuse de la guerre avec l'Espagne, du retour de la prospérité et des efforts déployés par les Etats-Unis pour accéder à de nouveaux marchés grâce à la politique de la porte ouverte. La réélection de McKinley allait de soi. Mais le président ne vécut pas assez longtemps pour savourer sa victoire. En septembre 1901, alors qu'il visitait une exposition, à Buffalo, William McKinley fut tué par un anarchiste.

Theodore Roosevelt, vice-président de McKinley, assuma la présidence. En politique intérieure comme pour les affaires internationales, l'avènement de Roosevelt coïncida avec le début d'une ère nouvelle dans la vie publique américaine. L'ensemble des Etats-Unis était désormais peuplé ; le temps de la frontière était révolu. Une petite république en lutte s'était transformée en puissance mondiale. Les assises politiques du pays avaient résisté aux vicissitudes de la guerre civile et de quelques guerres étrangères, puis au flux et au reflux de la prospérité et de la dépression économiques. D'immenses progrès avaient été accomplis dans l'agriculture et l'industrie. L'enseignement public gratuit s'était presque entièrement généralisé et la liberté de la presse ainsi que le principe de la liberté religieuse avaient été sauvegardés. Pourtant, l'influence du grand capital se faisait sentir plus que jamais et les administrations locales et municipales étaient souvent aux mains de politiciens véreux.

Devant les excès commis par le capitalisme au cours du XIXe siècle et la corruption qui s'était installée au sein de la classe politique, un mouvement de réforme vit le jour sous le nom de «progressisme». Il marqua de son empreinte la politique et la pensée américaines pendant la période comprise

entre 1890 et l'entrée des Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale, en 1917. Les progressistes estimaient qu'il leur fallait conduire une croisade démocratique contre les abus dont se rendaient coupables les chefs influents des partis politiques dans les grandes villes et contre la corruption que faisaient régner les requins de la finance dans le monde des affaires. Ils cherchaient à renforcer la démocratie et la justice sociale, à rétablir l'honnêteté au sein des instances officielles, à réglementer plus efficacement les activités des hommes d'affaires et à revigorer le sens du service public. D'une manière générale, ils estimaient qu'il fallait élargir le champ d'action du gouvernement pour que celui-ci puisse guider la société américaine sur la voie du progrès et du bien-être, dans l'intérêt de tous les citoyens. Dans différents domaines – politique, philosophie, milieux littéraires ou érudits – presque toutes les personnalités en vue de cette période entretenaient des liens avec le mouvement réformiste.

Les réformistes américains furent plus particulièrement actifs entre 1902 et 1908 ; les écrivains et les journalistes dénoncèrent énergiquement les pratiques et les principes hérités de la république rurale du XVIIIe siècle, désormais incompatibles avec la réalité d'une nation urbaine du XXe siècle. Des articles incisifs sur les trusts, la haute finance, la commercialisation de produits alimentaires frelatés et les pratiques abusives des compagnies ferroviaires commençaient à paraître dans des quotidiens et des magazines populaires tels que *McClure's* et *Collier's*. Leurs auteurs reçurent le sobriquet de *muckrakers* (déterreurs de scandales).

Dans un roman qui fit sensation, *La Jungle*, Upton Sinclair dénonçait les conditions sanitaires déplorables qui régnaient dans les grands abattoirs de Chicago et l'emprise du trust de la viande sur les approvisionnements du pays. Theodore Dreiser, dans *Le Financier* et *Le Titan*, dévoilait les machinations du monde des affaires. Frank Norris, dans *The Pit*, soutenait les agriculteurs en colère et révélait de quelle manière les cours étaient manipulés en sous-main sur le marché des céréales à Chicago. Lincoln Steffens, dans *The Shame of the Cities,* levait le voile sur la corruption du milieu politique. Cette «littérature de dénonciation» eut un effet décisif en poussant le peuple à l'action.

Sous la pression conjuguée d'écrivains intransigeants et du public, les dirigeants politiques commencèrent à prendre des mesures. Plusieurs Etats promulguèrent des lois destinées à améliorer les conditions de vie et de travail. Sur les instances d'éminents sociologues, la législation sur le travail des enfants fut renforcée et de nouvelles mesures furent adoptées, réglementant notamment l'âge minimum requis pour l'embauche, réduisant la durée du temps de travail, restreignant le travail de nuit et rendant la scolarité obligatoire.

LES REFORMES DE ROOSEVELT

Au début du XXe siècle, la plupart des grandes villes et plus de la moitié des Etats avaient institué la journée de huit heures dans le secteur public. Tout aussi importantes étaient les dispositions concernant les accidents du travail, en vertu desquelles l'employeur devenait juridiquement responsable des dommages physiques subis par un salarié au cours de son activité professionnelle. De nouvelles lois fiscales furent également promulguées pour créer un impôt sur les successions, sur les revenus, sur les biens et sur les bénéfices des grandes sociétés ; elles visaient ainsi à placer le fardeau financier de l'Etat sur les épaules les plus aptes à le porter.

Pour bien des gens, il était évident que nombre des problèmes auxquels s'attachaient les réformistes ne pouvaient être résolus qu'à l'échelon national. Theodore Roosevelt en était conscient, tout comme les chefs du mouvement réformateur au Congrès. Fermement décidé à réformer la société et à assurer au peuple ce qu'il appelait un «traitement équitable» (*Square Deal*), le Président inaugura une politique où le gouvernement renforçait sa vigilance pour faire respecter les lois antitrust. Puis il fit adopter des lois importantes pour réglementer les tarifs ferroviaires. L'une de ces mesures donnait force de loi aux tarifs affichés et rendait les expéditeurs solidairement responsables avec les compagnies de chemins de fer en cas de ristournes illicites.

La forte personnalité de Roosevelt et son action de «briseur de trusts» captivèrent l'homme de la rue ; les mesures progressistes qu'il proposait lui valaient des soutiens qui transcendaient les limites traditionnelles des formations po-

litiques. En outre, à cause de la prospérité florissante que connaissait alors le pays, la population était satisfaite du parti qui tenait les rênes du pouvoir. Sa victoire aux élections de 1904 était désormais assurée.

Enhardi par un triomphe écrasant, Roosevelt s'attacha avec une détermination nouvelle à mettre en œuvre son programme de réformes. Dans son premier message annuel au Congrès après sa réélection, il réclama une réglementation encore plus rigoureuse des compagnies ferroviaires. En juin 1906, il fit voter la loi Hepburn qui donnait à la commission du commerce inter-Etats le pouvoir effectif de réglementer les tarifs, élargissait sa juridiction et forçait les chemins de fer à se désister des intérêts qui les liaient aux compagnies de navigation maritime et aux charbonnages.

D'autres textes élargirent encore le champ d'action des autorités fédérales. La loi de 1906 sur la qualité des produits alimentaires interdisait l'emploi de «tout produit pharmaceutique ou chimique et de tout agent conservateur nocifs» dans les médicaments et aliments mis sur le marché. Elle fut bientôt suivie d'une autre mesure qui soumettait à l'inspection obligatoire des services fédéraux la viande vendue dans le cadre du commerce inter-Etats.

Entre-temps, le Congrès avait créé le département du Commerce et du Travail. L'un des services du nouveau ministère était habilité à vérifier les activités des grosses sociétés en cas de fusions et de regroupements ; il découvrit ainsi, en 1907, que l'American Sugar Refining Company s'était, par des manœuvres frauduleuses, dispensée de verser au gouvernement des sommes importantes au titre des droits d'importation. Les poursuites judiciaires permirent de récupérer plus de 4 millions de dollars et entraînèrent la condamnation de plusieurs cadres supérieurs de la société. De même, la Standard Oil Company of Indiana fut poursuivie en justice pour avoir bénéficié de ristournes secrètes sur des expéditions acheminées par le Chicago & Alton Railroad. L'amende se monta à 29 240 000 dollars.

D'autres réussites sont à porter au crédit du gouvernement de Theodore Roosevelt quant à la protection des ressources naturelles du pays ; il donna un coup d'arrêt au gaspillage dans l'exploitation des matières premières et remit

en valeur de vastes zones négligées. Dès 1901, dans son premier message annuel au Congrès, le Président avait réclamé la mise en œuvre d'un programme de longue haleine sur la protection des richesses naturelles, la remise en valeur et l'irrigation de certaines terres. Alors que ses prédécesseurs n'avaient fait protéger que 18 800 000 hectares de terrains boisés, Roosevelt porta cette superficie à quelque 59 200 000 hectares. Par ailleurs, il s'attela à la prévention des incendies de forêts et au reboisement.

TAFT ET WILSON

A l'approche de la campagne électorale de 1908, la popularité de Roosevelt était à son point culminant ; mais la tradition voulait qu'aucun président ne puisse exercer plus de deux mandats à la Maison-Blanche, et il ne souhaitait pas violer cette règle. Il soutint donc la candidature de William Howard Taft, qui remporta les élections et s'efforça de poursuivre le programme de réformes de son prédécesseur. Taft, qui avait été magistrat, gouverneur des Philippines et administrateur du canal de Panama, continua la lutte contre les trusts, renforça encore les pouvoirs de la commission du commerce inter-Etats, introduisit la caisse d'épargne à la Poste, créa un service de colis postaux, étoffa la fonction publique et fit voter deux amendements à la Constitution.

Le Seizième Amendement autorisait le Congrès à établir et à percevoir un impôt fédéral sur les revenus ; le Dix-septième, ratifié en 1913, prévoyait que les sénateurs seraient élus directement par le peuple, et non plus par l'assemblée législative de leur Etat. Malgré ces réalisations, plusieurs initiatives prises par Taft suscitèrent la fureur des progressistes, notamment la promulgation de tarifs douaniers protectionnistes, l'opposition à l'entrée de l'Arizona dans l'Union sous prétexte que sa constitution était trop progressiste, sans parler d'une tendance croissante de l'exécutif à s'appuyer sur les républicains conservateurs.

En 1910, le parti de Taft se trouvait donc divisé, et le scrutin fit entrer une majorité écrasante de démocrates au Congrès. Deux ans plus tard, le candidat démocrate, Woodrow Wilson, gouverneur progressiste du New Jersey, fai-

sait campagne contre Taft, candidat du parti républicain, et contre le retour de Roosevelt. Ce dernier s'était d'ailleurs vu refuser l'investiture par la convention du parti républicain et avait dû constituer un tiers parti, le parti progressiste.

Wilson triompha de ses deux rivaux. Sous son égide, le Congrès avec sa nouvelle majorité entreprit la mise en œuvre du programme législatif le plus remarquable de toute l'histoire des Etats-Unis. Sa première tâche fut la révision des tarifs douaniers. «Les droits de douane doivent être modifiés, déclara Wilson. Nous devons abolir tout ce qui peut, même de loin, ressembler à un privilège.» Signé par le Président le 3 octobre 1913, le tarif Underwood – du nom de celui qui l'avait présenté au Congrès – appliquait d'importantes réductions aux droits imposés sur les matières premières et les denrées alimentaires, les cotonnades et les lainages, le fer et l'acier ; il exonérait de tous droits plus de cent autres articles. Si cette loi maintenait nombre de mesures protectionnistes, elle n'en représentait pas moins une tentative réelle en vue d'abaisser le coût de la vie.

Le second point du programme démocrate concernait la réorganisation, longtemps attendue, du rigide système bancaire et monétaire en vigueur. «Le système doit être placé sous l'autorité du secteur public, non du secteur privé, déclarait Wilson ; cette autorité doit être exercée par le gouvernement lui-même, afin que les établissements bancaires puissent être les instruments, et non les maîtres, du monde des affaires, de l'entreprise individuelle et de l'initiative privée.»

L'adoption de la loi du 23 décembre 1913, le *Federal Reserve Act*, fut l'une des réformes les plus durables de Wilson. Elle imposait aux banques existantes un nouveau système en vertu duquel le pays était divisé en douze districts dont chacun possédait une Banque de Réserve fédérale ; l'ensemble était placé sous la tutelle d'un bureau central, le Federal Reserve Board. Ces banques devaient recevoir en dépôt les réserves des établissements qui adhéraient au système. Jusque-là, le gouvernement fédéral avait laissé presque entièrement à des banques privées, exemptes de toute réglementation, le soin de décider de la masse monétaire mise en circulation. Si les pièces d'or étaient le moyen d'échange officiel, presque tous les prêts et paiements s'effectuaient en

billets de banque, dont la valeur était en principe garantie par l'or. L'ennui venait de ce que les banques étaient tentées d'émettre un volume de papier-monnaie supérieur à leurs réserves, de sorte que, périodiquement, les déposants pris de panique se précipitaient pour transformer leurs billets de banque en espèces sonnantes et trébuchantes. La nouvelle loi assurait plus de souplesse à la masse monétaire et la banque fédérale pouvait émettre ses propres billets pour répondre à la demande du marché.

Une autre tâche extrêmement importante fut ensuite confiée aux législateurs ; elle concernait la réglementation des trusts et prévoyait la possibilité d'enquêter sur les abus commis par les grandes sociétés. L'expérience conseillait d'établir un système de contrôle analogue à celui qu'exerçait la commission du commerce inter-Etats. Le Congrès autorisa une commission fédérale du commerce à émettre des ordonnances qui interdisaient les «pratiques déloyales dans le domaine de la concurrence» quant au commerce entre les Etats. Une seconde loi (*Clayton Antitrust Act*) condamnait nombre de méthodes qui n'avaient jamais été sanctionnées : imbrication des conseils d'administration, établissement de prix discriminatoires selon les acheteurs, recours aux injonctions judiciaires dans le cadre des conflits du travail et participation d'une société au capital d'entreprises similaires.

Les travailleurs n'étaient pas oubliés. Le *Federal Farm Loan Act* mettait à la disposition des exploitants agricoles des prêts à taux d'intérêt réduits. Le *Seamen's Act* de 1915 améliora les conditions de travail et de vie des marins. Le *Federal Workingman's Compensation Act* de 1916 prévoyait l'indemnisation des fonctionnaires victimes d'une incapacité de travail dans le cadre de leur activité professionnelle. La même année, en vertu de l'*Adamson Act,* la journée de travail des cheminots était fixée à huit heures.

Ce palmarès permit à Wilson d'être considéré comme un des plus grands réformateurs politiques du pays. Mais la réputation que lui avait value sa politique intérieure n'allait pas tarder à être éclipsée par son rôle en temps de guerre. Pourtant, après avoir conduit son pays à la victoire, Wilson ne parvint pas à conserver le soutien de son peuple en faveur du type de paix qu'il avait envisagé.

UNE NATION DE NATIONS

On ne trouve dans l'histoire d'aucun autre pays une telle tradition d'accueil des immigrants. Rien que pendant les quinze premières années du XXe siècle, plus de treize millions de personnes sont entrées sur le territoire américain, la plupart étant passées par Ellis Island, le centre fédéral d'immigration installé dans le port de New York en 1892. Ce célèbre bâtiment a rouvert ses portes en 1992 et sert désormais de monument à la mémoire des foules d'immigrants qui ont franchi le seuil de l'Amérique en ce lieu.

Lors du premier recensement officiel, effectué en 1790, on comptait 3 929 214 Américains. La moitié environ de la population des treize premiers Etats était d'ascendance anglaise ; le reste était formé par des Irlandais d'origine écossaise, des Allemands, des Néerlandais, des Français, des Suédois, des Gallois et des Finlandais. Ces Européens blancs étaient, pour la plupart, protestants. Les esclaves africains composaient un cinquième de la population.

Dès le début, les Américains considérèrent l'immigration comme une source de travail à bas prix. Il y eut donc peu de restrictions à l'entrée des étrangers jusqu'aux années 1920. Pourtant, le mouvement s'accélérant, les Américains commencèrent à y voir une menace pour leur culture.

Les Pères fondateurs hésitaient sur le point de savoir si les Etats-Unis devaient accueillir les nouveaux arrivants : Jefferson se demandait si la démocratie serait en sécurité entre les mains d'hommes issus de pays qui révéraient des monarques ou avaient remplacé la royauté par la loi de la rue. Pourtant, peu de gens soutenaient qu'il fallait fermer la porte aux immigrants, car on avait désespérément besoin de main-d'œuvre.

L'immigration ne se développa que lentement à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe. En effet, des guerres perturbaient les voyages transatlantiques et les gouvernements européens limitaient l'émigration pour retenir les jeunes gens en âge d'être soldats. Après 1750, le taux de mortalité baissa en Europe grâce à l'amélioration des soins médicaux et de l'hygiène. Certes, la production de denrées alimentaires augmenta à mesure que la rotation des cultures et l'usage systématique des engrais se généralisaient. Pourtant, l'accroissement de la population sur les terres ancestrales réduisait les dimensions des domaines cultivables au point que chaque famille pouvait à peine survivre. En outre, les industries familiales étaient victimes de la révolution industrielle qui entraînait une mécanisation de la production. Des milliers d'artisans se trouvaient sans travail.

Vers le milieu des années 1840, des millions de nouveaux immigrants partirent pour les Etats-Unis par suite de la maladie de la pomme de terre qui sévissait en Irlande et des révolutions incessantes qui secouaient les Etats de la Confédération germanique. Pendant ce temps, quelques Chinois – pour la plupart originaires du Sud-Est de la Chine, durement frappé par la pauvreté – commencèrent à s'installer sur la côte ouest des Etats-Unis.

Près de dix-neuf millions de personnes entrèrent ainsi en Amérique entre 1890 et 1921 – année où le Congrès imposa pour la première fois de sévères limites à l'immigration. La plus grande partie d'entre elles arrivaient

d'Italie, de Russie, de Pologne, de Grèce et des autres pays balkaniques. D'autres venaient du Japon, du Mexique et du Canada.

Vers 1920, une alliance se constitua entre les organisations de travailleurs, soucieux de leurs salaires, et des groupes tels que le Ku Klux Klan ou l'Immigration Restriction League qui voulaient mettre des bornes à ce déferlement, pour des raisons raciales ou religieuses. La loi Johnson-Reed de 1924 sur l'immigration limita de façon permanente l'afflux de nouveaux arrivants grâce à un système de quotas calculés en fonction du pays d'origine.

Durant la crise économique des années 1930, l'immigration diminua encore dans des proportions spectaculaires. L'opinion publique étant en général hostile aux immigrés, et même aux minorités européennes persécutées, assez peu de réfugiés trouvèrent asile aux Etats-Unis dans les années qui suivirent l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933.

Pendant les deux premières décennies de l'après-guerre, les Etats-Unis continuèrent de s'accrocher au système des quotas nationaux. Les partisans de la loi McCarran-Walter de 1952 soutenaient que toute mesure d'assouplissement risquerait de se traduire par l'arrivée massive d'éléments subversifs marxistes, venus d'Europe orientale.

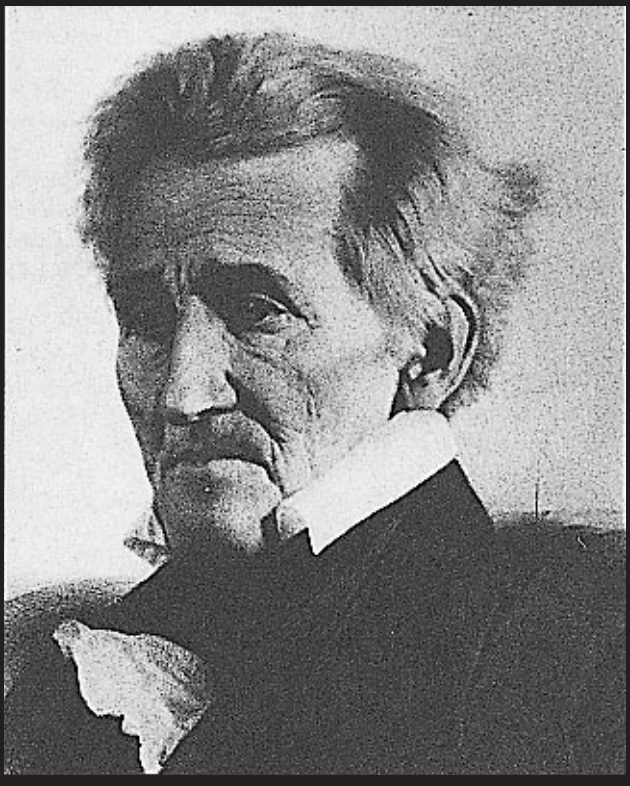
En 1965, le Congrès instaura des quotas par continent. Les parents de citoyens américains bénéficiaient d'un traitement préférentiel, tout comme les étrangers pourvus de compétences professionnelles dont manquaient les Etats-Unis. En 1978, ces quotas firent place à un plafond total annuel de 290 000 personnes, qui fut ramené à 270 000 après l'adoption de la loi de 1980 sur les réfugiés.

Depuis 1975 environ, les Etats-Unis ont accueilli une nouvelle vague d'immigrants, principalement originaires d'Asie et d'Amérique latine, qui ont modifié les habitudes de vie dans tout le pays. Selon les estimations actuelles, environ 600 000 personnes y pénètrent légalement chaque année.

Les quotas affectés aux immigrés et aux réfugiés restant bien inférieurs à la demande, l'immigration clandestine pose toujours un grave problème. Les Mexicains et d'autres Latino-Américains franchissent quotidiennement les frontières du Sud-Ouest des Etats-Unis en quête de travail, de salaires plus élevés, d'une instruction et de soins médicaux de meilleure qualité. En outre, nombre d'immigrés clandestins viennent d'Irlande, de Chine et d'autres pays d'Asie. Les estimations varient, mais certains pensent que, chaque année, près de 600 000 étrangers entrent illégalement aux Etats-Unis.

«L'Amérique vous attire, mais les Américains vous repoussent», dit un vieux proverbe d'immigrés. A mesure que la vague actuelle des nouveaux arrivants se déverse dans le courant dominant de l'économie, de la politique et de la culture américaines, le débat sur l'immigration devient plus virulent. Pourtant, dans le cœur de la plupart des Américains se trouve profondément enracinée la conviction que la Statue de la Liberté se dresse bien comme le symbole des Etats-Unis, brandissant sa torche près de «la porte d'or» pour accueillir ceux qui sont «avides de respirer le souffle de la liberté». Cette foi, et la certitude que leurs ancêtres ont tous été des émigrés, continue à faire des Etats-Unis une nation de nations. ★

Ci-dessous, photographie d'Andrew Jackson, président des Etats-Unis de 1829 à 1837. Plein de charisme, énergique et passionné, il forma une coalition politique efficace au sein du parti démocrate avec les pionniers de l'Ouest, les agriculteurs et les ouvriers.



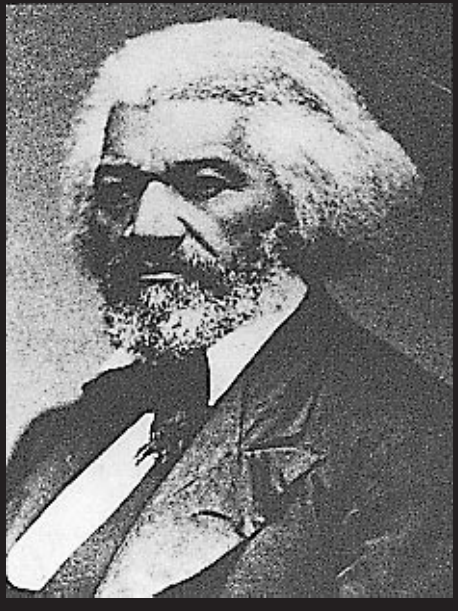
ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

TRANSFORMATION
D'UNE NATION

CAHIER PHOTO

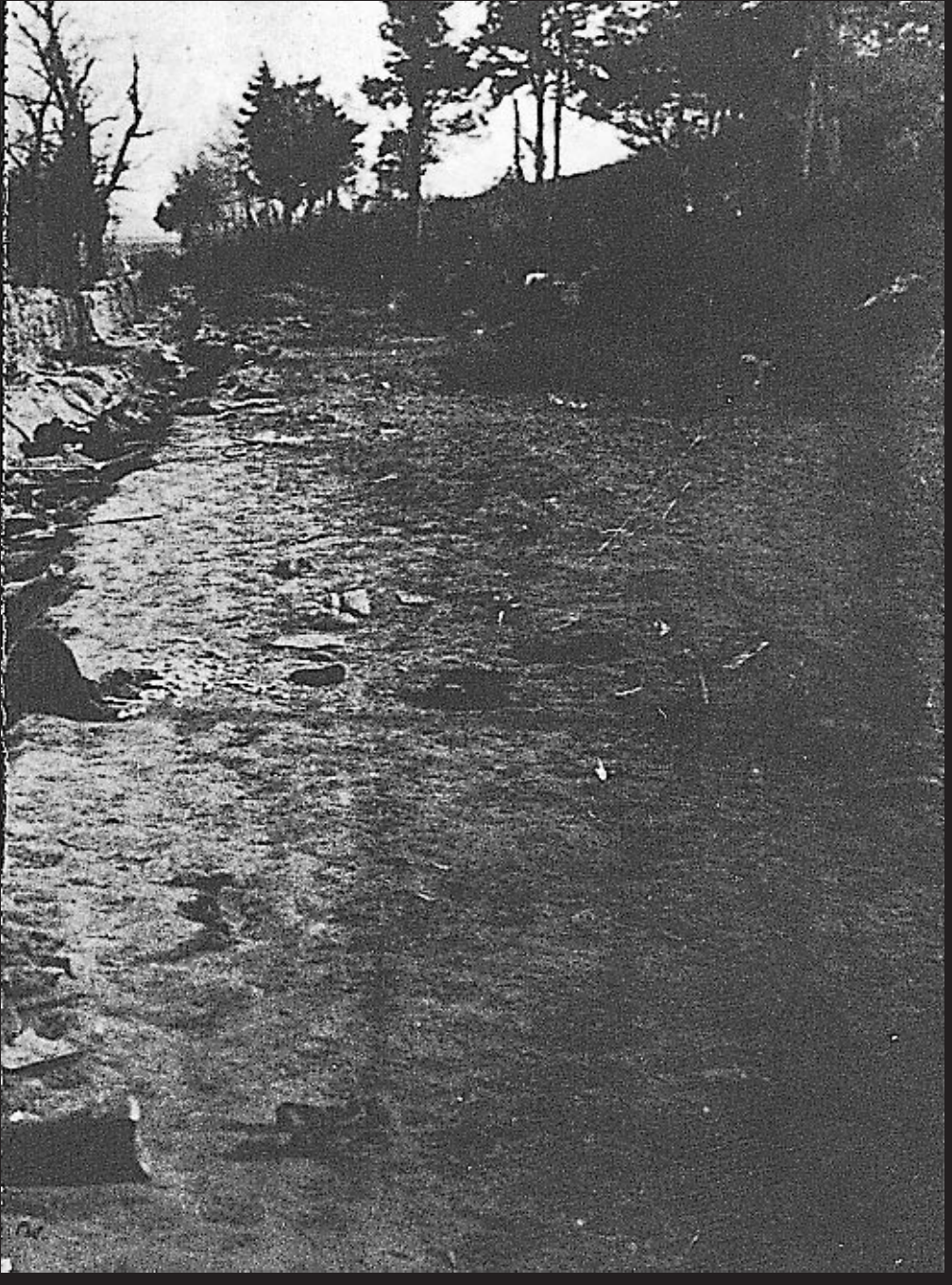
Les Etats-Unis évoluèrent encore au XIXe siècle et au début du XXe. Naguère rurale et agricole, la nation était devenue une puissance industrielle fondée sur l'acier et le charbon, les chemins de fer et les bateaux à vapeur. Jeune pays limité par le Mississippi, il s'était étendu à travers le continent et même au-delà des mers. Cette nation, divisée par la question de l'esclavage et traumatisée par la guerre de Sécession, s'était muée en une puissance mondiale dont l'influence planétaire se manifesta dès la Première Guerre mondiale.

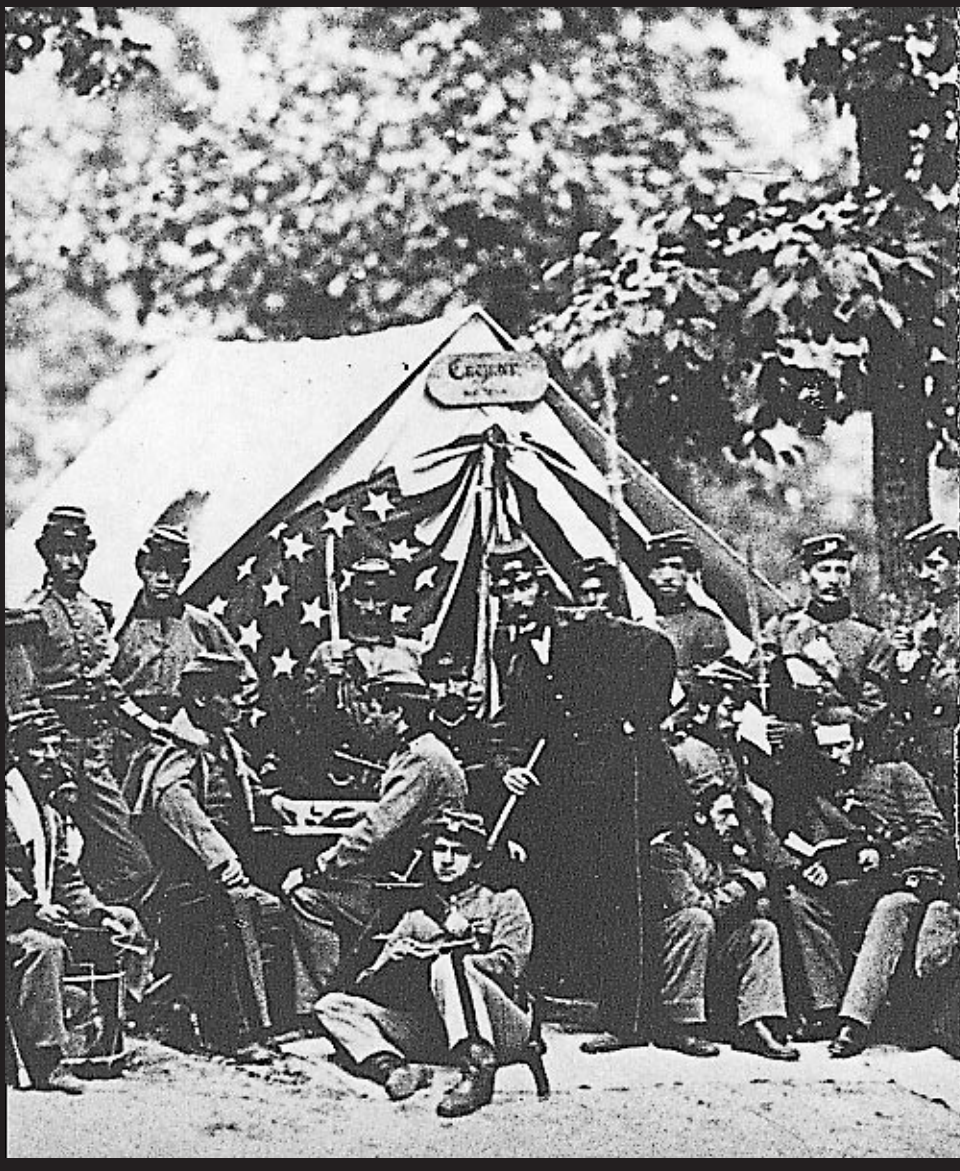
Henry Clay (ci-dessus), du Kentucky, n'a jamais été élu président des Etats-Unis, mais il a été l'un des hommes politiques les plus influents de la première moitié du XIXe siècle. Il s'était rendu indispensable pour avoir sauvé l'Union grâce au compromis du Missouri de 1820 et au compromis de 1850. Ces deux textes avaient réglé pour un temps les querelles soulevées par la question de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest.
A droite, deux championnes des droits de la femme au XIXe siècle : Elizabeth Cady Stanton (assise) et Susan B. Anthony. Elizabeth Stanton avait contribué à organiser la première convention des droits de la femme en 1848, à Seneca Falls, dans l'Etat de New York. Au cours des années suivantes, elle s'associa avec Susan Anthony pour fonder la National Woman Suffrage Association. «Je fais le tonnerre et elle lance les éclairs», disait Elizabeth Stanton à propos de Susan Anthony.



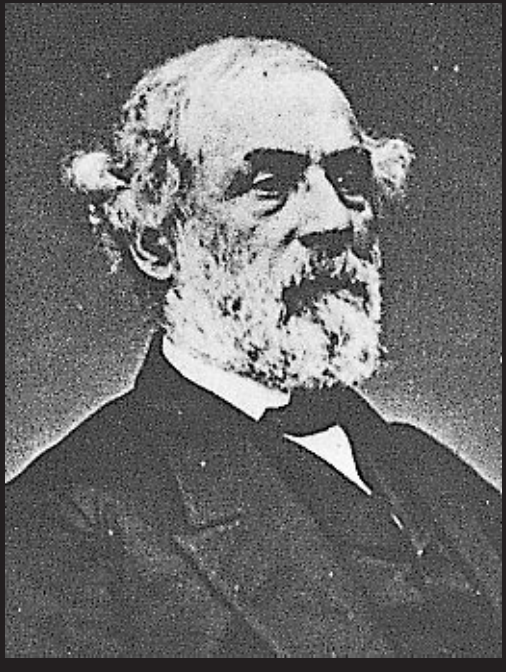
A gauche, en haut, une famille d'esclaves récoltant le coton près de Savannah, en Georgie, au début des années 1860. En bas, deux des abolitionnistes les plus virulents et les plus éloquents de cette époque : William Lloyd Garrison (à gauche) et Frederick Douglass. Ce dernier préconisa aussi avec force le recrutement de soldats noirs dans l'armée de l'Union, pendant la guerre de Sécession. Ci-contre, Harriet Tubman. Cette ancienne esclave a sauvé de l'esclavage des centaines de personnes en les aidant à fuir grâce au «chemin de fer clandestin».

Cadavres de soldats confédérés alignés le long d'un mur de pierre pendant la campagne de Chancellorsville, en mai 1863. Victorieuses à Chancellorsville, les forces sudistes avancèrent vers le nord, à l'intérieur de la Pennsylvanie, mais furent vaincues après trois jours de combats à Gettysburg. Cette bataille, qui marqua le tournant de la guerre de Sécession, fut la plus grande jamais livrée en Amérique du Nord. La guerre de Sécession (1861-1865) a fait plus de morts parmi les Américains que tout autre conflit survenu dans l'histoire des Etats-Unis.

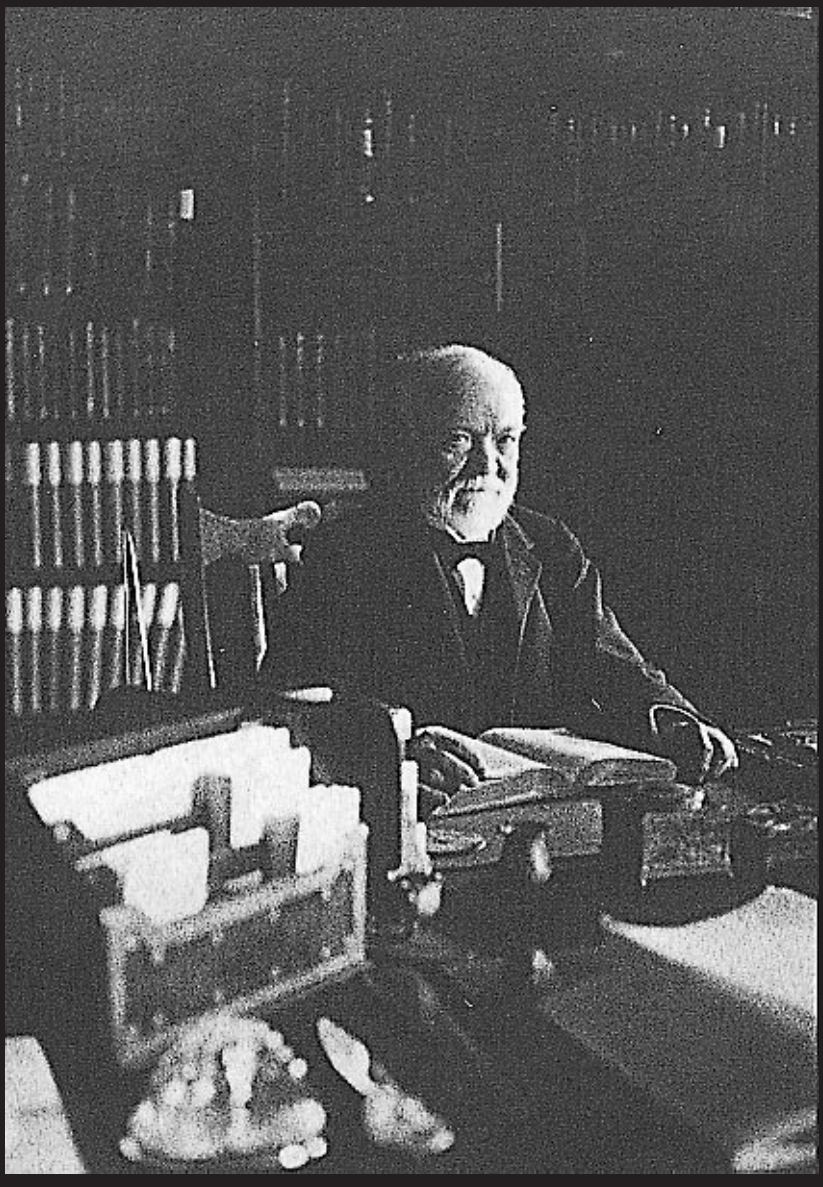




Ci-dessus, des soldats de l'Union venus de l'Etat de New York campent à Alexandria, ville située en face de la capitale fédérale, Washington, sur l'autre rive du Potomac. Ci-contre, les deux grands commandants en chef de la guerre de Sécession : le général de l'Union Ulysses S. Grant (en haut) et le général confédéré Robert E. Lee. Leurs tactiques aux batailles de Vicksburg, de Chancellorsville et de la Wilderness sont encore étudiées de nos jours par les spécialistes d'histoire militaire.

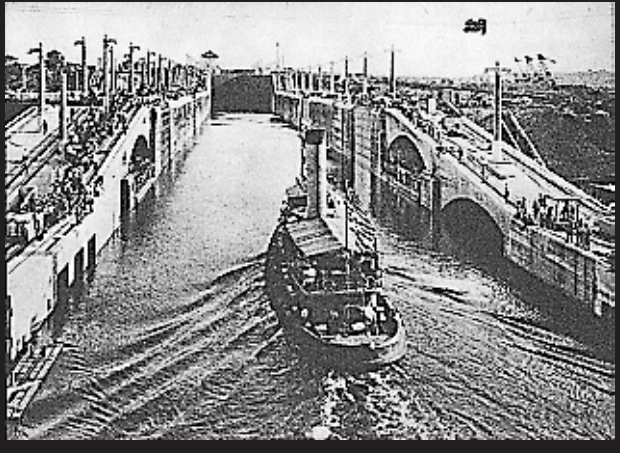


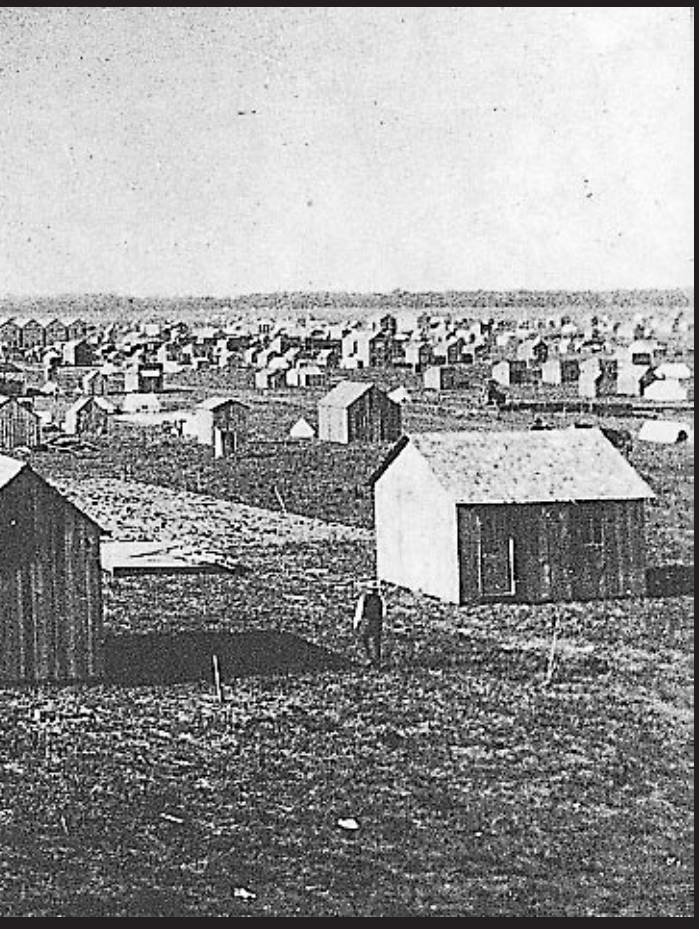
Cette gravure représente les premiers Afro-Américains élus au Congrès des Etats-Unis pendant la période de la reconstruction qui suivit la guerre de Sécession. Assis à gauche, H.R. Revels, sénateur du Mississippi. Les autres étaient des représentants de l'Alabama, de la Caroline du Sud, de la Floride et de la Georgie.



Andrew Carnegie, magnat des affaires et philanthrope. Né en Ecosse, il avait fait fortune en créant la plus grosse société de production de fer et d'acier aux Etats-Unis. Au cours des dernières années de sa vie, il fit édifier des bibliothèques publiques dans tout le pays.

Ci-dessus, Sitting Bull, le chef sioux qui avait dirigé la dernière campagne des Indiens des Plaines contre l'armée des Etats-Unis et infligé une défaite aux forces placées sous le commandement de George Custer à la bataille de Little Bighorn, en 1876. A droite, l'armée du général Custer avant le combat.

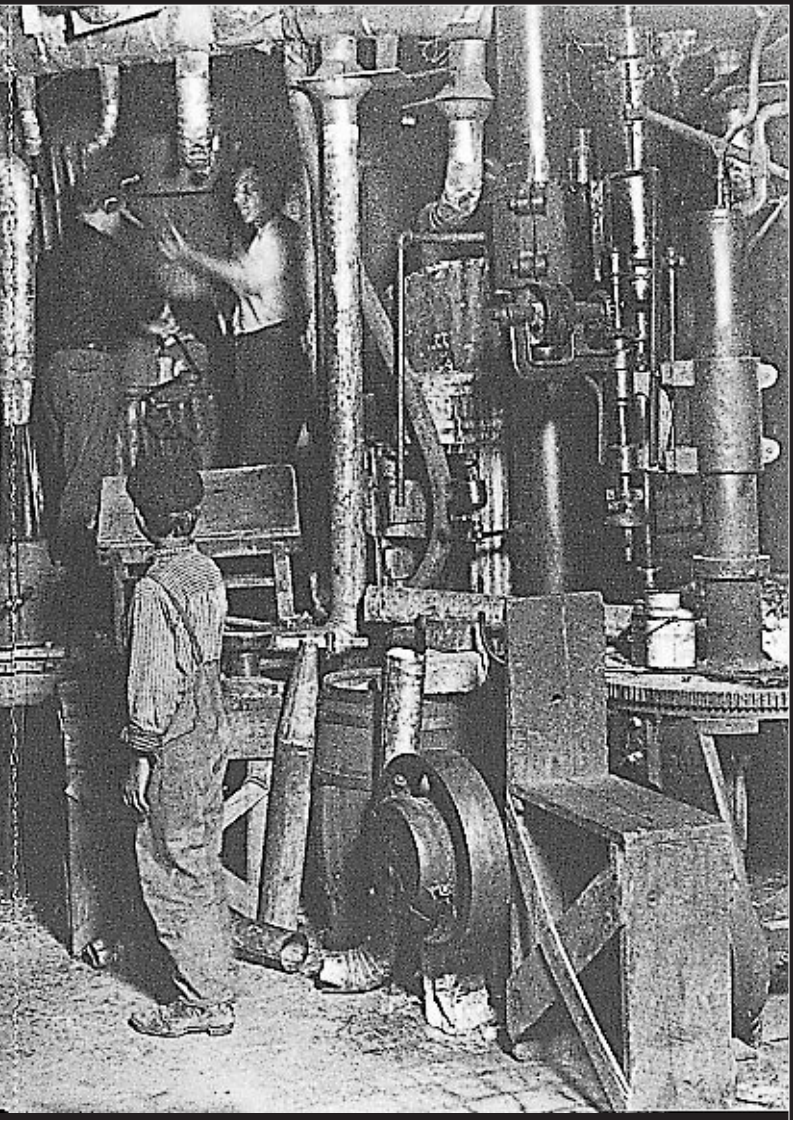


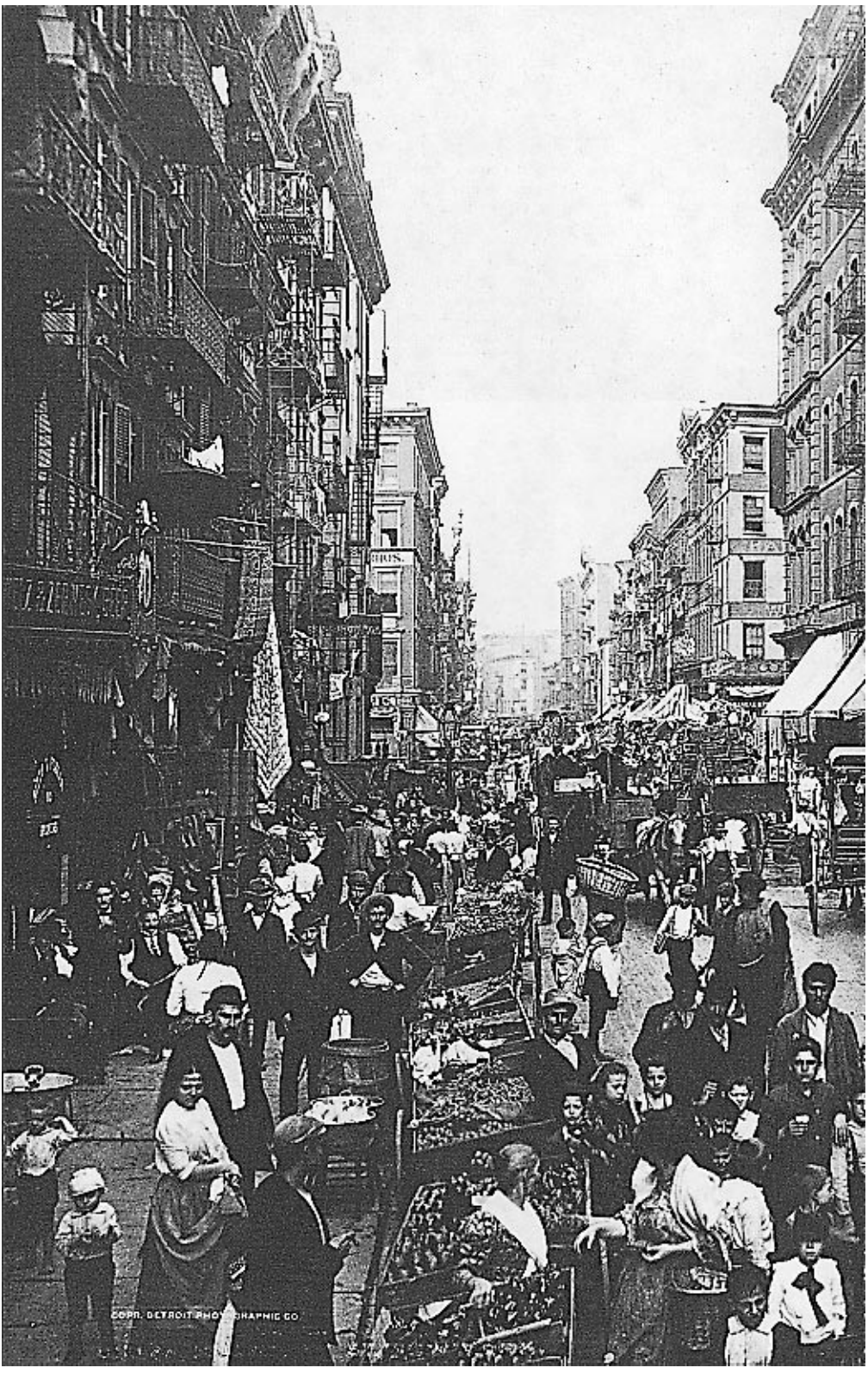


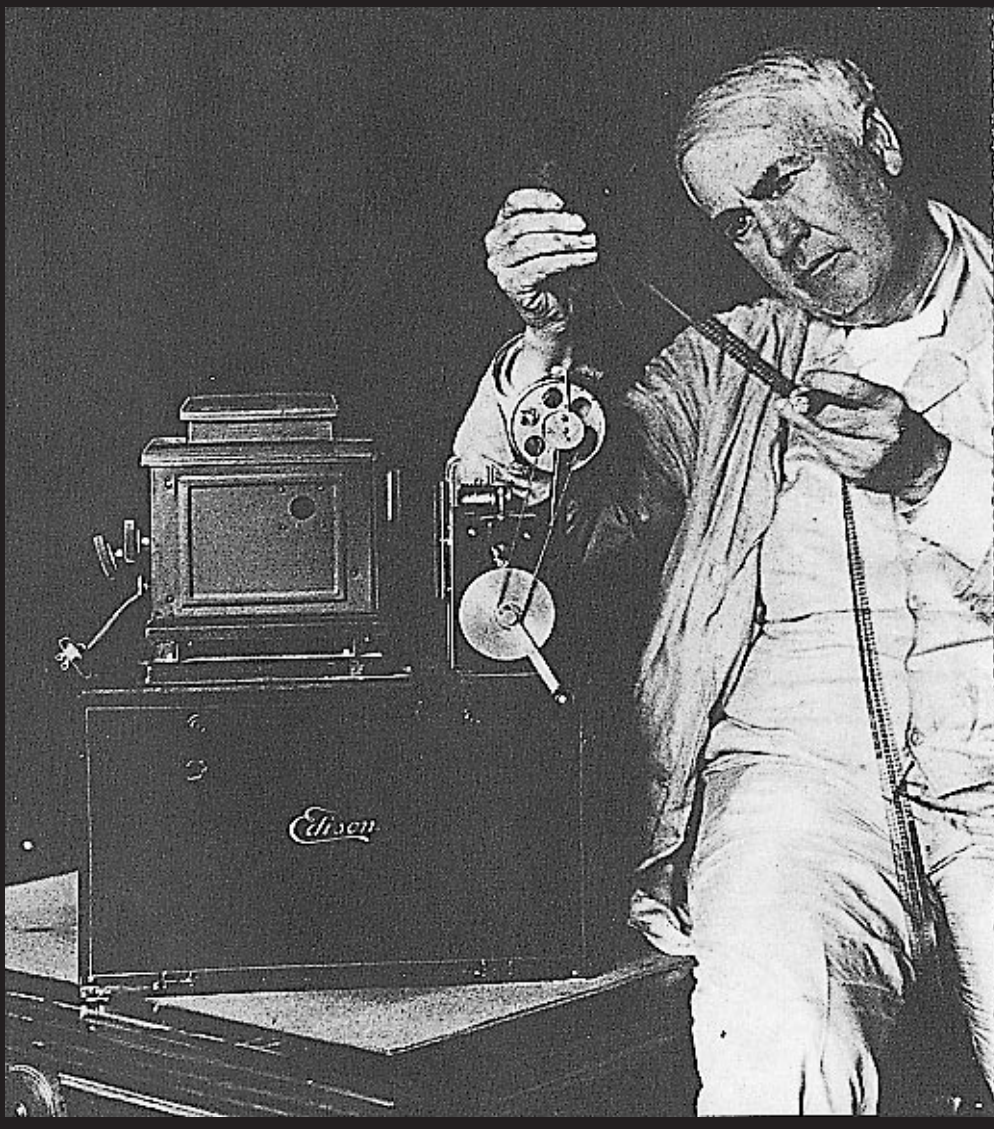
Ci-dessus, Oklahoma City en 1889, quatre semaines après que le territoire de l'Oklahoma eut été ouvert à la colonisation. Les pionniers établissaient leur droit de propriété sur un terrain, dressaient des tentes et commençaient aussitôt à construire des cabanes en bois et des maisons – pratique que l'on retrouvait dans l'Ouest tout entier. Ci-contre, l'un des premiers bateaux admis à pénétrer dans les écluses du canal de Panama, peu après son ouverture, en 1914. Les Etats-Unis avaient acquis le droit de construire le canal par un traité conclu en 1903 avec la République de Panama, qui venait de se soulever contre la Colombie et d'accéder à l'indépendance. Un traité de 1978 prévoit le retour du canal à la République de Panama en l'an 2000.

Ci-contre, des immigrants arrivent à Ellis Island, à New York, principal point d'accès aux Etats-Unis à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. De 1890 à 1921, près de dix-neuf millions de personnes ont immigré en Amérique. Ci-dessous, des enfants employés à Indiana Glass Works, en 1908. L'adoption de lois destinées à réglementer le travail des enfants a été l'un des principaux objectifs du mouvement progressiste à cette époque.

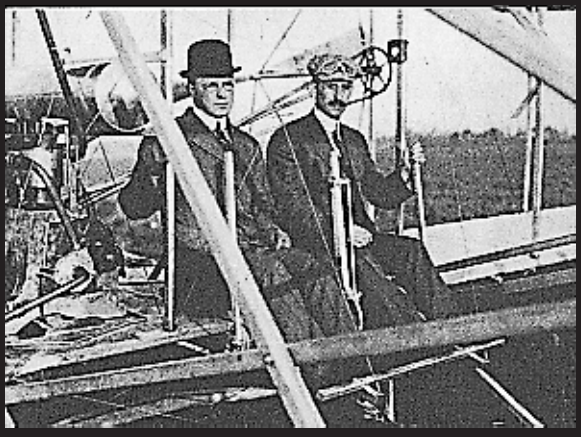
Page suivante, Mulberry Street, connue également sous le nom de «Little Italy», à New York, au début du XXe siècle. Les immigrants nouvellement débarqués, venus en grande partie d'Europe orientale et méridionale, s'installaient souvent dans des enclaves urbaines fortement peuplées. Généralement, leurs enfants ou petits-enfants partaient vivre ensuite dans d'autres villes ou régions des Etats-Unis.

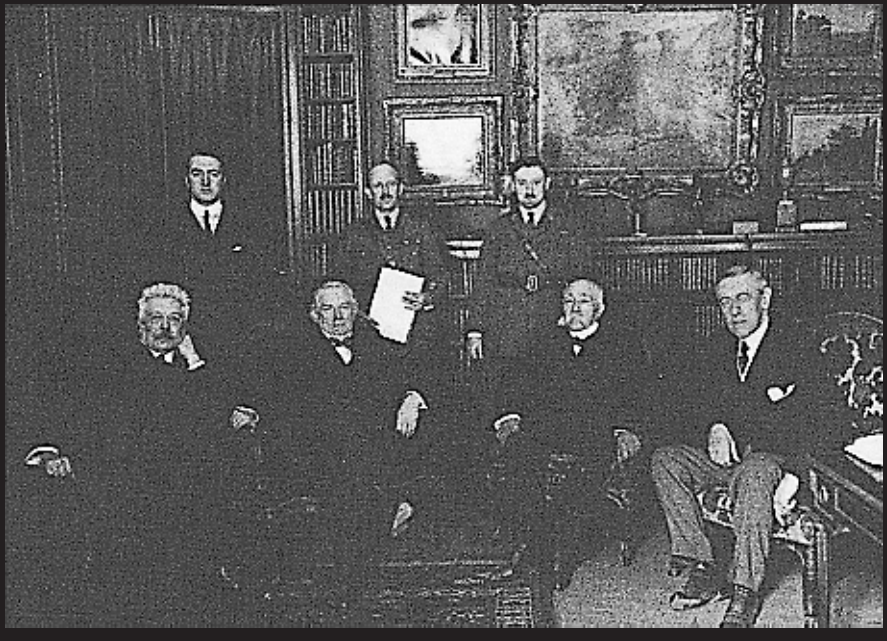



COPR. DETROIT PHOTOGRAPHIC CO.

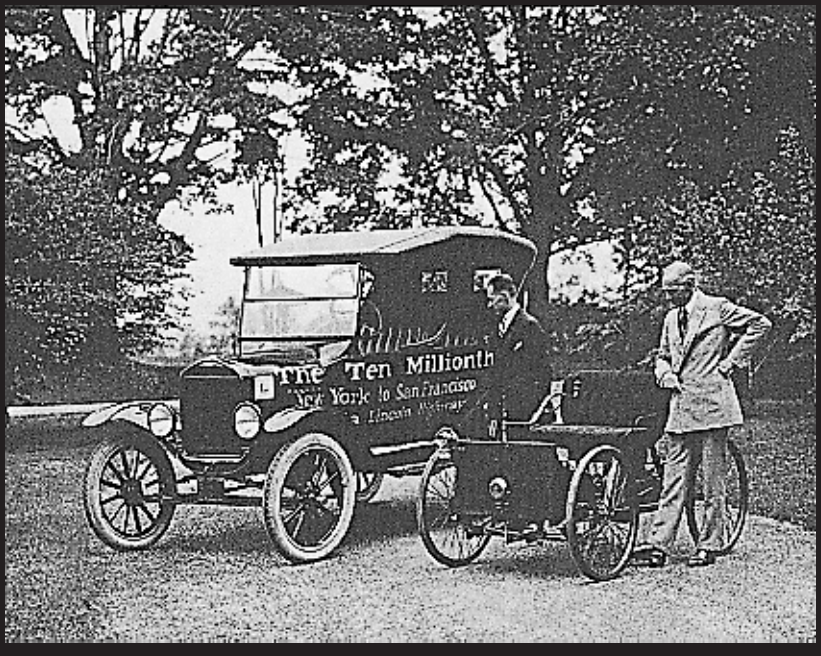


Thomas Edison (ci-dessus) examine un film passé dans le projecteur de cinéma qu'il a inventé avec George Eastman. La plus célèbre des centaines d'inventions qu'il a faites est la lampe à incandescence. A droite, Wilbur et Orville Wright, qui ont construit et fait voler le premier avion plus lourd que l'air à Kitty Hawk, en Caroline du Nord, en 1903. On les voit ici procéder à une démonstration sur un modèle ultérieur, en 1909.



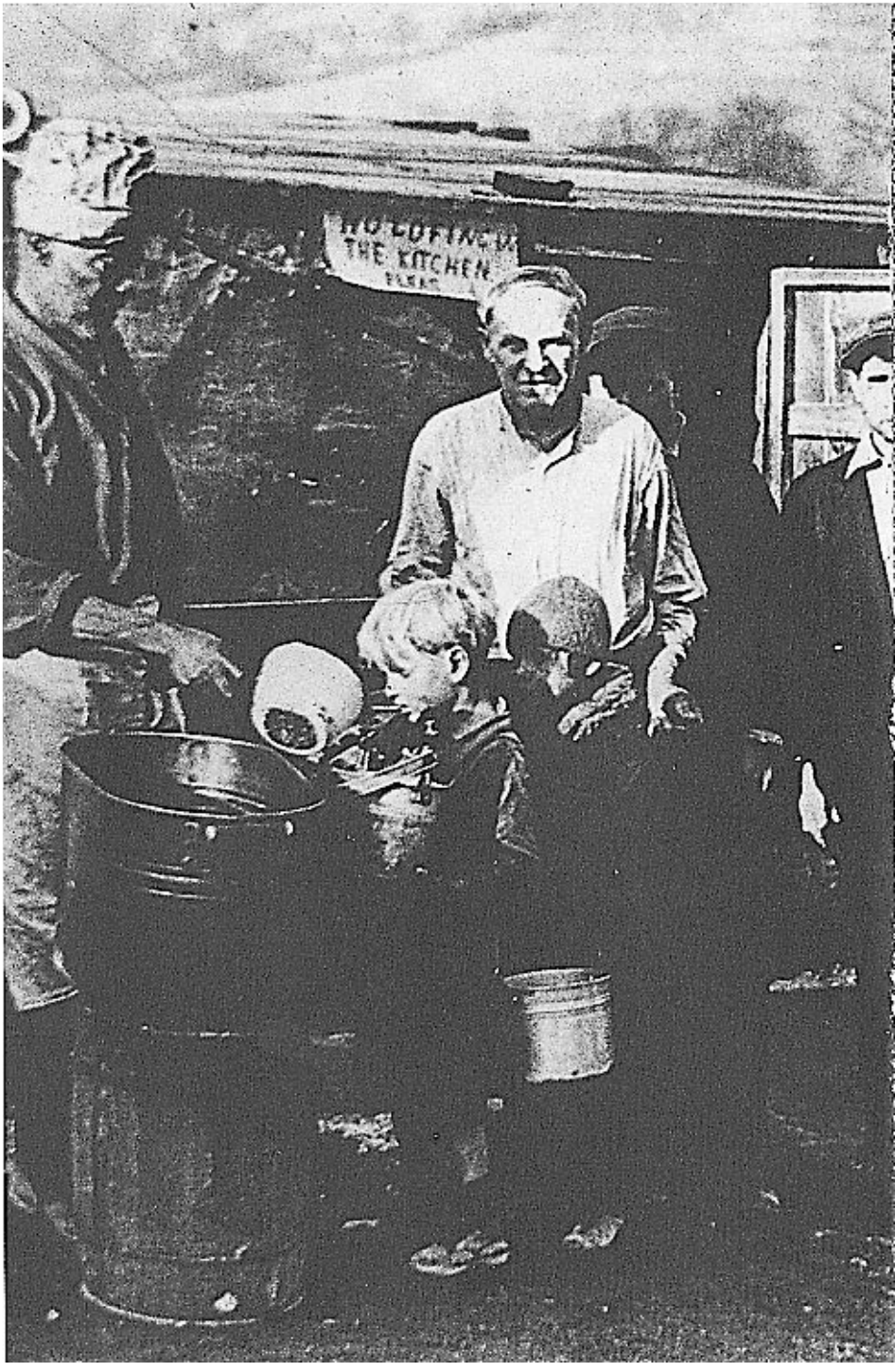


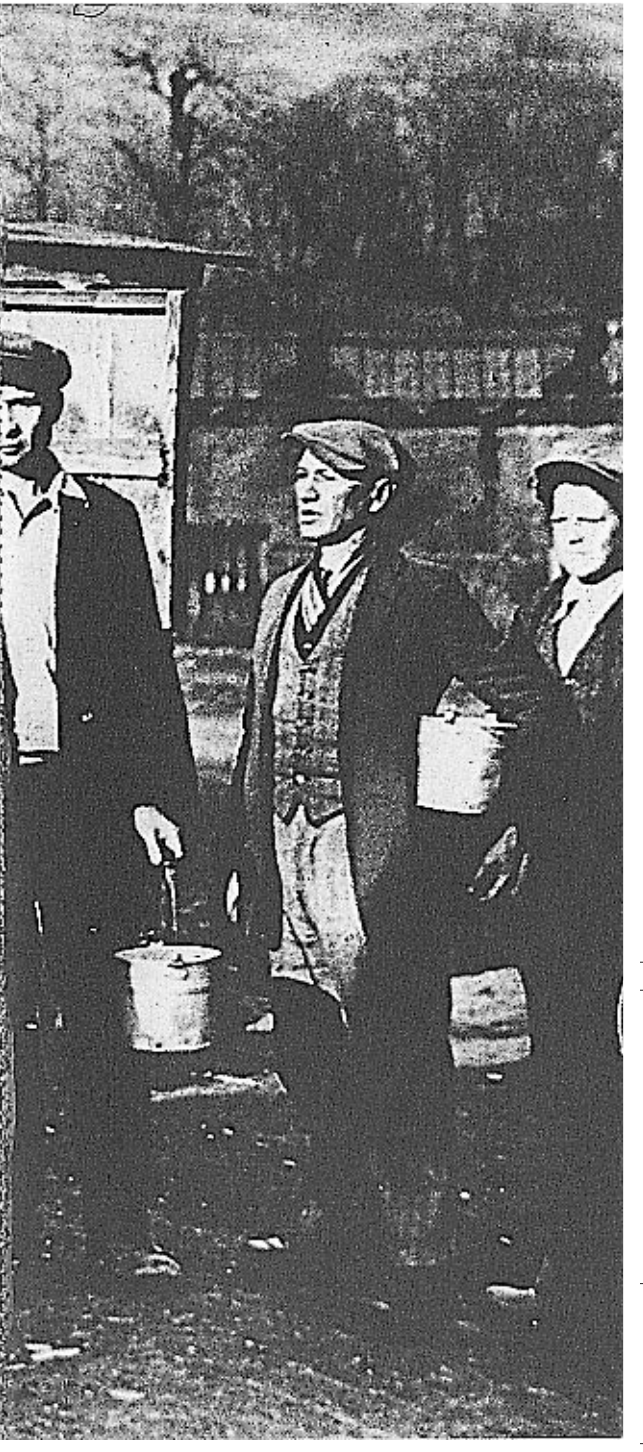
En haut, les forces d'infanterie américaines en 1918, équipées de canons de 37 mm, avancent vers une position allemande, pendant la Première Guerre mondiale. Ci-dessus, les «Quatre Grands» à la conférence de la paix de Paris en 1919, après la fin des hostilités. Assis de gauche à droite, le Premier ministre italien Vittorio Orlando, le Premier ministre britannique David Lloyd George, le président du Conseil français Georges Clemenceau et le président des Etats-Unis Woodrow Wilson. En dépit d'efforts acharnés, Wilson ne réussit pas à convaincre les sénateurs américains d'approuver la participation de leur pays à la Société des Nations créée après la guerre.



Pour les gens instruits et fortunés, les années 1920 furent l'époque de la «génération perdue», symbolisée par des écrivains qui avaient quitté les Etats-Unis pour s'exiler volontairement à Paris, comme Ernest Hemingway. Ce fut aussi l'époque des garçonnes dont la frivolité et les excès leur permettaient de rejeter les contraintes et les traditions de leurs aînés. En haut, certaines d'entre elles posent lors d'une soirée. Ci-dessus, Henry Ford avec son fils devant l'une de ses plus anciennes voitures automobiles et le dix millionième exemplaire du modèle T. Celui-ci fut le premier véhicule dont le prix et la distribution rendaient l'acquisition accessible à un grand nombre d'acheteurs.

Soupe populaire vers 1930.





ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE NEUF

IX

GUERRE, PROSPERITE ET CRISE ECONOMIQUE

«L'AFFAIRE DE L'AMERIQUE, C'EST DE FAIRE DES AFFAIRES.»

Président Calvin Coolidge, 1925

LA GUERRE ET LES DROITS DES NEUTRES

En 1914, le déclenchement des hostilités en Europe prit totalement par surprise l'opinion publique américaine. Au début, l'affrontement semblait lointain, mais ses répercussions politiques et économiques ne tardèrent pas à se faire sentir profondément. En 1915, l'industrie américaine, qui avait été légèrement en crise, prospérait à nouveau, grâce aux commandes de munitions passées par les alliés occidentaux. Les deux camps firent assaut de propagande pour soulever les passions des Américains, dont un tiers étaient nés à l'étranger ou avaient au moins un parent né à l'étranger. En outre, la Grande-Bretagne et l'Allemagne avaient l'une et l'autre commis des actes d'agression contre les bâtiments américains en haute mer, ce qui avait entraîné les vives protestations du président Woodrow Wilson. Mais les différends entre les Etats-Unis et l'Allemagne prirent un tour de plus en plus inquiétant.

En février 1915, les chefs militaires allemands annoncèrent qu'ils attaqueraient tout navire marchand naviguant dans les eaux britanniques ou à proximité de celles-ci. Wilson fit savoir que les Etats-Unis, en leur qualité d'Etat neutre, n'abandonneraient pas leur droit traditionnel de commercer en haute mer, mais apparemment ni l'Allemagne ni la Grande-Bretagne ne souscrivaient à cette manière de voir. Le Président n'en déclara pas moins que le pays tiendrait l'Allemagne pour «directement responsable» de la perte de vies ou de navires américains. Peu après, au printemps 1915, un paquebot de ligne britannique, le *Lusitania,* fut

coulé avec près de 1 200 personnes, dont 128 Américains. Cet acte déchaîna une vague d'indignation aux Etats-Unis.

Soucieuse d'éviter toute déclaration de guerre de la part des Etats-Unis, l'Allemagne donna l'ordre aux commandants de ses sous-marins de lancer des sommations à tous les vaisseaux naviguant sur les océans – même s'ils battaient pavillon ennemi – avant d'ouvrir le feu. Pourtant, le 19 août, ces consignes furent enfreintes et le vapeur britannique *Arabic* fut coulé sans sommation. En mars 1916, les Allemands torpillèrent le navire français *Sussex*, blessant plusieurs Américains. Le président Wilson lança un ultimatum aux termes duquel les Etats-Unis rompraient leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne si celle-ci n'abandonnait pas ses méthodes de guerre sous-marine. L'Allemagne céda.

En conséquence, Wilson put se faire réélire cette année-là, notamment grâce à la vigueur du slogan de son parti : «Il nous a tenus à l'écart de la guerre.» En janvier 1917, dans un discours prononcé devant le Sénat, Wilson en appelait à «une paix sans victoire» qui, selon lui, était la seule sorte de paix durable.

LES ETATS-UNIS ENTRENT DANS LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Le 22 janvier 1917, le gouvernement allemand annonça qu'il allait se lancer dans une guerre sous-marine à outrance. Après la perte de cinq bateaux américains en avril, Wilson demanda au Congrès de déclarer la guerre. Immédiatement, le gouvernement entreprit de mobiliser l'armée, l'industrie, les travailleurs et les agriculteurs. En octobre 1918, à la veille de la victoire alliée, une armée de plus de 1 750 000 soldats américains était déployée en France.

La marine des Etats-Unis apporta une aide décisive aux Britanniques pour forcer le blocus sous-marin. Pendant l'été 1918, qui vit se produire l'offensive allemande longtemps attendue, les troupes américaines placées sous le commandement du général John J. Pershing jouèrent un rôle capital dans les combats terrestres. En novembre, par exemple, les Américains prirent une part importante à l'offensive de la Meuse et de l'Argonne, qui brisa la fameuse ligne Hindenburg établie par les Allemands.

Le président Wilson contribua également, dans une large mesure, à hâter la fin des hostilités en définissant les buts de guerre des alliés et en soulignant que le conflit n'était pas dirigé contre le peuple allemand, mais contre son gouvernement autocratique. Les célèbres quatorze points qu'il avait présentés au Sénat en janvier 1918, comme base d'une paix juste, prévoyaient l'abandon de la diplomatie internationale secrète, la garantie de la liberté des mers, l'abolition des barrières douanières entre les nations, la réduction des arsenaux nationaux et le règlement des revendications coloniales en tenant compte des intérêts des populations concernées. D'autres points visaient à accorder l'autonomie et la liberté de développement économique à divers peuples européens. Le quatorzième point était la clef de voûte de l'édifice de paix imaginé par Wilson : la création d'une Société des Nations pour offrir «des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale à toutes les nations, grandes ou petites». Au cours de l'été 1918, alors que ses troupes étaient en déroute, le gouvernement allemand fit appel à Wilson pour négocier sur la base des quatorze points. Le Président prit conseil de ses alliés qui acceptèrent la proposition allemande. Un armistice fut conclu le 11 novembre.

LA SOCIETE DES NATIONS

Wilson espérait que le traité final prendrait la forme d'une paix négociée, mais il craignait que les passions soulevées par la guerre ne poussent les alliés à présenter des exigences exorbitantes, ce en quoi il avait raison. La notion d'autodétermination se révéla impossible à appliquer. Persuadé que son plus grand espoir de paix, la Société des Nations, ne deviendrait jamais une réalité s'il ne faisait pas des concessions aux alliés, Wilson accepta des compromis sur les questions de l'autodétermination, de la diplomatie ouverte et d'autres points spécifiques au cours des négociations de paix à Paris. Pourtant, il s'opposa aux exigences du président du Conseil français, Georges Clemenceau, qui voulait détacher toute la Rhénanie de l'Allemagne, et il empêcha la France d'annexer le bassin de la Sarre, tout comme il fit échouer une proposition destinée à faire porter à l'Allemagne tout le poids

des dépenses de guerre – bien que le traité de Versailles lui imposât un lourd tribut de réparations.

En fin de compte, il ne subsista pas grand-chose des propositions de Wilson pour une paix généreuse et durable, sauf la Société des Nations – et le Président dut subir l'ultime affront de voir son pays refuser d'y adhérer. En partie sur une erreur de jugement de sa part, Wilson avait eu le tort de ne pas emmener avec lui à Paris un dirigeant de l'opposition, membre du parti républicain, pour participer aux travaux de la commission de la paix. A son retour, lorsqu'il demanda aux Américains d'adhérer à la Société des Nations, il refusa de faire la plus petite concession, ce qui lui aurait permis d'obtenir la ratification du traité de la part d'un Sénat majoritairement républicain.

Après avoir perdu la bataille à Washington, Wilson plaida sa cause devant le peuple américain au cours d'un voyage qui l'amena dans l'ensemble du pays. Le 25 septembre 1919, alors qu'il se trouvait à Pueblo, dans le Colorado, physiquement épuisé par la difficulté des négociations de paix et par les pressions que lui avait imposées l'exercice de la présidence en temps de guerre, il fut victime d'une attaque qui le laissa paralysé ; il ne devait jamais s'en remettre totalement. En mars 1920, le Sénat, au cours d'un vote final, rejeta à la fois le traité de Versailles et le pacte de la Société des Nations. En conséquence, la S.D.N., privée de la présence des Etats-Unis et de la Russie, manqua toujours de force et de cohésion.

La foi de Wilson dans les fondements juridiques et moraux de la guerre et de la paix avait imprimé un puissant élan à son pays. Pourtant, quand les événements ne répondirent pas à cette attente optimiste, l'idéalisme suscité par les idées de Wilson fit place à la déception, et le pays se retrancha dans l'isolationnisme.

LES TROUBLES DE L'APRES-GUERRE

La transition de la guerre à la paix fut, pour beaucoup, tumultueuse. Une gigantesque épidémie de grippe espagnole, qui avait déferlé sur toute l'Europe en 1917, éclata aux Etats-Unis au printemps 1918. Avant de disparaître un

an plus tard, aussi mystérieusement qu'elle était venue, elle avait coûté la vie à plus de 500 000 Américains.

Une forte expansion avait accompagné l'immédiat après-guerre, mais elle avait engendré des espérances qui se dissipèrent rapidement lorsque l'économie reprit son cours normal. Aussi les travailleurs commencèrent-ils à protester contre la hausse du coût de la vie, la durée prolongée de la semaine de travail et l'attitude d'un patronat fort peu compréhensif. Rien qu'en 1919, on compta plus de 4 millions de grévistes. Pis encore, au cours de l'été, des émeutes raciales se produisirent à la fois dans le Nord et dans le Sud.

Et pourtant, l'événement qui provoqua le plus d'inquiétude et d'indignation s'était produit deux ans plus tôt, bien loin des Etats-Unis : c'était la révolution bolchévique de 1917 en Russie. Les Américains, dont le moral était au plus bas, se mirent à craindre qu'une petite minorité puisse s'emparer du pouvoir chez eux, comme cela avait été le cas en Russie. Ces craintes se matérialisèrent en avril 1919. En effet, le service des postes intercepta près de quarante bombes placées dans des colis adressés à des personnalités en vue.

Le secrétaire à la Justice, A. Mitchell Palmer, créa au sein de son ministère un nouveau bureau fédéral chargé des enquêtes ; ce fut le FBI (Federal Bureau of Investigation), à la tête duquel il plaça J. Edgar Hoover. Celui-ci se mit à constituer des dossiers sur les extrémistes connus ; des perquisitions aux sièges de diverses organisations conduisirent à l'expulsion de nombreux étrangers. En dépit des sinistres mises en garde de Palmer, qui entretenaient «la terreur rouge», les menaces ne se concrétisèrent jamais ; au cours de l'été 1920, le peuple américain avait compris que les Etats-Unis n'avaient rien à craindre de l'anarchie.

LE BOOM DES ANNEES 1920

Lors de l'élection présidentielle de 1920, la victoire écrasante du républicain Warren G. Harding prouva que l'internationalisme et l'idéalisme wilsoniens faisaient l'objet d'un désintérêt général. Comme l'expliqua le journaliste William Allen White, le peuple américain était «fatigué des grands problèmes, écœuré des idéaux et las d'être noble».

Les élections de 1920 permirent pour la première fois aux femmes de tout le pays de voter pour un candidat présidentiel. En 1919, le Congrès avait soumis à la ratification des Etats le Dix-neuvième Amendement à la Constitution qui, adopté en temps utile, permit aux électrices de participer au scrutin dès l'année suivante.

En accord avec la prospérité générale (au moins dans les zones urbaines), la politique gouvernementale des années 1920 fut éminemment conservatrice. Elle reposait sur le principe suivant : si le gouvernement faisait son possible pour favoriser l'entreprise privée, la prospérité s'étendrait finalement à l'ensemble de la population.

Aussi la politique des républicains visa-t-elle à créer les conditions les plus favorables pour l'industrie américaine. Les nouveaux tarifs douaniers mis en place en 1922 et 1930 portèrent les droits de douane à des niveaux records, ce qui garantissait à l'industrie américaine un monopole sur le marché intérieur, dans tous les secteurs. Le second de ces tarifs, introduit par la loi Smoot-Hawley de 1930, établissait des barrières douanières si élevées que plus de mille économistes adressèrent une pétition au président Herbert Hoover pour qu'il y opposât son veto : la suite des événements allait prouver la justesse de leurs prédictions, car les autres nations prirent bientôt des mesures de rétorsion coûteuses pour les Etats-Unis. En même temps, le gouvernement fédéral entamait un programme d'allègements fiscaux, conformément aux convictions du secrétaire au Trésor, Andrew Mellon, pour qui l'élévation du taux de l'impôt sur le revenu empêchait les riches d'investir dans de nouvelles entreprises industrielles. Le Congrès, par une série de lois adoptées entre 1921 et 1929, répondit favorablement à ses propositions demandant l'abolition pure et simple ou une réduction considérable des impôts perçus en temps de guerre sur le revenu et les super-bénéfices, ainsi que des prélèvements opérés sur les sociétés.

«L'affaire de l'Amérique, c'est de faire des affaires», disait Calvin Coolidge, l'ancien vice-président qui avait succédé à Harding en 1923, à la mort de celui-ci. Cet homme rigoureux, originaire du Vermont, fut élu ensuite pour ses propres mérites, en 1924. Coolidge continua de pratiquer la politique

économique conservatrice du parti républicain, mais c'était un administrateur bien plus capable que l'infortuné Harding, dont le mandat fut terni par des accusations de corruption au cours des mois qui précédèrent sa mort.

Tout au long des années 1920, l'entreprise privée reçut des encouragements importants et put bénéficier notamment de prêts à la construction, de tarifs postaux avantageux et d'autres subventions indirectes. La loi de 1920 sur les transports (*Transportation Act*), par exemple, avait déjà privatisé les chemins de fer nationaux qui s'étaient trouvés placés sous le contrôle de l'Etat pendant la guerre. La marine marchande, qui avait été détenue et en grande partie gérée par le gouvernement de 1917 à 1920, fut vendue à des entreprises privées.

La politique agricole des républicains faisait pourtant l'objet de critiques grandissantes, car le monde rural ne recevait pas toute sa part de la croissance économique des années 1920. Les deux décennies de 1900 à 1920 avaient favorisé la prospérité générale des agriculteurs et entraîné une augmentation des prix dans ce domaine, car la demande sans précédent de produits agricoles pendant la guerre avait vigoureusement stimulé la production. Les cultivateurs s'étaient mis à exploiter des terres pauvres qui avaient été laissées longtemps en jachère ou n'avaient jamais été défrichées. A mesure qu'augmentait la valeur de leurs exploitations agricoles, ils commencèrent à acheter les biens de consommation et d'équipement qu'ils n'avaient jamais été à même de se procurer auparavant. Mais, à la fin des années 1920, quand se tarit abruptement la demande du temps de guerre, la production agricole de caractère commercial, celle des céréales de première nécessité, blé ou maïs par exemple, diminua fortement. Bien des facteurs entraient en ligne de compte pour expliquer la crise de l'agriculture américaine, mais le principal d'entre eux fut la perte des marchés étrangers. Les agriculteurs américains avaient du mal à vendre leurs produits dans des pays où les Etats-Unis ne pouvaient guère acheter de marchandises à cause des droits de douane frappant les importations. Les portes du marché mondial étaient en train de se refermer lentement. Quand la Grande Crise se produisit dans les années 1930, elle ruina une agriculture déjà fragilisée.

TENSIONS DANS LE DOMAINE DE L'IMMIGRATION

Les restrictions imposées à l'immigration au cours des années 1920 marquèrent un changement d'orientation considérable dans la politique des Etats-Unis. L'immigration avait pris des proportions importantes à la fin du XIXe siècle et avait connu son apogée au début du XXe. Entre 1910 et 1915, par exemple, plus de treize millions d'immigrants étaient entrés aux Etats-Unis, parmi lesquels une majorité de personnes originaires du Sud et de l'Est de l'Europe. Nombre d'entre eux étaient juifs ou catholiques, ce qui inquiéta beaucoup d'Américains de vieille souche, qui étaient, pour la plupart, anglo-saxons et protestants. Certains se montrèrent hostiles aux nouveaux venus parce qu'ils leur disputaient les emplois les plus mal payés, d'autres parce qu'ils conservaient les coutumes qu'ils avaient apportées de l'Ancien Continent, se regroupaient souvent dans de véritables enclaves ethniques et paraissaient refuser toute assimilation à la culture américaine.

A la suite du nouvel afflux d'immigrants après la Première Guerre mondiale, les protestations des Américains de naissance s'intensifièrent. Une résurgence du Ku Klux Klan s'organisa pour réclamer un «américanisme à 100 %». Contrairement au Klan du temps de la reconstruction, la nouvelle organisation limita son recrutement à des protestants de race blanche nés en Amérique et fit campagne contre les catholiques, les juifs et les immigrants autant que contre les Afro-Américains. En redéfinissant ses ennemis, le Klan élargit son audience à certaines parties du Nord et du Midwest. Pour un temps, le nombre de ses membres s'accrut considérablement.

Le sentiment d'hostilité envers les immigrés se traduisit par une série de mesures dont le point culminant fut l'adoption de la loi de 1924 sur les quotas d'immigration (*Immigration Quota Law*), complétée par une loi de 1929. Ces textes limitaient le nombre annuel des immigrants à 150 000 personnes réparties entre les différentes nationalités en proportion du nombre de leurs compatriotes déjà installés sur le territoire américain en 1920. Ces restrictions eurent pour effet de réduire l'attrait des organisations de défense des Américains de souche ; la Grande Crise des années 1930 entraîna également une chute brutale de l'immigration.

LE CHOC DES CULTURES

Pendant les années 1920, certains Américains manifestèrent leur mécontentement face à certains traits de la vie moderne en revenant aux valeurs familiales et religieuses. Simultanément, une société de plus en plus laïque et urbanisée entrait en conflit avec les traditions rurales plus anciennes. Beaucoup de nostalgiques, qui regrettaient la simplicité des mœurs du bon vieux temps, se réfugièrent dans le fondamentalisme que leur proposaient des prédicateurs comme Billy Sunday, ancien joueur de base-ball professionnel devenu évangéliste.

La manifestation la plus spectaculaire de cette attitude passéiste fut sans doute la croisade des fondamentalistes opposant la Bible au darwinisme et à sa théorie de l'évolution. Pendant les années 1920, des projets de loi visant à interdire l'enseignement de l'évolutionnisme firent leur apparition dans les assemblées législatives des Etats du Sud et du Midwest. A la tête de cette croisade se trouvait, contre toute attente, le vieux William Jennings Bryan qui avait adroitement su concilier son hostilité militante à l'évolutionnisme et ses projets économiques extrémistes de jadis ; selon lui, l'évolutionnisme «décourageait les réformes parce qu'il niait tout besoin ou toute possibilité de régénération spirituelle».

La querelle atteignit son paroxysme en 1925, année durant laquelle l'American Civil Liberties Union mit en cause, devant la justice du Tennessee, la première loi hostile à l'enseignement de l'évolutionnisme. Un jeune professeur de lycée, John Scopes, avait été traduit devant les tribunaux pour avoir enseigné l'évolutionnisme dans un cours de biologie. Lors de ce procès, qui reçut une immense publicité, William Bryan, représentant l'Etat du Tennessee, fut soumis à un interrogatoire impitoyable par l'avocat de la défense, Clarence Darrow. John Scopes fut condamné, mais le jugement fut annulé pour vice de forme. William Bryan, pour sa part, mourut quelques jours après la fin du procès.

Un autre exemple d'opposition foncière entre les cultures – mais bien plus grave du point de vue de ses effets à l'échelle nationale – fut celui de la Prohibition. En 1919, après une agitation qui avait duré près d'un siècle, le Dix-huitième Amendement à la Constitution interdit la fabrication, la vente ou le transport de boissons alcoolisées sur tout le territoire des Etats-Unis. La Prohibition, censée faire dis-

paraître de la société américaine les *saloons* (bars) et les ivrognes, entraîna au contraire l'ouverture de milliers de débits de boisson clandestins, que l'on appelait les *speakeasies*. Elle donna lieu à une forme de délinquance de plus en plus rentable, le *bootlegging* (c'est ainsi que l'on désignait le transport et le commerce illicites de l'alcool). La Prohibition, considérée parfois comme «une noble expérience», fut finalement abolie en 1933.

Le lien sous-jacent qui unissait des phénomènes aussi disparates que le regain du fondamentalisme religieux et la Prohibition était une réaction contre la révolution sociale et intellectuelle d'une époque que l'on appela, selon les cas, l'âge du jazz, l'ère des excès, les années folles. Beaucoup étaient choqués par l'évolution des mœurs, de la morale et de la mode au sein de la jeunesse américaine, notamment sur les campus universitaires. Parmi de nombreux autres intellectuels, H.L. Mencken, journaliste et critique bien connu, fut acclamé comme un héros pour avoir dénoncé sans indulgence l'imposture et la vénalité de la vie américaine. En littérature, un écrivain comme F. Scott Fitzgerald réussit à décrire le dynamisme, l'effervescence et le désenchantement des années vingt dans ses nouvelles et ses romans, tels que *Gatsby le Magnifique*.

Fitzgerald faisait partie d'un petit mouvement très influent d'écrivains et d'intellectuels, connu sous le nom de «la génération perdue» ; bouleversés par les carnages de la Première Guerre mondiale et mécontents de ce qu'ils considéraient comme le matérialisme et la vacuité spirituelle de la vie aux Etats-Unis, nombre d'entre eux – comme l'écrivain Ernest Hemingway, le plus célèbre membre du groupe – quittèrent leur pays pour venir vivre en exil à Paris.

Les Afro-Américains participaient eux aussi de cet esprit d'introspection nationale. Entre 1910 et 1930, une migration massive entraîna les Noirs américains du Sud vers le Nord ; elle atteignit son point culminant en 1915-1916. La plupart s'installèrent dans des villes comme Detroit et Chicago, qui leur offraient des possibilités d'embauche et une plus grande liberté individuelle que le Sud rural. En 1910, W.E.B. Du Bois et d'autres intellectuels fondèrent la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP).

Cette association pour le progrès des gens de couleur aidait les Noirs américains à faire entendre leur voix à l'échelon national et à acquérir une influence qui n'allait cesser de grandir au fil des années.

Simultanément, on vit apparaître un mouvement littéraire et artistique afro-américain appelé «Renaissance de Harlem». Comme la «génération perdue», ce groupe qui comptait des écrivains tels que Langston Hughes rejetait les valeurs de la classe moyenne et les formes littéraires traditionnelles, alors même qu'il décrivait les réalités de la vie américaine.

LA GRANDE CRISE

En octobre 1929, la Bourse s'effondra. Les titres perdirent en moyenne 40 % de leur valeur. Même après le krach, les hommes politiques et les industriels continuèrent à faire des prévisions optimistes sur l'économie nationale. Mais la crise s'intensifia, la confiance s'évanouit et nombreux furent ceux qui perdirent les économies de toute une vie. En 1933, la valeur des actions à la Bourse de New York ne représentait plus que le cinquième de ce qu'elle était en 1929. Les maisons de commerce firent faillite. Les usines fermèrent leurs portes et les banques leurs guichets. Le revenu des agriculteurs diminua de quelque 50 %. En 1932, un Américain sur quatre environ était sans emploi.

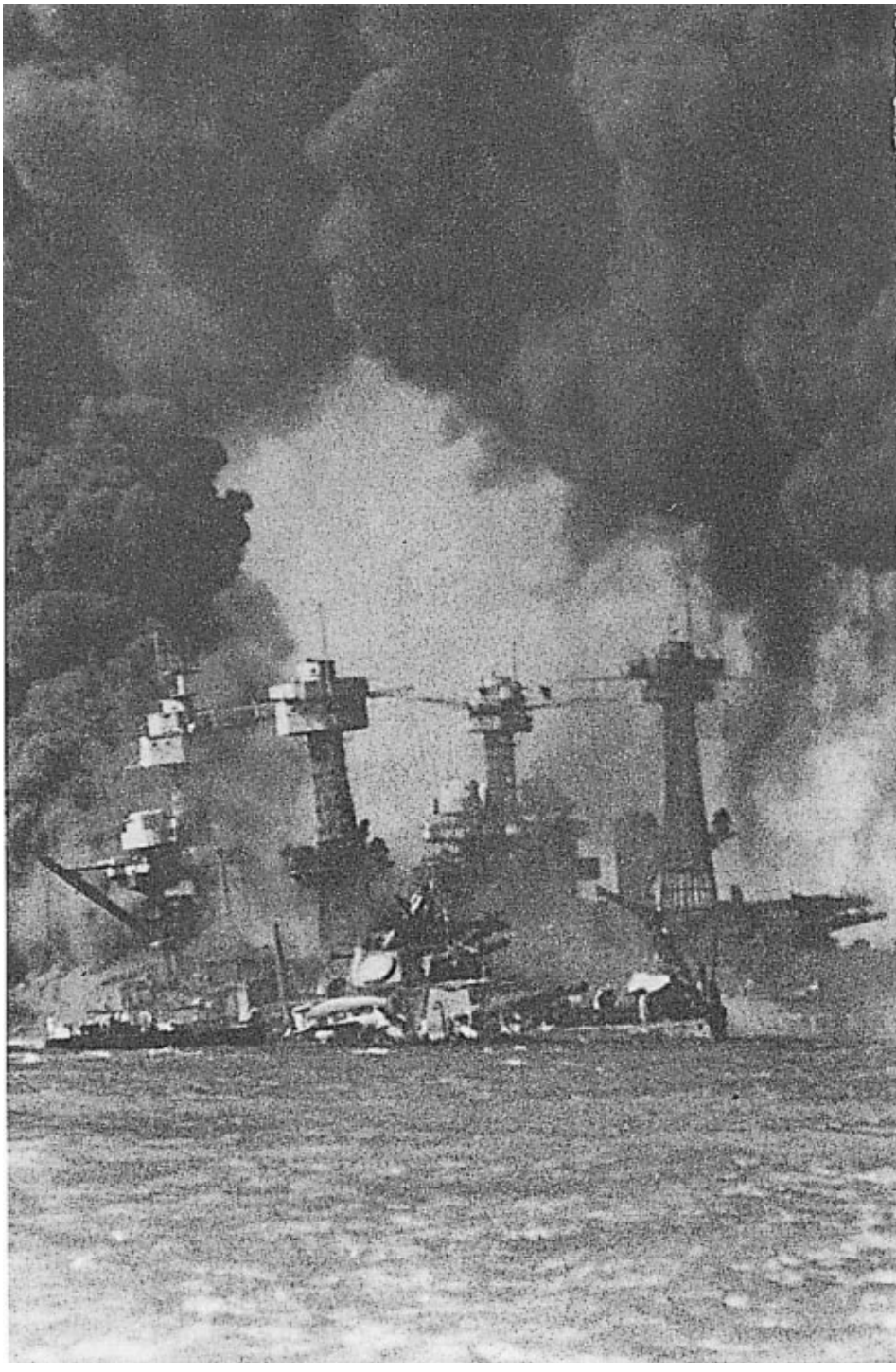
Le problème tenait à l'immense disparité entre la capacité de production du pays et les possibilités d'achat du consommateur. Du fait d'importantes innovations dans les techniques de fabrication, pendant et après la guerre, la production industrielle avait augmenté dans des proportions dépassant largement le pouvoir d'achat des agriculteurs et des salariés américains. L'épargne des classes moyenne et supérieure excédait toutes les possibilités d'investissement raisonnables. Elle s'était donc portée sur une spéculation frénétique, tant mobilière que foncière. L'effondrement de la Bourse n'avait été que l'une des nombreuses explosions qui avaient anéanti l'édifice fragile de la spéculation.

La campagne présidentielle de 1932 se ramena principalement à un débat sur les causes de la Grande Crise et

ses remèdes possibles. Herbert Hoover, qui avait eu la malchance d'entrer à la Maison-Blanche huit mois seulement avant la chute des cours, s'était battu inlassablement pour remettre en marche les rouages de l'industrie. Son adversaire démocrate, Franklin D. Roosevelt, déjà populaire lorsqu'il était gouverneur de l'Etat de New York pendant le début de la crise, alléguait qu'elle provenait de défauts sous-jacents inhérents à l'économie américaine et aggravés par la politique des républicains pendant les années 1920. Le président Hoover répliquait que l'économie était foncièrement saine mais avait été ébranlée par les répercussions d'une dépression mondiale, dont les causes remontaient à la guerre. Derrière ces discussions se dissimulaient manifestement deux philosophies totalement opposées : selon Hoover, il suffisait de faire confiance aux mécanismes naturels de la reprise, tandis que Roosevelt promettait d'utiliser l'autorité du gouvernement fédéral pour appliquer des remèdes expérimentaux audacieux.

Les élections donnèrent une victoire écrasante à Roosevelt qui obtint 22 800 000 voix, contre 15 700 000 pour Hoover. Les Etats-Unis se trouvaient au seuil d'une nouvelle ère de changements économiques et politiques.

Les cuirassés américains *West Virginia* et *Tennessee* après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, le 7 décembre 1941.



ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE DIX

X

LE *NEW DEAL* ET LA GUERRE MONDIALE

«NOUS DEVONS ETRE LE GRAND ARSENAL DE LA DEMOCRATIE.»

Franklin D. Roosevelt, 1941

ROOSEVELT ET LE *NEW DEAL*

En 1933, Franklin Roosevelt, en accédant à la présidence, apportait à la Maison-Blanche une bouffée de confiance et d'optimisme qui rallia les Américains à son programme du *New Deal* (ou nouvelle donne). «La seule chose que nous ayons à craindre, c'est la crainte elle-même», déclara le Président dans son discours d'investiture.

En un sens, il faut bien reconnaître que le *New Deal* ne faisait qu'introduire en Amérique des réformes sociales et économiques qu'un certain nombre de pays européens avaient mises en œuvre depuis plus d'une génération. En répudiant le capitalisme du «laissez-faire», il ne faisait que couronner un processus amorcé depuis longtemps, avec les premières réglementations sur les chemins de fer des années 1880 et la vague de lois réformatrices adoptées par les Etats et le gouvernement fédéral sous la présidence d'élus progressistes comme Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson.

Néanmoins, la nouveauté du *New Deal* résidait dans la rapidité avec laquelle il appliquait des réformes qui, dans le passé, avaient exigé les efforts de plusieurs générations. En réalité, nombre de ces initiatives avaient été hâtivement élaborées et mises en place mollement ; parfois même, elles se contredisaient mutuellement. La critique et les controverses animèrent la vie publique pendant toute la période du *New Deal*, sans jamais s'interrompre ou marquer le pas ; en fait, durant cette période, le citoyen reprit goût à la politique.

A l'entrée en fonctions de Roosevelt, le système bancaire

et financier était atteint de paralysie totale. En un rien de temps, les banques furent fermées, et seuls les établissements solvables furent autorisés à rouvrir leurs portes. Le gouvernement adopta une politique monétaire légèrement inflationniste pour amorcer une hausse des prix des produits de base et alléger un peu la situation des débiteurs. De nouvelles administrations furent mises en place pour accorder aux industriels et aux agriculteurs des conditions de crédit avantageuses. La Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) garantit les dépôts dans les caisses d'épargne jusqu'à concurrence de 5 000 dollars, et la vente en Bourse des actions fut sévèrement réglementée.

LE CHOMAGE

En 1933, des millions d'Américains étaient à la recherche d'un emploi. Dans la plupart des grandes villes, des files d'attente se formaient devant les soupes populaires. Des centaines de milliers de personnes parcouraient le pays en quête d'un peu de nourriture, d'un travail et d'un abri.

La première mesure en faveur des demandeurs d'emploi prit la forme d'un programme intitulé Civilian Conservation Corps (CCC) adopté par le Congrès pour venir en aide aux chômeurs âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. Il s'agissait d'embaucher tous les jeunes Américains sans emploi dans des camps de travail quasi militaires, moyennant une rémunération mensuelle de trente dollars. En dix ans, quelque deux millions de jeunes gens en bénéficièrent. Ils travaillaient à divers projets de protection de la nature : le reboisement pour lutter contre l'érosion du sol et améliorer le patrimoine forestier du pays ; la dépollution des cours d'eau ; la création de réserves pour les poissons, le gibier et les oiseaux ; la sauvegarde des gisements de charbon, de pétrole, de schiste, de gaz, de sodium et d'hélium.

Dans le même domaine, la Civil Works Administration, créée en novembre 1933, offrait des emplois financés par les pouvoirs publics dans des secteurs divers (terrassement, entretien des routes et enseignement). Critiqué pour sa façon de «fabriquer du travail à tout prix», cet organisme fut dissous dès le printemps 1934. Roosevelt et ses principaux col-

laborateurs n'en continuèrent pas moins à œuvrer en faveur des chômeurs et appliquèrent tout un train de mesures destinées à leur fournir du travail plutôt que des allocations.

L'AGRICULTURE

Ce qui caractérisait l'époque du *New Deal*, c'était l'idée que l'Etat pouvait, à force de lois, résoudre nombre des difficultés que traversait le pays. En 1933, par exemple, le Congrès vota l'*Agricultural Adjustment Act* (AAA) pour venir en aide au monde rural. Pour l'essentiel, ce texte visait à augmenter les prix agricoles en subventionnant les exploitants qui acceptaient de réduire leur production volontairement. Ces subventions devaient être financées par une taxe imposée sur les industries agroalimentaires. Mais, lorsque la loi fut promulguée, la saison était déjà bien avancée et le texte eut pour effet d'encourager les cultivateurs à détruire leurs récoltes trop abondantes. D'après le secrétaire à l'Agriculture, Henry A. Wallace, cette attitude «illustrait le caractère scandaleux de notre civilisation». Néanmoins, on enregistra une baisse de la production agricole grâce à l'AAA et à la Commodity Credit Corporation, dispositif qui permettait d'accorder des prêts aux agriculteurs pour les récoltes qu'ils stockaient au lieu de les écouler sur le marché.

Entre 1932 et 1935, le revenu agricole augmenta de plus de 50 %, mais essentiellement grâce aux mesures prises par le pouvoir fédéral. Au cours de ces années mêmes où l'on avait encouragé les cultivateurs à mettre une partie de leurs terres en jachère – privant ainsi d'emploi de nombreux métayers et ouvriers agricoles – une grave sécheresse s'abattit sur les Etats des Grandes Plaines et réduisit fortement la production. Au cours des années 1930, notamment entre 1935 et 1938, un vent violent et des tempêtes de poussière dévastèrent le sud des Grandes Plaines dans la région que l'on appela par la suite le *Dust Bowl* (bol de poussière). Les récoltes furent détruites, les véhicules et machines agricoles endommagés, la population et les animaux mis à mal. Quelque 800 000 personnes quittèrent l'Arkansas, le Texas, le Missouri et l'Oklahoma durant la période comprise entre 1930 et 1950, prenant pour la plupart la direction de l'ouest,

de la Californie, terre promise mythique. Il n'y avait pas seulement des agriculteurs, mais aussi des membres des professions libérales, des petits commerçants et bien d'autres dont le gagne-pain dépendait de la prospérité des communes rurales. La Californie n'était pas l'endroit dont ils avaient rêvé – du moins ce ne fut pas le cas au début. Beaucoup d'entre eux finirent par se disputer âprement les emplois d'ouvriers agricoles saisonniers pendant les récoltes, à des salaires extrêmement bas.

Le gouvernement fédéral mit à la disposition des agriculteurs le Soil Conservation Service. Cet organisme de protection des sols fut créé en 1935 pour leur enseigner les précautions à prendre en vue d'éviter l'érosion du sol, causée en partie par leurs modes de culture et aggravée par la violence des tempêtes. En outre, on reboisa près de 30 000 kilomètres carrés pour briser la force des vents.

Malgré les succès enregistrés, l'AAA fut abandonné en 1936, par suite d'un arrêt de la Cour suprême déclarant anticonstitutionnelles les taxes prélevées sur les industries agroalimentaires. Le Congrès adopta alors, six semaines plus tard, une loi plus efficace encore pour aider les agriculteurs ; en vertu de ce texte, le gouvernement allouait des subsides aux agriculteurs qui renonçaient aux cultures ayant pour effet d'épuiser les sols – ce qui permit de réduire la production, tout en protégeant la nature.

En 1940, près de six millions de cultivateurs recevaient des aides fédérales dans le cadre de ce programme. La nouvelle loi prévoyait également des prêts sur les récoltes excédentaires, une assurance pour les producteurs de blé et une planification du stockage visant à stabiliser l'offre de produits alimentaires. Les prix agricoles ne tardèrent pas à remonter et la population rurale put envisager la possibilité d'une certaine stabilité économique.

L'INDUSTRIE ET LES SYNDICATS

La National Recovery Administration (NRA), créée en 1933 en vertu du *National Industrial Recovery Act* (NIRA – loi sur le Redressement industriel) tenta de mettre fin à la concurrence déloyale en codifiant les pratiques autorisées afin de

stimuler la création d'emplois et, par suite, la consommation. Au moment où les premiers effets de la reprise se faisaient sentir, le monde des affaires, qui, au début, avait favorablement accueilli les initiatives de la NRA, ne tarda pas à dénoncer vigoureusement son abus des réglementations. La NRA fut déclarée anticonstitutionnelle en 1935. D'autres mesures législatives favorisaient alors la relance et le gouvernement se rendit rapidement compte que le contrôle des prix dans certains secteurs épuisait l'économie nationale et entravait la reprise.

Ce fut aussi à l'époque du *New Deal* que les syndicats s'assurèrent des acquis plus importants que jamais auparavant. Le NIRA leur avait donné le droit de mener des négociations collectives (au nom de tous les travailleurs d'un même secteur industriel). Puis, en 1935, le Congrès avait adopté le *National Labor Relations Act* qui définissait les pratiques déloyales et donnait aux travailleurs le droit de négocier des conventions collectives par l'intermédiaire de syndicats de leur choix. Le texte interdisait également aux employeurs d'entraver les activités syndicales ; il instituait un bureau spécial, le National Labor Relations Board, chargé de veiller à la régularité des négociations collectives et des élections syndicales, et de garantir aux travailleurs le droit de choisir l'organisation devant les représenter lors des discussions avec le patronat.

Les grands progrès réalisés grâce à la syndicalisation donnèrent aux travailleurs le sentiment de leur communauté d'intérêts et de leur force grandissante, non seulement dans l'industrie mais également dans l'arène politique. Ce pouvoir s'exerçait essentiellement dans le cadre des deux grands partis politiques, mais les démocrates bénéficiaient en général d'un plus grand soutien de la part des syndicats.

LE SECOND *NEW DEAL*

A ses débuts, le *New Deal* avait favorisé l'adoption d'une série de mesures législatives remarquables et donné une impulsion considérable à la production et aux prix, sans toutefois mettre un terme à la crise. A mesure que s'apaisait le sentiment d'urgence engendré par celle-ci, de nouvelles exi-

gences se firent jour. Les hommes d'affaires déploraient la fin du «laissez-faire» et s'irritaient des réglementations imposées par le NIRA. Tant à gauche qu'à droite, nombre d'utopistes, d'intrigants et d'hommes politiques se lançaient dans des attaques de plus en plus véhémentes ; les panacées économiques qu'ils préconisaient attiraient la foule de ceux que le rythme de la reprise laissait insatisfaits. Ainsi Francis E. Townsend faisait-il campagne en faveur d'un plan généreux d'allocation-vieillesse ; des théories inflationnistes étaient avancées par le père Coughlin, prêtre qui dans ses émissions de radio invectivait les banquiers internationaux dans des discours de plus en plus émaillés de propos antisémites. Il y avait pis encore : le programme intitulé *Every Man a King* (Chaque homme est un roi) de Huey P. Long, sénateur et ancien gouverneur de la Louisiane, orateur brutal mais écouté, porte-parole des personnes défavorisées, qui dirigeait son Etat comme s'il s'agissait de son fief personnel.

Face à ces pressions venues de la gauche et de la droite, le président Roosevelt répliqua en présentant une nouvelle série de mesures économiques et sociales. Les plus importantes d'entre elles concernaient la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois pour les chômeurs et l'institution d'un système d'aide sociale.

C'est ainsi que vit le jour la Works Progress Administration (WPA), principal organisme d'aide sociale de ce que l'on a appelé le second *New Deal* ; elle avait pour objectif de chercher à procurer des emplois plutôt qu'une aide pécuniaire. Elle fit construire des bâtiments, des routes, des aéroports et des écoles. Dans le domaine culturel, le pouvoir fédéral vint en aide à de nombreux acteurs, peintres, musiciens et écrivains. Par ailleurs, la National Youth Administration fournit aux étudiants du travail à temps partiel rémunéré et instaura des programmes d'aide et de formation aux jeunes gens en quête d'emploi. A sa dissolution, en 1943, la WPA avait secouru quelque neuf millions de personnes.

Mais la «pierre angulaire» du *New Deal*, aux yeux de Roosevelt, était le *Social Security Act* de 1935, qui instituait un système d'assurances pour les personnes âgées, les chômeurs et les invalides, système financé par les cotisations des employeurs et des employés. Bien d'autres pays indus-

trialisés avaient déjà adopté des plans de ce genre, mais, aux Etats-Unis, tous les appels lancés dans ce sens par les progressistes au début du siècle étaient restés lettre morte. Or ce régime social, quoique décrié par les conservateurs qui le jugeaient contraire aux traditions américaines, était en fait relativement peu audacieux. Il était financé en grande partie par des prélèvements sur les salaires des personnes actives, en fonction d'un taux unique et fixe, indépendamment du revenu. Tels étaient les compromis que Roosevelt avait dû accepter pour obtenir l'adoption de la loi. Si modeste qu'il fût lors de sa création, ce système d'assurances sociales est aujourd'hui l'un des plus vastes programmes de politique intérieure gérés par le gouvernement fédéral.

UNE NOUVELLE COALITION

En 1936, le parti républicain choisit comme candidat à la présidence Alfred M. Landon, le gouverneur relativement progressiste du Kansas, pour disputer la Maison-Blanche à Roosevelt. Malgré les critiques dont le *New Deal* faisait l'objet, Roosevelt n'en remporta pas moins une victoire encore plus écrasante qu'en 1932. Il obtint 60 % des voix et triompha dans la totalité des Etats, sauf le Maine et le Vermont. A l'occasion de cette élection, on vit se former une large coalition nouvelle qui rassemblait autour du parti démocrate les syndicats, la plupart des agriculteurs, les immigrés et les minorités ethniques venues de l'Europe orientale et méridionale, les Afro-Américains et tout le Sud du pays. Le parti républicain avait obtenu le soutien des milieux d'affaires et, dans les petites villes et les banlieues, celui de la classe moyenne. Ce paysage politique allait rester à peu près le même pendant plusieurs décennies.

De 1932 à 1938, un large débat agita l'opinion publique sur ce que le *New Deal* apportait à la vie politique et économique du pays. De toute évidence, les Américains souhaitaient que le gouvernement fédéral assume davantage de responsabilités quant au bien-être de la nation. En fait, les historiens estiment généralement que le *New Deal* a jeté les bases de l'Etat-providence moderne aux Etats-Unis. Certains détracteurs du *New Deal* soutenaient que l'extension illimi-

tée des pouvoirs du gouvernement finirait par miner les libertés individuelles. Mais le président Roosevelt soulignait que les mesures prises pour favoriser le bien-être économique renforceraient la liberté et la démocratie.

Dans un discours radiodiffusé de 1938, Franklin Roosevelt déclara aux Américains :

> *La démocratie a disparu dans plusieurs grandes nations, non parce que leurs peuples ont cessé d'aimer la démocratie, mais parce qu'ils étaient las du chômage et de l'insécurité, las de voir leurs enfants mal nourris, d'être impuissants pendant que leur gouvernement était en proie au désordre et à la faiblesse faute de dirigeants compétents... Finalement et en désespoir de cause, ils ont choisi de sacrifier leur liberté dans l'espoir d'avoir de quoi manger. Ici, en Amérique, nous savons que nos institutions démocratiques peuvent être sauvegardées et que nous pouvons les faire fonctionner. Mais pour les préserver, il nous faut… démontrer que la tâche de notre gouvernement démocratique revient, en pratique, à protéger la sécurité de la population… Le peuple américain, dans son ensemble, est d'accord pour défendre ses libertés quel qu'en soit le prix, et notre première ligne de défense passe par la protection de notre sécurité économique.*

LA VEILLE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Peu après le début du second mandat de Roosevelt, la mise en œuvre de son programme à l'intérieur fut éclipsée par la menace d'un nouveau danger dont les Américains moyens n'étaient guère conscients : les visées expansionnistes des régimes totalitaires établis au Japon, en Italie et en Allemagne. En 1931, le Japon avait envahi la Mandchourie et écrasé la résistance chinoise, puis installé, en 1932, un gouvernement fantoche au Mandchoukouo. L'Italie, après avoir succombé au fascisme, avait agrandi ses possessions en Libye et attaqué l'Ethiopie, en 1935. L'Allemagne, où Adolf Hitler avait créé le parti national-socialiste et s'était emparé du pouvoir en 1933, avait réoccupé la Rhénanie et entrepris un réarmement à grande échelle.

A mesure que se révélait la véritable nature du totalitarisme et que l'Allemagne, l'Italie et le Japon poursuivaient leurs agressions, les craintes de l'Amérique alimentèrent son propre sentiment isolationniste. En 1938, après avoir annexé l'Autriche, Hitler revendiqua le territoire des Sudètes de Tchécoslovaquie et la guerre parut imminente en Europe. Les Etats-Unis, déçus par l'échec de leur croisade pour la démocratie au cours de la Première Guerre mondiale, firent savoir qu'en aucune circonstance l'un des pays engagés dans le conflit ne pourrait compter sur l'aide américaine. Des lois proclamant la neutralité nationale, adoptées au coup par coup entre 1935 et 1937, interdisaient au gouvernement de commercer avec une nation belligérante ou de lui faire crédit. L'objectif était d'empêcher, presque à n'importe quel prix, l'entrée des Etats-Unis dans une guerre livrée en dehors du continent américain.

Avec l'attaque nazie contre la Pologne, en 1939, et le début de la Seconde Guerre mondiale, l'isolationnisme proliféra, même si, dans leur for intérieur, les Américains étaient loin d'être neutres vis-à-vis des événements mondiaux. L'opinion publique était nettement favorable aux victimes de l'agression hitlérienne et soutenait les puissances alliées qui résistaient à la volonté d'expansion germanique. Pourtant, Roosevelt devait se contenter d'attendre que les événements modifient le sentiment des Américains quant à l'engagement des Etats-Unis dans la bataille.

Avec la chute de la France et le commencement de la guerre aérienne contre la Grande-Bretagne en 1940, le débat s'intensifia entre ceux qui voulaient aider les démocraties et les isolationnistes regroupés autour d'un comité appelé America First (l'Amérique d'abord), qui comptait de nombreux partisans parmi les conservateurs du Midwest et les pacifistes de gauche. En fin de compte, les interventionnistes l'emportèrent après un long débat public.

Les Etats-Unis s'unirent au Canada pour créer un organisme de défense mutuelle, le Mutual Board of Defense, et s'entendirent avec les républiques d'Amérique latine pour étendre aux nations de l'hémisphère occidental les accords déjà conclus en matière de sécurité collective. Le Congrès vota un budget substantiel pour le réarmement ; en septem-

bre 1940, il adoptait, pour la première fois en temps de paix, une loi sur le service militaire obligatoire – arrachée par une seule voix de majorité à la Chambre des représentants. Au début de 1941, le Congrès approuva le programme prêt-bail, qui autorisait le président Roosevelt à livrer des armes et du matériel à n'importe quelle nation (notamment la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la Chine) dont la défense présentait un intérêt vital pour les Etats-Unis. L'aide totale distribuée au titre de la loi prêt-bail allait se monter, à la fin de la guerre, à plus de cinquante milliards de dollars.

La campagne présidentielle de 1940 prouva que, malgré leur véhémence, les isolationnistes comptaient relativement peu de partisans à l'échelon national. L'adversaire républicain de Roosevelt, Wendell Wilkie, n'avait guère d'arguments à opposer à son rival, dont il soutenait la politique étrangère et une grande partie du programme intérieur. Roosevelt fut réélu. C'était la première fois aux Etats-Unis qu'un président bénéficiait d'un troisième mandat.

LE JAPON, PEARL HARBOR ET LA GUERRE

Alors que la plupart des Américains observaient avec anxiété le cours de la guerre en Europe, la tension montait en Asie. Pour améliorer sa position stratégique, le Japon annonça un «nouvel ordre» qui lui permettrait d'exercer son hégémonie sur tout le Pacifique. La Grande-Bretagne, qui luttait pour survivre contre l'Allemagne nazie, fut incapable de résister ; elle évacua Shanghai et ferma provisoirement la route de Birmanie. Au cours de l'été 1940, le Japon obtint sans peine du gouvernement français de Vichy l'autorisation d'utiliser les aéroports indochinois. En septembre, il rejoignait les puissances de l'Axe. Les Etats-Unis ripostèrent en imposant un embargo sur ses importations de ferraille.

Il semblait alors que les Japonais allaient s'orienter vers le sud, en direction du pétrole, de l'étain et du caoutchouc de la Malaisie britannique et des colonies néerlandaises. En juillet 1941, ils occupèrent le reste de l'Indochine. Les Etats-Unis répliquèrent en gelant les avoirs nippons.

En octobre 1941, le général Hideki Tojo prit la tête du gouvernement japonais. A la mi-novembre, il dépêchait un

envoyé spécial aux Etats-Unis pour y rencontrer le secrétaire d'Etat Cordell Hull. Le Japon exigeait entre autres que les Etats-Unis débloquent les avoirs nippons et mettent un terme à leur expansion navale dans le Pacifique. Hull rétorqua que les Japonais devaient se retirer de la Chine et de l'Indochine s'ils voulaient faire libérer leurs avoirs. Les Nippons demandèrent deux semaines pour étudier la proposition, mais ils la rejetèrent le 1er décembre. Le 6 décembre, Franklin Roosevelt en appela directement à l'empereur du Japon, Hirohito. Pourtant, le matin du 7, l'aviation japonaise lança une attaque surprise dévastatrice sur la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor, dans les îles Hawaii. Dix-neuf navires, y compris cinq cuirassés, et 150 avions américains furent détruits ; plus de 2 300 soldats et civils furent tués. Un seul élément joua en faveur des Etats-Unis, ce jour-là : les porte-avions américains qui allaient jouer par la suite un rôle décisif dans les opérations navales du Pacifique n'étaient pas ancrés à Pearl Harbor mais se trouvaient en mer.

Quand la nouvelle des raids japonais sur Hawaii, Midway, Wake et Guam fut annoncée à la radio américaine, l'incrédulité fit place à la colère en cette journée dont le président Roosevelt devait dire qu'elle serait toujours tenue pour un «jour d'infamie». Le 8 décembre, le Congrès proclama l'état de guerre avec le Japon ; trois jours plus tard, l'Allemagne et l'Italie déclaraient la guerre aux Etats-Unis.

La nation mobilisa rapidement son peuple et son industrie. Le 6 janvier 1942, le président Roosevelt annonçait de stupéfiants objectifs de production : livraison, en cours d'année, de 60 000 avions, 45 000 chars, 20 000 canons antiaériens, et d'un nombre de navires marchands correspondant à 18 millions de tonneaux. Toutes les activités – agriculture, industrie, mines, commerce, main-d'œuvre, investissements, communications, enseignement et manifestations culturelles – devaient, d'une façon ou d'une autre, être placées sous la responsabilité d'autorités nouvelles aux pouvoirs élargis. Le gouvernement leva des sommes énormes pour créer des sites industriels destinés à la production en série des navires, des blindés et des avions. Il se produisit simultanément de vastes mouvements de population. En vertu d'une série de lois sur la conscription, les Etats-Unis portèrent leurs forces

armées à un total de 15 100 000 hommes. A la fin de 1943, il y avait environ 65 millions d'hommes et de femmes sous l'uniforme ou employés à l'effort de guerre.

L'agression contre les Etats-Unis avait désarmé les isolationnistes, dont les thèses ne séduisaient plus personne, et justifié une mobilisation militaire rapide. Pourtant, à la suite de l'attaque contre Pearl Harbor et par crainte des espions asiatiques, les Etats-Unis firent preuve d'intolérance en internant des Américains d'origine japonaise. En février 1942, près de 120 000 d'entre eux, résidant en Californie, furent enlevés à leurs foyers et enfermés dans dix camps provisoires sordides, avant d'être transférés dans des centres de réinstallation du Sud-Ouest. Près de 63 % de ces Nippo-Américains étaient des Nisei – nés en Amérique – et donc citoyens américains. Jamais personne ne trouva le moindre indice d'une tentative d'espionnage de leur part. En fait, des Nippo-Américains se distinguèrent par leur bravoure au sein de deux unités d'infanterie sur le front italien. D'autres servirent dans le Pacifique en qualité de traducteurs et d'interprètes. En 1983, le gouvernement américain reconnut le caractère injuste de cet internement et indemnisa partiellement les survivants.

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD ET EN EUROPE

Peu après l'entrée en guerre des Etats-Unis, les alliés occidentaux décidèrent de concentrer leur effort de guerre sur l'Europe, où se trouvait le gros de la puissance ennemie, le théâtre du Pacifique étant considéré comme secondaire.

Pendant le printemps et l'été 1942, les forces britanniques réussirent à briser l'offensive allemande contre l'Egypte et à repousser le général allemand Erwin Rommel en Libye, ce qui mit fin aux menaces sur le canal de Suez.

Le 7 novembre 1942, une armée américaine débarquait en Afrique du Nord française et, après quelques dures batailles, infligeait de sévères défaites aux armées allemande et italienne. L'année 1942 marqua aussi un tournant sur le front de l'Est où l'Union soviétique, au prix de pertes immenses, arrêta l'invasion nazie aux portes de Leningrad et de Moscou, avant de vaincre les forces allemandes à Stalingrad.

En juillet 1943, les troupes britanniques et américaines envahirent la Sicile et, vers la fin de l'été, le littoral sud de la Méditerranée était libéré des soldats fascistes. Les Alliés débarquèrent alors en Italie où, en dépit de la reddition sans condition du gouvernement, la lutte fut longue et âpre. La libération de Rome n'intervint que le 4 juin 1944. Pendant que la bataille faisait encore rage en Italie, l'aviation alliée lançait des raids dévastateurs contre les chemins de fer, les usines et les armements des nazis, y compris les réserves allemandes de pétrole de Ploesti, en Roumanie.

Pendant la seconde moitié de 1943, après maintes discussions d'ordre stratégique, les Alliés décidèrent d'attaquer à l'ouest pour obliger les Allemands à retirer du front russe des effectifs importants. Le général américain Dwight D. Eisenhower fut nommé commandant en chef de toutes les forces alliées en Europe. Le 6 juin 1944, après de gigantesques préparatifs, les premiers détachements de l'armée de libération américaine, britannique et canadienne, protégés par des forces aériennes largement supérieures à celles des Allemands, débarquèrent sur les plages de Normandie. A la suite de violents combats, une tête de pont fut établie. Les renforts affluèrent et de nombreux effectifs de l'armée allemande furent pris en tenaille, puis isolés dans des poches de résistance. Les armées alliées commencèrent à traverser la France en direction de l'Allemagne. Le 25 août, Paris était libéré. A la frontière allemande, les Alliés furent retardés par une contre-attaque opiniâtre, mais en février et en mars 1945, ils pénétrèrent en Allemagne par l'ouest, tandis que les troupes allemandes étaient défaites par les Russes, à l'est. Le 8 mai, les vestiges des forces du IIIe Reich capitulaient.

LA GUERRE DANS LE PACIFIQUE

Entre-temps, les troupes américaines poursuivaient leur avance dans le Pacifique. Bien que les Américains eussent été contraints de capituler aux Philippines, au début de 1942, les Alliés rétablirent leur situation pendant les mois qui suivirent. Le général James (Jimmy) Doolittle conduisit les escadrilles de bombardiers américains au-dessus de Tokyo en avril ; la ville avait peu d'importance militaire réelle,

mais le raid procura aux Américains un réconfort psychologique considérable. Le mois suivant eut lieu la bataille de la mer de Corail qui fut le premier engagement naval de l'histoire à reposer principalement sur les porte-avions ; la marine japonaise y subit des pertes si lourdes qu'elle dut abandonner l'idée de frapper en Australie. La bataille de Midway, en juin, au cœur du Pacifique, marqua le tournant de la guerre pour les Alliés dans cette partie du monde et se termina par la première grande défaite de la flotte japonaise qui y perdit quatre porte-avions, ce qui mit fin à l'avance des Nippons dans le secteur central du Pacifique.

D'autres batailles contribuèrent également aux succès alliés. A Guadalcanal, une victoire décisive des Etats-Unis en novembre 1942 couronna la première grande offensive américaine dans le Pacifique. Pendant la plus grande partie des deux années suivantes, les troupes américaines et australiennes avancèrent vers le nord à travers les îles du Pacifique grâce à des attaques amphibies.

L'ASPECT POLITIQUE DE LA GUERRE

Les efforts militaires des Alliés s'accompagnèrent d'une série d'importantes rencontres internationales destinées à définir les objectifs politiques de la guerre. La première de ces conférences avait eu lieu en août 1941, avant même l'entrée en guerre des Etats-Unis, entre le président Roosevelt et le Premier ministre britannique Winston Churchill, en un temps où les Etats-Unis n'étaient pas encore activement engagés dans la lutte et où la situation militaire paraissait sombre.

Réunis à bord de croiseurs près de Terre-Neuve, au Canada, Roosevelt et Churchill rédigèrent une déclaration d'intention, intitulée Charte de l'Atlantique, où ils énonçaient les objectifs suivants : renonciation aux conquêtes territoriales ; renonciation à tout bouleversement territorial qui ne serait pas sanctionné par le consentement des peuples concernés ; proclamation du droit de tous les peuples à choisir leur propre régime politique ; rétablissement de l'autonomie dans les pays qui en avaient été privés ; collaboration économique entre toutes les nations ; volonté d'affranchir tous les peuples de la guerre, de la crainte et du besoin ; liberté des mers ;

renonciation à l'usage de la force comme instrument de politique internationale.

En janvier 1943, à Casablanca, au Maroc, une conférence anglo-américaine résolut qu'aucune paix ne serait conclue avec les puissances de l'Axe et leurs satellites dans les Balkans jusqu'à leur «reddition inconditionnelle». Cette expression, introduite expressément par Roosevelt, visait à garantir aux peuples de toutes les nations en guerre qu'il n'y aurait pas de négociations de paix séparées avec les représentants du fascisme et du nazisme, qu'aucun marchandage ne serait entamé avec eux pour leur permettre de sauver la moindre bribe de leur puissance, que les chefs militaires de l'Axe devraient avouer à la face du monde leur défaite totale, avant que les peuples allemand, italien et japonais puissent connaître les conditions définitives de la paix.

Au Caire, le 22 novembre 1943, Roosevelt et Churchill rencontrèrent le chef de la Chine nationaliste, Tchang Kaïchek, pour décider des conditions à imposer au Japon, notamment l'abandon des annexions effectuées lors d'agressions antérieures. A Téhéran, le 28 novembre, Franklin Roosevelt, Winston Churchill et Joseph Staline convenaient d'établir un nouvel organisme international : l'Organisation des Nations unies. En février 1945, alors que la victoire semblait assurée, ils se retrouvaient tous trois à Yalta pour y conclure de nouveaux accords. L'Union soviétique s'engageait secrètement à déclarer la guerre au Japon peu après la reddition de l'Allemagne. La frontière orientale de la Pologne fut approximativement établie sur la ligne Curzon de 1919. Après discussion sur les lourdes réparations de guerre imposées à l'Allemagne – condition exigée par Staline contre l'avis de Roosevelt et de Churchill – la décision fut différée. Des dispositions furent prises quant à l'occupation de l'Allemagne par les Alliés, au procès des criminels de guerre et à la condamnation de ces derniers.

Il fut également convenu à Yalta que les membres permanents du Conseil de sécurité, au sein de la future Organisation des Nations unies, auraient un droit de veto dans les domaines affectant leur sécurité.

Deux mois après son retour de Yalta, Franklin Roosevelt mourait d'une hémorragie cérébrale. L'histoire des Etats-

Unis a connu peu de personnalités qui aient laissé des regrets aussi profonds ; pendant un certain temps, le peuple américain éprouva le sentiment indicible d'avoir subi une perte irréparable. Le vice-président Harry Truman, ancien sénateur du Missouri, assuma la présidence.

LA VICTOIRE ET LA BOMBE ATOMIQUE

La guerre se poursuivit dans le Pacifique après la reddition de l'Allemagne ; les derniers combats furent parmi les plus acharnés. Commencée en juin 1944, la bataille de la mer des Philippines infligea un désastre à la flotte japonaise, après quoi Hideki Tojo, le Premier ministre japonais, fut contraint de démissionner. Le général Douglas MacArthur, qui avait quitté à contrecœur les Philippines en 1942 pour éviter d'être capturé par les Japonais, retourna dans l'archipel en octobre, pour ouvrir la voie à la flotte américaine. La bataille du golfe de Leyte se solda par une défaite décisive pour la marine nipponne, ce qui rendit aux Alliés la maîtrise des eaux philippines.

En février 1945, les forces américaines avaient repris Manille. Les Etats-Unis se fixèrent pour objectif la libération d'Iwo Jima dans l'archipel de Bonin, à peu près à mi-chemin entre les Mariannes et le Japon. Mais les Japonais étaient décidés à défendre l'île et tirèrent parti des grottes naturelles et de l'escarpement du terrain. Les bombardements américains se heurtèrent à une farouche résistance japonaise sur terre et à des attaques suicides des kamikazes dans le ciel. Les Américains occupèrent enfin l'île vers le milieu du mois de mars, mais non sans avoir perdu 6 000 *marines* ; presque toutes les troupes japonaises présentes furent anéanties. Les Etats-Unis entamèrent alors des bombardements aériens systématiques sur les ports et les aéroports nippons. De mai à août, la 20e unité de l'US Air Force lança une série d'attaques aériennes contre l'archipel japonais.

C'est alors que les chefs des gouvernements américain, britannique et soviétique se rencontrèrent à Potsdam, dans la banlieue de Berlin, du 17 juillet au 2 août 1945, pour décider des opérations à entreprendre contre le Japon, du règlement de la paix en Europe et de l'avenir de l'Allemagne.

La conférence convint de la nécessité d'aider à la rééducation d'une génération d'Allemands élevés sous le régime nazi et de définir les principes généraux destinés à organiser la restauration de la vie politique démocratique dans le pays. Les participants discutèrent également des réparations qu'ils demanderaient à l'Allemagne ; ils se mirent d'accord sur le procès des dirigeants nazis accusés de crime contre l'humanité et autorisèrent le transfert en Union soviétique d'usines et de biens industriels. Mais les revendications que l'URSS avait déjà présentées à Yalta concernant des réparations de guerre pour une valeur totale de dix milliards de dollars restèrent controversées.

La veille de la conférence de Potsdam, une bombe atomique expérimentale avait explosé à Alamogordo, au Nouveau-Mexique ; c'était l'aboutissement de trois années de recherches intensives menées dans des laboratoires éparpillés à travers les Etats-Unis, dans le cadre de ce que l'on appelait le projet Manhattan. Truman pensait que les Etats-Unis pourraient utiliser la bombe atomique pour hâter la reddition du Japon, avec moins de pertes qu'une invasion du pays. Il ordonna d'y recourir si les Japonais ne s'étaient pas rendus le 3 août au plus tard. Le 26 juillet, les Alliés s'engagèrent par la déclaration de Potsdam à ne pas anéantir ni annexer le Japon si celui-ci se rendait. Dans le cas contraire, il s'exposait à une «destruction complète».

Une commission composée de responsables politiques et militaires américains, ainsi que de savants, examina la question des cibles qui seraient visées par la nouvelle arme. Truman avait écrit que seules les installations militaires devaient en faire partie. Le secrétaire à la Guerre Henry L. Stimson, par exemple, convainquit ses collègues d'écarter de la liste Kyoto, l'ancienne capitale du Japon où étaient conservés d'immenses trésors nationaux et religieux. Le choix se porta sur Hiroshima, qui abritait des usines de guerre et servait de base à des opérations militaires.

Le 6 août, un avion américain, *Enola Gay,* lança une bombe atomique sur la ville d'Hiroshima. Le 8 août, une seconde bombe atomique fut larguée, mais cette fois sur Nagasaki. Dans un premier temps, les Américains furent soulagés de constater que l'usage de la bombe avait hâté la fin de la

guerre ; ils ne prirent conscience de son épouvantable pouvoir de destruction que par la suite. Le 14 août, le Japon accepta les conditions fixées à Potsdam ; le 2 septembre 1945, il capitula officiellement.

En novembre 1945, à Nuremberg, en Allemagne, commencèrent les procès des criminels de guerre nazis, conformément à la décision prise à Potsdam. Devant d'éminents juristes américains, britanniques, français et soviétiques, les nazis ne furent pas seulement accusés d'avoir prémédité et conduit une guerre d'agression, mais aussi d'avoir violé les lois de la guerre et de l'humanité en se livrant à un génocide systématique des Juifs européens et de diverses autres populations – connu sous le nom d'Holocauste. Les procès se poursuivirent pendant dix mois et se terminèrent par la condamnation de tous les accusés sauf trois.

Le 25 avril 1945, quelques jours avant la fin des hostilités en Europe et bien que le conflit continuât de faire rage dans le Pacifique, fut prise une décision d'une portée considérable pour l'orientation du monde de l'après-guerre. Les représentants de cinquante nations s'étaient réunis à San Francisco pour définir la structure de l'Organisation des Nations unies. La charte qu'ils y rédigèrent prévoyait une organisation mondiale dans laquelle les différends internationaux feraient l'objet de discussions pacifiques ; elle prévoyait également que les nations feraient cause commune contre la faim et la maladie. Contrairement à ce qui s'était passé lors du rejet de la S.D.N. par les Etats-Unis, après la Première Guerre mondiale, le Sénat américain se hâta de ratifier la charte des Nations unies par 89 voix contre deux. Cette décision confirmait que l'esprit d'isolationnisme n'était plus l'élément dominant de la politique étrangère américaine et indiquait au monde que les Etats-Unis avaient l'intention de jouer un rôle majeur dans les affaires internationales.

L'ESSOR DES SYNDICATS OUVRIERS

Les années 1920 avaient été marquées par une prospérité relative aux Etats-Unis, mais les ouvriers employés dans des secteurs industriels tels que la sidérurgie, l'automobile, le caoutchouc et les textiles n'en avaient pas profité autant que les autres, tant s'en fallait. Les conditions de travail dans la plus grande partie de ces branches d'activité restaient aussi mauvaises qu'au siècle précédent. Jusqu'en 1923, par exemple, un sidérurgiste américain était censé travailler douze heures par jour, avec une journée de repos toutes les deux semaines.

Les années 1920 virent les propriétaires des usines où l'on pratiquait la production en série redoubler d'efforts pour empêcher le développement des syndicats, qui avaient connu quelques succès sous la direction de l'American Federation of Labor (AFL), pendant la Première Guerre mondiale. Cette action revêtait des formes multiples, notamment le recours à des espions et à des briseurs de grève armés, ainsi que le licenciement des travailleurs soupçonnés de sympathie envers les organisations ouvrières. Les syndicats indépendants étaient souvent accusés d'être communistes. Dans le même temps, de nombreuses entreprises mettaient sur pied un «syndicat maison».

*Traditionnellement, les assemblées législatives des Etats soutenaient le principe de l'*open shop*, qui interdisait à un syndicat d'être le représentant exclusif de tous les travailleurs dans un secteur donné. Les entreprises pouvaient ainsi refuser aux syndicats le droit de mener des négociations pour une convention collective et obtenir des décisions de justice pour faire échec à la syndicalisation de leur personnel. De façon plus constructive, pendant les années 1920, certaines sociétés commencèrent à offrir aux employés différents plans concernant l'assurance maladie, la retraite, la participation aux bénéfices ou au capital, pour s'assurer leur fidélité.*

A partir de 1919, des entreprises réprimèrent durement une série de grèves lancées dans les industries où étaient appliquées les méthodes de production en série, à commencer par la sidérurgie. En conséquence, entre 1920 et 1929, les effectifs syndicaux diminuèrent et passèrent de quelque cinq millions à trois millions et demi.

Le début de la Grande Crise économique entraîna une chute brutale des offres d'emploi dans tout le secteur industriel. Le chômage devint général. En 1933, plus de douze millions d'Américains étaient sans travail. Dans l'industrie automobile, la main-d'œuvre avait diminué de moitié entre 1929 et 1933. Au cours de la même période, les salaires avaient baissé des deux tiers.

Cependant, l'élection de Franklin Roosevelt allait définitivement changer la situation des travailleurs de l'industrie.

Le président Roosevelt commença par manifester son intérêt pour le bien-être des ouvriers en nommant Frances Perkins secrétaire au Travail. Elle était la première femme à occuper un poste au sein du cabinet et s'était distinguée en militant pour l'amélioration du lieu de travail. En juin 1933, une loi d'une très grande portée fut adoptée, le National Industrial Recovery Act.

Ce texte visait à limiter la durée de la semaine de travail, à élever les salaires dans l'industrie et à prohiber l'emploi des enfants. Plus important encore, il interdisait aux entreprises d'obliger leurs employés à entrer dans le «syndicat maison» ; il reconnaissait le droit des salariés à «se syndiquer et à négocier collectivement par l'intermédiaire des représentants choisis par eux».

Ce fut John L. Lewis, le chef dynamique et éloquent de l'United Mine Workers (UMW), qui comprit mieux qu'aucun autre dirigeant ouvrier ce que le New Deal *signifiait pour les travailleurs. Insistant sur le soutien du président Roosevelt, il agença une vaste campagne de syndicalisation qui fit passer les effectifs de l'UMW de 150 000 à plus de 500 000 adhérents en un an.*

John Lewis souhaitait vivement voir l'AFL, où il occupait un siège au conseil exécutif, lancer une campagne similaire dans les industries axées sur la fabrication en série. Mais l'AFL, obéissant à sa tradition historique qui l'orientait vers les ouvriers qualifiés, n'était pas disposée à le faire. Après une violente querelle intestine, John Lewis et quelques autres syndicalistes rompirent avec l'AFL pour créer le Committee for Industrial Organization (CIO), appelé par la suite Congress of Industrial Organizations.

Les premiers objectifs de John Lewis et du CIO étaient de s'attaquer aux industries automobile et sidérurgique, notoirement hostiles aux syndicats. A la fin de 1936, une série de grèves sur le tas éclatèrent dans les usines de General Motors à Cleveland, dans l'Ohio, et à Flint, dans le Michigan. John Lewis réagit rapidement en envoyant des recruteurs syndicalistes et 100 000 dollars pour aider les grévistes. Bientôt, 135 000 travailleurs participaient à l'action et les usines cessèrent de tourner.

Grâce à l'aide du gouverneur du Michigan qui sympathisait avec les grévistes, ceux-ci arrachèrent un accord en 1937. En septembre de cette même année, l'United Auto Workers avait signé des conventions collectives avec 400 entreprises de son secteur, assurant aux travailleurs un salaire horaire minimum de 75 cents *et une semaine de travail de 40 heures.*

A Pittsburgh, capitale américaine de la sidérurgie, les représentants des aciéries attaquèrent John Lewis par voie de presse en l'accusant d'être un «rouge» et un «vampire». Les syndicats furent pourtant renforcés par la réélection du président Roosevelt et par l'adoption du National Labor Relations Act *(NLRA), en 1936. Au cours des six premiers mois de son existence, le* Steel Workers Organizing Committee, *dirigé par le lieutenant de John Lewis, Philip Murray, avait déjà recruté 125 000 adhérents.*

La capitulation de General Motors eut des conséquences importantes pour U.S. Steel. Comprenant que les temps avaient changé, cette dernière parvint à un accord avec le CIO en 1937. Cette même année, la Cour suprême confirma que le National Labor Relations Act *était conforme à la Constitution. Par la suite, des entreprises de moindre importance, où la tradition antisyndicaliste était plus forte encore qu'à U.S. Steel, conclurent des conventions collectives avec les syndicats du CIO. L'un après l'autre, divers secteurs industriels suivirent le mouvement – caoutchouc, pétrole, électronique, textiles. L'ouvrier qui travaillait à la chaîne n'était désormais plus seul.* ★

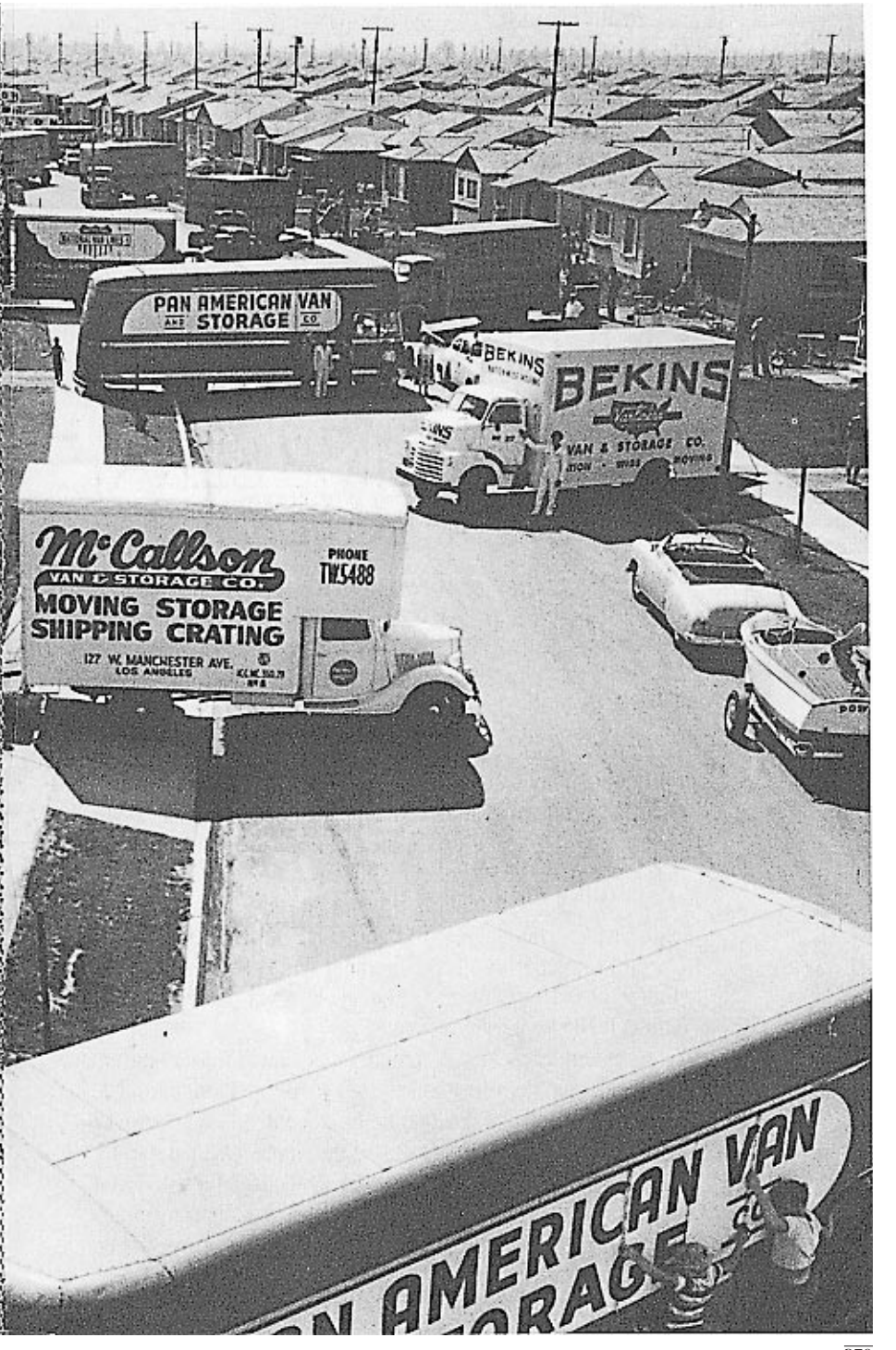
ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE ONZE

XI

L'AMERIQUE DE L'APRES-GUERRE

Emménagement dans une banlieue nouvelle, 1953.



«NOUS DEVONS CONSTRUIRE UN NOUVEAU MONDE, UN MONDE BIEN MEILLEUR – OU LA DIGNITE ETERNELLE DE L'HOMME SERA RESPECTEE.»

Président Harry S Truman, 1945

CONSENSUS ET CHANGEMENT

Les Etats-Unis ont dominé les affaires internationales au cours des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Victorieuse de cette immense conflagration, la nation, épargnée par les ravages de la guerre, était confiante dans sa mission sur son territoire et à l'étranger. Les dirigeants américains souhaitaient maintenir les institutions démocratiques qu'ils avaient défendues à tout prix et partager les bénéfices de la prospérité aussi largement que possible. Pour eux comme pour Henry Luce, éditeur de la revue *Time*, ce siècle était celui de l'Amérique.

Pendant vingt ans, la plupart des Américains restèrent persuadés que cette confiance était justifiée. Ils admirent le besoin d'adopter une position de force contre l'Union soviétique durant la guerre froide qui se déroula à partir de 1945. Ils approuvèrent l'élargissement des responsabilités de l'Etat et adhérèrent aux principes de l'Etat-providence formulés pour la première fois au cours du *New Deal*. La prospérité de l'après-guerre leur apporta une opulence sans précédent.

Mais, progressivement, certains commencèrent à mettre

en cause les opinions dominantes sur leur mode de vie. Des attaques lancées contre ces idées sur différents fronts ébranlèrent le consensus. Au cours des années 1950, les Afro-Américains, rejoints par d'autres minorités et par les femmes, revendiquèrent une plus grande part du rêve américain. Pendant la décennie suivante, des étudiants engagés se mirent à contester le rôle de leur pays à l'étranger, particulièrement dans la guerre destructrice contre le Vietnam ; simultanément, la contre-culture de la jeunesse remettait en cause les valeurs nationales. Certains Américains des milieux les plus divers cherchaient à établir un nouvel équilibre.

LES OBJECTIFS DE LA GUERRE FROIDE

Issue de désaccords tenaces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, la guerre froide fut la question politique la plus importante de l'après-guerre. En 1918, les troupes américaines avaient participé à une intervention alliée en Russie, aux côtés des forces antibolcheviques. Le régime communiste ne fut officiellement reconnu qu'en 1933. Même alors, la méfiance persista. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, néanmoins, les deux pays se retrouvèrent alliés et firent litière de leurs différends pour s'opposer à la menace nazie.

Les antagonismes ressurgirent à la fin de la guerre. Les Etats-Unis voulaient partager avec les autres pays leur conception de la liberté, de l'égalité et de la démocratie. Alors que le reste du monde était en proie aux bouleversements, à la guerre civile et à la dissolution des empires, la nation américaine se voulait un facteur de stabilité qui rendrait possible une reconstruction pacifique. Incapables d'oublier le spectre de la Grande Crise (1929-1940), les Etats-Unis proposaient au monde leurs convictions sur la liberté des échanges et cherchaient à éliminer les barrières commerciales non seulement pour écouler leurs excédents agricoles et industriels, mais aussi pour permettre aux pays de l'Europe occidentale d'exporter leurs produits afin de favoriser leur croissance économique. L'abaissement des barrières douanières, affirmait-on, alimenterait la croissance à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, et renforcerait la stabilité dans les pays amis.

De son côté, l'Union soviétique avait sa stratégie. La tradition historique de la Russie, qui la poussait à établir un gouvernement centralisé et autocratique, contrastait vivement avec les principes démocratiques en vigueur aux Etats-Unis. L'idéologie marxiste-léniniste, mise en veilleuse pendant la guerre, guidait encore la politique soviétique. Dévastée par un conflit où elle compta vingt millions de morts, l'URSS ne pensait qu'à rebâtir et à se protéger contre le retour d'une telle conflagration. Elle craignait en particulier une nouvelle invasion venue de l'Ouest. Après avoir repoussé les assauts de Hitler, les Soviétiques étaient résolus à se prémunir contre toute autre attaque. Ils exigèrent des frontières «défendables» et des régimes favorables à leurs propres objectifs en Europe de l'Est. Mais les Etats-Unis avaient promis d'assurer l'indépendance et l'autodétermination de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et des autres pays d'Europe centrale et orientale – et cela figurait au nombre de leurs objectifs de guerre.

LA PRESIDENCE DE HARRY TRUMAN

Harry Truman succéda à Franklin D. Roosevelt à la présidence avant la fin de la guerre. Cet homme sans prétentions, ancien sénateur démocrate du Missouri puis vice-président, se sentait, au départ, mal préparé à gouverner les Etats-Unis. Il possédait peu d'expérience en matière de politique internationale, et Roosevelt ne l'avait pas tenu au courant des affaires complexes de l'après-guerre. «Je n'ai pas les épaules assez larges pour ce poste», avait-il confié à un ancien collègue.

Mais Harry Truman se montra rapidement à la hauteur des circonstances. Avec une impulsivité naturelle, il se révéla capable de prendre des décisions rapides face aux difficultés. La devise qu'il avait placée sur son bureau de la Maison-Blanche, devenue célèbre dans les annales de la politique américaine – *The Buck Stops Here* (la responsabilité commence ici) – indiquait qu'il était prêt à assumer l'entière responsabilité de ses actes. Ses conceptions sur la politique vis-à-vis de l'Union soviétique eurent des conséquences importantes au début de la guerre froide.

LES ORIGINES DE LA GUERRE FROIDE

La guerre froide prit naissance avec les différends qui s'affirmèrent dès l'après-guerre, suscitant un climat de méfiance et de suspicion entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Le premier de ces conflits concernait la Pologne. Moscou exigeait un gouvernement soumis à son influence politique ; Washington souhaitait l'instauration d'un régime représentatif, sur le modèle occidental, qui assurerait une plus grande indépendance au pays. La conférence de Yalta, en février 1945, s'était conclue sur un accord très général, ouvert à diverses interprétations. Parmi ses dispositions figurait la promesse de convoquer des élections libres en Pologne.

Lors de sa première rencontre avec Viatcheslav Molotov, ministre soviétique des Affaires étrangères, le président Truman affirma qu'il était résolu à défendre le principe de l'autodétermination des Polonais et fit un sermon au diplomate soviétique sur le respect des accords de Yalta. Quand Molotov protesta : «On ne m'a jamais parlé comme ça de ma vie», Truman répliqua : «Appliquez les accords que vous avez signés et on ne vous parlera plus comme ça.» Les relations ne cessèrent de se détériorer à partir de là.

Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, les forces armées soviétiques occupaient toute l'Europe centrale et orientale. Moscou utilisa sa puissance militaire pour soutenir les efforts des partis communistes nationaux en Europe de l'Est et brimer les formations démocratiques. Les communistes dévoués à Moscou accrurent rapidement leur puissance et leur influence dans toute la région ; cette évolution connut son apogée lors du «coup de Prague» de 1948 qui imposa un régime communiste à la Tchécolovaquie.

Maintes déclarations publiques jalonnèrent le début de la guerre froide. En 1946, Staline affirma que la paix internationale était impossible «compte tenu du développement capitaliste de l'économie mondiale». Winston Churchill, Premier ministre de la Grande-Bretagne pendant la guerre, prononça un discours mémorable à Fulton, dans le Missouri, en présence de Harry Truman. «De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, déclara Churchill, un rideau de fer s'est abaissé sur le continent, désormais coupé en deux.» Les peuples anglophones, déclara-t-il, devaient travailler ensemble pour s'opposer à la menace soviétique.

L'ENDIGUEMENT

La politique américaine, dans les années de l'après-guerre, consista à contenir l'Union soviétique. George Kennan, l'un des principaux représentants des Etats-Unis à l'ambassade américaine de Moscou, définit cette politique dans un long télégramme qu'il adressa au département d'Etat en 1946. Il développa son analyse lors de son retour aux Etats-Unis dans un article publié sous la signature «X» par la prestigieuse revue *Foreign Affairs*. Evoquant le sentiment traditionnel d'insécurité des Russes, le diplomate alléguait que l'Union soviétique n'assouplirait sa position dans aucune circonstance. Moscou, écrivait-il, «croyait avec fanatisme qu'il ne pouvait y avoir de *modus vivendi* avec les Etats-Unis et qu'il était souhaitable et nécessaire de bouleverser l'harmonie interne de notre société [américaine]». George Kennan ajoutait qu'il fallait mettre un terme aux pressions exercées par Moscou «en endiguant avec fermeté et vigilance les tendances expansionnistes russes…»

La première application importante de la politique de l'endiguement (*containment*) se produisit en Méditerranée orientale. Après la guerre, la Grande-Bretagne avait accordé son soutien à la Grèce, livrée à une guerre civile opposant les forces communistes au gouvernement monarchiste. Elle avait aussi apporté son appui à la Turquie, où l'Union soviétique exerçait de fortes pressions pour obtenir des concessions territoriales et le droit d'établir des bases navales sur le Bosphore. En 1947, l'Angleterre fit savoir aux Etats-Unis qu'elle ne pouvait poursuivre cette aide. Rapidement, le département d'Etat mit sur pied un plan d'assistance.

Truman déclara alors devant le Congrès : «Je crois que les Etats-Unis doivent apporter une aide aux peuples libres qui résistent aux tentatives d'asservissement, qu'elles soient le fait de minorités armées ou de pressions extérieures.» Le Congrès appuya cette politique, qui porta par la suite le nom de «doctrine Truman», et vota une autorisation de crédits de 400 millions de dollars pour l'aide économique et militaire destinée à la Grèce et à la Turquie.

Pourtant, Harry Truman et la société américaine durent payer un prix pour cette victoire. Pour s'assurer l'adhésion du peuple américain à la politique de l'endiguement, le Président avait surestimé la menace communiste. En retour, ses

déclarations déclenchèrent une vague d'anticommunisme hystérique annonçant le maccarthysme.

L'endiguement exigeait également que les Etats-Unis fournissent une aide économique considérable à l'Europe de l'Ouest dévastée par la guerre. La plupart des pays de cette partie du monde étant économiquement et politiquement instables, les Etats-Unis craignaient de voir les partis communistes locaux, dirigés par Moscou, se prévaloir de leur résistance envers les nazis pour arriver au pouvoir. Il fallait faire quelque chose, comme le souligna le secrétaire d'Etat George Marshall, car «le patient agonise pendant que les médecins délibèrent». Marshall avait été chef d'état-major des forces armées américaines et la victoire militaire américaine au cours de la Seconde Guerre mondiale lui fut attribuée. Vers le milieu de l'année 1947, il demanda aux pays européens en difficulté de mettre au point un programme «qui ne serait pas conçu contre un pays ou une doctrine quelconque mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos». Les Soviétiques participèrent à la première conférence préparatoire, puis se retirèrent pour ne pas avoir à fournir de données économiques sur leurs ressources et leurs déboires ni à soumettre aux vérifications de l'Occident la dotation des fonds de l'aide. Les seize autres nations présentes formulèrent des demandes qui se montèrent à dix-sept milliards de dollars échelonnés sur une période de quatre ans. Au début de 1948, le Congrès décida de contribuer au redressement économique de l'Europe et adopta le «plan Marshall», considéré comme l'une des initiatives de politique étrangère les plus réussies de toute l'histoire des Etats-Unis.

L'Allemagne de l'après-guerre fut divisée en quatre zones d'occupation, américaine, soviétique, britannique et française ; Berlin, l'ancienne capitale allemande, également divisée en quatre secteurs, était presque au cœur de la zone soviétique. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient envisagé d'unifier leurs zones en une seule république autonome, mais l'Union soviétique s'opposa à tout projet de réunification allemande et la conférence ministérielle des quatre puissances convoquée pour discuter du sort de Berlin se solda par un échec. Lorsque les Occidentaux décidèrent de créer un Etat fédéral dans leurs zones, Staline riposta. Le

23 juin 1948, les forces soviétiques entreprirent le blocus de la ville vers l'Ouest.

Les dirigeants américains craignaient que la perte de Berlin ne prélude à celle de l'Allemagne, voire de l'Europe tout entière. Déterminées à agir, les armées de l'air alliées mirent en place un pont aérien pour ravitailler la ville. Les appareils américains, français et britanniques transportèrent près de 2 250 000 tonnes de marchandises, y compris des vivres et du charbon. Staline leva le blocus au bout de 231 jours alors que 277 264 vols avaient été effectués.

Mais l'influence soviétique en Europe de l'Est était devenue un sujet d'alarme permanent pour l'Occident. Les Etats-Unis prirent l'initiative de créer une alliance militaire, destinée à accompagner les efforts économiques déployés en vue de l'endiguement du communisme. En 1949, les Etats-Unis et onze autres nations fondèrent l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), alliance reposant sur le principe de la sécurité collective. Toute attaque contre l'un des membres serait considérée comme une attaque contre tous et déclencherait une riposte militaire.

L'année suivante, Washington précisa ses objectifs en matière de défense. Le Conseil national de sécurité rédigea un document qui donna une nouvelle orientation à la politique de sécurité des Etats-Unis. Avançant l'hypothèse que «l'Union soviétique était engagée dans un effort fanatique pour s'emparer du pouvoir dans tous les pays, partout où cela était possible», le document invitait les Etats-Unis à se porter au secours des nations alliées, dans toute partie du monde où l'une d'elles serait menacée par les Soviétiques. Washington accrut alors son budget militaire de manière considérable afin de parer aux agressions soviétiques contre l'Europe et contre la présence américaine, britannique et française à Berlin-Ouest.

LA GUERRE FROIDE EN ASIE ET AU MOYEN-ORIENT

Tout en cherchant à empêcher l'idéologie communiste de recruter de nouveaux sympathisants en Europe, les Etats-Unis durent faire face à d'autres menaces ailleurs dans le monde. En Chine, les Américains étaient préoccupés par

l'avancée de Mao Zedong et de son parti communiste. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement nationaliste de Tchang Kaï-chek et les forces communistes avaient poursuivi leur guerre civile alors même qu'ils luttaient ensemble contre les Japonais. Tchang Kaï-chek avait été l'allié des Etats-Unis pendant la guerre, mais le soutien américain ne pouvait parvenir à sauver un gouvernement désespérément inefficace et corrompu. Lorsque Mao s'empara du pouvoir en 1949 et déclara que le nouveau régime soutiendrait l'Union soviétique contre «l'impérialisme» américain, le déferlement du communisme sembla inéluctable, du moins sur le continent asiatique.

Puis ce fut la guerre de Corée, qui provoqua un conflit armé entre les Etats-Unis et la Chine. Les Alliés avaient divisé la Corée le long du 38e parallèle, après l'avoir libérée du Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Union soviétique avait reçu la reddition des forces japonaises au nord du parallèle et les Etats-Unis au sud. Cette démarcation, décidée pour des raisons militaires pratiques, devint presque infranchissable à mesure que s'aggravaient les tensions de la guerre froide. Chacune des deux grandes puissances établit un gouvernement dans sa zone d'occupation et prolongea son soutien après avoir évacué le pays.

En juin 1950, les troupes nord-coréennes franchirent le 38e parallèle et envahirent Séoul. Le président Truman, considérant que la Corée du Nord était un pion des Soviétiques sur l'échiquier mondial, ordonna au général Douglas MacArthur de débarquer en Corée. Simultanément, les Etats-Unis obtenaient l'adoption d'une résolution des Nations unies désignant la Corée du Nord comme l'agresseur.

La guerre se déroula en dents de scie. Les forces coréennes et américaines furent d'abord repoussées vers le sud, dans une enclave autour de Pusan. Un débarquement à Inchon, le port de Séoul, refoula les Nord-Coréens. Les combats se rapprochant de la frontière chinoise, la Chine entra en guerre. Les forces des Nations unies, essentiellement américaines, se replièrent une nouvelle fois après de sanglants combats, puis menèrent une contre-offensive et repoussèrent l'envahisseur au-delà du 38e parallèle.

Le général MacArthur, enfreignant le principe de la

suprématie du pouvoir civil sur les militaires, se fit l'avocat d'une offensive contre la Chine et d'une aide aux forces nationalistes chinoises. Le président Truman l'accusa d'insubordination. Relevé de son commandement, il fut remplacé par le général Matthew Ridgeway. Les enjeux de la guerre froide paraissaient très élevés mais l'effort du gouvernement, soucieux de ne pas élargir le conflit, entraîna un sentiment de frustration chez nombre d'Américains qui ne comprenaient pas la raison de cette retenue. Les sondages révélèrent une forte baisse de popularité du Président.

Les pourparlers d'armistice commencèrent en juillet 1951 et les deux camps finirent par conclure un accord en juillet 1953, au cours du premier mandat de Dwight Eisenhower, qui succéda à Harry Truman à la Maison-Blanche.

Les affrontements de la guerre froide s'étendaient également au Moyen-Orient. Cette région, d'une grande importance stratégique en raison de ses réserves de pétrole, montra sa vulnérabilité en 1946, quand les troupes soviétiques refusèrent de quitter l'Iran comme prévu, même après le retrait des forces américaines et anglaises. Les Etats-Unis demandèrent alors à l'ONU de condamner l'occupation soviétique. La présence de chars soviétiques ayant été observée dans la région, Washington se prépara à un affrontement direct. Devant la détermination des Américains, les Soviétiques retirèrent leurs troupes.

En 1948, les Etats-Unis reconnaissaient le nouvel Etat d'Israël. Cette décision fut prise par Harry Truman malgré la vive opposition de George Marshall et du département d'Etat. Tout en gardant des relations étroites avec Israël, les Etats-Unis s'efforcèrent de conserver des rapports amicaux avec les Etats arabes opposés à la création de l'Etat hébreu.

EISENHOWER ET LA GUERRE FROIDE

Dwight D. Eisenhower, entré à la Maison-Blanche en 1953, était très différent de son prédécesseur. Ce héros de la Seconde Guerre mondiale avait des manières naturelles et familières qui contribuèrent à sa popularité. Après la guerre, il avait été nommé chef d'état-major de l'armée de terre, président de l'université Columbia et enfin chef des forces

de l'OTAN avant d'obtenir l'investiture du parti républicain comme candidat à la présidence. Malgré ses talents de rassembleur, il chercha à limiter son rôle dans la vie publique.

Eisenhower partageait cependant les conceptions de Truman en matière de politique étrangère. Il considérait lui aussi le communisme comme une force monolithique luttant pour l'hégémonie mondiale, et il était convaincu que Moscou orchestrait une révolution planétaire.

Estimant que la politique d'endiguement n'allait pas assez loin pour mettre un terme à l'expansion soviétique, le président Eisenhower et son secrétaire d'Etat John Foster Dulles se déclarèrent en faveur d'une politique de libération plus agressive afin d'affranchir les peuples du joug du communisme. En dépit de cette rhétorique, quand des éléments démocratiques se soulevèrent contre la domination soviétique – comme en Hongrie en 1956 – les Etats-Unis se tinrent en retrait pendant que l'URSS écrasait les insurrections.

Résolu néanmoins à endiguer le communisme, Eisenhower donna une importance accrue au développement d'un bouclier nucléaire. Le projet Manhattan, pendant la Seconde Guerre mondiale, avait permis de fabriquer les premières bombes atomiques. En 1950, Truman avait autorisé la mise au point d'une arme nouvelle et encore plus puissante : la bombe à hydrogène. Soucieux de limiter les dépenses budgétaires, Eisenhower proposa une politique de «représailles massives» : les Etats-Unis seraient prêts à utiliser les armes atomiques si la nation ou ses intérêts vitaux étaient menacés.

Dans la pratique, le président Eisenhower fit cependant montre de grande prudence et rejeta toute suggestion concernant l'emploi d'armes nucléaires en Indochine, d'où les Français furent chassés par les forces communistes vietnamiennes en 1954, ou à Taïwan où les Etats-Unis avaient promis de défendre le régime nationaliste chinois contre toute attaque de la République populaire de Chine.

Au Moyen-Orient, Eisenhower s'opposa à l'usage de la force quand, en 1956, après la nationalisation du canal de Suez par l'Egypte, les armées britanniques et françaises occupèrent le canal, tandis qu'Israël envahissait le Sinaï. Les Etats-Unis firent pression pour que les trois parties évacuent l'Egypte qui garda le contrôle du canal.

LA GUERRE FROIDE SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Si elle façonna la politique étrangère des Etats-Unis, la guerre froide eut également de graves effets sur la politique intérieure. Les Américains craignaient depuis longtemps la subversion d'extrémistes de gauche ; pendant la période de la «terreur rouge», vers 1920, le gouvernement avait tenté d'éliminer ce qu'il considérait comme une menace envers la société américaine. Les efforts déployés pour éradiquer toute trace du communisme aux Etats-Unis redoublèrent après la Seconde Guerre mondiale.

Les événements internationaux et certains scandales causés par des actes d'espionnage contribuèrent à l'hystérie anticommuniste de l'époque. En 1949, l'URSS ayant fait exploser sa propre bombe atomique, les Américains étaient prêts à croire qu'ils allaient être la cible d'une attaque soviétique. En 1948, Alger Hiss, ancien adjoint du secrétaire d'Etat et conseiller de Roosevelt à Yalta, fut accusé d'espionnage par Whitaker Chambers, un ancien agent soviétique. Il nia mais fut condamné en 1950 pour parjure. La même année, le gouvernement découvrit un réseau d'espionnage anglo-américain qui avait transmis à l'URSS des documents sur la fabrication de la bombe atomique. L'arrestation et le procès d'Ethel et de Julius Rosenberg, accusés d'avoir révélé des secrets atomiques, renforcèrent le sentiment d'un danger communiste à l'intérieur du pays. Le ministre de la Justice, J. Howard McGrath, déclara qu'il y avait aux Etats-Unis un grand nombre de communistes américains, chacun étant porteur «d'un germe de mort pour la société».

Déjà en 1946, quand les républicains remportèrent les élections législatives intermédiaires, semblant tout prêts à entamer des enquêtes sur les activités subversives dans le pays, la Maison-Blanche avait mis sur pied un programme destiné à tester le loyalisme des fonctionnaires fédéraux. Les employés, sommés de répondre de leurs activités passées et présentes, n'avaient guère la possibilité de se défendre.

Le Congrès se lança dans ses propres investigations. En 1947, la commission de lutte contre les activités antiaméricaines de la Chambre des représentants enquêta dans les milieux cinématographiques pour déterminer si des sentiments favorables au communisme transparaissaient dans les films populaires. Certains scénaristes refusant de témoigner

devant la commission furent condamnés pour refus de comparaître et emprisonnés. Hollywood capitula et refusa d'embaucher quiconque ayant eu des activités un tant soit peu douteuses.

Le militant anticommuniste le plus virulent fut Joseph R. McCarthy, sénateur républicain du Wisconsin. Il attira l'attention en 1950, en déclarant qu'il possédait une liste de 205 sympathisants communistes au sein du département d'Etat. McCarthy changea ce chiffre à plusieurs reprises et ne put jamais fournir de preuves à l'appui de ses accusations, mais il avait touché une corde sensible dans l'opinion.

Le maccarthysme gagna en puissance quand le parti républicain devint majoritaire au Sénat en 1952. Porté à la tête de la commission de lutte contre les activités antiaméricaines, McCarthy avait maintenant une tribune pour mener sa croisade. Utilisant largement la presse et la télévision, il alla jusqu'à accuser de trahison certains hauts fonctionnaires.

La moitié de l'opinion publique le soutenait, mais il dépassa la mesure en s'attaquant à l'armée des Etats-Unis parce que l'un de ses adjoints avait été appelé sous les drapeaux. La télévision retransmit les séances de la commission. Les Américains purent alors constater la brutalité des tactiques de McCarthy et le privèrent de leur soutien ; le Sénat finit par condamner son comportement.

Jusqu'alors, McCarthy avait exercé un pouvoir énorme aux Etats-Unis. Il avait jeté en pâture des boucs émissaires à ceux qu'inquiétaient l'impasse coréenne ou les avancées communistes, exacerbé les craintes qu'avait soulevées le gouvernement Truman lors de sa campagne anticommuniste et légitimé des procédés souvent utilisés contre des victimes innocentes. En d'autres termes, le maccarthysme avait représenté les pires excès de la politique intérieure américaine au cours de la guerre froide.

L'ECONOMIE DE L'APRES-GUERRE : 1945-1960

Pendant les quinze années de guerre froide qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis enregistrèrent une croissance économique phénoménale. Le conflit avait amené le retour de la prospérité, aussi les Etats-Unis étaient-ils

sans conteste la nation la plus riche du monde. Le produit national brut, mesure de la valeur globale des biens et services produits dans un pays, passa de 200 milliards de dollars environ en 1940 à 300 milliards dix ans plus tard, puis à plus de 500 milliards en 1960. La classe moyenne américaine s'était considérablement élargie.

Cette croissance était due à des facteurs divers. L'industrie automobile était l'un d'eux, la production annuelle ayant quadruplé entre 1946 et 1955. Le bâtiment, stimulé en partie par une politique de prêts au logement à des taux privilégiés pour les militaires démobilisés, avait contribué à alimenter l'expansion. L'augmentation des dépenses militaires, avec l'intensification de la guerre froide, joua aussi un rôle.

Après 1945, les grandes sociétés américaines se développèrent encore davantage. Plusieurs fusions avaient déjà eu lieu vers la fin du XIXe siècle et pendant les années 1920 ; il y en eut d'autres au cours des années 1950. De nouveaux conglomérats – c'est-à-dire des entreprises ayant des avoirs dans plusieurs secteurs industriels – montrèrent l'exemple. International Telephone and Telegraph racheta les hôtels Sheraton ; la société alimentaire Continental Baking se porta notamment acquéreur de Hartford Fire Insurance et d'Avis Rent-a-Car. Plus modestes, les franchises comme la chaîne de restauration rapide McDonald's ajoutèrent une dimension nouvelle à la scène commerciale. Par ailleurs, les grandes sociétés commencèrent à s'implanter outre-mer où les salaires étaient souvent plus bas.

Les conditions de vie des travailleurs évoluèrent à mesure que se modifiait l'Amérique industrielle. Alors que le secteur de la production se mécanisait, celui des services exigeait une main-d'œuvre croissante. En 1956, la population active comptait déjà une majorité de «cols blancs», principalement dans les services administratifs, privés ou publics, l'enseignement ou le commerce. Certaines entreprises offraient un salaire annuel garanti et des contrats d'embauche à long terme. Tous ces changements affaiblirent le militantisme syndicaliste et certaines distinctions de classe commencèrent à s'estomper.

Quant au monde rural, il affrontait des temps difficiles. L'augmentation de la productivité entraînait le regroupement

des exploitations et l'agriculture devenait une industrie. La concurrence se fit rude pour les exploitations familiales et de nombreux cultivateurs durent abandonner la terre.

L'exode toucha aussi d'autres Américains. Au cours de l'après-guerre, l'Ouest et le Sud-Ouest continuèrent à se développer, tendance qui se poursuivit jusqu'à la fin du siècle. Les villes du Sud comme Houston, Miami, Albuquerque, Tucson et Phoenix s'étendaient rapidement ; leur croissance résultait dans une large mesure de la mise en place d'installations militaires dans la région. Los Angeles supplanta Philadelphie, en Pennsylvanie, au rang de troisième ville des Etats-Unis. En 1963, la Californie possédait plus d'habitants que l'Etat de New York.

Un mouvement de population plus important encore se produisit : les familles, agrandies par le baby-boom, se mirent à quitter les villes pour s'installer dans les nouvelles banlieues où elles espéraient trouver des logements abordables. Des promoteurs comme William J. Levitt bâtirent des villes nouvelles. Grâce aux techniques de production en série, les maisons de Levitt étaient préfabriquées, voire partiellement assemblées en usine, plutôt que construites sur place. Les pavillons étaient simples, mais ces techniques permirent de réduire considérablement les coûts et de nouveaux acquéreurs purent ainsi accéder à une partie du rêve américain.

A mesure que les banlieues se développaient, les commerces s'y installaient. De vastes centres commerciaux, qui regroupaient une grande diversité de magasins, modifièrent les habitudes des consommateurs. On en comptait huit vers la fin de la Seconde Guerre mondiale et 3 840 en 1960. Grâce aux vastes aires de stationnement et aux heures d'ouverture tardives, on pouvait s'y approvisionner sans avoir besoin de se rendre en ville.

Les nouvelles autoroutes permettaient d'accéder plus facilement aux banlieues et aux commerces. Avec le *Highway Act* de 1956, vingt-six milliards de dollars furent dégagés pour les travaux publics les plus vastes de toute l'histoire des Etats-Unis : il s'agissait de construire plus de 64 000 kilomètres de routes fédérales pour relier les différentes régions du pays.

La télévision exerça également des effets puissants sur

les habitudes sociales et économiques. Mise au point pendant les années 1930, elle ne fut largement commercialisée qu'après la guerre. En 1946, il y avait moins de 17 000 téléviseurs aux Etats-Unis. Trois années plus tard, il s'en vendait 250 000 par mois et en 1960 les trois quarts des foyers américains possédaient au moins un poste. Vers le milieu de la décennie, la famille américaine moyenne regardait la télévision pendant quatre ou cinq heures par jour. Les Américains de tous âges devinrent ainsi la cible de messages publicitaires de plus en plus raffinés pour des produits dont on vantait quotidiennement les vertus.

LE *FAIR DEAL*

Le *Fair Deal,* c'est ainsi que Harry Truman avait appelé son programme de politique intérieure. A la suite du *New Deal* de Roosevelt, Truman croyait qu'il appartenait au gouvernement fédéral de garantir le succès économique et la stabilité sociale, et il se battit pour atteindre ces objectifs, face à une opposition politique féroce et à des législateurs conservateurs décidés à réduire le rôle de l'Etat.

Au lendemain de la guerre, la principale priorité du président Truman fut d'assurer la transition vers une économie de paix. Les soldats démobilisés se virent confrontés à de nombreux problèmes de logement et d'emploi. Le projet de loi sur les anciens combattants, intitulé *G.I. Bill,* adopté à la fin de la guerre, facilita leur réinsertion dans la vie civile, en prévoyant des prêts pour l'acquisition d'un logement ainsi qu'une aide financière pour une formation professionnelle ou des études universitaires.

L'agitation sociale était plus inquiétante. Avec la fin du conflit et de l'effort de guerre, beaucoup de travailleurs se retrouvèrent sans emploi ; d'autres exigèrent les augmentations de salaire qu'ils avaient trop longtemps attendues à leur goût. En 1946, 4 600 000 travailleurs firent grève, une première dans l'histoire des Etats-Unis. Des conflits éclatèrent dans les industries automobile, sidérurgique et électrique. Quand les grèves s'étendirent aux chemins de fer et aux mines de charbon, Harry Truman intervint, s'aliénant ainsi des millions d'Américains parmi les classes laborieuses.

Tout en traitant les problèmes immédiats les plus pressants, Truman avait établi un vaste plan d'action. Dans les quelques jours qui suivirent la fin de la guerre, il présenta au Congrès un programme en vingt et un points qui prévoyait une protection contre les pratiques déloyales des employeurs, une augmentation du salaire minimum, des indemnités de chômage et une aide au logement. Au cours des mois suivants, de nouvelles propositions concernant l'assurance maladie et l'énergie atomique y furent ajoutées. Mais ces efforts, éparpillés, empêchèrent les priorités politiques du Président de se dégager clairement.

Les républicains furent prompts à l'attaque. Aux législatives de 1946, ils demandèrent à leurs électeurs : «Vous en avez assez ?» La réponse fut affirmative. Pour la première fois depuis 1928, les républicains obtinrent la majorité dans les deux chambres et ils résolurent de renverser les orientations progressistes des années rooseveltiennes.

Harry Truman se battit contre le pouvoir législatif qui souhaitait comprimer les dépenses et augmenter les impôts. Lorsqu'il sollicita sa réélection, en 1948, Truman obtint, contrairement aux sondages indiquant qu'il n'avait aucune chance de l'emporter, l'un des plus grands succès de toute l'histoire de la politique américaine en écrasant le candidat républicain, Thomas Dewey, gouverneur de l'Etat de New York. C'est en ressuscitant la vieille coalition du *New Deal* et en regroupant les travailleurs, les agriculteurs et les Noirs que Truman s'était fait élire pour un second mandat.

Quand le Président abandonna ses fonctions en 1953, force fut de constater que son *Fair Deal* avait remporté un succès mitigé. Certes, en juillet 1948, il avait interdit toute discrimination raciale en matière d'embauche au sein du gouvernement fédéral et mis un terme à la ségrégation dans les forces armées. Le salaire minimum avait été augmenté et la sécurité sociale élargie. En revanche, dans le secteur du logement, son programme était loin des objectifs proposés. Surtout, Truman n'avait pu faire adopter par le Congrès son régime national d'assurance maladie et ses mesures d'aide à l'enseignement. Les problèmes de la guerre froide avaient mobilisé toute son attention et gêné son action dans le domaine de la politique intérieure, face à une forte opposition.

LE STYLE EISENHOWER

Dwight Eisenhower accepta le cadre des responsabilités gouvernementales établies par le *New Deal,* mais il chercha à limiter le rôle présidentiel. Il se disait d'un «conservatisme dynamique» ou d'un «républicanisme moderne», c'est-à-dire, expliquait-il, qu'il était «conservateur pour les questions d'argent et progressiste sur le plan humain». Selon l'un de ses détracteurs, Eisenhower semblait signifier ainsi «qu'il recommandait vivement la construction d'écoles … mais sans fournir de crédits».

La grande priorité d'Eisenhower fut d'équilibrer le budget après des années de déficit. Il voulait réduire les dépenses, abaisser les impôts et maintenir la valeur du dollar. Les républicains, prêts à risquer le chômage pour maîtriser l'inflation, hésitèrent à stimuler l'économie et infligèrent au pays trois récessions en huit ans.

Par ailleurs, la responsabilité des forages de pétrole en mer, qui était l'apanage du gouvernement fédéral, passa aux Etats. Contrairement à la politique antérieure des démocrates, l'exploitation privée des sources d'énergie fut encouragée. Tout ce qu'entreprit le gouvernement Eisenhower fut favorable au secteur privé.

La tendance du Président à réduire son rôle dans les affaires publiques le conduisit souvent à des impasses en matière de législation. Pourtant, il ne ménagea aucun effort pour faire aboutir ses programmes. Il fut aussi l'un des rares présidents dont la popularité resta intacte pendant toute la durée de son mandat.

LES ANNEES 1950

Au cours des années 1950, la société américaine fut envahie par le conformisme. Les jeunes comme leurs aînés observaient les normes du groupe plutôt que de s'affirmer individuellement. Certes, les hommes et les femmes avaient été contraints d'accepter de nouvelles conditions d'emploi pendant la Seconde Guerre mondiale, mais une fois les hostilités finies ils reprirent leurs rôles traditionnels. Les hommes étaient censés être le soutien de famille ; les femmes, même quand elles travaillaient, pensaient que leur véritable place était au foyer. Dans un livre qui fit autorité, *La Foule*

solitaire, le sociologue David Riesman analysa l'importance que chacun accorde au jugement de ses pairs au sein de son groupe social. Cette société nouvelle, où chacun était «dirigé par autrui», assurait une certaine stabilité mais conduisait aussi au conformisme. La télévision avait contribué à homogénéiser toutes les tendances en fournissant aux jeunes et aux moins jeunes une expérience commune fondée sur des modèles sociaux admis.

Cependant, tous les Américains ne se contentèrent pas de ces normes culturelles. Un certain nombre d'écrivains, qui se réclamaient de la *Beat Generation*, se révoltèrent contre les valeurs traditionnelles ; au nom de la spontanéité et de la spiritualité, ils revendiquaient l'intuition plus que la raison, le mysticisme oriental plus que la religion institutionnalisée de l'Occident. Les beatniks ont remis en question les modèles de la respectabilité et ont choqué le monde culturel.

Leur œuvre littéraire montre un sentiment de liberté. Jack Kerouac avait dactylographié sur un rouleau de papier de soixante-quinze mètres de long son célèbre roman, *Sur la route*. Avec un souverain mépris pour la ponctuation et le découpage traditionnel du texte en paragraphes, l'écrivain y exaltait la vie libre. Le poète Allen Ginsberg se tailla une réputation similaire pour son poème «Howl», critique cinglante de la civilisation moderne et mécanisée. Quand la police le traîna devant les tribunaux pour propos obscènes et fit saisir les exemplaires publiés, Ginsberg gagna son procès et fut salué par toute la nation.

Les musiciens et les artistes se révoltèrent eux aussi. Un chanteur du Tennessee, Elvis Presley, popularisa la musique des Noirs par le biais du rock and roll et choqua les Américains plus guindés avec sa coiffure et ses déhanchements. Par ailleurs, il montra, avec d'autres chanteurs de rock, qu'il y avait un public blanc pour la musique noire, portant ainsi témoignage d'une assimilation culturelle croissante. Des peintres comme Jackson Pollock, faisant fi du chevalet, peignaient à même le sol de gigantesques toiles qu'ils éclaboussaient de couleur, de sable et d'autres matériaux. Tous ces artistes et écrivains, quel que fût leur moyen d'expression, fournirent des modèles à la révolution sociale plus profonde et plus vaste des années 1960.

LES ORIGINES DU MOUVEMENT POUR LES DROITS CIVIQUES

Au cours des années de l'après-guerre, l'agitation grandit parmi les Afro-Américains. Pendant le conflit, ils avaient contesté la discrimination dans les forces armées et dans le monde du travail, ce qui leur avait valu des progrès limités. Des millions de Noirs avaient abandonné leurs champs dans le Sud pour se diriger vers les villes du Nord où ils espéraient obtenir de meilleurs emplois. Ils y avaient trouvé au contraire des taudis surpeuplés. A leur retour, les anciens combattants étaient résolus à ne plus rester des citoyens de second ordre et d'autres Noirs affirmaient qu'il était temps d'établir l'égalité raciale.

Le sportif Jackie Robinson posa spectaculairement la question raciale en 1947. Brisant les préjugés, il commença à jouer dans les grandes équipes nationales de base-ball. Avec le club des Brooklyn Dodgers, il fut souvent en butte aux persécutions de ses adversaires, parfois même de ses coéquipiers. Mais, après les prestations remarquables de sa première saison, il fut accepté définitivement et ouvrit la voie à d'autres joueurs noirs qui abandonnèrent désormais les clubs «noirs» où ils avaient été confinés.

Les membres du gouvernement, comme de nombreux Américains, découvraient le rapport entre les problèmes raciaux et la politique de la guerre froide. Placés à la tête du monde libre, les Etats-Unis cherchaient des partisans en Afrique et en Asie. La discrimination sur leur propre territoire les empêchait de se faire aisément des amis dans d'autres parties du monde.

Harry Truman avait soutenu le mouvement en faveur des droits civiques. Il croyait à l'égalité politique, mais pas à l'égalité sociale, et il reconnaissait l'importance croissante du vote des Noirs dans les villes. Quand il fut informé en 1946 de lynchages et d'autres formes de violences collectives dans le Sud, il désigna une commission des droits civiques chargée d'enquêter sur les discriminations fondées sur la race ou la religion. Dans le rapport qu'elle publia l'année suivante, la commission établit que les Noirs étaient encore traités comme des citoyens de seconde zone dans la société américaine et affirma que le gouvernement fédéral devait faire respecter les droits garantis à tous les citoyens.

Truman fit alors parvenir au Congrès un programme lé-

gislatif en dix points sur les droits civiques. Les démocrates sudistes, furieux de voir que le Président prenait position en faveur des Noirs et de leurs droits, abandonnèrent le parti en 1948. Néanmoins, Truman signa un décret interdisant toute discrimination dans la fonction publique fédérale, ordonna l'égalité de traitement dans les forces armées et désigna une commission chargée d'abolir la ségrégation chez les militaires. Les dernières restrictions, à cet égard, furent levées pendant la guerre de Corée.

Les Noirs, dans le Sud, ne bénéficiaient guère de droits civiques ni politiques. Plus de un million de soldats noirs avaient combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, mais ceux qui rentrèrent dans le Sud ne furent pas autorisés à voter. Ceux qui tentaient de s'inscrire sur les listes électorales s'exposaient à des représailles physiques, à la perte de leur emploi, à un refus de crédit ou à l'éviction de leur terre. Il y avait encore des lynchages. En outre, les lois «Jim Crow» permirent de maintenir la ségrégation raciale dans les transports publics, les trains, les hôtels, les restaurants, les hôpitaux, les centres de loisirs et les lieux de travail.

LA DESEGREGATION

Les Noirs prirent alors leur propre destinée en main. L'Association for the Advancement of Colored People (NAACP) était déterminée à renverser la jurisprudence établie lors du procès *Plessy c. Ferguson* en 1896. Par cet arrêt, la Cour suprême avait déclaré que la ségrégation dans les écoles n'avait rien d'anticonstitutionnel si les établissements scolaires étaient «séparés mais égaux». Cette formule, utilisée depuis plusieurs décennies, maintenait une ségrégation rigide dans le Sud, où les établissements étaient rarement égaux.

Les Noirs atteignirent leur objectif en 1954, année où la Cour suprême que présidait un magistrat nommé par Eisenhower, Earl Warren, rendit l'arrêt *Brown c. Board of Education*. La Cour déclara à l'unanimité que «des établissements séparés sont par nature inégaux» et décréta que le principe «séparés mais égaux» ne pourrait plus s'appliquer aux écoles publiques. Un an plus tard, elle exigeait que les conseils scolaires locaux appliquent la décision «avec diligence».

Bien que comprenant les difficultés du Sud pour s'adapter à cette évolution radicale, Eisenhower agit rapidement pour faire respecter la loi. Il ordonna la déségrégation des écoles de Washington pour donner l'exemple au reste du pays et s'efforça de mettre également un terme à la discrimination dans bien d'autres domaines.

Il lui fallut faire face à une crise majeure à Little Rock, dans l'Arkansas, en 1957. Juste avant la mise en œuvre d'un plan de déségrégation prévoyant l'admission de neuf élèves noirs dans le lycée de la ville jusqu'alors réservé aux jeunes blancs, le gouverneur, prétextant une menace à l'ordre public, disposa des membres de la garde nationale de l'Arkansas autour de l'établissement afin d'empêcher les élèves noirs d'y accéder. Un tribunal fédéral ordonna aux troupes de se retirer et les élèves noirs se rendirent au lycée, mais ils furent reçus par des foules hostiles et provocantes qui les contraignirent à faire marche arrière.

Eisenhower fit alors placer la garde nationale sous l'autorité fédérale en la rappelant à Little Rock. Il n'adopta pas une telle politique sans réticence, car aucune troupe fédérale n'avait été utilisée pour protéger les droits des Noirs depuis la fin de la reconstruction. Mais il savait qu'il n'avait pas le choix. Aussi la déségrégation commença-t-elle sous la protection des soldats en faction dans les salles de classe, pour assurer le respect des lois.

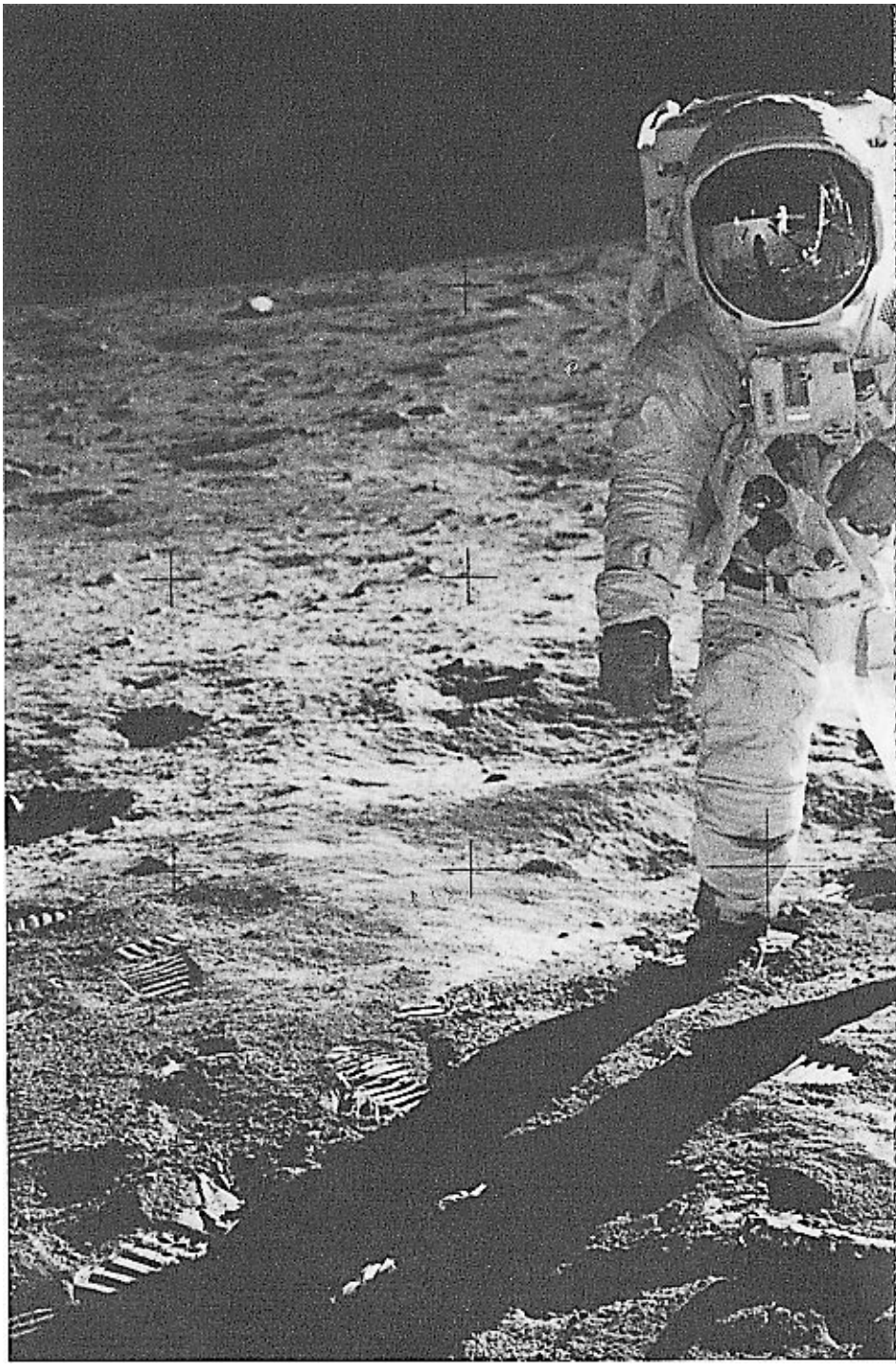
Une autre date importante marqua le mouvement en faveur des droits civiques, le jour où Rosa Parks, couturière noire de quarante-deux ans et secrétaire de la section locale de la NAACP, prit place dans un autobus à l'avant, dans la partie réservée par la loi et par la coutume aux Blancs. Cela se passait en 1955, à Montgomery, dans l'Alabama. Elle refusa d'obéir lorsqu'on lui ordonna de s'asseoir à l'arrière. La police l'arrêta pour avoir enfreint les lois sur la ségrégation. Les dirigeants noirs, qui attendaient une occasion de ce genre, organisèrent le boycott des transports publics. Martin Luther King, jeune pasteur de l'église baptiste où se rencontraient les Noirs, se fit le porte-parole des protestataires. «Il vient un moment, dit-il, où les peuples sont las de vivre sous la botte impitoyable de l'oppression.» Martin Luther King fut arrêté, comme il allait encore l'être de multiples fois, mais

les Noirs de Montgomery appliquèrent le boycott et firent perdre à la compagnie des autobus 65 % de son chiffre d'affaires. Environ un an plus tard, la Cour suprême décréta que la ségrégation dans les autobus était aussi anticonstitutionnelle que la ségrégation scolaire. Le boycott prit fin. Le mouvement en faveur des droits civiques avait remporté des victoires importantes et découvert son chef le plus éloquent, le plus réfléchi et le plus puissant en la personne de Martin Luther King.

Les Afro-Américains cherchèrent aussi à obtenir le droit de vote. Bien que le Quinzième Amendement à la Constitution des Etats-Unis garantisse ce droit, plusieurs Etats avaient trouvé le moyen de tourner la loi en leur imposant un cens électoral ou des tests d'alphabétisation. Eisenhower, d'un commun accord avec le chef de la majorité sénatoriale, le démocrate Lyndon B. Johnson, apporta son appui à un effort du Congrès destiné à garantir la participation de tous aux scrutins. La loi de 1957 sur les Droits civiques, première mesure de ce genre depuis 82 ans, marqua un pas en avant en autorisant l'intervention du pouvoir fédéral lorsque les Noirs se voyaient refuser la possibilité d'aller aux urnes. Cependant, des exceptions subsistaient et les militants demandèrent et obtinrent l'adoption d'une nouvelle loi en 1960. Celle-ci aggravait les sanctions pour entrave au droit de vote mais n'accordait pas encore aux fonctionnaires fédéraux le droit de porter personnellement les Noirs sur les listes électorales.

Grâce aux efforts des Afro-Américains eux-mêmes, le mouvement en faveur des droits civiques avait commencé à s'imposer au cours de l'après-guerre. Avec l'appui de la Cour suprême et du Congrès, les militants avaient préparé le terrain pour des conquêtes plus importantes encore, qui devaient se produire pendant les années 1960.

Astronaute sur la Lune, 21 juillet 1969.



ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE DOUZE

XII

LES DECENNIES DU CHANGEMENT

« JE REVE QUE, UN JOUR, SUR LES ROUGES COLLINES DE GEORGIE, LES FILS DES ANCIENS ESCLAVES ET LES FILS DES ANCIENS PROPRIETAIRES D'ESCLAVES POURRONT S'ASSEOIR ENSEMBLE A LA TABLE DE LA FRATERNITE. »

Martin Luther King, 1963

En 1960, l'Etat fédéral exerçait une influence croissante sur la vie des citoyens. Dans les années 1930, la Maison-Blanche avait élaboré une série de lois et travaillé étroitement avec le Congrès dans l'espoir d'atténuer le traumatisme engendré par la Grande Crise. De nouvelles administrations avaient été créées par l'exécutif pour veiller sur chacune des étapes de la vie des Américains. Le nombre des fonctionnaires civils employés par le gouvernement fédéral passa de 1 million à 3,8 millions pendant la Seconde Guerre mondiale, pour se stabiliser aux alentours de 2,5 millions

durant la décennie 1950. Les dépenses fédérales, de 3,1 milliards de dollars en 1929, étaient passées à 75 milliards de dollars en 1953 et à 150 milliards au cours des années 1960.

La plupart des Américains acceptaient de voir l'Etat fédéral jouer un rôle plus important, même s'ils n'étaient pas tous d'accord sur l'extension illimitée de cette influence. Les démocrates voulaient que le gouvernement utilise ses pouvoirs pour assurer la croissance et la stabilité ; ils souhaitaient accroître encore l'aide fédérale à l'enseignement, à la santé et aux programmes sociaux. Les républicains, tout en admettant la nécessité de confier au gouvernement certaines responsabilités fondamentales et nécessaires, espéraient réduire les dépenses et relancer l'initiative privée.

KENNEDY ET LA NOUVELLE FRONTIERE

John F. Kennedy, candidat démocrate victorieux aux élections de 1960, était à 43 ans le plus jeune président des Etats-Unis. Dans les débats télévisés avec son adversaire Richard M. Nixon, il s'était montré capable, éloquent et énergique. Au cours de sa campagne, il parlait d'aborder avec dynamisme la nouvelle décennie, car, disait-il, «la nouvelle frontière est devant nous, que nous le voulions ou non». Son discours d'investiture s'achevait par un plaidoyer éloquent : «Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays.» Tout au long de sa brève présidence, son mélange de grâce, d'esprit et de style lui valut une grande popularité et influença des générations d'hommes politiques à venir.

Kennedy voulait user de son charisme pour étendre les avantages sociaux à tous les citoyens, mais sa victoire n'avait tenu qu'à un fil, et sa marge de manœuvre était limitée. Certes, le parti démocrate avait obtenu la majorité dans les deux chambres du Congrès, mais les conservateurs du Sud s'opposaient à toute augmentation de l'aide fédérale à l'enseignement, rejetaient les projets d'assurance maladie pour les personnes âgées et refusaient la création d'un nouveau ministère des Affaires urbaines. Aussi, malgré la hardiesse de ses discours, la politique de Kennedy fut-elle souvent prudente et limitée.

L'une des priorités consistait alors à mettre fin à la récession pour restaurer la croissance. Mais Kennedy perdit la confiance des milieux d'affaires en 1962, en cherchant à réduire la hausse des prix de l'acier que son gouvernement jugeait excessive. S'il atteignit son objectif immédiat, il s'aliéna un soutien important. Quand, par la suite, il demanda de substantiels allègements fiscaux pour alimenter l'épargne et stimuler l'économie, l'opposition conservatrice au Congrès lui interdit tout espoir de faire adopter des mesures entraînant un déficit budgétaire.

Le bilan législatif du gouvernement Kennedy fut décevant. Le Président avait esquissé quelques gestes en direction des dirigeants du mouvement pour les droits civiques, mais il avait souscrit à ces objectifs seulement vers la fin de son mandat. Il ne réussit pas à faire aboutir ses efforts en faveur d'une aide à l'enseignement public et de l'assistance médicale aux personnes âgées. Il n'obtint qu'une modeste augmentation du salaire minimum. Il parvint pourtant à faire financer son programme spatial et à créer le Corps de la Paix qui envoie outre-mer des volontaires américains pour aider les pays en développement. Kennedy avait projeté de faire adopter un programme législatif ambitieux pendant la dernière année de son mandat. Mais, le 22 novembre 1963, il fut assassiné à Dallas. Ce traumatisme marqua toute une génération, comme la mort de Franklin Roosevelt en son temps.

Rétrospectivement, il semble que Kennedy se soit taillé une réputation de progressiste plus par son style et ses idéaux que par ses réalisations politiques. Mais, comme le programme qu'il s'était fixé pour la dernière année de son mandat fut mis en œuvre par la suite, entre 1964 et 1966, il est encore considéré comme le moteur de l'évolution progressiste survenue après sa mort.

LYNDON JOHNSON ET «LA GRANDE SOCIETE»

Lyndon Johnson, originaire du Texas, avait été le chef de file de la majorité au Sénat avant de devenir vice-président aux côtés de Kennedy ; il fut bien plus efficace en politique que son prédécesseur. Il avait fait ses classes au Congrès où il avait acquis une extraordinaire habileté à faire avancer

les dossiers. Il savait plaider, amadouer ou menacer, selon les besoins, pour parvenir à ses fins. Il était bien décidé à user de ses pouvoirs avec énergie pour éliminer la pauvreté et faire bénéficier tous les citoyens de la prospérité.

Johnson prit donc ses fonctions avec la ferme intention de mettre en œuvre les mesures souhaitées par Kennedy. Ses priorités immédiates concernaient la réduction des impôts et la garantie des droits civiques. Il réussit en 1964 à faire adopter le projet de loi sur les droits civiques préparé par son prédécesseur ; c'était le texte qui allait le plus loin dans ce domaine depuis la reconstruction. Bientôt Johnson s'attaqua à d'autres problèmes. Dès le printemps 1964, il avait commencé à utiliser l'expression «Grande Société» pour caractériser son programme de réformes, et la formule prit tout son sens après le raz-de-marée qui lui permit de vaincre son adversaire républicain, le conservateur Barry Goldwater, lors des élections présidentielles de l'année.

Sur le front économique, Johnson obtint des allègements fiscaux, puis fit adopter le programme que Kennedy avait ébauché contre la pauvreté. «Notre gouvernement déclare aujourd'hui, ici et maintenant, une guerre sans merci à la pauvreté», annonça-t-il. Il créa un Office of Economic Opportunity, qui dispensait une formation professionnelle aux plus démunis, et mit en œuvre plusieurs programmes d'action pour permettre aux défavorisés de donner leur avis en matière de logement, de santé et d'éducation.

Puis vinrent les soins médicaux. Truman avait proposé, vingt ans plus tôt, un système centralisé, mais il n'avait pu obtenir l'approbation du Congrès. Sous la direction de Johnson, le Congrès adopta un régime d'assurance maladie pour les personnes âgées, Medicare, complété par un programme similaire pour les plus démunis, Medicaid.

De même, Johnson réussit, contrairement à Kennedy, à subventionner les écoles primaires et secondaires. Cette mesure fournissait des crédits aux différents Etats, proportionnellement au nombre d'enfants issus de familles à faibles revenus. Les fonds pouvaient être utilisés pour aider les élèves des établissements privés ou publics indifféremment.

La Grande Société alla même plus loin. Une nouvelle loi sur le logement prévoyait des allocations pour aider les plus

pauvres à payer leur loyer, ainsi que la création d'un secrétariat au Logement et à l'Urbanisme. Une loi sur l'immigration mit en place un nouveau système pour remplacer enfin les quotas discriminatoires établis en 1924.

Le gouvernement Johnson s'intéressa également à la sécurité dans les transports, en partie grâce aux efforts d'un jeune avocat, Ralph Nader. Dans un livre de 1965, *Ces voitures qui tuent*, l'auteur prétendait que beaucoup de véhicules pouvaient causer la mort ou de graves dommages corporels, même à l'occasion d'accidents survenus à faible vitesse. Il affirmait que les constructeurs d'automobiles sacrifiaient la sécurité à l'esthétique et il cita des modèles qui avaient fait des victimes sur les autoroutes à cause d'erreurs commises par les ingénieurs. En septembre 1966, Johnson signa donc deux lois sur les transports. La première allouait des fonds aux Etats et aux autorités locales pour la mise au point de mesures de sécurité ; la seconde établissait des normes fédérales pour les voitures et les pneus.

Au total, le projet de Grande Société donna lieu à la plus grande flambée d'activité législative depuis le *New Deal*. Mais le soutien apporté par les Américains au gouvernement Johnson commença de faiblir dès 1966. Certains programmes ne furent pas à la hauteur des espérances qu'ils avaient suscitées ; d'autres manquèrent de crédits. Pourtant, le dispositif mis en place en vue d'établir la Grande Société permit de faire régresser quelque peu la pauvreté – ainsi, le revenu des familles noires, évalué à 54 % de celui des familles blanches en 1965, avait progressé de 6 % en 1968.

AFFRONTEMENT A PROPOS DE CUBA

Dans les années 1960 et 1970, les Etats-Unis restèrent enfermés dans leur âpre conflit avec les pays communistes. La plupart des dirigeants américains voyaient alors le monde en fonction de la guerre froide et cherchaient constamment à contrer ce qu'ils pensaient être la menace venue du bloc communiste. Cuba se transforma ainsi en champ de bataille de la guerre froide au cours du mandat de Kennedy.

Depuis que l'armée révolutionnaire de Fidel Castro avait pris le pouvoir en 1959 et obtenu le soutien de l'Union sovié-

tique, les relations entre Cuba et les Etats-Unis n'avaient cessé d'être tendues. Washington avait rompu ses relations diplomatiques avec La Havane juste avant l'arrivée de Kennedy à la présidence et la CIA entraînait des exilés cubains pour leur permettre de débarquer dans leur patrie afin d'y déclencher un soulèvement. L'attaque de la baie des Cochons, au printemps 1961, échoua lamentablement. Kennedy, qui avait approuvé le plan élaboré par le gouvernement Eisenhower, accepta la responsabilité de cette défaite.

L'année suivante, cherchant à retrouver son prestige perdu, Kennedy s'opposa fermement à l'Union soviétique qui installait secrètement des missiles nucléaires offensifs à Cuba. Après avoir examiné différentes possibilités, il opta pour un blocus naval de l'île afin d'empêcher les navires soviétiques d'y débarquer de nouveaux missiles et exigea publiquement de Moscou le retrait des armements. Après plusieurs jours de tension, au cours desquels le monde fut plus que jamais au bord d'une guerre nucléaire, les Soviétiques s'inclinèrent. Les partisans de Kennedy applaudirent son courage ; ses détracteurs l'accusèrent d'avoir risqué une catastrophe nucléaire, alors que des mesures diplomatiques discrètes auraient pu avoir le même résultat. Rétrospectivement, il semble pourtant que la crise des missiles de Cuba ait marqué un tournant dans les relations américano-soviétiques, car les deux camps comprirent qu'il fallait faire tomber la tension susceptible de les entraîner vers un affrontement militaire direct. En 1963, les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne signèrent un traité historique d'interdiction limitée des essais nucléaires dans l'atmosphère.

LE PROGRAMME SPATIAL

L'espace s'était transformé lui aussi en champ de bataille depuis que l'URSS avait lancé le satellite artificiel *Spoutnik*, en 1957. Les Américains s'étaient sentis humiliés, car les Russes les avaient devancés en mettant sur orbite une fusée qui aurait fort bien pu transporter une bombe nucléaire. Les Etats-Unis ne parvinrent à lancer leur premier satellite, *Explorer I*, qu'en 1958. L'agitation de l'opinion américaine empira quand, en 1961, les Soviéti-

ques placèrent pour la première fois un homme en orbite. Kennedy riposta en s'engageant, au nom des Etats-Unis, à envoyer un homme sur la Lune et à le ramener sur la Terre «avant la fin de la décennie».

Dans le cadre du projet *Mercury*, John H. Glenn devint, en août 1962, le premier astronaute américain à tourner en orbite autour de la Terre. Vers le milieu des années 1960, le programme *Gemini* permit aux scientifiques américains d'examiner les effets sur l'organisme humain d'un vol spatial prolongé. La capsule *Gemini* battit plusieurs records, en effectuant notamment une mission de huit jours, en août 1965 : c'était le vol spatial le plus long de l'époque. En novembre 1966, elle réalisa la première rentrée entièrement automatique dans l'atmosphère terrestre. *Gemini* permit également le premier amarrage manuel entre deux vaisseaux spatiaux en vol, ainsi que la première sortie d'un homme dans l'espace.

Avec le programme *Apollo*, le but fixé par Kennedy fut enfin atteint. En juillet 1969, devant des centaines de millions de téléspectateurs qui suivaient la scène sur leurs écrans, dans le monde entier, Neil A. Armstrong devint le premier être humain à marcher sur la Lune.

D'autres missions *Apollo* suivirent, mais beaucoup d'Américains commençaient à s'interroger sur l'utilité de ces vols habités. Au début des années 1970, d'autres priorités devenant plus pressantes, les Etats-Unis amputèrent leur programme spatial. Après l'annulation de plusieurs missions *Apollo*, la NASA ne construisit que l'une des deux stations spatiales Skylab qu'elle avait prévues.

LA GUERRE DU VIETNAM

L'Indochine fut un autre champ de bataille de la guerre froide. Depuis le milieu du XIXe siècle, la France exerçait sa domination sur le Vietnam, mais, pendant la Seconde Guerre mondiale, elle fut supplantée par le Japon, tandis qu'un communiste vietnamien, Ho Chi Minh, cherchait à libérer son pays du joug colonial en prenant modèle sur la guerre d'Indépendance américaine. Après la défaite infligée aux Japonais par les Alliés en 1945, il fallu traiter avec Ho Chi Minh.

La France, dans l'espoir de retrouver son statut de grande puissance, voulut à tout prix recouvrer le Vietnam. Ho Chi Minh refusa de céder et la guerre de libération se poursuivit. Soucieux de conserver l'appui de la France à leur politique d'endiguement en Europe, les Etats-Unis lui fournirent une aide économique qui permit de dégager des fonds pour le conflit vietnamien. Mais cette assistance ne put empêcher la défaite française en 1954. Lors d'une conférence internationale réunie à Genève, on décida que le Vietnam serait partagé en deux : Ho Chi Minh restait au pouvoir dans le Nord, tandis que Ngo Dinh Diem, dirigeant catholique anticommuniste, était placé à la tête du gouvernement dans le Sud, en grande partie bouddhiste. Des élections devaient avoir lieu dans les deux ans, afin de réunifier le pays.

Persuadé que la chute du Vietnam pourrait entraîner celle de la Birmanie, de la Thaïlande et de l'Indonésie, Eisenhower soutint Ngo Dinh Diem quand ce dernier refusa d'organiser des élections en 1956, et les Etats-Unis commencèrent à accroître leur aide économique et militaire. Kennedy augmenta encore cette assistance et envoya un petit nombre de conseillers militaires au Vietnam. Mais les combats entre le Nord et le Sud continuèrent. L'impopularité de Diem entraîna son renversement et sa mort en 1963.

La situation devint alors plus instable que jamais. Dans le Sud, des opposants (connus sous le nom de Vietcong) entrèrent en lutte avec le gouvernement du Sud-Vietnam, soit dans la clandestinité, soit par le truchement de leur branche politique, le Front national de libération. Aidés par le Nord-Vietnam, ils gagnèrent du terrain, tout particulièrement dans les campagnes. Déterminé à mettre un terme à la progression communiste au Sud-Vietnam, Johnson fit de la guerre dans cette région son affaire personnelle. Après une attaque navale des Nord-Vietnamiens contre deux torpilleurs américains, Johnson obtint du Congrès, le 7 août 1964, le vote d'une résolution (*Gulf of Tonkin Resolution*) qui autorisait le président à «prendre les mesures nécessaires pour repousser toute attaque armée contre les forces des Etats-Unis et pour prévenir toute nouvelle agression». Après sa réélection, en novembre 1964, il entama une politique d'escalade. Le nombre des soldats américains au Vietnam n'était que de

25 000 au début de 1965 ; il s'élevait à 500 000 en 1968. Une campagne de bombardements massifs ravagea le Nord et le Sud du pays.

Après avoir vu à la télévision les effroyables batailles qui se déroulaient au Vietnam, les Américains commencèrent à protester contre l'engagement des Etats-Unis dans cette guerre. Des spécialistes de la politique étrangère, comme George Kennan, critiquèrent les mesures prises par leur pays. Des experts militaires et diplomatiques firent remarquer que les Etats-Unis n'avaient prévu aucune stratégie pour mettre fin au conflit. Les Américains se rendaient compte qu'une campagne militaire de grande envergure ne semblait avoir aucun effet sur le cours du conflit. Le mécontentement du public envers la politique américaine contraignit Johnson à entamer des négociations de paix.

Le mouvement d'opposition à la guerre conduisit même Johnson à renoncer à solliciter un nouveau mandat en 1968. Lors de la convention nationale du parti démocrate, à Chicago, il y eut des affrontements entre la police et les contestataires. Le républicain Richard Nixon fut élu grâce à la conjonction de plusieurs facteurs : le chaos qui régnait dans le parti démocrate, tout particulièrement après l'assassinat de Robert Kennedy en juin 1968, la résistance opposée par certains Blancs à l'application des lois des années 1960 sur les droits civiques et la candidature du gouverneur de l'Alabama, George Wallace, à la tête d'un tiers parti. En outre, Richard Nixon avait promis durant sa campagne de désengager les Etats-Unis de la guerre et de faire respecter la loi et l'ordre sur le territoire national.

Tout en retirant progressivement du Vietnam des troupes américaines, Nixon ordonna certains des plus terribles bombardements de la guerre et l'invasion du Cambodge, en 1970, pour y couper les lignes de ravitaillement vers le Sud-Vietnam utilisées par les Nord-Vietnamiens. Cette dernière initiative entraîna une nouvelle vague de protestations et les étudiants de nombreuses universités descendirent dans la rue. Au cours de l'une de ces manifestations, dans l'Ohio, les gardes nationaux appelés pour rétablir l'ordre perdirent leur sang-froid et tuèrent quatre étudiants.

Un cessez-le-feu, négocié au nom des Etats-Unis par

Henry Kissinger, conseiller du Président pour les affaires de sécurité nationale, fut enfin signé en 1973. Malgré le rapatriement des soldats américains, les hostilités traînèrent en longueur jusqu'au printemps 1975. Le Nord-Vietnam avait étendu son emprise sur tout le pays.

La guerre avait imposé un lourd tribut. Des millions de Vietnamiens avaient été mutilés ou tués. Les Etats-Unis avaient dépensé plus de 150 milliards de dollars dans un effort inutile qui avait coûté la vie à 58 000 Américains. Ce conflit mit également fin au consensus qui avait régné en matière de politique étrangère au cours de la guerre froide. Le public découvrit que les militaires américains s'étaient rendus coupables d'atrocités au Vietnam et que le gouvernement avait menti sur les circonstances de l'incident survenu dans le golfe du Tonkin, en 1964. Beaucoup d'Américains avaient été horrifiés par l'invasion du Cambodge. La guerre avait conduit beaucoup de jeunes à remettre en question les politiques mises en œuvre par leur pays et les valeurs que celui-ci cherchait à défendre.

LA DETENTE

Vers la fin de la guerre, le gouvernement Nixon traita avec les deux grandes puissances communistes. Son initiative la plus spectaculaire consista à nouer des relations avec la République populaire de Chine. Deux décennies s'étaient écoulées depuis la victoire de Mao Zedong, mais les Etats-Unis affirmaient que le gouvernement nationaliste de Taïwan représentait toute la Chine. En 1971, Nixon adopta une attitude plus mitigée, assouplit les restrictions commerciales qui limitaient les échanges entre les deux pays et devint le premier président des Etats-Unis à visiter Beijing (Pékin).

Nixon poursuivit également avec succès sa politique de détente avec l'Union soviétique. Plusieurs mois après son voyage en Chine, il se rendit en URSS. Il eut alors plusieurs entretiens cordiaux avec Leonid Brejnev, au cours desquels les deux hommes se mirent d'accord pour limiter leurs arsenaux de missiles, coopérer dans l'espace et alléger les restrictions commerciales. Les pourparlers sur la limitation des armements stratégiques (Strategic Arms Limitation Talks –

SALT) aboutirent en 1972 à un accord sur le contrôle des armements, qui limitait la croissance des arsenaux nucléaires et imposait des restrictions au déploiement de systèmes de missiles antimissile.

GRANDEUR ET DECADENCE DE NIXON

Nixon entra à la Maison-Blanche après huit ans de gouvernement démocrate. Cet ancien vice-président d'Eisenhower, qui avait vainement brigué la présidence une première fois, en 1960, aimait la politique mais sans la passion du président Johnson. Chez cet homme froid et distant, chaque mouvement était calculé. Ce comportement, utile au début, le conduisit finalement à sa perte.

Tout en souscrivant aux thèses républicaines prônant le sens des responsabilités en matière budgétaire, Nixon reconnaissait la nécessité d'accroître le rôle des pouvoirs publics et acceptait dans ses grandes lignes l'Etat-providence. Il réclamait seulement une meilleure gestion des programmes.

Nixon dut affronter une série de problèmes économiques au cours de sa présidence. En 1973, le taux de l'inflation était de 9 % et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles avait baissé de 36 % entre novembre 1968 et mai 1970. Le taux de chômage atteignait 6,6 % à la fin de 1970. Le Président tenta d'imposer un contrôle des prix et des salaires en 1971, mais sans beaucoup de succès.

En réalité, des facteurs extérieurs vinrent faire échec à sa politique économique. En 1973, la guerre entre Israël, l'Egypte et la Syrie incita l'Arabie Saoudite à mettre l'embargo sur les livraisons de pétrole destinées aux Etats-Unis, alliés d'Israël. D'autres nations membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) quadruplèrent leurs prix. Les Américains durent faire face à une pénurie d'énergie et à une augmentation rapide des prix qui, même après la levée de l'embargo, l'année suivante, demeurèrent élevés. Toute l'économie américaine fut touchée : en 1974, l'inflation atteignit 12 %, ce qui sema le trouble dans le pays et contribua à aggraver le chômage. L'ère de la stagnation et de l'inflation («stagflation») mit fin au boom économique sans précédent dont l'Amérique bénéficiait depuis 1948.

Tout en cherchant à mieux gérer l'économie, Nixon tentait de garantir l'ordre public et le respect de la loi. Le taux de la délinquance était en augmentation dans les villes américaines ; la contestation politique prenait une nouvelle ampleur ; l'usage de la drogue se répandait ; les mœurs sexuelles étaient de plus en plus permissives dans les universités. Tout cela offusquait nombre d'Américains. Pour élargir son électorat, Nixon choisit d'utiliser les moyens dont il disposait pour s'opposer au désordre. Il s'en prit aux manifestants, reprocha à la presse de déformer la vérité et chercha à faire taire ses adversaires.

Il fut victime de sa propre tactique lors de l'affaire du Watergate. Confronté à des majorités démocrates dans les deux chambres du Congrès au cours de son premier mandat, Nixon avait besoin d'obtenir sa réélection par une victoire écrasante, en 1972, afin de s'assurer une majorité républicaine au Congrès et de sortir de l'impasse législative dans laquelle il se trouvait. Le comité pour la réélection du Président lança une vaste campagne de collecte de fonds, à une époque où les contributions électorales n'avaient pas à être déclarées, comme la loi l'exigea par la suite.

Au début de 1972, l'équipe de Nixon avait eu l'idée de faire poser clandestinement des écoutes sur les téléphones du Comité national démocrate à Washington, dans le complexe immobilier du Watergate. La tentative échoua. Quand les cambrioleurs, entrés par effraction, furent arrêtés, ils avaient sur eux de l'argent et des documents qui permirent de remonter jusqu'à la Maison-Blanche ; cette dernière décida alors d'étouffer l'affaire. Six jours après la découverte du délit, Nixon ordonna au FBI – par l'intermédiaire de la CIA – de mettre un terme à son enquête sous prétexte que la sécurité nationale était en jeu. En fait, l'effraction était un simple épisode dans une campagne destinée à repérer et à discréditer les personnalités que le gouvernement considérait comme «ennemies». Au nombre de ces manœuvres illégales figuraient également la mise sur écoute de certains adversaires politiques, des perquisitions clandestines et des collectes de fonds abusives. Nixon fut réélu à une majorité écrasante cette année-là, mais la presse, tout particulièrement le *Washington Post*, poursuivit son enquête. Quand le

scandale éclata, la majorité démocrate au Congrès entama une procédure de destitution (*impeachment*) à l'encontre de Nixon. Comme les preuves de sa complicité commençaient à s'accumuler, le Président démissionna le 9 août 1974.

L'INTERMEDE FORD

Gerald Ford, un homme sans prétentions qui avait passé la plus grande partie de sa vie publique au Congrès, était devenu vice-président aux côtés de Nixon, après la démission de Spiro T. Agnew, titulaire de ce poste qui fut reconnu coupable d'avoir accepté des pots-de-vin avant et pendant son mandat. Vingt mois plus tard, après la démission de Nixon, Ford accédait à la présidence. Sa priorité la plus urgente consistait à restaurer la confiance dans le gouvernement, qui avait été fortement ébranlée par la procédure de mise en accusation de Richard Nixon, première des étapes qui conduisaient à sa destitution. Au début, Ford bénéficia d'un grand capital de confiance, mais il l'écorna rapidement en amnistiant Nixon et en interdisant toute nouvelle procédure à son encontre dans l'avenir.

En politique, Ford suivit la ligne fixée par Nixon. Les problèmes économiques restaient graves, car l'inflation et le chômage continuaient à augmenter, alors que le produit national brut diminuait. Ford tenta d'abord d'amadouer le public. Quand cette tentative échoua, il imposa des mesures contre l'inflation qui portèrent le taux du chômage à 12 % ; ce fut la récession la plus grave depuis la Grande Crise. Des allègements fiscaux, conjointement à une élévation des allocations chômage, entraînèrent une modeste reprise, sans mettre fin aux difficultés économiques.

LES ANNEES CARTER

Jimmy Carter, ancien gouverneur démocrate de Georgie, accéda à la présidence en 1976. Il se décrivait lui-même pendant la campagne comme totalement étranger à la politique de Washington. Il promettait de gouverner de façon différente, mais sa grande inexpérience de la politique nationale rendit d'emblée son mandat difficile. Ancien officier de ma-

rine et ingénieur de formation, il se comporta souvent en technocrate, alors que les Américains voulaient un homme plus humain pour les guider en ces temps troublés.

Dans le domaine économique, Carter commença par encourager une politique de déficit budgétaire. Quand le Federal Reserve Board augmenta la masse monétaire pour couvrir les déficits, l'inflation atteignit 10 % par an. Carter réagit en amputant le budget, pour ralentir l'inflation, mais les restrictions affectaient les programmes sociaux qui se trouvaient au cœur de la politique démocrate. A la fin de son mandat, alors que le déficit était encore élevé, l'hostilité du monde des affaires se traduisit par une chute des cours des valeurs et un relèvement des taux d'intérêt.

Carter dut également faire face à maintes critiques pour n'avoir pas su mettre au point une politique efficace en matière d'énergie. Il avait présenté un très vaste programme destiné à réduire la dépendance de l'Amérique vis-à-vis des importations de pétrole, mais ses opposants le mirent en échec au Congrès.

Si Carter se disait populiste, ses priorités politiques ne furent jamais totalement claires. Il favorisa le rôle protecteur du gouvernement mais, simultanément, entama un processus de déréglementation visant à supprimer tout contrôle gouvernemental sur l'activité économique. Sous prétexte que certaines restrictions imposées au cours du siècle précédent avaient réduit la concurrence et augmenté le prix des produits de consommation, il se montra partisan de la déréglementation dans le secteur pétrolier et les transports.

Jimmy Carter espérait rendre au parti démocrate son rôle mobilisateur mais il ne put obtenir le soutien du public ni celui du Congrès. A la fin de son mandat, la proportion des insatisfaits atteignait 77 %, et les Américains commençaient à se tourner de nouveau vers le parti républicain.

LA POLITIQUE ETRANGÈRE APRES LA GUERRE DU VIETNAM

Après la guerre du Vietnam, les Etats-Unis continuèrent de s'intéresser activement aux affaires politiques mondiales. Il leur fallut faire face à différentes crises, en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique latine. A la fin des années

1970, de graves difficultés affectèrent les relations des Etats-Unis avec l'Union soviétique et avec l'Iran.

Le président Ford avait poursuivi la politique de détente du gouvernement Nixon vis-à-vis de l'URSS. En novembre 1974, il s'était rendu à Vladivostok pour y rencontrer Leonid Brejnev, et leurs entretiens avaient abouti à un accord préliminaire sur de nouvelles mesures concernant la limitation des armements. Ces conversations préparèrent aussi la voie à la convocation d'une conférence multinationale à Helsinki, en Finlande, en 1975.

La conférence d'Helsinki, la plus grande rencontre au sommet de toute l'histoire de l'Europe, rassembla les chefs d'Etat de trente-cinq nations européennes, des Etats-Unis et du Canada. Son Acte final satisfaisait nombre de demandes présentées par les pays occidentaux et quelques exigences des régimes du bloc de l'Est. Il consacrait la pérennité des changements intervenus dans les frontières européennes après la Seconde Guerre mondiale – reconnaissance que Moscou souhaitait depuis longtemps. L'Acte final d'Helsinki contenait également des engagements concernant le respect des droits et des libertés individuels. En amenant les régimes du bloc de l'Est à signer ce pacte, les nations occidentales espéraient pouvoir augmenter la pression qu'elles exerçaient sur eux dans ce domaine. Effectivement, à la faveur des réunions destinées à examiner l'application des accords d'Helsinki, les pays occidentaux réussirent périodiquement à attirer l'attention sur diverses violations des droits de l'homme perpétrées par les gouvernements communistes dans les pays de l'Est.

Pour sa part, le président Jimmy Carter avait contribué à une percée décisive dans le conflit qui opposait depuis trente ans l'Egypte et Israël. A la fois médiateur et participant, il rencontra, en 1978, le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin, dans sa retraite présidentielle de Camp David, dans le Maryland, pour y négocier un règlement pacifique. Ces deux dirigeants revinrent aux Etats-Unis en mars 1979, pour signer le traité de paix à la Maison-Blanche.

Après un débat prolongé et souvent passionné, Carter obtint également la ratification par le Sénat des traités qui

prévoyaient la restitution du canal de Panama à la république du même nom en l'an 2000. Il suivit les traces de Nixon en accordant la reconnaissance diplomatique officielle à la République populaire de Chine.

Mais Carter eut moins de succès avec l'Union soviétique. Certes, il avait pris ses fonctions au plus fort de la détente et avait déclaré que les Etats-Unis n'étaient plus en proie à «la peur irraisonnée du communisme», mais il s'attira l'hostilité du gouvernement soviétique en insistant sur le fait que «l'engagement envers les droits de l'homme devait être total». Un accord SALT II qui limitait plus encore les arsenaux nucléaires fut signé, mais le Sénat des Etats-Unis refusa de le ratifier, en partie pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en 1979. La même année, Carter entama une politique de réarmement qui ouvrit la voie aux énormes dépenses militaires des années 1980.

En 1979, Carter eut encore plus d'ennuis avec l'Iran où une révolution intégriste, dirigée par un chef religieux chiite, l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, avait mis fin à un gouvernement corrompu mais ami des Etats-Unis. Carter avait accueilli le chah détrôné aux Etats-Unis pour lui permettre d'y suivre un traitement médical. Des militants iraniens en colère s'emparèrent de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran où ils retinrent en otages cinquante-trois Américains pendant plus d'un an. Malgré ses efforts, Carter ne put obtenir leur libération et cet échec contribua à sa défaite électorale.

LE MOUVEMENT POUR LES DROITS CIVIQUES 1960-1980

La lutte des Afro-Américains pour l'égalité atteignit son point culminant au milieu des années 1960. Après avoir progressivement remporté des victoires au cours des années 1950, les Noirs se montraient de plus en plus acquis à l'action directe non violente. Des organisations comme la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), regroupant des pasteurs noirs, et le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC), fondé par des étudiants militants, cherchaient à obtenir des réformes par des moyens pacifiques.

En 1960, quelques étudiants noirs prirent place dans la cafétéria d'un grand magasin Woolworth, en Caroline du

Nord, et refusèrent de partir après avoir reçu l'ordre de quitter ces lieux réservés aux Blancs. Leur action attira l'attention des médias et déclencha des manifestations similaires dans tout le Sud. L'année suivante, des militants pour les droits civiques organisèrent ce que l'on appela des «voyages de la liberté» (*freedom rides*) : des Blancs et des Noirs montaient côte à côte dans des autocars à destination du Sud, où les gares routières étaient soumises à la ségrégation. Les incidents qui s'ensuivirent s'étalèrent à la une des journaux et contribuèrent à faire changer les choses.

Les militants organisèrent également des manifestations telles que la Marche sur Washington, en 1963, qui rassembla plus de 200 000 Américains partisans de l'égalité pour tous. Le point culminant de cette journée de chansons et de discours fut l'allocution de Martin Luther King, devenu le principal porte-parole du mouvement. «Je rêve que, un jour, sur les rouges collines de Georgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité», proclama le pasteur. Chaque fois qu'il reprenait son leitmotiv «Je rêve que ... », les clameurs de la foule redoublaient.

Les début du mouvement en faveur des droits civiques furent difficiles. Dans un premier temps, le président Kennedy hésita à soutenir son action et à faire pression sur les sudistes blancs, car il avait besoin de leurs voix dans d'autres domaines. Mais les événements lui forcèrent la main. Quand l'université du Mississippi refusa d'inscrire l'étudiant James Meredith en 1962 à cause de sa race, Kennedy envoya l'armée fédérale pour faire respecter la loi. Après des manifestations destinées à réclamer l'abolition de la ségrégation à Birmingham, dans l'Alabama, la police réagit avec une telle violence que le Président soumit au Congrès un nouveau projet de loi sur les droits civiques, pour exiger la déségrégation des lieux publics. Ce texte resta bloqué dans les dossiers d'une commission parlementaire.

Le président Johnson eut plus de succès. Sudiste lui-même, il manifesta son soutien aux droits civiques dès ses campagnes à l'échelon national. Usant de toute son autorité, il persuada le Sénat de limiter le débat et obtint l'adoption d'un texte radical, la loi de 1964 sur les Droits civiques, qui

bannissait toute discrimination dans les lieux publics. L'année suivante, il se remit à la tâche pour ce qui devint la loi de 1965 sur le Droit de vote (*Voting Rights Act*). Celle-ci autorisait le gouvernement fédéral à désigner des scrutateurs pour inscrire les Noirs sur les listes électorales quand les fonctionnaires locaux s'y refusaient. En 1966, 400 000 électeurs Noirs s'inscrivaient sur ces listes, rien que dans le «Sud profond». En 1968, leur nombre atteignait un million. A l'échelon national, le nombre des élus noirs augmenta sensiblement. Finalement, en 1968, le Congrès adopta une loi qui interdisait toute discrimination dans le logement.

En dépit de toute cette activité législative, quelques Noirs trouvaient les progrès trop lents. Malcolm X, militant fort écouté, plaidait en faveur d'une séparation entre les deux races. Un dirigeant étudiant, Stokely Carmichael, également déçu par la doctrine de la non-violence et de la coopération interraciale, préconisa la mise en place d'un «pouvoir noir» (*Black Power*) par n'importe quel moyen.

Des actes de violence accompagnèrent les appels à la réforme. Des émeutes éclatèrent dans plusieurs grandes villes en 1966 et 1967. Au printemps 1968, Martin Luther King tombait sous les balles d'un assassin. Quelques mois plus tard, le frère du président assassiné, le sénateur Robert Kennedy, qui s'était fait le porte-parole des indigents et s'opposait à la guerre du Vietnam, subissait le même sort. Aux yeux de nombreux Américains, ces deux assassinats marquèrent la fin d'une époque d'innocence et d'idéalisme, à la fois pour les militants des droits civiques et pour les mouvements hostiles à la guerre du Vietnam. Le militantisme qui se développait à gauche et l'inévitable réaction conservatrice qui s'ensuivit entamèrent le sentiment national, et il fallut plusieurs années pour y porter remède.

La volonté du gouvernement fédéral de faire respecter les droits civiques diminua avec l'arrivée au pouvoir de Richard Nixon. Ce dernier était bien décidé à renforcer son assise politique en s'appuyant sur les conservateurs de race blanche, pour qui le mouvement en faveur de l'égalité des Noirs était allé trop loin. Sa «stratégie sudiste» conduisit le gouvernement à réduire les crédits pour la mise en œuvre des lois sur l'équité dans le domaine du logement et, en

1970, à chercher vainement une façon de limiter l'ampleur de la loi de 1965 sur le Droit de vote. Quand la Cour suprême déclara en 1971 que le transport des écoliers en car (*busing*) était un moyen licite de mettre un terme à la ségrégation dans les écoles, Nixon dénonça cet arrêt à la télévision et chercha à obtenir du Congrès un moratoire ou quelque restriction en la matière. Sa tentative échoua, mais sa position n'en était pas moins claire. Les adversaires du *busing* remportèrent d'ailleurs une victoire en 1974 avec l'arrêt *Milliken c. Bradley,* dans lequel la Cour suprême condamnait les tentatives faites pour transférer les élèves noirs du centre-ville dans des écoles de banlieues résidentielles, où la majorité des élèves étaient blancs.

La réaction contre le traitement préférentiel accordé aux minorités devint plus manifeste encore lors d'une autre affaire portée devant la Cour suprême, en 1978. Un étudiant blanc, Allan Bakke, prétendait que sa demande d'admission dans une faculté de médecine, avait été rejetée à cause des quotas qui réservaient un certain nombre de places dans l'enseignement supérieur à des candidats issus des groupes minoritaires. La Cour ordonna son inscription en décrétant que les quotas devaient être supprimés. Pourtant, elle reconnut que des considérations raciales pouvaient intervenir dans la sélection des étudiants.

LE MOUVEMENT FEMINISTE

Au cours des années 1950 et 1960, un nombre croissant de femmes mariées étaient entrées dans le monde du travail. Mais, en 1963, leur rémunération représentait en moyenne 63 % d'un salaire masculin. Cette année-là, l'écrivain Betty Friedan publia son livre *La Femme mystifiée* qui critiquait avec virulence les stéréotypes de la classe moyenne et qui aida des millions de femmes à exprimer leur sentiment général d'insatisfaction. Betty Friedan encourageait ses lectrices, dont, selon elle, «la recherche d'un mari et la gestation des enfants» étaient le seul moyen d'expression, à se tailler de nouveaux rôles et de nouvelles responsabilités, à chercher leur identité personnelle et professionnelle sans se laisser définir par une société extérieure dominée par les hommes.

Le féminisme des années 1960 et 1970 puisait son inspiration dans le mouvement en faveur des droits civiques. Il comprenait surtout des membres de la classe moyenne et partageait l'esprit de contestation qui avait conquis de vastes secteurs de la jeunesse bourgeoise pendant la décennie 1960. Un autre facteur qui conduisit à l'apparition du mouvement fut la révolution sexuelle des années 1960, déclenchée par la commercialisation de la pilule contraceptive.

Les lois réformatrices avaient également favorisé le changement. Au cours des débats sur la loi de 1964 relative aux droits civiques, les conservateurs avaient espéré mettre en échec tout le dispositif en proposant un amendement interdisant les discriminations sexistes et raciales. Or l'amendement, puis le projet de loi lui-même, furent adoptés, donnant aux femmes le moyen juridique de garantir leurs droits.

Les femmes elles-mêmes s'employèrent à améliorer leur sort. En 1966, vingt-huit d'entre elles, membres de professions libérales, notamment Betty Friedan, fondèrent la National Organization for Women (NOW) «pour faire en sorte que la femme américaine prenne pleinement et immédiatement sa place dans le courant principal de la société américaine». NOW et d'autres organisations similaires aidèrent les femmes à prendre de plus en plus conscience des limitations qui restreignaient leurs chances de réussite, et renforcèrent leur volonté d'y remédier.

Le féminisme, en tant qu'action organisée pour la défense des droits et des intérêts de la femme, atteignit son apogée au début des années 1970. La journaliste Gloria Steinem et quelques autres femmes fondèrent un nouveau magazine, *Ms.*, en 1972. Entre 1971 et 1976, un manuel publié par un collectif féminin, *Our Bodies, Ourselves* [Notre corps est à nous], fut diffusé à 850 000 exemplaires.

Certaines militantes demandèrent un amendement à la Constitution pour assurer aux femmes l'égalité totale des droits. Adopté par le Congrès en 1972, l'*Equal Rights Amendment* (ERA) déclarait : «L'égalité des droits devant la loi ne sera déniée ou limitée par les Etats-Unis ou par aucun Etat pour des raisons de sexe.» Pendant les années suivantes, trente-cinq Etats le ratifièrent. Or il en fallait trente-huit pour l'entrée en vigueur de l'amendement. Les tribunaux se

prononcèrent également en faveur de l'égalité des sexes. Mieux encore, en 1973, un arrêt de la Cour suprême, *Roe c. Wade*, proclama le droit des femmes à l'avortement durant les trois premiers mois de la grossesse. Il s'agissait là d'une immense victoire.

Pourtant, de 1975 à 1980, le mouvement féministe s'essoufla. Il ne parvint pas à élargir son recrutement en dehors de la classe moyenne. Des divisions se produisirent entre les éléments modérés et les extrémistes. L'opposition conservatrice monta une campagne contre l'amendement ERA qui, en l'absence des ratifications nécessaires, devint caduc en 1982.

LE MOUVEMENT LATINO

Dans l'Amérique de l'après-guerre, les hispanophones se heurtèrent eux aussi à des discriminations. Ils venaient généralement de Cuba, de Porto Rico, du Mexique et de l'Amérique centrale ; ils étaient souvent illettrés et sans qualification. Certains travaillaient comme ouvriers agricoles et étaient parfois cruellement exploités lors des récoltes. D'autres avaient été attirés par les villes où, comme les groupes d'immigrés qui les avaient précédés, ils rencontraient de graves difficultés dans leur recherche d'une vie meilleure.

Les Chicanos, ou Américains d'origine mexicaine, se mobilisèrent au sein d'organisations telles que l'Asociacion Nacional Mexico-Americana, de tendance extrémiste, mais qui ne se lança pas dans l'action directe avant les années 1960. Déçus par le programme contre la pauvreté mis en place par Lyndon Johnson, ils découvrirent que les bureaucrates ne prêtaient pas attention aux groupes qui ne manifestaient pas bruyamment leur mécontentement. L'exemple des militants noirs, en particulier, enseigna aux hispaniques l'importance des pressions politiques dans une société pluraliste.

La loi de 1935 sur les Relations employeurs-employés (*National Labor Relations Act*) avait exclu le secteur agricole de son champ d'application, de sorte que les journaliers étaient privés du droit de se syndiquer et de participer à des conventions collectives. Mais Cesar Chavez, fondateur d'un syndicat de travailleurs agricoles à majorité hispanique, appelé Hispanic United Farm Workers, montra toute l'efficacité

de l'action directe quand il chercha à faire reconnaître son organisation. S'attaquant aux producteurs de raisin de Californie, Chavez demanda aux consommateurs d'observer un boycott national qui permit aux travailleurs itinérants les plus gravement exploités de se faire représenter par un syndicat. D'autres boycotts connurent le même succès. Malgré les manœuvres d'obstruction des détenteurs d'intérêts agricoles, les bases juridiques d'une représentation avaient été jetées, permettant aux travailleurs d'obtenir des augmentations de salaire et d'améliorer leurs conditions de travail.

Les hispaniques se montrèrent également actifs dans le domaine politique. En 1961, Henry B. Gonzalez se fit élire à la Chambre des représentants par le Texas. Trois ans plus tard, Elizo («Kika») de la Garza, un autre Texan, l'y suivit ; Joseph Montoya, du Nouveau-Mexique, fut élu au Sénat. Par la suite, Gonzalez et de la Garza occupèrent des postes importants comme présidents de commissions à la Chambre. Au cours des années 1970 et 1980, la participation des hispaniques à la vie politique s'intensifia. Lors de l'accession à la présidence de Bill Clinton, deux personnalités en vue appartenant à ce groupe entrèrent dans son cabinet : l'ancien maire de Denver Federico Peña devint secrétaire aux Transports et l'ancien maire de San Antonio, Henry Cisneros, secrétaire au Logement et à l'Urbanisme.

LE MOUVEMENT DES AMERINDIENS

Dans les années 1950, les Amérindiens avaient combattu la politique du gouvernement visant à leur faire quitter leurs réserves pour les installer dans des villes où ils pourraient s'intégrer à la société américaine. Or les Indiens avaient le plus grand mal à s'adapter à la vie urbaine. En 1961, quand il fut enfin mis un terme à cette politique, la commission fédérale pour les droits civiques souligna que «la pauvreté et les privations étaient fréquentes» chez les Indiens.

De 1960 à 1980, les Amérindiens réclamèrent leurs droits avec une énergie accrue ; ils y étaient encouragés par le développement du nationalisme dans le tiers-monde et par le succès du mouvement en faveur des droits civiques aux Etats-Unis. Une nouvelle génération de dirigeants entama

des procès pour sauvegarder ce qui restait des terres tribales ou pour recouvrer celles qui leur avaient été confisquées, parfois illégalement. Dans plusieurs Etats, ils protestèrent contre la violation des traités et, en 1967, remportèrent la première d'une série de victoires qui leur garantissait leurs droits longtemps usurpés sur des terres et des ressources en eau. L'American Indian Movement (AIM), fondé en 1968, a contribué à obtenir la répartition de crédits gouvernementaux entre diverses organisations indiennes et porté assistance aux Indiens des villes.

Pourtant, les affrontements se multiplièrent. En 1969, 78 Amérindiens occupèrent l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, jusqu'à ce que les autorités fédérales les délogent en 1971. En 1973, l'AIM s'empara de Wounded Knee, un village du Dakota du Sud où l'armée fédérale avait massacré des Sioux vers la fin du XIXe siècle. Les militants espéraient, par cette démonstration spectaculaire, faire connaître les conditions misérables qui régnaient dans la réserve, où la moitié des familles dépendaient de l'aide sociale et où l'alcoolisme était répandu. L'incident prit fin après qu'un Indien eut été tué et un autre blessé et que le gouvernement eut accepté de réexaminer la situation des droits octroyés par les traités, mais sans guère de suites.

L'activisme des Indiens donna pourtant des résultats. Les autres Américains prirent davantage conscience de leurs besoins. Les administrations durent se montrer réceptives aux pressions en faveur d'une égalité de traitement trop longtemps différée. Le premier représentant indien au Congrès, Ben Nighthorse Campbell, fut élu en 1992 par le Colorado.

LA CONTRE-CULTURE ET L'ECOLOGIE

La campagne en faveur de l'égalité des chances déclencha une autre forme de bouleversement. Les jeunes en particulier répudiaient l'idéal de stabilité propre à la classe moyenne adopté par leurs parents depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si certains se jetèrent à corps perdu dans des activités politiques extrémistes, la plupart se contentèrent d'adopter de nouvelles habitudes vestimentaires et de nouveaux comportements sexuels.

Les signes les plus visibles de la contre-culture envahirent la société américaine vers la fin des années 1960 et au début des années 1970. Les cheveux se portaient plus longs, les barbes étaient plus fréquentes, blue-jeans et T-shirts remplacèrent pantalons, vestons et cravates. L'usage de drogues illicites prit de l'ampleur afin de libérer l'esprit des contraintes passées. Le rock and roll naquit, proliféra et engendra nombre de courants musicaux nouveaux. Le hard rock acquit une immense popularité et l'on entendit de plus en plus de chansons engagées, comme celles du chanteur-compositeur Bob Dylan. La contre-culture de la jeunesse atteignit son apogée en août 1969 à Woodstock, dans une région rurale de l'Etat de New York, où se tint pendant trois jours un festival musical qui rassembla près d'un demi-million de personnes. L'événement donna son nom à toute une époque – celle de la génération Woodstock.

L'énergie qui avait alimenté le mouvement pour les droits civiques et la contre-culture stimula également le mouvement en faveur de l'environnement, vers 1965. Beaucoup d'Américains avaient été émus par la publication en 1962 du livre de Rachel Carson, *Printemps silencieux*, qui dénonçait les ravages des pesticides chimiques et en particulier du DDT. L'intérêt du public pour l'environnement ne cessa de croître pendant les années 1960, à mesure que les Américains devenaient conscients des menaces que faisaient peser sur leur santé et sur la beauté de leurs paysages nombre d'autres polluants : les gaz d'échappement des voitures, les déchets industriels, les marées noires. Le 22 avril 1970, les Etats-Unis célébrèrent le premier jour de la Terre.

Nombreux furent ceux qui résistèrent aux mesures proposées pour purifier l'atmosphère et l'eau. Les solutions étaient coûteuses, pour les entreprises et les particuliers, et modifiaient les habitudes de vie et de travail. Pourtant, en 1970, le Congrès amenda la loi de 1967 sur la Pureté de l'air, afin d'imposer des règles nationales. Il adopta également une loi pour l'amélioration de la qualité de l'eau plaçant à la charge des pollueurs le nettoyage des marées noires au large des côtes. Puis, en 1970, fut créée l'Agence pour la protection de l'environnement, organisme fédéral indépendant chargé de réprimer les abus dans ce domaine.

Au plus fort de la crise (ci-dessous), en mars 1933, de petits épargnants angoissés font la queue devant une banque new-yorkaise. Le président Franklin D. Roosevelt, élu depuis peu, venait de faire fermer provisoirement tous les établissements bancaires du pays pour mettre un terme à l'hémorragie de leurs réserves financières. Seules les banques encore solvables furent autorisées à rouvrir leurs portes après quatre jours de «congé».

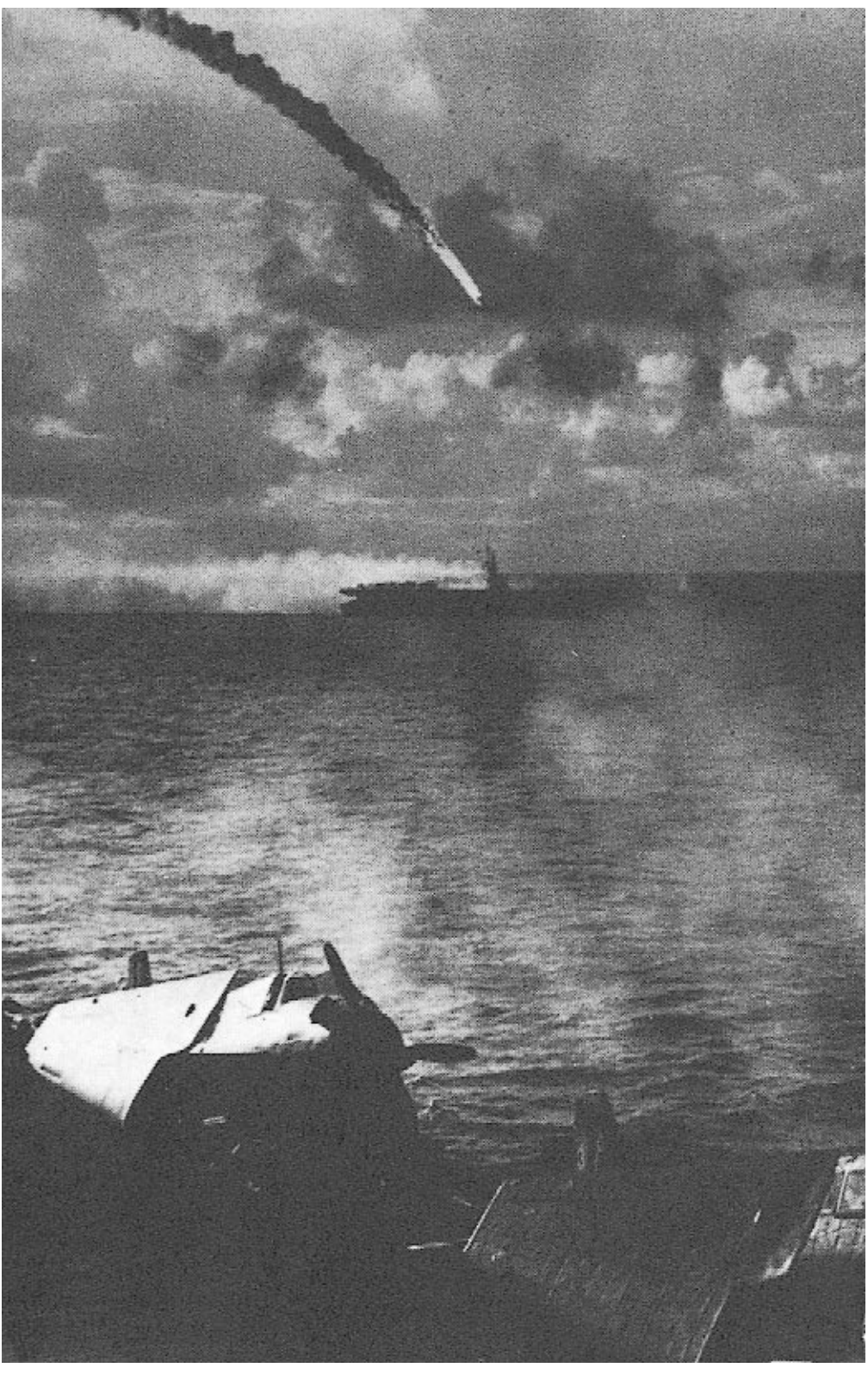
ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

UNE ERE DE BOULEVERSEMENTS

CAHIER PHOTO

Pour les Etats-Unis, le XXe siècle est une période de turbulences et de changements extraordinaires. Le pays a subi la crise économique la plus grave de son histoire, il est sorti vainqueur, avec les Alliés, de la Seconde Guerre mondiale, il a joué le rôle de dirigeant planétaire au cours du conflit larvé connu sous le nom de guerre froide et traversé une remarquable phase de transition sociale, économique et politique, sur le plan national. Alors qu'elle s'est transformée lentement au fil des siècles, l'Amérique semble désormais se réinventer tous les dix ans ou presque.

En haut, les ouvriers de l'automobile font la grève sur le tas devant une chaîne de montage de General Motors, à Flint, dans le Michigan, en 1937. Des grèves comme celle-ci permirent aux ouvriers de l'industrie d'obtenir la reconnaissance officielle de leurs syndicats pendant les années 1930, d'un bout à l'autre du pays. Ci-dessus, le président Roosevelt signe le *Social Security Act* de 1935, la loi qui eut peut-être la portée la plus considérable de toutes celles prises dans le cadre du *New Deal*. Aujourd'hui, la Social Security est l'un des programmes sociaux les plus vastes des Etats-Unis et fournit des ressources à des millions d'Américains retraités ou frappés d'invalidité.



Ci-contre, les opérations menées dans le Pacifique, au cours de la Seconde Guerre mondiale, étaient caractérisées par de grandes batailles aéronavales. Ici, un avion japonais tombe en flammes alors qu'il attaquait la flotte de porte-avions des Etats-Unis dans les îles Mariannes, en juin 1944. Les forces d'infanterie et les *Marines* se trouvèrent engagés dans une campagne «d'île en île» qui débuta à Guadalcanal, en août 1942, et se poursuivit jusqu'à l'attaque d'Okinawa, en avril 1945.
En haut, le général Dwight Eisenhower, commandant suprême des forces alliées en Europe, s'adresse à des parachutistes peu avant le débarquement du 6 juin 1944 en Normandie – la plus vaste opération militaire de l'histoire. Ci-dessus, le général Douglas MacArthur débarque à Leyte, aux Philippines, au moment où les troupes américaines entament la libération de ce pays. Il remplit ainsi la promesse qu'il avait faite deux ans plus tôt quand il avait déclaré «Je reviendrai» en échappant à l'avance des troupes japonaises dans les îles en 1942.

Ci-dessus, les chaînes de montage des chasseurs Lightning P-38, au cours de la Seconde Guerre mondiale. En raison de leur production massive de matériel de guerre, les Etats-Unis étaient devenus, selon les paroles du président Roosevelt, «l'arsenal de la démocratie». Ci-contre, en haut, des Américains d'origine japonaise attendent d'être transférés dans des camps d'internement, victimes de la plus grave violation des droits de l'homme dont se soient rendus coupables les Etats-Unis lors de la Seconde Guerre mondiale. Ci-contre, le Premier ministre britannique Winston Churchill, le président Roosevelt et le chef de l'Union soviétique, Joseph Staline, se réunissent à Yalta, en février 1945. Bien que les trois dirigeants soient tombés d'accord sur la façon de coordonner l'effort de guerre, leurs divergences de vues sur l'avenir de l'Europe préfiguraient la division du continent européen entre l'Est et l'Ouest, qui dura toute la guerre froide.

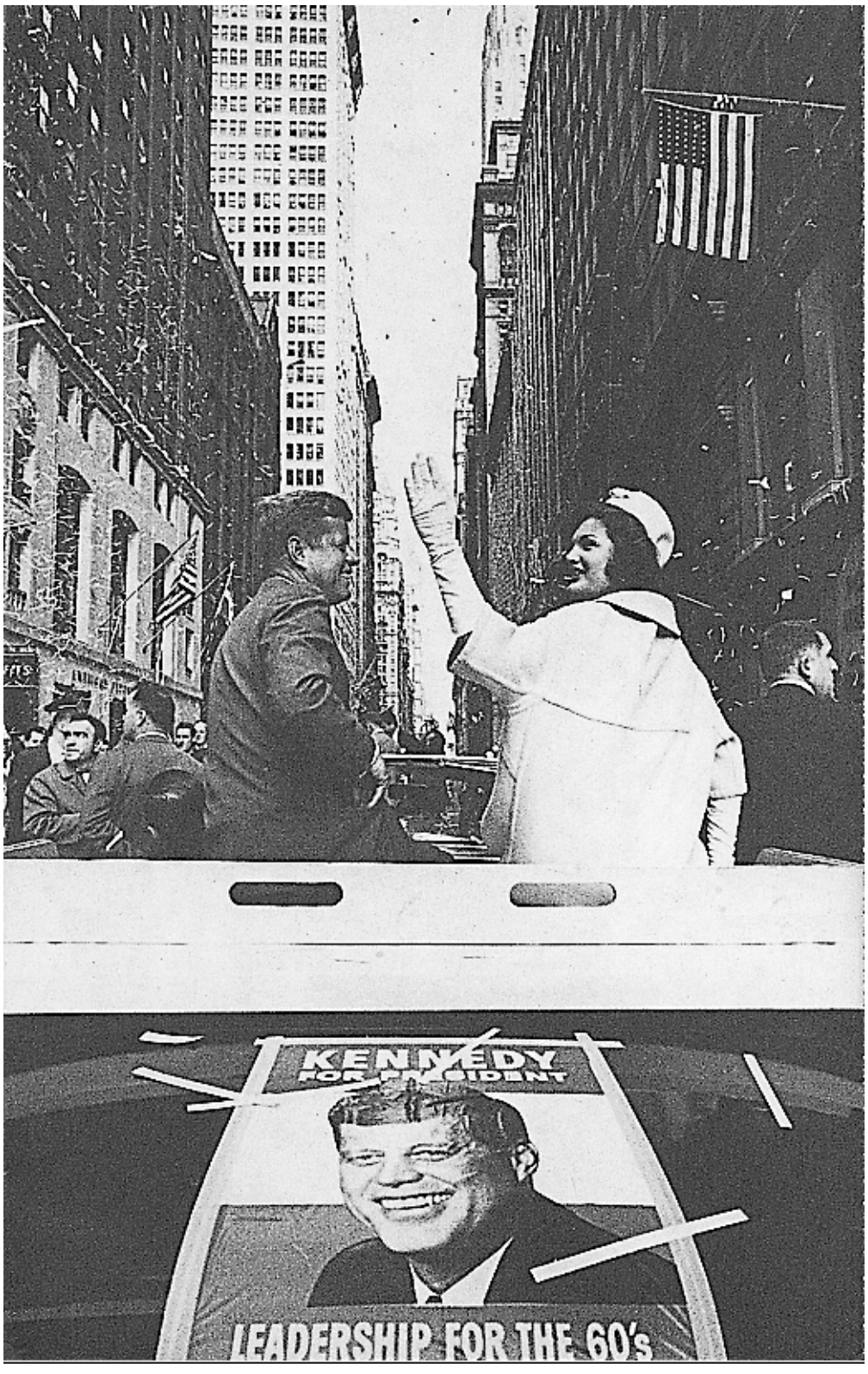
Ci-contre, les soldats américains assistent à un essai nucléaire, dans le désert du Nevada, en 1951. La menace des armes nucléaires a représenté un danger permanent pendant la guerre froide. Ci-dessous, les fantassins américains font feu contre les forces nord-coréennes qui ont envahi la Corée du Sud en 1951, lors d'un conflit qui devait se prolonger pendant trois douloureuses années.

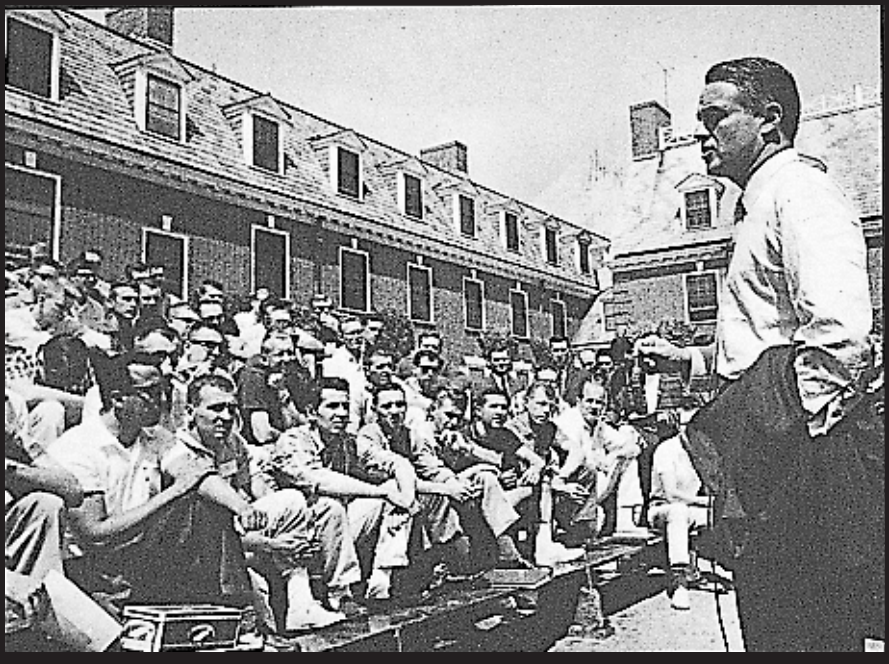
En haut, sur cette photo qui est peut-être la plus célèbre de toute l'histoire politique des Etats-Unis, le président Harry Truman brandit un journal qui annonce à tort sa défaite face au candidat républicain Thomas Dewey lors des élections présidentielles de 1948. La remontée de Truman et sa victoire électorale ont surpris pratiquement tous les experts politiques de son temps – et ont donné des espoirs à tous les candidats mal placés lors des élections suivantes.
Au cours d'une audition du Congrès, en 1954, le sénateur Joseph McCarthy (ci-dessus) prétend démontrer sur une carte l'influence exercée par le parti communiste aux Etats-Unis en 1950. Son principal adversaire dans ce débat contradictoire est l'avocat Joseph Welch (assis à gauche). Celui-ci réussit à discréditer McCarthy à l'occasion de ces auditions parlementaires qui furent parmi les premières à être largement télévisées sur tout le territoire national.

En haut, la première star américaine du rock and roll, Elvis Presley, sur scène dans les années 1950. Aujourd'hui, des années après sa mort, il est encore vénéré par une foule d'admirateurs pour qui il demeure «The King». Ci-dessus, Jackie Robinson effectue un retour acrobatique à sa base de départ lors d'un match de base-ball, en 1948. En entrant dans l'équipe des Brooklyn Dodgers et en devenant l'une des vedettes de ce sport, le joueur a brisé les barrières raciales dont étaient victimes les Noirs dans le monde du base-ball professionnel.

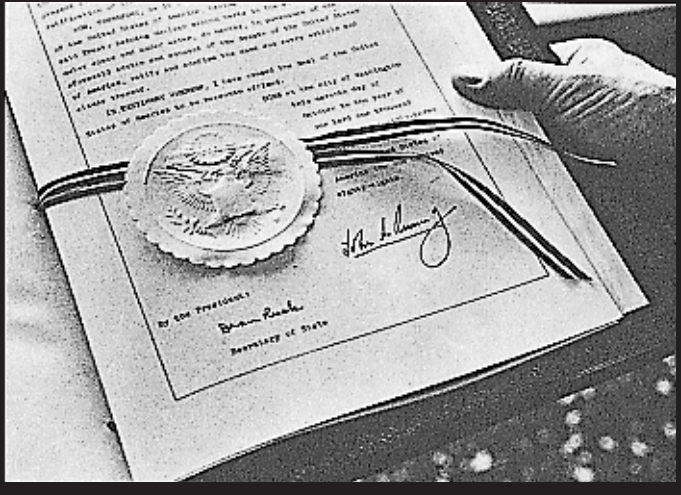
En haut, Lucille Ball (deuxième en partant de la gauche) entourée de ses partenaires (dont son mari Desi Arnez, debout) dans *I Love Lucy,* l'une des comédies les plus populaires de la télévision, pendant les années 1950. Ce feuilleton a inauguré nombre des techniques et des conventions reprises par la suite dans des centaines de séries télévisées basées sur le «comique de situation». Ci-contre, un portrait du président Dwight Eisenhower, dont la personnalité aimable et rassurante a dominé toute cette décennie.

Ci-dessus, Rosa Parks, assise à l'avant d'un bus municipal, après le succès du boycott organisé par les citoyens noirs de Montgomery, en Alabama, contre la compagnie d'autobus, en 1955-1956. Ce boycott avait été organisé pour protester contre la ségrégation qui condamnait les Noirs à s'asseoir à l'arrière des véhicules. La Cour suprême déclara que cette pratique constituait une violation de la Constitution, un an après le début de la campagne. Le boycott des autobus de Montgomery permit à un grand dirigeant de prendre la tête du mouvement pour les droits civiques en Amérique : Martin Luther King.
Ci-contre, en 1966, Martin Luther King accompagne des enfants noirs qui se rendent à leur école primaire à Grenada, dans le Mississippi – un établissement public auparavant exclusivement réservé aux Blancs. Si, dans son célèbre arrêt *Brown c. Board of Education* de 1954, la Cour suprême a déclaré illégale la ségrégation scolaire, il a fallu des protestations, des pressions politiques et de nouvelles décisions de justice pendant plusieurs décennies pour que la déségrégation soit effectivement appliquée dans toutes les écoles du pays.

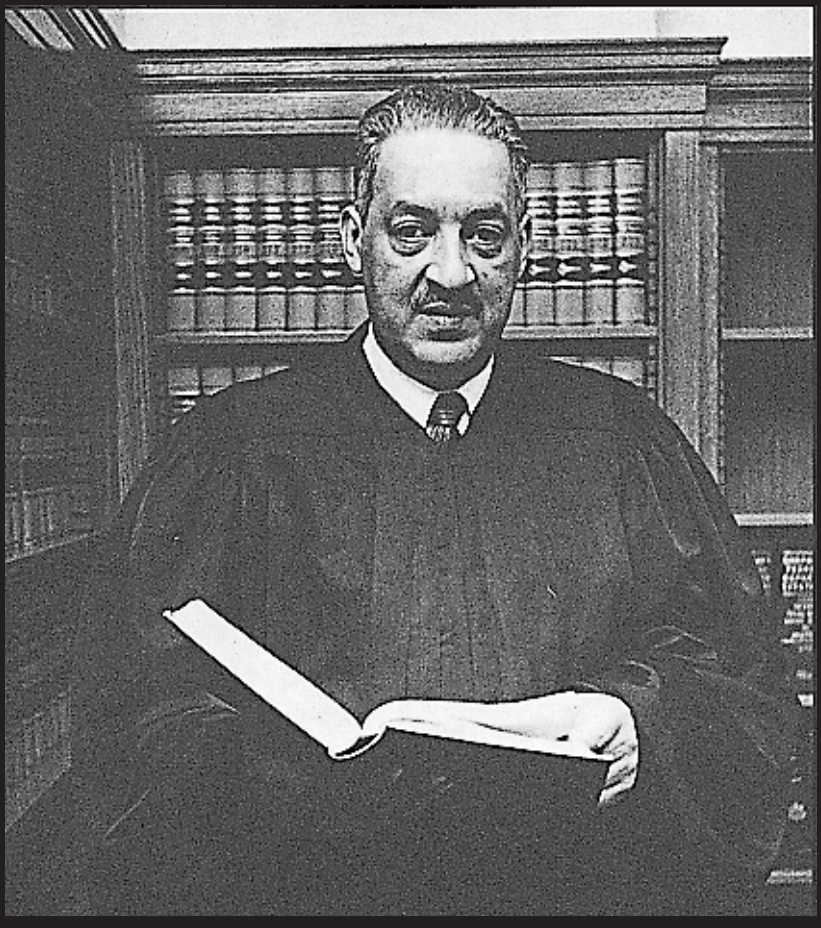

KENNEDY
FOR PRESIDENT
LEADERSHIP FOR THE 60's



Ci-contre, John F. Kennedy, en compagnie de sa femme Jacqueline, parcourt les rues de New York en voiture découverte à la fin de la campagne présidentielle de 1960 qui se termina par son étroite victoire sur le républicain Richard Nixon, ancien vice-président de Dwight Eisenhower.
La jeunesse, l'énergie et le charisme de Kennedy lui valurent une très grande popularité au cours de sa brève présidence qui s'acheva tragiquement par son assassinat, en 1963.
Ci-dessus, R. Sargent Shriver, directeur du Corps de la Paix, s'adresse en 1961 aux premiers volontaires qui viennent d'être recrutés par l'organisation et qui s'engagent pour deux ans à enseigner et à venir en aide aux populations des pays en développement. Le Corps de la Paix constitue l'un des legs les plus durables du programme lancé par Kennedy dans le cadre de la «Nouvelle Frontière».


BY THE PRESIDENT:
Secretary of State

Ci-dessus, le président Kennedy s'adresse à quelque 250 000 Allemands, à Berlin-Ouest, en juin 1963. Célébrant le courage de ceux qui se trouvent en l'un des endroits les plus exposés de la guerre froide, il déclare : «Tous les hommes libres, où qu'ils soient, sont citoyens de Berlin. Voilà pourquoi, en ma qualité d'homme libre, je suis fier de dire : "Ich bin ein Berliner"» [Je suis un Berlinois]. Ci-contre, le document portant ratification du traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires ; ce texte, qui est l'un des premiers accords sur le contrôle des armements conclus entre l'Occident et le bloc communiste, met fin aux essais nucléaires dans l'atmosphère.



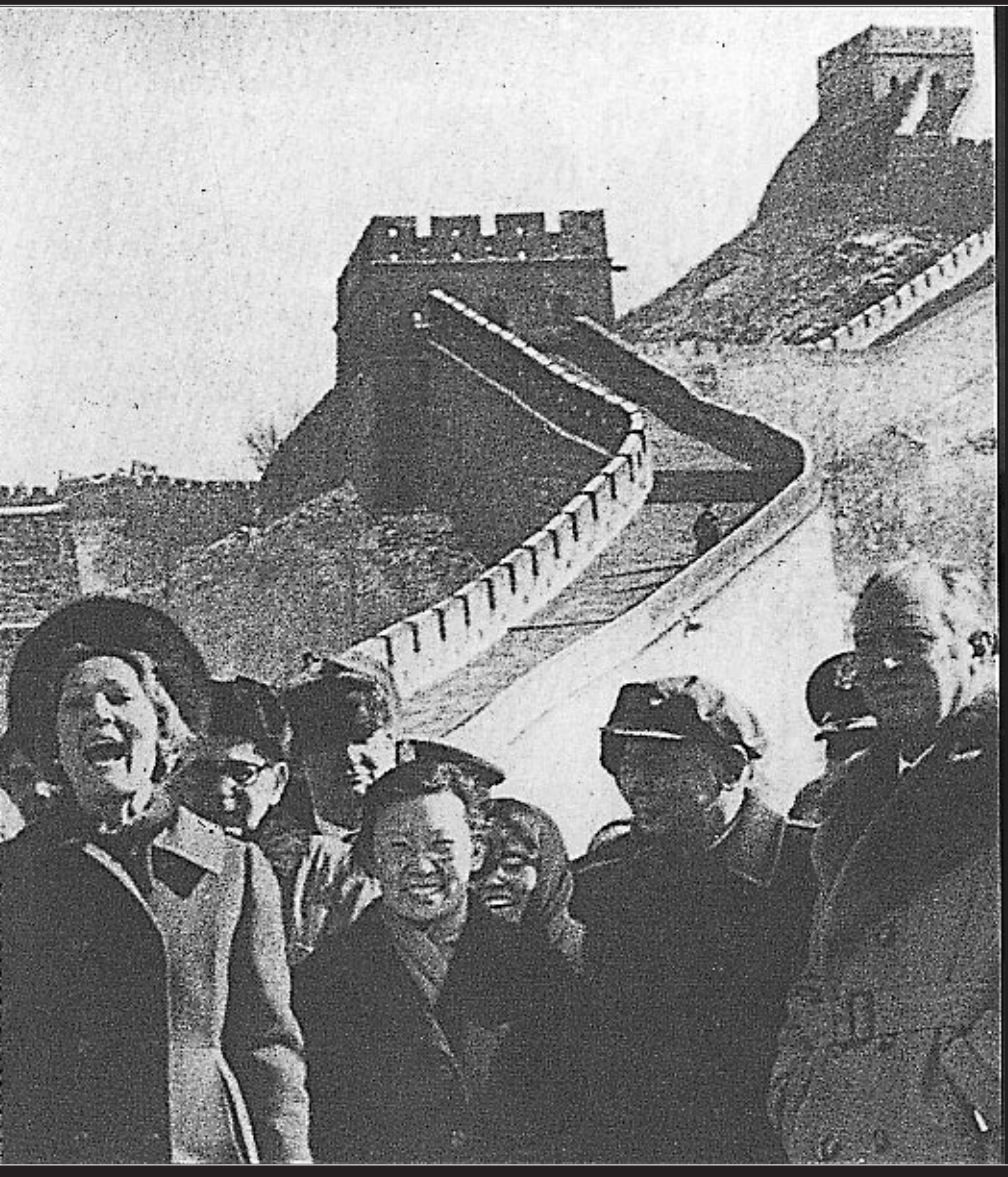
Thurgood Marshall, l'un des champions de l'égalité des droits pour tous les Américains. Avocat de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), il avait plaidé avec succès dans l'affaire *Brown c. Board of Education*. Par ce célèbre arrêt de 1954, la Cour suprême déclara illégale la ségrégation dans les écoles publiques. Par la suite, Thurgood Marshall se distingua en accédant au rang de juge à la Cour suprême.

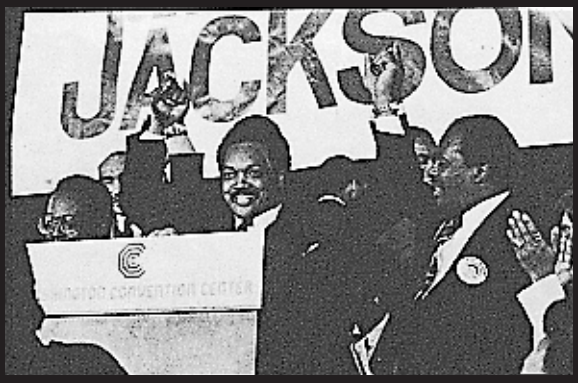
Le président Lyndon Johnson, en 1968. Né au Texas, il fut le chef de la majorité au Sénat pendant les mandats d'Eisenhower, puis vice-président aux côtés de John Kennedy avant de parvenir lui-même à la présidence. Doté de l'une des personnalités les plus fortes du monde politique de Washington, il fit adopter par le Congrès les textes législatifs les plus ambitieux – en matière de politique intérieure – depuis le *New Deal* de Roosevelt. Mais la guerre du Vietnam, qui divisait tout le pays, l'empêcha de briguer un nouveau mandat.

Patrouille de l'armée américaine à la recherche de francs-tireurs, au Sud-Vietnam, en 1965. Les forces américaines, qui comprenaient 60 000 soldats en 1965, étaient passées à plus de 540 000 hommes en 1969, lors d'un conflit qui avait divisé la nation plus âprement que toute autre guerre de son histoire. Les dernières unités combattantes américaines quittèrent le Vietnam en 1973.

Ci-contre, en haut, des manifestants hostiles à la guerre du Vietnam affrontent la police au cours d'incidents violents, lors de la convention nationale du parti démocrate, en 1968, à Chicago. Les candidats qui faisaient campagne contre la guerre ne réussirent pas à obtenir l'investiture du parti face au vice-président de Lyndon Johnson, Hubert Humphrey. Le parti démocrate étant divisé, Humphrey perdit les élections au profit du candidat républicain Richard Nixon. Ci-contre, en bas, l'apogée du courant de la contre-culture aux Etats-Unis fut marquée par le concert de rock de Woodstock, en 1969. Cet événement, qui se déroula en plein air, dura trois jours. Ci-dessus, deux dirigeantes du mouvement féministe, dans les années 1960 : Kate Millett (à gauche), auteur d'un livre très controversé en son temps, *La Politique du mâle*, et Gloria Steinem, militante et journaliste.

A droite, le président Richard Nixon se promène avec son épouse, Pat, et le secrétaire d'Etat William Rogers sur la Grande Muraille de Chine. La reprise des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, en 1972, a été considérée comme un grand succès pour le président Nixon, à une époque où les forces américaines se retiraient progressivement du Sud-Vietnam. Ci-dessus, Cesar Chavez (à droite), chef de l'United Farm Workers, en Californie – un syndicat agricole composé en grande partie de travailleurs mexicains. Comme les Afro-Américains et les femmes, les Américains d'origine latino-américaine ont commencé à se constituer en force politique au cours des années 1960 et 1970.





En haut, Jesse Jackson, militant politique et dirigeant du mouvement pour les droits civiques, lors d'un meeting en 1984. Pendant plus de trente ans, cet ancien collaborateur de Martin Luther King est resté le représentant le plus éminent, le plus dynamique et le plus éloquent de ce qu'il a baptisé la coalition «arc-en-ciel» – une formation regroupant les défavorisés, les Afro-Américains et les membres d'autres minorités. Il a été candidat à l'investiture du parti démocrate pour les élections présidentielles de 1984 et 1988. Ci-dessus, les Amérindiens manifestent à Washington, en 1978. Ils tentent eux aussi d'affirmer leurs droits et leur identité depuis plusieurs décennies.

Ci-dessous, ces trois statues de soldats rendent hommage, comme d'autres monuments consacrés aux victimes de la guerre du Vietnam, aux 58 000 Américains tombés pendant le conflit et aux millions d'autres qui y ont participé.

ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

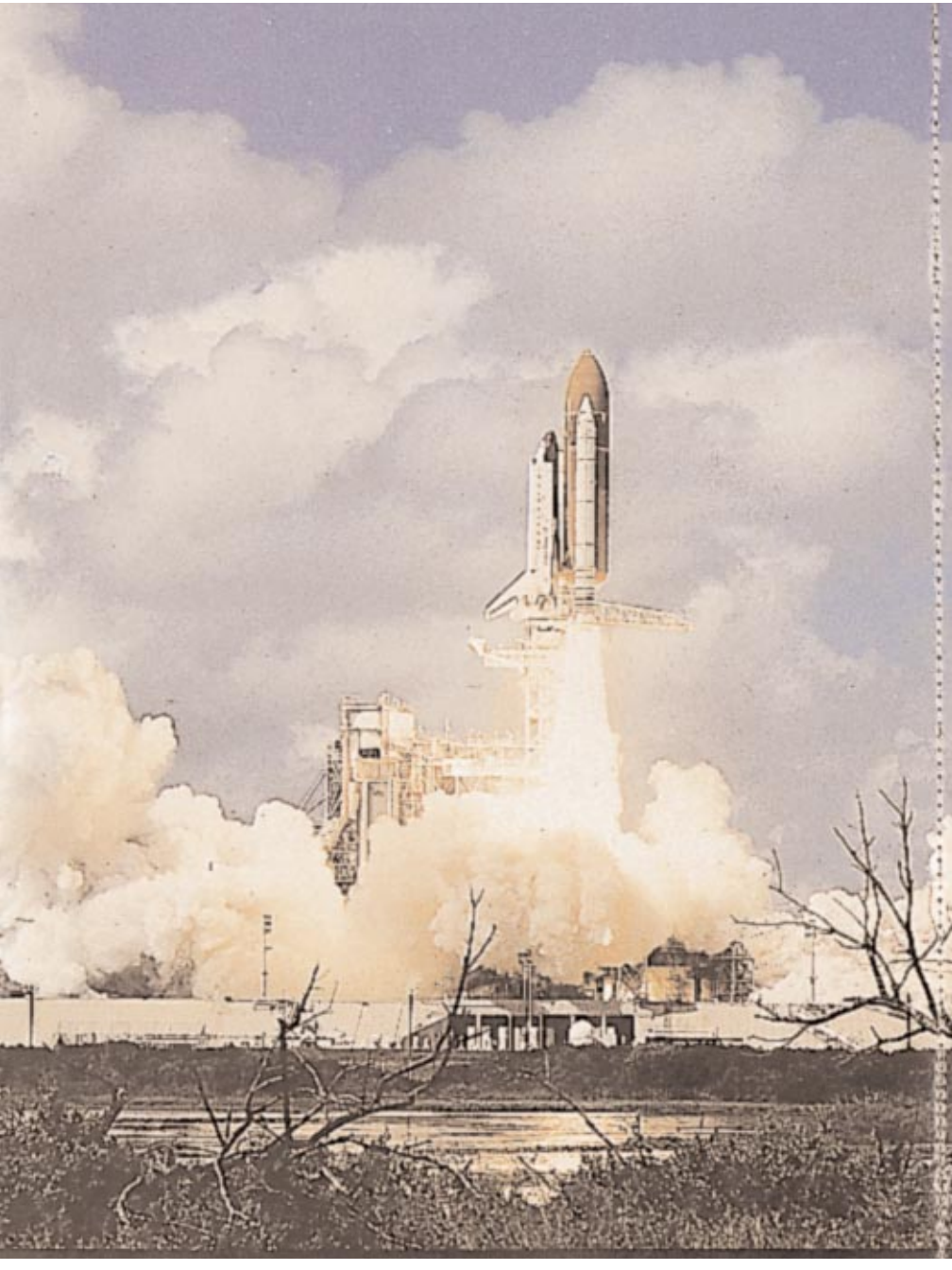
LA NATION DU XXIe SIÈCLE

CAHIER PHOTO

Les dernières décennies du XXe siècle ont été marquées par les nouveaux défis lancés aux Etats-Unis sur leur territoire national et à l'étranger. La seule constante a été le changement. La guerre froide a pris fin. La révolution de l'ordinateur et des télécommunications a commencé de transformer l'économie et le mode de vie. De nouvelles vagues d'immigrants ont rendu la société américaine encore plus diversifiée, donnant naissance à ce qu'un observateur a appelé «la première nation universelle». Au milieu de ces bouleversements radicaux, le pays a tenté de s'appuyer sur ses succès passés pour construire l'avenir, tout en continuant d'honorer ceux qui s'étaient sacrifiés pour lui.

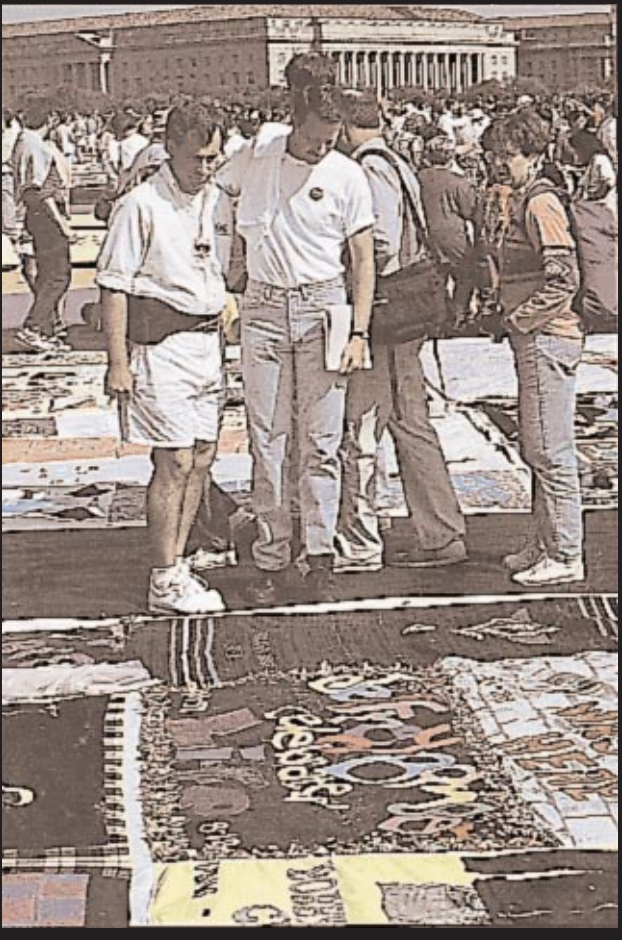
A droite, les puits de pétrole flambent derrière un char irakien détruit, à la fin de la guerre du Golfe, en février 1991. Les Etats-Unis ont conduit une coalition de plus de trente nations lors d'une campagne aérienne et terrestre désignée sous le nom de Tempête du désert et destinée à mettre fin à l'occupation du Koweït par l'Irak. Ci-dessus, le monument élevé à Montgomery, en Alabama, à la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour le mouvement en faveur des droits civiques aux Etats-Unis. Il porte quarante noms. En haut, à droite, le correspondant de CNN, en direct de Moscou. La combinaison de la télévison par câble et d'un service d'information permanent, comme c'est le cas pour CNN, donne aux informations télévisées en provenance du monde entier une actualité et un impact sans précédent.

Bernard Shaw
Moscow
CNN
LIVE

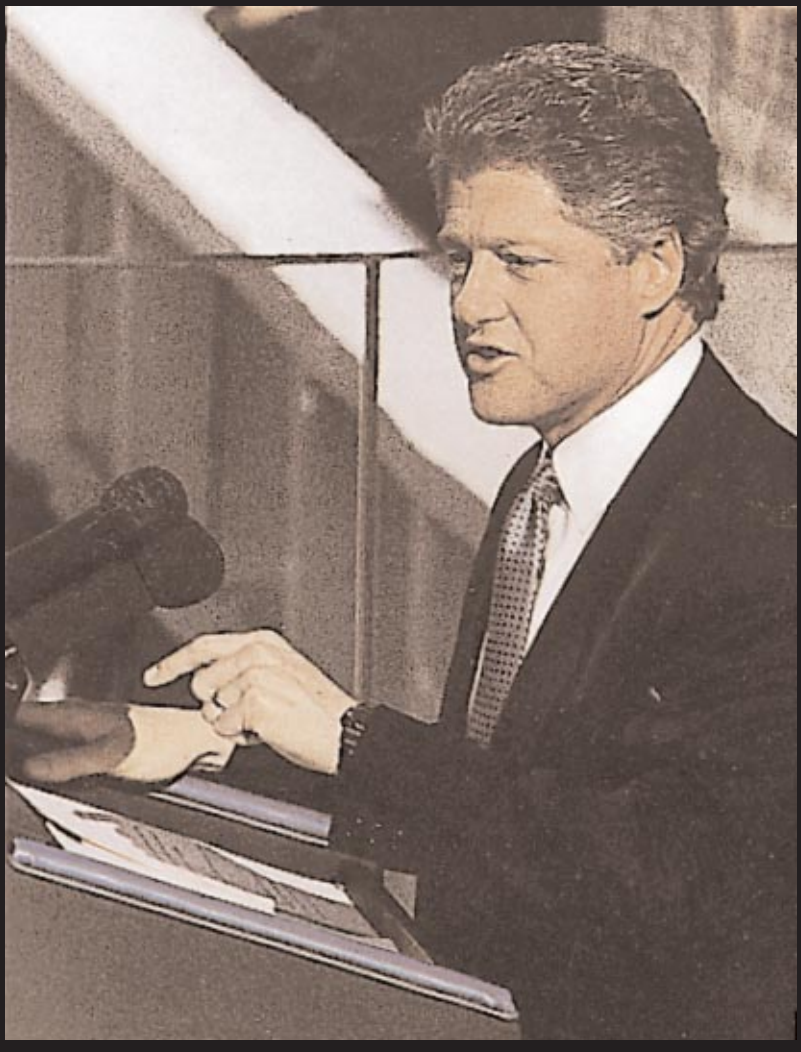


A gauche, lancement de la navette, premier vaisseau spatial réutilisable. Cette navette polyvalente, qui a déjà servi à mettre des satellites en orbite et à réaliser les expériences les plus variées, sera indispensable lors de la prochaine phase de l'exploration de l'espace : la création d'une station orbitale internationale. Ci-dessus, le président George Bush avec le dirigeant polonais Lech Walesa, en juillet 1989. Cette année mémorable marqua la fin de la guerre froide et de la division de l'Europe en deux blocs hostiles – celui de l'Est et celui de l'Ouest – qui subsistait depuis 40 ans.

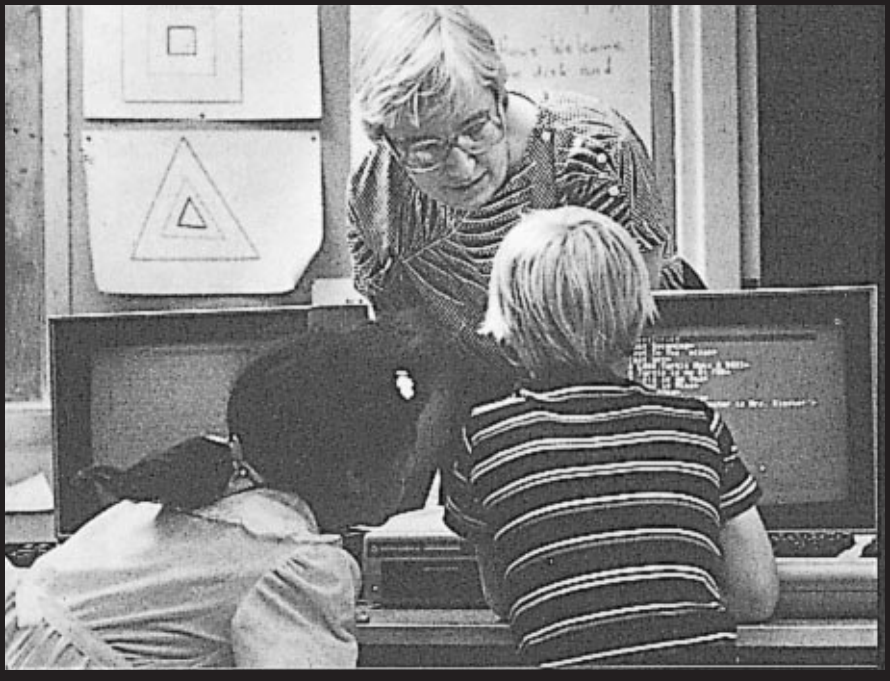
MTV
MUSIC TELEVISION



Page de gauche, en haut : la jeunesse, la musique rock et la télévision par câble vingt-quatre heures sur vingt-quatre sont les ingrédients de MTV, une chaîne de télévision qui ne se contente pas de programmes musicaux et s'intéresse aussi à la mode et à la publicité.
Page de gauche, en bas, l'immense patchwork du SIDA : chaque carré de tissu est dédié à l'une des victimes de ce fléau qui frappe le monde entier.
Ci-dessus, un centre de recyclage de boîtes en aluminium, dans le New Jersey. La prise de conscience de la nécessité de protéger l'environnement ne cesse de s'étendre aux Etats-Unis. Il en résulte un gigantesque effort de recyclage de matériaux tels que le verre, le papier, l'acier et l'aluminium. A gauche, l'histoire d'amour entre les Américains et l'automobile continue. Elle se traduit par des embouteillages croissants et conduit le gouvernement et l'industrie à lutter activement pour réduire la pollution de l'air dans les villes.



Bill Clinton, 42e président des Etats-Unis, prononce son discours d'investiture le 21 janvier 1993.



En haut, les crèches et garderies se sont multipliées aux Etats-Unis depuis que, dans les familles d'Américains moyens, le père et la mère travaillent à l'extérieur. Ci-dessus, une nouvelle génération d'Américains s'initie à la technologie de l'ordinateur qui occupera une place importante dans son avenir.

ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE XIII

XIII

EN MARCHE VERS LE XXIe SIECLE

Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev après la signature
du Traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, décembre 1987.

L'AMERIQUE «POUR DURER, DEVAIT CHANGER... CHANGER POUR PRESERVER SES IDEAUX – LE DROIT A LA VIE, A LA LIBERTE, A LA RECHERCHE DU BONHEUR. BIEN QUE NOUS MARCHIONS AU RYTHME DE NOTRE TEMPS, NOTRE MISSION SE SITUE EN DEHORS DU TEMPS.»

Président Bill Clinton, 1993

UNE SOCIETE EN TRANSITION

Certains changements apparus dans la structure de la société américaine vers 1980 avaient été amorcés plusieurs années ou plusieurs décennies auparavant. La composition de la population, ainsi que la nature des principaux emplois et métiers, avaient subi de profondes modifications.

La prédominance des services dans l'économie est devenue indéniable. Vers 1985, après plus d'un demi-siècle d'évo-

lution, on a constaté que les trois quarts des salariés étaient vendeurs, employés de bureau, enseignants, fonctionnaires, médecins ou professionnels de la santé, avocats et conseils juridiques ou financiers.

L'activité dans le secteur des services a bénéficié de l'ordinateur. Matériels et logiciels peuvent désormais enregistrer un nombre naguère inimaginable de données sur les tendances économiques et sociales. Le gouvernement fédéral a d'abord procédé à des investissements considérables dans l'informatique au cours des années 1950 et 1960, dans le cadre de ses programmes spatiaux et militaires. Puis, vers la fin des années 1970, deux jeunes chefs d'entreprise californiens qui travaillaient dans leur garage ont assemblé le premier ordinateur personnel grand public, Apple, et déclenché une véritable révolution. Vers le début des années 1980, des millions de micro-ordinateurs avaient pénétré dans les bureaux et les foyers américains.

Pendant ce temps, les industries traditionnelles, comme la sidérurgie et le textile, étaient sur le déclin. Le secteur automobile américain était ébranlé par la concurrence efficace de constructeurs japonais, tels que Toyota, Honda et Nissan, dont certains avaient ouvert des usines aux Etats-Unis. En 1980, un quart du marché américain était conquis. C'est vers 1990 seulement que les constructeurs américains ont commencé à égaler leurs rivaux nippons quant à la productivité des coûts et à la qualité technique des modèles, regagnant ainsi les parts du marché intérieur perdues pendant les deux décennies précédentes. Certes, les consommateurs ont bénéficié de cette concurrence acharnée – qui s'est manifestée aussi dans d'autres secteurs hautement concurrentiels comme l'informatique – mais ce dur combat en vue de juguler les coûts a entraîné la perte définitive de milliers d'emplois dans la construction automobile américaine.

Les structures démographiques se sont transformées tout autant. Après le baby-boom qui avait marqué l'après-guerre de 1946 à 1964, le taux global de la croissance démographique s'est mis à baisser, entraînant un vieillissement de la population. La composition des foyers a évolué. Aujourd'hui, dans un quart des ménages, deux personnes (ou davantage) vivent ensemble sans avoir de lien officiel.

Les nouveaux immigrants ont modifié le caractère de la société dans d'autres domaines. En 1965, un changement de politique a ralenti le rythme de l'immigration en provenance d'Europe occidentale, alors qu'il s'est intensifié de manière spectaculaire pour les personnes venant d'Asie ou d'Amérique latine. Les réfugiés vietnamiens, par exemple, ont afflué en Amérique après la fin de la guerre qui avait ravagé leur pays. En 1980, 808 000 immigrants sont entrés aux Etats-Unis. C'était le chiffre le plus élevé depuis soixante ans, car le pays était redevenu une terre d'accueil.

Dans les années 1980, de nouveaux groupes ont participé à la lutte pour l'égalité des chances. Ainsi, les homosexuels ont utilisé maintes tactiques déjà employées par le mouvement en faveur des droits civiques pour réclamer la suppression des discriminations à leur encontre, et leurs efforts ont souvent été payants. En 1975, par exemple, la commission nationale de la fonction publique a levé l'interdit qui pesait sur l'embauche des homosexuels et, à l'échelon des Etats, plusieurs lois ont été promulguées pour abolir toute différence de traitement à leur égard. Ces mesures ont entraîné une réaction prévisible, et des manifestations d'hostilité envers les homosexuels ont donné lieu à divers incidents.

Puis, en 1981, on découvrit le SIDA (syndrome immunodéficitaire acquis), maladie dévastatrice qui détruit les défenses immunitaires du corps humain. Le SIDA se transmet par voie sexuelle ou sanguine. Aux Etats-Unis, il a commencé par frapper avec une virulence toute particulière les homosexuels de sexe masculin et les toxicomanes qui utilisaient des seringues intraveineuses, mais toute la population est exposée à la contamination. En 1992, plus de 150 000 Américains étaient morts du SIDA et l'on estimait entre 300 000 et plus de un million le nombre des séropositifs. Mais l'épidémie n'est en aucune façon limitée aux Etats-Unis et l'effort réalisé pour mettre au point un traitement contre la maladie a mobilisé des chercheurs et des médecins dans le monde entier. L'un de leurs premiers succès est dû, en grande partie, aux recherches menées par les Français et les Américains ; elles ont conduit à isoler le virus et à mettre au point certains tests qui permettent de vérifier l'innocuité des réserves de sang destinées aux transfusions.

LA VAGUE CONSERVATRICE ET L'AVENEMENT DE RONALD REAGAN

Pour bien des Américains, l'évolution politique, sociale et économique des deux décennies antérieures avait engendré un climat de désenchantement ; les raisons de cette morosité étaient nombreuses et allaient de la criminalité et de la polarisation raciale dans les grands centres urbains à la récession économique et à l'inflation qui avaient marqué la présidence de Jimmy Carter. Cette situation avait également renforcé la méfiance du public à l'égard du gouvernement, jugé incapable de résoudre les graves problèmes sociaux et politiques.

Les conservateurs, longtemps tenus à l'écart des affaires nationales, étaient bien placés pour profiter de ce nouvel état d'esprit. Ils réclamaient une diminution du rôle de l'Etat, un renforcement de la défense nationale et la protection des valeurs traditionnelles contre ce qu'ils considéraient comme les empiétements de la société moderne, généralement permissive et souvent chaotique. Or c'était là un langage auquel les Américains se montraient réceptifs.

Cette évolution favorable aux conservateurs s'alimentait à des sources diverses. De nombreux chrétiens fondamentalistes, qui tiennent la Bible pour la parole directe et infaillible de Dieu, étaient particulièrement préoccupés par la montée de la délinquance et l'immoralité sexuelle. L'un de leurs mouvements les plus efficaces en politique, au début des années 1980, fut celui de la «Majorité morale», conduit par le pasteur baptiste Jerry Falwell. Un autre, dirigé par Pat Robertson, avait créé une «Coalition chrétienne» dont la puissance se manifesta vigoureusement au sein du parti républicain au début des années 1990. Ces deux mouvements, comme bien d'autres, voulaient replacer la religion au centre de la vie américaine. Des télévangélistes comme Falwell et Robertson firent de nombreux adeptes.

Un problème différent, qui permit également aux conservateurs de galvaniser leurs troupes, recélait un élément émotionnel et un facteur de division plus puissants qu'aucun autre : il s'agissait de l'avortement. Divers individus et organisations se trouvèrent unis dans leur opposition à un arrêt de la Cour suprême, prononcé en 1973, *Roe c. Wade*, qui reconnaissait à une femme le droit de se faire avorter dans les premiers mois de sa grossesse. Parmi les opposants figuraient, entre autres, nombre de catholiques, maints parti-

sans d'une politique conservatrice et des fondamentalistes religieux pour qui l'avortement, dans presque tous les cas, équivalait à un meurtre. Ils étaient prêts à se ranger derrière tout homme politique favorable à leur thèse – et à combattre quiconque ne partagerait pas leurs idées. Les manifestations organisées respectivement par les tenants de la liberté du choix et par les adversaires de l'avortement devinrent bientôt incontournables dans la politique américaine.

Au sein du parti républicain, l'aile droite reprenait l'avantage. Elle y avait déjà brièvement dominé en 1964, quand elle avait réussi à faire investir son candidat à la présidence, Barry Goldwater, mais elle était ensuite retombée dans l'ombre. En 1980, pourtant, grâce aux nouvelles techniques de collecte des fonds à des fins électorales, la droite déborda l'aile modérée du parti. Forte de la puissance de feu fournie par des personnalités conservatrices comme l'économiste Milton Friedman, les journalistes William F. Buckley et George Will ou par les instituts de recherche comme la Heritage Foundation, la nouvelle droite joua un rôle important dans la définition des problèmes des années 1980.

Comme les conservateurs de la «vieille garde», la nouvelle droite préconisait une stricte limitation des interventions du gouvernement dans l'économie, tout en souhaitant utiliser le pouvoir de l'Etat pour promouvoir ses idées sur les valeurs familiales, restreindre les manifestations d'homosexualité et censurer la pornographie. D'une façon générale, la nouvelle droite réclamait des mesures rigoureuses contre la criminalité, un renforcement de la défense nationale et un amendement à la Constitution pour rétablir la prière à l'école ; elle s'opposait à l'avortement et à l'amendement sur l'égalité des droits en faveur des femmes.

La personnalité qui réussit à rassembler ces tendances disparates fut Ronald Reagan. Né dans l'Illinois, il avait été acteur de cinéma à Hollywood et à la télévision, avant de se tourner vers la politique. Il s'était fait remarquer pour la première fois dans la vie publique en 1964, avec un discours télévisé en faveur de la candidature de Barry Goldwater. En 1966, il était élu gouverneur en Californie grâce à une vague de mécontentement de l'électorat indigné par la révolte des étudiants à l'université de Californie de Berkeley. Il conserva

ses fonctions jusqu'en 1975. L'année suivante, il manqua de peu l'investiture du parti républicain comme candidat à la présidence, avant d'obtenir cette consécration en 1980 et de l'emporter sur Jimmy Carter. Il fut réélu de façon triomphale en 1984, face à Walter Mondale, l'ancien vice-président de Jimmy Carter.

L'optimisme inébranlable du président Reagan et son talent pour souligner les réalisations et les aspirations du peuple américain ne cessèrent de se manifester pendant ses deux mandats. C'était un personnage rassurant qui incarnait la stabilité pour beaucoup d'Américains. Malgré sa tendance à faire des déclarations parfois erronées, Reagan était considéré comme un «grand communicateur», surtout pour sa maîtrise de la télévision. Aux yeux de nombreux Américains, il évoquait la prospérité et la tranquillité sociale relative des années 1950, sous la présidence d'une autre personnalité publique chaleureuse, Dwight Eisenhower.

Reagan croyait que le gouvernement s'ingérait trop profondément dans la vie des Américains. Il voulait réduire les activités de l'Etat dont il pensait que le pays n'avait pas besoin et souhaitait éliminer «le gaspillage, la fraude et les abus». Pendant toute sa présidence, Reagan poursuivit le programme de déréglementation commencé par Jimmy Carter, mais il s'y attaqua plus sérieusement que son prédécesseur. Il s'efforça d'éliminer les réglementations qui affectaient le consommateur, le lieu de travail et l'environnement, car il les trouvait inefficaces, coûteuses et gênantes pour la croissance économique.

L'ECONOMIE DANS LES ANNEES 1980

Le programme intérieur du président Reagan était enraciné dans une conviction : pour que la nation puisse prospérer, il fallait libérer la puissance du secteur économique privé. Il était partisan de l'économie de l'offre, selon laquelle la voie la plus rapide vers la croissance est celle qui passe par une augmentation de l'offre des biens et des services ; Reagan voulait donc faire adopter de vastes allègements fiscaux pour favoriser les dépenses de consommation, l'épargne et les investissements. Les économistes favorables à

cette théorie alléguaient que des réductions fiscales entraîneraient un accroissement des investissements dans les entreprises, une augmentation des profits et – grâce aux recettes fiscales perçues sur ces profits – gonfleraient les ressources de l'Etat. En dépit d'une faible majorité républicaine au Sénat et d'une domination des démocrates à la Chambre des représentants, le président Reagan réussit, au cours de sa première année à la Maison-Blanche, à faire voter le principal volet de son programme économique, à savoir une réduction de 25 % des impôts des particuliers, qui devait être échelonnée sur trois ans. Le gouvernement Reagan réussit également à obtenir des augmentations considérables du budget militaire pour moderniser l'armée et faire pièce à ce qu'il considérait comme une menace permanente et croissante de l'Union soviétique.

Une récession marqua les premières années de la présidence de Ronald Reagan. Elle frappa presque tous les secteurs de la société. Le produit national brut (PNB) diminua de 2,5 % en 1982, alors que le taux de chômage franchissait la barre des 10 % ; plus d'un tiers des usines étaient arrêtées. D'un bout à l'autre du Midwest, les grandes entreprises, telles que General Electric et International Harvester, licencièrent des ouvriers. La crise du pétrole contribua à cet effondrement. Comme les gains de productivité baissaient aux Etats-Unis, leurs rivaux économiques, l'Allemagne et le Japon, entre autres, accaparèrent une plus grande part du commerce mondial. La consommation américaine de biens produits à l'étranger augmenta rapidement.

Les agriculteurs connaissaient également des temps difficiles. Leurs effectifs diminuèrent, et la production se concentra dans un nombre plus réduit d'exploitations. Au cours des années 1970, les cultivateurs américains avaient dû aider l'Inde, la Chine, l'URSS et d'autres pays victimes de pénuries agricoles ; ils s'étaient alors lourdement endettés pour acheter des terres et accroître la production. Puis la hausse des prix du pétrole avait gonflé les coûts agricoles, de sorte qu'en 1980 le marasme de l'économie mondiale réduisit la demande de produits de la terre. Les cultivateurs avaient désormais beaucoup de mal à joindre les deux bouts.

Mais la profonde récession qui se prolongea jusqu'à la fin de l'année 1982 – accompagnée par une chute des cours du pétrole – eut une conséquence bénéfique : elle mit fin à l'inflation galopante qui s'était déchaînée sous la présidence de Carter. La situation de certains secteurs économiques s'améliora vers la fin de 1983 ; au début de 1984, l'économie rebondit, et les Etats-Unis entrèrent dans l'une des plus longues périodes de croissance soutenue depuis la Seconde Guerre mondiale. Le Japon accepta d'imposer volontairement des quotas sur ses exportations de voitures vers les Etats-Unis. Les dépenses des consommateurs augmentèrent sous l'effet des allègements fiscaux fédéraux. Les cours de la Bourse remontèrent, reflétant l'optimisme du marché pris d'une frénésie d'achats. Pendant les cinq années suivantes, après le redémarrage de l'économie, le PNB s'accrut au taux annuel de 4,2 % ; le taux de l'inflation s'établit entre 3 et 5 % de 1983 à 1987, sauf pour l'année 1986 où il tomba au-dessous de 2 % – c'était le chiffre le plus bas jamais enregistré depuis plusieurs décennies. Pour sa part, le produit national brut augmenta considérablement au cours des années 1980 ; entre 1982 et 1987, l'économie américaine avait créé plus de treize millions d'emplois.

Pourtant, un pourcentage alarmant de cette croissance était dû au déficit budgétaire. Sous la présidence de Reagan, la dette publique avait quasiment triplé. Bien pis, presque toute l'augmentation de la richesse nationale avait bénéficié aux couches sociales dont les revenus étaient les plus élevés. En fait, à mesure que les emplois les plus mal rémunérés ou les moins qualifiés étaient éliminés, bien des familles pauvres et même certains foyers de la classe moyenne perdaient du terrain.

Fidèle à sa promesse d'abaisser les impôts, Reagan signa la réforme fiscale la plus radicale depuis soixante-quinze ans. Cette mesure, prise au cours de son second mandat, reçut un accueil favorable, tant de la part des démocrates que des républicains ; elle abaissait les taux d'imposition, simplifiait les tranches, remédiait aux lacunes et s'efforçait d'imposer plus équitablement les catégories les plus défavorisées. Pourtant, de graves problèmes subsistaient. Les indigents chroniques ne bénéficiaient pas des améliorations de

l'économie. Les agriculteurs étaient toujours en proie à des difficultés, et les grandes sécheresses de 1986 et 1988 aggravèrent leur situation.

Par suite de l'accroissement du budget militaire, des allègements fiscaux et de l'augmentation des dépenses publiques de santé, les dépenses de l'Etat fédéral étaient nettement supérieures à ses rentrées. Certains analystes accusèrent même la Maison-Blanche de suivre une stratégie délibérée pour empêcher l'augmentation des dépenses intérieures que réclamaient les démocrates. Pourtant, au Congrès, démocrates aussi bien que républicains refusèrent d'amputer ces dépenses. Le déficit annuel qui ne dépassait pas 74 milliards de dollars en 1980 atteignit 221 milliards en 1986 avant de retomber à 150 milliards en 1987. Un effondrement du marché boursier, vers la fin de cette même année, focalisa les doutes qui planaient sur la stabilité de l'économie.

LES AFFAIRES ETRANGERES

Le président Reagan souhaitait faire jouer aux Etats-Unis un rôle plus affirmé en politique étrangère. L'Amérique centrale lui en offrit bientôt l'occasion. Les Etats-Unis firent bénéficier le Salvador d'un programme d'aide économique et de préparation militaire lorsque les guérilleros menacèrent de renverser le gouvernement. La Maison-Blanche encouragea aussi activement la transition vers des élections démocratiques dans ce pays. En revanche, elle ne réussit que partiellement à réfréner les activités des escadrons de la mort, issus de l'extrême droite. L'aide des Etats-Unis contribua, certes, à stabiliser le régime mais l'intensité des violences au Salvador, loin de diminuer, augmenta vers la fin de 1989. Un accord de paix fut finalement signé en 1992.

La politique des Etats-Unis envers le Nicaragua fut beaucoup plus controversée. En 1979, des révolutionnaires, qui s'étaient baptisés les «sandinistes», avaient renversé le régime répressif de droite imposé par Somoza. Le gouvernement sandiniste rejeta les demandes des Etats-Unis qui souhaitaient le voir, d'une part, mettre un terme à ses relations militaires avec Cuba et l'Union soviétique, et, d'autre part,

s'orienter vers des réformes démocratiques. Les tentatives de paix menées à l'échelon régional finirent par échouer et le gouvernement américain concentra ses efforts sur le soutien qu'il apportait aux éléments de la résistance antisandiniste connus sous le nom de «contras». A la suite d'un débat politique intense, le Congrès finit par leur interdire toute aide militaire en octobre 1984, mais il maintint le principe de l'assistance humanitaire. Sous la pression du gouvernement, il revint d'ailleurs sur cette décision en automne 1986 et approuva l'octroi de 100 millions de dollars pour l'aide militaire aux contras. Pourtant, l'intervention de plusieurs facteurs – insuccès sur le champ de bataille, accusations d'atteintes aux droits de l'homme, révélations sur l'utilisation des fonds provenant de ventes secrètes d'armes à l'Iran au profit des guérilleros antisandinistes – affaiblirent au Congrès les soutiens politiques favorables à la poursuite d'une aide militaire aux contras.

Par la suite, le gouvernement du président George Bush renonça à fournir une aide militaire aux contras, mais il apporta son soutien à une coalition politique d'opposition, conduite par Violetta Chamorro, qui remporta une étonnante victoire électorale sur les sandinistes en février 1990.

Néanmoins, le gouvernement Reagan assista à un retour de la démocratie dans toute l'Amérique latine, du Guatemala à l'Argentine. Par ailleurs, en Asie, la campagne de Corazon Aquino, sur le thème du «pouvoir populaire», permit de renverser le dictateur Ferdinand Marcos aux Philippines tandis que, en Corée du Sud, des élections mirent un terme à plusieurs décennies de pouvoir militaire.

Inversement, l'Afrique du Sud maintenait son intransigeance, en dépit des encouragements que lui prodiguait le gouvernement Reagan pour l'inciter à mettre un terme à l'apartheid. En 1986, irrité par l'absence de progrès, le Congrès passa outre au veto de Reagan et imposa une série de sanctions économiques à l'Afrique du Sud. Ce fut seulement en décembre 1988, pendant les dernières semaines du mandat de Ronald Reagan, que plusieurs années de patiente médiation de la part des Etats-Unis contribuèrent à la conclusion d'un règlement de paix historique, couronné par l'octroi de l'indépendance à la Namibie.

Malgré ses véhémentes diatribes anticommunistes, le gouvernement Reagan n'utilisa qu'avec modération ses forces armées. Le 25 octobre 1983, des troupes américaines débarquèrent dans les Caraïbes, sur l'île de la Grenade, après un pressant appel au secours lancé par les pays voisins. Cette initiative suivait l'assassinat du Premier ministre de gauche de la Grenade par des membres de son propre parti d'orientation marxiste. Après de brefs combats, les soldats américains capturèrent plusieurs centaines de Cubains et saisirent divers dépôts d'armes d'origine soviétique. En décembre 1983, les dernières unités combattantes américaines avaient quitté la Grenade où des élections démocratiques furent organisées l'année suivante.

Les efforts militaires des Etats-Unis au Liban, où ils tentaient d'apporter leur soutien à un gouvernement faible, modéré et pro-occidental, se terminèrent tragiquement en octobre 1983, avec la mort de 241 *marines* dans un attentat terroriste. En avril 1986, les Etats-Unis effectuèrent des raids sur Tripoli et Benghazi, en Libye, pour répliquer à des attaques terroristes organisées par les Libyens contre des personnels militaires américains en Europe.

Dans le golfe Persique, la rupture des relations américano-iraniennes, puis un long conflit entre l'Iran et l'Irak donnèrent lieu à une série d'activités navales des Etats-Unis dans la région. A l'origine, les Américains avaient répondu à une demande du Koweït soucieux d'assurer une protection à sa flotte de pétroliers ; par la suite, les Etats-Unis, avec le concours des escadres envoyées par plusieurs pays d'Europe occidentale, garantirent la sécurité des voies de navigation dans le golfe en escortant les convois de pétroliers et d'autres navires neutres.

LES RELATIONS AMERICANO-SOVIETIQUES

Dans les relations des Etats-Unis avec l'Union soviétique, la politique avouée de Reagan consistait à montrer sa force pour maintenir la paix. Dans la plus pure tradition de la guerre froide, le Président était résolu à se conduire avec fermeté vis-à-vis du pays qu'il appelait «l'empire du mal». Deux événements accrurent bientôt les tensions entre les

Etats-Unis et l'Union soviétique : l'interdiction du syndicat Solidarité en Pologne, en 1981, et la destruction d'un avion de ligne, le vol 007 des Korean Airlines, qui était sorti de son couloir aérien et avait été abattu par un chasseur soviétique, le 1er septembre 1983. Les Etats-Unis condamnèrent également la poursuite de l'occupation soviétique en Afghanistan et aidèrent la résistance des moudjahidin.

Pendant le premier mandat de Ronald Reagan, son gouvernement avait dépensé des sommes sans précédent pour réarmer massivement le pays et installer divers missiles nucléaires de portée intermédiaire en Europe afin de contrebalancer le déploiement de missiles soviétiques similaires. Le 23 mars 1983, après une des polémiques les plus passionnées de sa présidence, Reagan annonça l'adoption de l'Initiative de défense stratégique (IDS). Ce programme de recherche sur les technologies de pointe, notamment les lasers et les projectiles à haute énergie, visait à protéger les Etats-Unis contre les missiles balistiques intercontinentaux. Certes, de nombreux savants s'interrogeaient sur la possibilité technique de réaliser l'IDS et, de leur côté, bien des économistes soulignaient l'ampleur exorbitante des crédits nécessaires, mais le gouvernement n'en entama pas moins la mise en œuvre du projet.

Après sa réélection en 1984, Reagan atténua la rigidité de son attitude sur la question du contrôle des armements. Pour sa part, Moscou se montrait favorable à un accord, notamment parce que l'économie soviétique était incapable de supporter les dépenses requises pour rivaliser avec le réarmement américain. En novembre 1985, Ronald Reagan rencontra le nouveau dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, lors d'une réunion au sommet organisée à Genève. Les deux hommes se mirent d'accord sur le principe d'une réduction de 50 % des armements nucléaires stratégiques offensifs ; ils convinrent également de préparer un accord provisoire sur les forces nucléaires de portée intermédiaire. Finalement, en décembre 1987, le président Reagan et le secrétaire général du parti communiste soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, signaient le traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI) qui prévoyait la destruction de toute une catégorie d'armements nucléaires.

LA NAVETTE SPATIALE

Si l'issue de l'Initiative de défense stratégique était problématique pour le gouvernement Reagan, d'autres programmes se révélèrent plus prometteurs. En 1981, les Etats-Unis lancèrent la navette *Columbia*, premier vaisseau spatial habité et réutilisable. Entre 1981 et 1985, l'engin donna la mesure de ses extraordinaires possibilités : les astronautes l'utilisèrent pour faire des expériences, prendre des photos, lancer, ramener ou réparer des satellites en orbite. Pourtant, en janvier 1986, ce fut le drame : la navette *Challenger* explosa, soixante-treize secondes après son décollage, tuant sur le coup six astronautes et une institutrice, qui devait être le premier simple citoyen envoyé dans l'espace. Les missions de la navette furent suspendues *sine die*, tandis que la NASA s'employait à en modifier la conception pour accroître sa sécurité. Quand les Etats-Unis furent en mesure de lancer avec succès la navette *Discovery*, à la fin de 1988, la NASA avait introduit trois cents modifications dans le système de lancement et dans les logiciels de ses ordinateurs.

L'AFFAIRE DES CONTRAS ET LE LUNDI NOIR

Le président Reagan dut faire face à un très grave problème de politique étrangère, peu de temps avant la fin de son second mandat. En 1987, les Américains avaient appris que leur gouvernement avait secrètement vendu des armes à l'Iran, espérant ainsi obtenir la libération d'otages américains détenus au Liban par des organisations extrémistes placées sous la coupe du gouvernement iranien de Khomeyni. L'enquête révéla également que les fonds provenant de ces ventes avaient été détournés au profit des contras du Nicaragua pendant une période au cours de laquelle le Congrès avait interdit de leur fournir une aide militaire.

Une commission mixte de la Chambre et du Sénat fut chargée de l'affaire. Elle s'efforça de savoir si des actes illicites avaient été commis et elle examina la question plus vaste des intérêts que défendait la politique étrangère des Etats-Unis au Moyen-Orient et en Amérique centrale. D'un point de vue plus général, ces auditions, comme celles organisées par le Sénat à propos du Watergate, quatorze ans plus tôt, permirent d'aborder des questions fondamentales sur la respon-

sabilité du gouvernement envers le public et l'équilibre à maintenir entre l'exécutif et le législatif au sein de l'Etat.

Le 19 octobre 1987, appelé le «lundi noir», les Etats-Unis subirent un grave revers économique ; la cote des valeurs boursières dégringola de 22 %, remettant en mémoire le fameux krach de 1929 qui avait préludé à la Grande Crise des années 1930. Plusieurs causes étaient à l'origine de cette débâcle financière : l'inquiétude suscitée par les déficits commerciaux et budgétaires du gouvernement fédéral ; les préoccupations quant au très fort niveau d'endettement des particuliers et des entreprises ; enfin, la récente technique boursière des «transactions programmées», selon laquelle les ordinateurs pouvaient donner automatiquement des ordres de vente ou d'achat pour d'immenses quantités d'actions quand certaines conditions se trouvaient réunies.

Néanmoins, la nation se rétablit dans un laps de temps remarquablement court. Certes, bien des Américains abandonnèrent alors la Bourse pour des investissements plus sûrs, mais il n'y eut pas de récession. En fait, la croissance économique se poursuivit et le taux de chômage tomba à un niveau inconnu depuis quatorze ans : 5,2 % en juin 1988.

LA PRESIDENCE DE GEORGE BUSH

Le président Reagan continuait à bénéficier d'une popularité exceptionnellement élevée à la fin de son second mandat, mais conformément à la Constitution des Etats-Unis il ne pouvait se présenter à nouveau en 1988. Son héritier politique, celui qui avait été son vice-président pendant les huit années de ses deux mandats, George Bush, profita largement de sa popularité et devint le quarante-et-unième président des Etats-Unis.

Bush avait fait campagne en promettant aux électeurs la prolongation de la prospérité que Reagan leur avait déjà apportée ; il soutenait également que sa compétence lui permettrait d'assurer la défense des Etats-Unis plus vigoureusement que ne le ferait le candidat du parti démocrate, Michael Dukakis. Celui-ci, gouverneur du Massachusetts, affirmait que les Américains les plus défavorisés souffraient de la situation économique et que le gouvernement devait les aider,

tout en réduisant simultanément l'endettement fédéral et les dépenses d'armement. Les électeurs furent plus séduits par le message économique de Bush, en particulier par la promesse qu'il n'y aurait pas de nouveaux impôts.

Pendant sa première année à la Maison-Blanche, Bush se montra conservateur dans le domaine financier ; en matière d'impôts, de dépenses et d'endettement, il resta fidèle aux principes économiques du gouvernement Reagan. Pourtant, face à un déficit budgétaire démesuré et contraint par la loi à restaurer l'équilibre, il dut limiter l'accroissement des dépenses et exiger des restrictions budgétaires. C'est pourquoi les mesures les moins coûteuses pour Washington furent aussi celles qui eurent les faveurs du gouvernement. Bush introduisit donc des changements dans la politique des pouvoirs publics quant à l'enseignement et la défense de l'environnement – domaines où le secteur privé, les autorités locales et les gouvernements des cinquante Etats paient la plupart des factures. En novembre 1990, il signait des lois draconiennes qui renouvelaient les normes fédérales relatives aux émissions de fumées urbaines et aux gaz d'échappement, au rejet de polluants dans l'atmosphère et aux pluies acides ; cependant, la plupart des dépenses exigées par ces mesures étaient laissées à la charge des pollueurs industriels. Il promulgua également une loi pour exiger que les handicapés aient une possibilité d'accès en tous lieux, mais les aménagements restaient aux frais des entreprises.

BUDGETS ET DEFICITS

La lutte contre le déficit budgétaire fut plus problématique. L'affaire des caisses d'épargne, notamment, fut une source de difficultés pour le gouvernement. Des fraudes, des erreurs de gestion, le laxisme des réglementations et la récession économique dans plusieurs régions des Etats-Unis, vers 1980-1985, entraînèrent de nombreuses banqueroutes parmi les établissements «d'épargne et de crédit». Ils étaient plus de 3 100 vers la fin des années 1970, mais il n'en restait plus que 2 453 le 30 juin 1990. Or les dépôts étaient garantis par le gouvernement qui subit des pertes énormes.

En janvier 1990, quand George Bush présenta son pro-

jet de budget au Congrès, les démocrates prétendirent qu'il était fondé sur des projections bien trop optimistes ; selon eux, pour respecter les dispositions de la loi sur la réduction du déficit, le gouvernement devait augmenter les impôts et amputer les dépenses militaires. Les marchandages traînèrent en longueur mais finalement, au moins de juin, malgré ses promesses électorales, le Président dut admettre devant les chefs de file du Congrès que l'évolution intervenue dans la situation économique du pays l'obligerait à inclure des augmentations d'impôt dans tout projet de budget.

Pourtant, la conjonction de divers facteurs – récession, pertes entraînées par l'affaire des caisses d'épargne et accroissement des dépenses de santé (notamment pour Medicare et Medicaid) – annula l'effet des mesures prises dans l'intention de réduire le déficit. Celui-ci fut au moins aussi important en 1991 que l'année précédente.

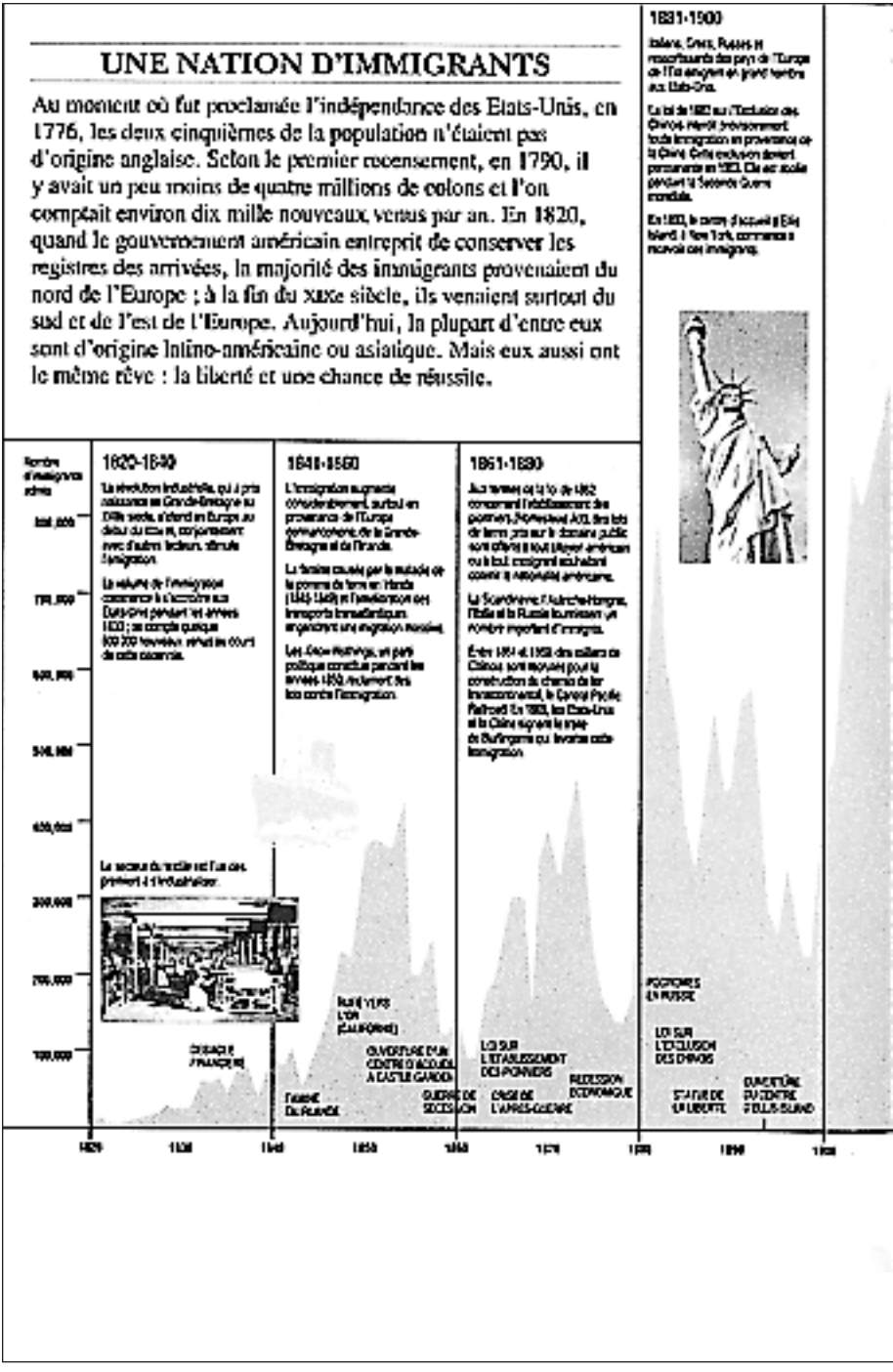
LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

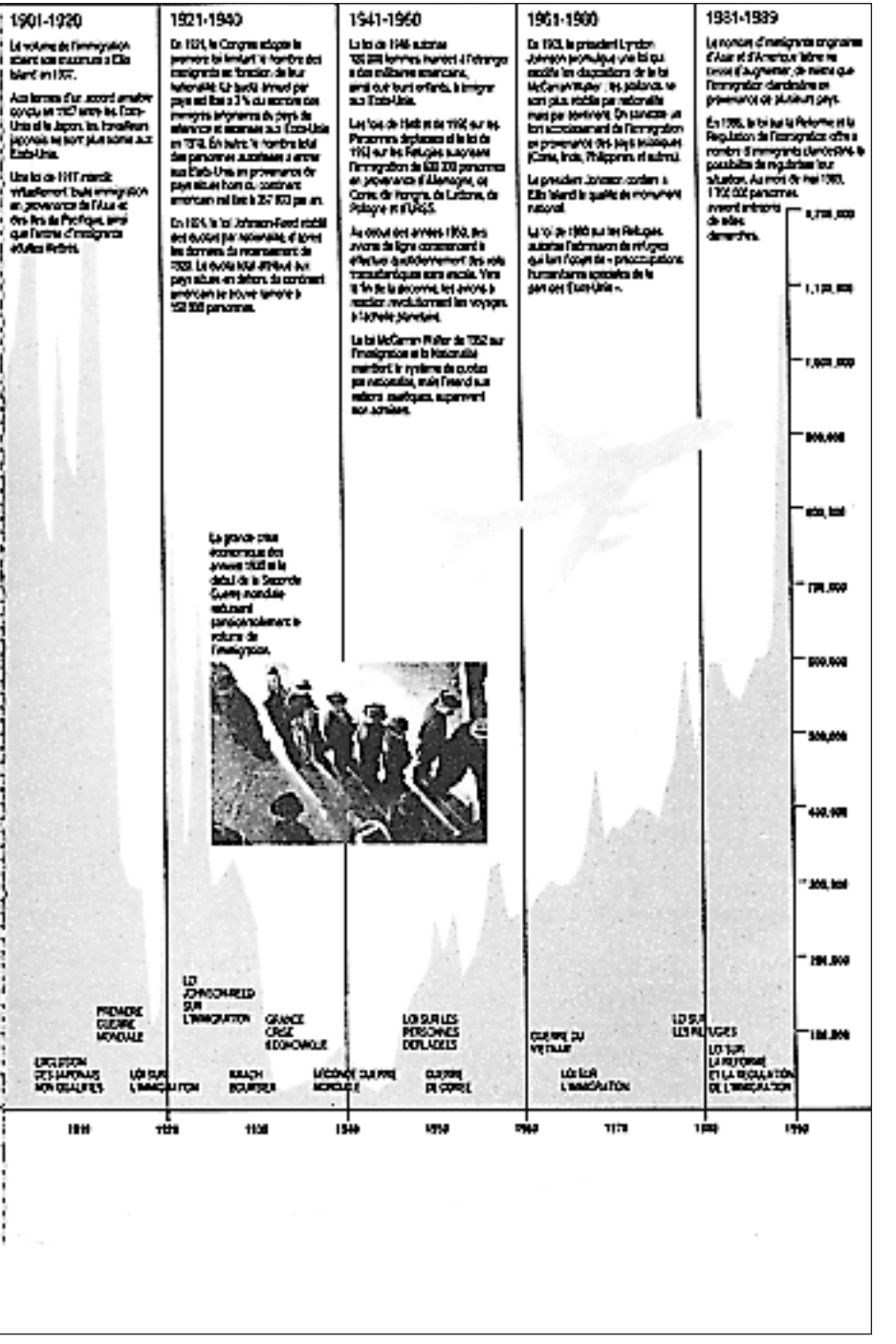
Les relations entre les superpuissances, à la fin des années 1980, furent dominées par les bouleversements survenus en Europe orientale. Les Etats-Unis et les autres pays se contentèrent d'observer comment les soulèvements de peuples avides de réformes démocratiques faisaient tomber tous les gouvernements communistes de cette partie du monde.

Malgré la réussite de la rencontre au sommet organisée à Malte, en 1989, entre Bush et Gorbatchev, il aurait été difficile de prévoir les extraordinaires progrès qui allaient intervenir dans les relations américano-soviétiques en 1990. En janvier, dans son message sur l'état de l'Union, George Bush annonçait son intention de ramener à 195 000 hommes les effectifs des troupes américaines basées en Europe. En février, le gouvernement entamait avec l'URSS des négociations sur le contrôle des armements et sur la réunification de l'Allemagne. Sept mois plus tard, après de nombreuses discussions bilatérales et multilatérales, l'Union soviétique renonçait aux droits acquis pendant la guerre et acceptait qu'une Allemagne réunifiée occupe pleinement sa place au sein de l'OTAN. Le traité portant sur le règlement final de la question allemande fut signé à Moscou le 12 septembre.

UNE NATION D'IMMIGRANTS

Au moment où fut proclamée l'indépendance des Etats-Unis, en 1776, les deux cinquièmes de la population n'étaient pas d'origine anglaise. Selon le premier recensement, en 1790, il y avait un peu moins de quatre millions de colons et l'on comptait environ dix mille nouveaux venus par an. En 1820, quand le gouvernement américain entreprit de conserver les registres des arrivées, la majorité des immigrants provenaient du nord de l'Europe ; à la fin du XXIe siècle, ils venaient surtout du sud et de l'est de l'Europe. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux sont d'origine latino-américaine ou asiatique. Mais eux aussi ont le même rêve : la liberté et une chance de réussite.




1901-1920
1921-1940
1941-1960
1961-1980
1981-1989
PREMIERE GUERRE MONDIALE
LOI JOHNSON-REED SUR L'IMMIGRATION
GRANDE CRISE ECONOMIQUE
LOI SUR LES PERSONNES DEPLACEES
GUERRE DU VIETNAM
LOI SUR L'IMMIGRATION
LOI SUR LES REFUGIES
LOI SUR LA REFORME ET LA REGULATION DE L'IMMIGRATION

Le 19 novembre 1990, le président Bush et les chefs d'Etat de vingt et un pays signaient le Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) lors d'une réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Ce traité était l'un des accords les plus complexes et les plus ambitieux jamais conclus sur le contrôle des armements. Il concernait des milliers de chars, d'avions et de pièces d'artillerie déployés par l'OTAN et par les pays de l'ancien pacte de Varsovie, de l'Atlantique à l'Oural.

Puis, le 31 juillet 1991, les Etats-Unis concluaient avec l'Union soviétique leur ultime grand accord en la matière avec la signature, par les présidents Bush et Gorbatchev, d'un texte longuement négocié sur la réduction des armements stratégiques, le traité START. Cette convention prévoyait la diminution des arsenaux nucléaires de part et d'autre dans une proportion de 30 à 40 %. Mais même ces dispositions furent éclipsées par l'accord intervenu entre le président Bush et le président Boris Eltsine, président de la nouvelle Fédération de Russie, en vue de l'élimination totale de tous les missiles à ogives multiples avant la fin de 2003. A eux deux, ces traités étaient censés diminuer des deux tiers le nombre des ogives, qui allait passer de 21 000 à 6 000 ou 7 000. Le problème de l'élimination des matériaux nucléaires ainsi mis au rebut et la menace toujours présente de la prolifération remplacèrent la crainte d'un conflit nucléaire entre Washington et Moscou. La guerre froide était finie.

LA GUERRE DU GOLFE

L'euphorie causée par la fin de la guerre froide fut tragiquement assombrie avec l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990. La mainmise des Irakiens sur cet émirat, tout comme le danger qu'elle faisait peser sur l'Arabie Saoudite et les petits Etats du Golfe, menaçaient certains des intérêts vitaux des Etats-Unis ; les Américains étaient en effet tributaires en grande partie, comme le reste de l'Occident, du pétrole en provenance de cette région.

Après avoir vigoureusement condamné le comportement de l'Irak, le président Bush demanda le retrait immédiat et inconditionnel des troupes irakiennes. Réuni d'urgence, le

Conseil de sécurité des Nations unies adopta, à l'unanimité, la condamnation de l'Irak, l'ordre de cessez-le-feu et la demande d'évacuation du Koweït par l'armée irakienne.

Puis l'Irak annonça l'annexion du Koweït, ordonna la fermeture de toutes les ambassades du pays et commença de prendre en otages les citoyens américains et britanniques. Le 8 août, le président Bush prit la parole à la télévision pour annoncer l'envoi de troupes américaines au Moyen-Orient. Il s'appliqua ensuite à former l'une des plus extraordinaires coalitions militaires et politiques des temps modernes, en rassemblant des contingents venus d'Asie, d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient lui-même.

Dans les jours et les semaines qui suivirent l'invasion, le Conseil de sécurité vota douze résolutions pour condamner l'agression et imposer à l'Irak une série de sanctions économiques d'une grande ampleur. La douzième résolution, adoptée le 29 novembre, autorisait les nations membres de l'ONU à utiliser la force si l'envahisseur n'évacuait pas le Koweït avant le 15 janvier 1991. Sans l'entente toute neuve entre l'URSS et les Etats-Unis, les Nations unies n'auraient jamais autorisé une action militaire contre l'Irak.

Les membres du Congrès avaient demandé au président Bush et à la communauté internationale d'épuiser tous les recours pour résoudre la crise du Golfe par des moyens pacifiques, mais un problème de droit constitutionnel se posait encore : c'est au pouvoir législatif que la Constitution américaine accorde le droit de déclarer la guerre. Certes, pendant la seconde moitié du XXe siècle, les Etats-Unis s'étaient trouvés impliqués à plusieurs reprises dans des conflits armés sans avoir obtenu aucun mandat du Congrès, en particulier au Vietnam. Mais certains élus affirmèrent que Bush avait besoin de l'aval des législateurs pour entraîner l'Amérique dans la guerre. D'autres prétendaient pourtant que le Congrès voulait surtout avoir son mot à dire sur le lieu, le moment et les conditions de la guerre – sans vouloir prendre la responsabilité de la déclarer lui-même.

Le 12 janvier 1991, le Congrès donna au président Bush les pouvoirs qu'il avait demandés dans les conditions les plus explicites et les plus larges jamais accordées à un président depuis près d'un demi-siècle.

La guerre éclata moins de vingt-quatre heures après l'expiration de l'ultimatum. Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Arabie Saoudite et le Koweït libérèrent les territoires occupés par l'Irak après une campagne aérienne d'un peu plus d'un mois, suivie par une pénétration massive des blindés et de l'infanterie aéroportée au Koweït et en Irak. Grâce à la supériorité que leur conféraient leur puissance de feu, leur mobilité et la vitesse de leurs déplacements, il ne fallut pas aux alliés plus de cent heures de combats terrestres pour écraser les forces irakiennes.

Mais Saddam Hussein conserva le pouvoir et infligea une répression brutale aux populations qui s'étaient révoltées contre lui après la guerre – les Kurdes, dans le Nord, et les Chiites, dans le Sud. En outre, les incendies allumés par les Irakiens dans des centaines de puits de pétrole ne furent éteints qu'en novembre 1991. Le régime de Saddam Hussein tenta également d'entraver l'action des inspecteurs des Nations unies qui s'efforçaient, selon les résolutions du Conseil de sécurité, de localiser et d'éliminer les armes de destruction massive en Irak, y compris les usines nucléaires et les vastes arsenaux d'armes chimiques.

Indirectement, pourtant, la guerre du Golfe permit aux Etats-Unis de persuader les Etats arabes, Israël et une délégation palestinienne d'entamer des négociations directes pour résoudre les problèmes complexes qui s'opposaient à l'établissement d'une paix durable dans la région. Les pourparlers commencèrent à Madrid, le 30 octobre 1991. A leur tour, ils préparèrent la voie aux négociations secrètes qui eurent lieu en Norvège et débouchèrent sur un accord historique entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, signé le 13 septembre 1993 à la Maison-Blanche.

PANAMA ET L'ALENA

Le Président avait également bénéficié d'un large appui des deux partis, au Congrès, pour la brève invasion du Panama par les forces des Etats-Unis, le 20 décembre 1989, opération qui permit aux Américains de déposer le dictateur panaméen Manuel Antonio Noriega. Au cours des années 1980, la toxicomanie, notamment l'usage du crack, avait at-

teint les proportions d'une épidémie aux Etats-Unis, et le président Bush avait placé «la guerre contre la drogue» au centre de son programme de politique intérieure. Les Américains avaient la preuve que Noriega se trouvait mêlé à ce trafic et espéraient, grâce à l'invasion du Panama, pouvoir traîner le dictateur devant les tribunaux. Mais ils avaient aussi d'autres raisons pour agir. L'un des objectifs de Bush était de placer à la tête de l'Etat Guillermo Endara, dont l'élection à la présidence de la république avait été ensuite annulée par Noriega. Bush déclara également aux journalistes qu'il avait envoyé des troupes au Panama pour sauver des vies américaines, contribuer à restaurer la démocratie et maintenir dans leur intégrité les traités sur le canal. Noriega finit par se rendre aux autorités américaines. Il fut jugé et condamné par un tribunal fédéral de Miami pour trafic de drogue et racket.

Par ailleurs, le gouvernement Bush progressa sur le front économique au cours de la négociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec le Canada et le Mexique, dont la ratification donna lieu à des débats prolongés au sein du gouvernement Clinton. En effet, les syndicats craignaient une fuite des emplois américains à l'étranger et les écologistes la délocalisation des entreprises vers des régions où les lois contre la pollution industrielle sont laxistes. Les gouvernements successifs de Bush et de Clinton avaient pourtant affirmé que l'ALENA élargirait les échanges de biens et de services, ferait baisser les prix et rendrait l'industrie des trois pays plus concurrentielle sur le marché mondial. Cet accord, ratifié fin 1993 par le Congrès, est considéré par beaucoup comme un terrain d'essais pour de futurs traités commerciaux visant à élargir la zone de libre-échange à tout l'hémisphère occidental.

LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 1992

A mesure que se rapprochait l'élection de 1992, les Américains se retrouvaient dans un monde tellement transformé qu'ils n'auraient pu l'imaginer quatre ans plus tôt. Les repères familiers de la guerre froide – le mur de Berlin, les missiles intercontinentaux et les bombardiers en alerte perma-

nente – avaient disparu. L'Europe de l'Est était indépendante, l'Union soviétique s'était désintégrée, l'Allemagne était réunifiée, les Arabes et les Israéliens avaient entamé des négociations directes, la menace d'un conflit nucléaire avait fortement diminué. C'était comme si un tome d'un livre d'histoire s'était refermé et qu'un autre se soit ouvert.

Pourtant, chez eux, les Américains étaient moins optimistes ; ils devaient faire face à des problèmes aussi graves que familiers. Une fois terminés les festivités et les défilés militaires qui avaient marqué l'achèvement de la guerre du Golfe, les Etats-Unis se retrouvèrent dans la plus terrible récession enregistrée depuis le début des années 1980. Les pertes d'emplois affectaient en grand nombre les cadres moyens. Les cols bleus du secteur industriel avaient été durement touchés, mais beaucoup plus tôt. Quand l'économie amorça une reprise en 1992, la croissance fut virtuellement imperceptible jusqu'aux derniers mois de l'année ; même alors, bien des régions restèrent plongées dans la récession. Bien pis, le déficit fédéral continua de s'accroître, sous l'effet des dépenses de santé qui ne cessaient d'augmenter. Beaucoup d'Américains exprimaient un profond scepticisme quant à leur avenir et croyaient que le pays s'orientait dans une mauvaise direction.

Le journaliste conservateur Patrick Buchanan s'était porté candidat au début de la campagne, mais le président Bush et le vice-président Dan Quayle n'eurent aucun mal à obtenir l'investiture de leur parti. Du côté des démocrates, Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, se débarrassa de ses nombreux concurrents et obtint l'investiture de son parti. Il choisit comme colistier le sénateur du Tennessee, Al Gore, qui avait, au Congrès, la réputation de compter parmi les défenseurs de l'environnement les plus compétents et les plus éloquents.

Le profond malaise qui régnait dans le pays, préoccupé par l'orientation de son économie, suscita également l'apparition d'un candidat indépendant très remarqué – un chef d'entreprise texan d'une richesse considérable, H. Ross Perot, qui avait fait fortune dans les ordinateurs et le traitement des données. Il exploita l'intense frustration de l'opinion, irritée par l'inaptitude de Washington à résoudre effica-

cement les problèmes économiques, en particulier celui du déficit budgétaire. Des armées de bénévoles parvinrent à rassembler assez de signatures pour faire figurer son nom sur les bulletins de vote dans les cinquante Etats. Certes, les chances de Ross Perot étaient fort minces, mais il les gâcha en se retirant de la course au mois de juillet, pour rentrer dans l'arène en automne ; toutefois, du seul fait de sa présence, les questions économiques demeurèrent au centre du débat national.

Toute campagne présidentielle aux Etats-Unis comporte différents éléments, des problèmes d'actualité, des images et des personnalités, et malgré les vives préoccupations du pays pour l'avenir de son économie, l'élection de 1992 ne fit pas exception à la règle. Les efforts déployés par Bush pour obtenir sa réélection faisaient appel à deux arguments traditionnellement utilisés par les candidats sortants : l'expérience et la confiance. Mais c'était en quelque sorte une bataille de générations. George Bush, 68 ans, était probablement le dernier président à avoir combattu pendant la Seconde Guerre mondiale ; il avait en face de lui un prétendant plus jeune, Bill Clinton, qui, à 46 ans, loin de servir dans l'armée, avait participé aux manifestations contre la guerre du Vietnam. En invoquant l'expérience qu'il avait acquise comme président et comme commandant en chef, Bush attira également l'attention sur ce qu'il présenta comme un manque de jugement et de caractère de Clinton.

Pour sa part, Bill Clinton avait axé sa campagne sur un autre des thèmes électoraux les plus traditionnels et les plus mobilisateurs : le changement. Dans sa jeunesse, il avait eu l'occasion de rencontrer le président Kennedy et, trente ans plus tard, il reprit délibérément dans ses discours plusieurs thèmes évoqués par Kennedy en 1960 afin d'inciter les Américains à accepter le changement.

Après avoir été gouverneur de l'Arkansas pendant douze ans, Clinton pouvait se targuer de l'expérience acquise face aux véritables problèmes de la croissance économique, de l'enseignement et de l'assurance maladie qui, selon les sondages, étaient les principaux points faibles de George Bush. Le programme économique du président sortant était fondé sur un allègement des impôts et une réduction des dépenses

publiques ; Clinton proposait d'alourdir la fiscalité pour les riches et d'accroître les dépenses d'investissement dans l'enseignement, les transports et la communication, ce qui, d'après lui, augmenterait la productivité et la croissance, afin de réduire le déficit. En outre, les propositions de Clinton, quant à la maîtrise des coûts de santé, supposaient pour le gouvernement fédéral de plus grandes responsabilités que n'en voulait assumer le président Bush.

En faisant du changement le cheval de bataille de sa campagne et le thème principal des trois débats télévisés qui l'opposèrent à George Bush et à Ross Perot en octobre, Bill Clinton emporta la conviction de ses concitoyens. Le 3 novembre, il était élu quarante-deuxième président des Etats-Unis avec seulement 43 % des suffrages populaires.

CONCLUSION

Issus, à l'origine, d'un groupe de petites colonies obscures blotties le long de la côte atlantique, les Etats-Unis ont opéré une spectaculaire transformation pour devenir ce que le politologue Ben Wattenberg a appelé «la première nation universelle». Leur population, qui s'élève à quelque 250 millions d'habitants, compte des représentants de pratiquement toutes les nationalités, toutes les ethnies du globe. C'est aussi une nation où le rythme et l'ampleur du changement – économique, technologique, culturel, démographique et social – ne cessent d'augmenter. Les Etats-Unis sont souvent à l'avant-garde de la modernisation et de l'évolution qui emportent inéluctablement les autres nations, les autres sociétés vers un monde de plus en plus interdépendant,

Et pourtant, les Etats-Unis sont toujours unis par les valeurs essentielles qui ont présidé à leur fondation : la foi dans la liberté individuelle et la démocratie en politique ; la volonté de donner à chacun une chance de réussite et de faire partager le progrès économique par tous. La tâche permanente des Etats-Unis sera de faire en sorte que leurs propres valeurs, la liberté, la démocratie et l'égalité des chances, soient sauvegardées et s'épanouissent au moment où la nation et le monde arrivent au seuil d'un siècle nouveau.

LES TIERS PARTIS ET LES CANDIDATS INDEPENDANTS

Le système américain des partis est souvent considéré comme dualiste. En pratique, tel est bien le cas : la Maison-Blanche a toujours été occupée, depuis 1852, par un républicain ou un démocrate. Pourtant, au cours de la même période, le pays a produit une pléthore de tiers partis et de formations mineures. A titre d'exemple, 58 partis – parfois obscurs – étaient représentés au moins dans un Etat lors des élections présidentielles de 1992.

En général, les tiers partis s'organisent autour d'un ou de plusieurs thèmes. Quand leur chef est doté d'un certain charisme, ils peuvent obtenir de bons résultats. La présidence n'étant pas à leur portée, ils cherchent surtout une tribune pour faire connaître leurs préoccupations politiques et sociales.

Theodore Roosevelt. *Au cours du XXe siècle, le candidat d'un tiers parti qui a connu le plus grand succès fut l'ancien président républicain Theodore Roosevelt. Il était le chef du Progressive Party, qui avait obtenu 27,4 % des voix aux élections de 1912. L'aile progressiste du parti républicain avait été déçue par le président William Howard Taft, pourtant choisi comme dauphin par Roosevelt lui-même. Aussi avait-elle prié ce dernier de solliciter l'investiture du parti républicain en 1912. Il accepta et triompha de Taft au cours de nombreuses primaires. Mais celui-ci occupait la Maison-Blanche et tenait sous sa coupe l'appareil du parti ; ce fut lui qui obtint l'investiture.*

Les partisans de Theodore Roosevelt firent donc sécession pour former le Progressive Party. Roosevelt fit campagne avec un programme qui réclamait une réglementation des grandes entreprises, le vote des femmes, l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu, l'achèvement du canal de Panama et la protection de l'environnement. Sa tentative suffit à faire échouer William Taft. Mais, en divisant les voix des républicains, Theodore Roosevelt avait contribué à assurer l'élection du démocrate Woodrow Wilson.

Le parti socialiste. *Le parti socialiste atteignit aussi son apogée en 1912 avec 6 % des voix. Son candidat «perpétuel», Eugene Debs, avait obtenu plus de 900 000 suffrages cette année-là, en préconisant la nationalisation des transports et des industries liées aux communications, la réduction de la durée hebdomadaire du travail et la mise en œuvre de travaux publics destinés à stimuler l'emploi. Jeté en prison pour délit de sédition au cours de la Première Guerre mondiale, Eugene Debs fit campagne du fond de sa cellule, en 1920, mais ni lui ni aucun de ses successeurs ne renouvela le score de 1912.*

Robert LaFollette. *Un autre candidat progressiste fut le sénateur Robert LaFollette, qui obtint 16,6 % des suffrages lors des élections de 1924. Après avoir longtemps défendu les agriculteurs et les ouvriers du secteur industriel, Robert LaFollette, ardent adversaire des grandes entreprises, fut le principal artisan de la renaissance du mouvement progressiste après la Première Guerre mondiale. Soutenu par les agriculteurs et les ouvriers, par les socialistes et les derniers fidèles du Progressive Party, il se présenta avec un programme de nationalisation des chemins de fer et des ressources naturelles du pays. En outre, il prônait un alourdissement de la fiscalité pour les riches et le droit aux négociations collectives pour les syndicats. Malgré un succès consi-*

dérable dans certaines régions, il ne remporta finalement qu'un seul Etat, le sien, le Wisconsin.

Henry Wallace. *Le Progressive Party renaquit de ses cendres en 1948, en accordant l'investiture à Henry Wallace, ancien secrétaire à l'Agriculture et ancien vice-président de Franklin Roosevelt. Après avoir brièvement occupé le poste de secrétaire au Commerce, sous la présidence de Harry Truman, il fut limogé pour s'être opposé à la fermeté manifestée par le Président envers l'URSS. Le programme de Henry Wallace, en 1948, consistait à refuser la guerre froide, à combattre le plan Marshall et à dénoncer les grandes entreprises. Il réclamait également la fin des discriminations contre les Noirs et les femmes, un salaire minimum et la dissolution de la commission des Activités antiaméricaines de la Chambre des représentants. Faute d'avoir rompu avec le parti communiste américain, qui lui avait accordé son soutien, il compromit sa popularité et n'obtint que 2,4 % des suffrages populaires.*

Les Dixiecrats. *Le States Rights Party, ou Dixiecrat Party, conduit par le gouverneur de Caroline du Sud Strom Thurmond, ne fit pas mieux que les progressistes. Comme ces derniers, les* Dixiecrats *s'étaient séparés des démocrates en 1948, mais là s'arrêtait la comparaison. S'ils ne manifestaient aucune opposition à la politique de la guerre froide appliquée par le président Truman, les* Dixiecrats *étaient hostiles à son programme concernant les droits civiques. Sous la bannière des «droits des Etats», le parti cherchait surtout à maintenir la ségrégation raciale et les lois «Jim Crow».*

George Wallace. *Les bouleversements sociaux et raciaux des années 1960 contribuèrent à attirer l'attention du pays sur un autre gouverneur du Sud adepte, lui aussi, de la ségrégation, George Wallace. Celui-ci avait rassemblé un certain nombre de partisans grâce à ses vigoureuses attaques contre les droits civiques, les libéraux et le gouvernement fédéral. Après avoir fondé l'American Independent Party, en 1968, il fit campagne pour les élections présidentielles et obtint 13,5 % des voix.*

H. Ross Perot. *Tout tiers parti cherche à exploiter le mécontentement populaire suscité par les grandes formations et le gouvernement fédéral. Pourtant, cette tendance s'est rarement manifestée aussi fortement que pendant la campagne de 1992. Le Texan Ross Perot possédait un don pour transmettre à un vaste public son message fondé sur le bon sens en matière d'économie et une attitude responsable dans le domaine budgétaire.*

En ridiculisant les dirigeants nationaux et en ramenant son programme économique à quelques formules faciles à comprendre, Ross Perot n'eut pas grand mal à s'assurer l'attention des médias. Sa campagne était principalement animée par des volontaires et financée par sa fortune personnelle. Loin d'être choqués par sa richesse, bien des électeurs l'admiraient pour son succès dans les affaires et pour la liberté qu'il en retirait, n'ayant nul besoin de solliciter le soutien de groupes d'intérêt.

Ross Perot se retira de la course en juillet. Mais il retourna dans l'arène un mois avant les élections et obtint plus de 19 millions de voix. Jamais aucun candidat d'un tiers parti n'en avait réuni autant. En pourcentages, seul Theodore Roosevelt l'avait dépassé en 1912. ★

BREVE BIBLIOGRAPHIE

ALLEN, FREDERICK L.

Le Grand Changement. Amiot-Dumond, 1953

AMBROSE, STEPHEN

Eisenhower. Flammarion, 1986

ARTAUD, DENISE

L'Amérique en crise : Roosevelt et le New Deal. Armand Colin, 1987

ARTAUD, DENISE

La Fin de l'innocence : les Etats-Unis de Wilson à Reagan. Armand Colin, 1985

BAUDRY, PATRICK, éd.

Douze hommes sur la Lune : témoignages de Wernher von Braun et des astronautes. Atlas, 1989

BEAUTE, JEAN

La Présidence Reagan : premier mandat 1981-1985. Documentation française, 1985

BEAUTE, JEAN

La Présidence Reagan : second mandat 1985-1989. Documentation française, 1991

BERANGER, JEAN

L'Amérique coloniale 1607-1774. Presses universitaires de Nancy, 1986

BERANGER, JEAN.

Histoires des idées aux Etats-Unis du XVIIe siècle à nos jours. PUF, 1981

BERANGER, JEAN

La Littérature américaine jusqu'en 1865. Armand Colin, 1974

BERTRAND, CLAUDE-JEAN

Les Années soixante : 1961-1974. Presses universitaires de Nancy, 1989

BOORSTIN, DANIEL

Histoire des Américains. 3 vol. Laffont, 1991

BOWEN, CATHERINE DRINKER

Le Rendez-vous de Philadelphie. Seghers, 1970

BRIX, MICHAEL

Walker Evans, l'Amérique : photos des années de la Dépression. Schirmel/Mosel, 1990

BROWN, DEE

Enterre mon cœur à Wounded Knee. Stock, 1992

BURGESS, FRANÇOISE

Les Institutions des Etats-Unis. PUF, 1986 (Que sais-je ? 1547)

CABAU, JACQUES

La Prairie perdue : histoire du roman américain. Seuil, 1986

CASTRO, GINETTE

Les Femmes dans l'histoire américaine. Presses universitaires de Nancy, 1988

CATLIN, GEORGE

Les Indiens d'Amérique du Nord. Albin Michel, 1992

CHARLES, CHRISTIAN

Economie et société aux Etats-Unis depuis 1945. Ellipses-Marketing, 1993

CLARK, RONALD W.

Edison (1847-1931), l'artisan de l'avenir. Belin, 1986

CLAVAL, PAUL

La Conquête de l'espace américain : du Mayflower à Disneyworld. Flammarion, 1989

COLLIER, PETER

Les Kennedy : une dynastie américaine. Payot, 1985

COLOMB, CHRISTOPHE

La Découverte de l'Amérique. 3 vol. Découverte, 1991

CONSERVATEURS DU METROPOLITAN MUSEUM OF ART

Arts des Etats-Unis. Gründ, 1989

COUPER, HEATHER

L'Exploration de l'espace. Gründ, 1992

CUNLIFFE, MARCUS

La Littérature des Etats-Unis. PUF, 1964

DALE, RODNEY

Le Monde du jazz. Bordas, 1987

DAVIS, WILLIAM C.

La Conquête de l'Ouest : Indiens, pionniers, colons, cow-boys, leur véritable aventure. Solar, 1993

DOUGLASS, FREDERICK

Mémoires d'un esclave américain. Maspero, 1980

DUPUY, PIERRE

Le Fabuleux Roman du jean. Minerva, 1990

FERON, JOSE ROMANO

Martin Luther King : la force des mots. Hachette, 1993

FOHLEN, CLAUDE

L'Amérique de Roosevelt. Imprimerie Nationale, 1982

FOHLEN, CLAUDE

De la crise à la victoire : 1929-1945. Presses universitaires de Nancy, 1988

FOHLEN, CLAUDE

Les Pères fondateurs de la Révolution américaine. Albin Michel, 1989

FOHLEN, CLAUDE

Thomas Jefferson. Presses universitaires de Nancy, 1992

FRANKLIN, JOHN HOPE

De l'esclavage à la liberté : histoire des Afro-Américains. Ed. Caribéennes, 1984

FRAYSSE, OLIVIER

Abraham Lincoln : la terre et le travail, 1809-1860. Publications de la Sorbonne, 1988

FREED, STANLEY

La Grande Aventure des Indiens d'Amérique du Nord. Sélection du Reader's Digest, 1983

GALBRAITH, JOHN KENNETH

La Crise européenne de 1929 : anatomie d'une catastrophe financière. Payot, 1989

GAUTHIER, ANDRE

La Musique américaine. PUF, 1972 (Que sais-je ? 1058)

GAZIER, BERNARD

La Crise de 1929. PUF, 1983 (Que sais-je ? 2126)

GEORGANO, NICK

L'Automobile américaine : un centenaire 1893-1993. Rétroviseur, 1992

GILLETTE, CHARLIE

Histoire du rock'n roll. 2 vol. Albin Michel, 1986

GODDARD, DONALD

La Peinture américaine. Herscher, 1991

GRAFMEYER, YVES

L'Ecole de Chicago : naissance de l'écologie urbaine. Aubier, 1984

GREEN, NANCY

Et ils peuplèrent l'Amérique : l'odyssée des immigrants. Gallimard, 1994

GUTHMAN, EDWIN O.

Robert Kennedy : témoignages pour l'histoire. Belfond, 1989

HAMILTON, ALEXANDER

Le Fédéraliste. Economica, 1988

HEEB, CHRISTIAN, éd.

USA. Vilo, 1992

HEERS, JACQUES

La Découverte de l'Amérique : 1492. Complexe, 1991

HEFFER, JEAN

La Grande Dépression : les Etats-Unis en crise, 1929-1933. Gallimard, 1991

HEFFER, JEAN

Le Port de New York et le commerce extérieur américain : 1860-1900. Sorbonne, 1986

HOFSTADTER, RICHARD

Bâtisseurs d'une tradition. Economica, 1989

JACOBSON, TIMOTHY

La Découverte de l'Amérique : les grands voyages d'exploration du Nouveau Monde. Homme, 1991

JACQUIN, PHILIPPE, éd.

Le Mythe de l'Ouest. Autrement, 1993

JACQUIN, PHILIPPE

Vers l'Ouest : un nouveau monde. Gallimard, 1987

JOHNSON, LYNDON B.

Ma vie de président, 1963-1969. Buchet-Chastel, 1972

KARNOW, STANLEY

Vietnam. Presses de la Cité, 1984

KASPI, ANDRE

Les Américains. 2 vol. Seuil, 1986

KASPI, ANDRE

La Civilisation américaine. PUF, 1991

KASPI, ANDRE

Etats-Unis 68, l'année des contestations. Complexe, 1988

KASPI, ANDRE

Franklin D. Roosevelt. Fayard, 1988

KASPI, ANDRE

La Guerre de Sécession : les Etats désunis. Gallimard, 1992

KASPI, ANDRE

Les Grandes Dates des Etats-Unis. Larousse, 1989

KASPI, ANDRE

L'Indépendance américaine, 1763-1789. Gallimard, 1983

KASPI, ANDRE

Kennedy. Masson, 1978

KASPI, ANDRE

Le Watergate : 1972-1974. Complexe, 1986

KEEGAN, JOHN

La Deuxième Guerre mondiale. Perrin, 1990

KEMP, ANTHONY

6 juin 1944, le débarquement en Normandie. Gallimard, 1994

KENNAN, GEORGE

Le Mirage nucléaire : les relations américano-soviétiques à l'âge de l'atome. Découverte, 1983

KINDLEBERGER, CHARLES P.

La Grande Crise mondiale : 1929-1939. Economica, 1988

KING, MARTIN LUTHER

La Force d'aimer. Casterman, 1964

KISSINGER, HENRY

Les Années orageuses. 2 vol. Fayard, 1982

KISSINGER, HENRY

Le Chemin de la paix. Denoël, 1972

KISSINGER, HENRY

A la Maison-Blanche, 1968-1973. 2 vol. Fayard, 1979

KISSINGER, HENRY

Pour une nouvelle politique étrangère américaine : trois essais. Fayard, 1970

LABRO, FRANÇOISE

American Quality : les états de l'objet. DuMay, 1992

LACORNE, DENIS

L'Invention de la République. Hachette, 1991

LACOUR-GAYET, ROBERT

Américaines insolites. Mazarine, 1986

LACOUR-GAYET, ROBERT

Histoire des Etats-Unis. 4 vol. Fayard, 1976-1982

LANGWORTH, RICHARD M.

50 ans de voitures américaines. EPA, 1991

LE BRIS, MICHEL

La Fièvre de l'or. Gallimard, 1988

LEFEVRE, CHRISTIAN

Les Villes des Etats-Unis. Masson, 1988

LEGRAND, JACQUES

Chronique de l'Amérique. Jacques Legrand, 1993

LEQUENNES, MICHEL

Christophe Colomb. Gallimard, 1991

LERAT, CHRISTIAN

La Cour Suprême des Etats-Unis : pouvoirs et évolutions historiques. Presses universitaires de Bordeaux, 1987

LESSAY, JEAN

L'Américain de la Convention : Thomas Paine. Perrin, 1987

LESSAY, JEAN

George Washington ou la grâce républicaine. Lattès, 1985

LEVASSEUR, ALAIN

Droit des Etats-Unis. Dalloz, 1994

LOUIS, JEANNE HENRIETTE

William Penn et les Quakers : ils inventèrent le nouveau monde. Gallimard, 1990

LOUSTALOT, GHISLAIN

Mon grand-père a fait l'Amérique. Lattès, 1993

MALCOLM X

Le Pouvoir noir : textes politiques. Harmattan, 1992

MALCOLM X

L'Autobiographie de Malcolm X. Grasset, 1993

MANCHESTER, WILLIAM

MacArthur, un césar américain : 1880-1964. Laffont, 1982

MANCHESTER, WILLIAM

Mort d'un président (novembre 1963). Robert Laffont, 1967

MARSHALL, TERENCE

Vie et institutions politiques des Etats-Unis. Erasme, 1989

MARTIN, JEAN-PIERRE

Histoire et civilisation des Etats-Unis : textes et documents commentés du XVIIe siècle à nos jours. Nathan, 1974

MCPHERSON, JAMES M.

La Guerre de Sécession (1861-1865). Robert Laffont, 1991

MELANDRI, PIERRE

Histoire des Etats-Unis depuis 1865. Nathan, 1984

MELANDRI, PIERRE

Histoire intérieure des Etats-Unis au XXe siècle. Masson, 1991

MELANDRI, PIERRE

Reagan : une biographie totale. Laffont, 1988

MOLLA, SERGE

Les Idées noires de Martin Luther King. Labor et Fides, 1992

MORGAN-WITTS, MAX

Wall Street : les coulisses du krach de 1929. Belfond, 1988

NEUSTADT, RICHARD E.

Les Pouvoirs de la Maison-Blanche. Economica, 1980

NIXON, RICHARD

Mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf : la victoire sans la guerre. Ergo Press, 1989

NIXON, RICHARD

Plus jamais de Vietnams. Albin Michel, 1985

NORA, PIERRE DE

L'Aventure américaine : de La Fayette à Reagan. Seuil, 1986

NOUAILHAT, YVES-HENRI

Histoire des doctrines politiques aux Etats-Unis. PUF, 1977

OATES, STEPHEN B.

Lincoln. Fayard, 1984

OATES, STEPHEN B.

Martin Luther King. Le Centurion, 1985

PASCALL, JEREMY

Hollywood : 50 années de cinéma. Bordas, Pierre et Fils, 1984

PIERRE, HENRI

La Vie quotidienne à la Maison-Blanche au temps de Reagan et de Bush. Hachette, 1990

POLI, BERNARD

Histoire des doctrines politiques aux Etats-Unis. PUF, 1994 (Que sais-je ? 1345)

PORTES, JACQUES

L'Age doré : 1865-1896. Presses universitaires de Nancy, 1988

PORTES, JACQUES

Les Etats-Unis : de l'indépendance à la Première Guerre mondiale. Armand Colin, 1991

PROWN, JULES DAVID

La Peinture américaine : des origines à l'Armory Show. Genève, Skira, 1987

REAGAN, RONALD

Une vie américaine : mémoires. Lattès, 1990

RIEUPEYROUT, JEAN-LOUIS

La Grande Aventure du western : du Far West à Hollywood (1894-1963). Ramsay, 1987

ROBINSON, JO ANN GIBSON

Boycott en Alabama : les femmes dans le mouvement noir américain. Presses du CNRS, 1988

ROYOT, DANIEL et al.

Anthologie de la littérature américaine. PUF, 1991

ROYOT, DANIEL et al.

Histoire de la culture américaine. PUF, 1993

SAPORTA, MARC

Histoire du roman américain. Gallimard, 1976

SCHLESINGER, ARTHUR M.

L'Ere de Roosevelt. 2 vol. Denoël, 1971

SCHLESINGER, ARTHUR M.

Robert Kennedy et son temps. Olivier Orban, 1979

SCHOENBRUN, DAVID

Ainsi va l'Amérique de Roosevelt à Reagan. Plon, 1984

SHEEHAN, NEIL

L'Innocence perdue : un Américain au Viêt-nam. Seuil, 1990

SMITH, ADAM

La Richesse des Nations. 2 vol. Flammarion, 1991

SOUTHERN, EILEEN

Histoire de la musique noire américaine. Buchet-Chastel, 1976

TAVERNIER, BERTRAND

Cinquante ans de cinéma américain. Nathan, 1991

TOCQUEVILLE, ALEXIS DE

De la démocratie en Amérique : souvenirs ; l'ancien régime et la révolution. Laffont, 1986

TOFFLER ALVIN

Le Choc du futur. Gallimard, 1987

TOINET, MARIE-FRANCE

Et la Constitution créa l'Amérique. Presses universitaires de Nancy, 1988

TOINET, MARIE-FRANCE

1947-1957, la chasse aux sorcières : le maccarthysme. Complexe, 1988

UTLEY, ROBERT M. ET WASHBURN, WILCOMB E.

Guerres indiennes : du Mayflower à Wounded Knee. Albin Michel, 1993

VAN DOREN, CARL

Benjamin Franklin. Aubier, 1956

VAUGHAN, ANDREW

Le Monde de la country. Soline, 1993

VINCENT, BERNARD

Thomas Paine ou la religion de la liberté. Aubier-Montaigne, 1987

WEIL, FRANÇOIS

Les Franco-Américains : 1860-1980. Belin, 1989

WOLFE, TOM

L'Etoffe des héros. Gallimard, 1991

WOLFF, RICHARD

Dorothy Day : le mouvement catholique ouvrier aux Etats-Unis. Beauchesne, 1994

WOOD, GORDON S.

La Création de la République américaine, 1776-1787. Belin, 1991

Remerciements

Esquisse de l'histoire des Etats-Unis est l'une des plus anciennes publications suivies de l'United States Information Agency (USIA). La première édition (1949-1950) a été réalisée sous la direction de Francis Whitney, qui travailla à l'Office of International Information du département d'Etat avant de rejoindre l'USIA. Richard Hofstadter, professeur d'histoire à l'université Columbia, et Wood Gray, professeur d'histoire des Etats-Unis à l'université George Washington, ont fait office de conseillers. D. Steven Endsley, de Berkeley, a réuni la documentation complémentaire. Parmi les personnes qui ont mis à jour et révisé cet ouvrage au fil des ans, citons en particulier Keith W. Olsen, professeur d'histoire des Etats-Unis à l'université du Maryland, et Nathan Glick, journaliste et ancien rédacteur en chef de *Dialogue*, magazine de l'USIA. Alan Winkler, professeur d'histoire à l'université de Miami, a rédigé les chapitres de la présente édition qui traitent de la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale. Cet ouvrage a été entièrement révisé par les membres de l'équipe rédactionnelle mentionnés ci-dessous.

Rédacteur en chef : Howard Cincotta

Rédacteurs : Deborah M.S. Brown, Stephen Burant, Michelle Green, Jeanne S. Holden, Richard Marshall

Documentation photographique : Scheré Johnson-Jordan

Maquette : Barbara Morgan

Version française : ARS, Paris

PHOTOGRAPHIES

Couverture : Interior Department, National Park Service. 4-5 : Ronald Anzalone, Advisory Council on Historic Preservation. 27 : *The National Atlas of the United States of America*. 28-29 et 46-47 : The Library of Congress (2). 48 : © Robert Llewellyn. 49 : Art Hutchinson, avec l'aimable autorisation du Mesa Verde National Park. 50-56 : Llewellyn (4). 57 : The American History Slide Collection, © Instructional Resources Corporation (IRC). 58-59 : The Library of Congress. 80-81 : Virginia Museum of Fine Arts, Richmond. 110 : The Library of Congress. 111 : State-Werner. 112 : USIA Library. 113-115 : The Library of Congress (4). 116-117 : National Guard Heritage Painting by Don Troiani. 118-119 : The National Portrait Gallery, Smithsonian Institution ; The Library of Congress. 120 : The National Portrait Gallery, Smithsonian Institution. 121 : The Library of Congress. 122-123 : Bettmann Archive. 145 : The Library of Congress. 146-147 : The National Archives. 178-179 : Association of American Railroads. 202-203 : Culver Pictures. 220-221 : The Library of Congress (3). 222 : en haut : The New York Historical Society ; en bas : The National Archives ; The Library of Congress. 223-225 : The Library of Congress (2). 226-227 : à gauche et en bas à droite : The American History Slide Collection, © IRC ; en haut à droite : The Library of Congress. 228-229 : The Library of Congress (2). 230-231 : The National Archives (2). 232-233 : avec l'aimable autorisation de l'Oklahoma Historical Society ; The National Archives. 234-235 : Culver ; Lewis Hine. 236-237 : The Library of Congress. 238-239 : Edison Birthday Committee ; Bettmann. 240 : The National Archives (2). 241 : Ford Motor ; Bettmann. 242-243 : The American History Slide Collection, © IRC. 256-257 : U.S. Navy. 278-279 : J.R. Eyerman, *Life* magazine © Time Warner. 302-303 : National Aeronautics and Space Administration (NASA). 328 : *New York Daily News*. 329 : Bettmann ; U.S. Department of Human Services, Social Security Administration. 330 : U.S. Army. 331 : U.S. Army ; The National Archives. 332-333 : à gauche : Lockheed ; à droite : The American History Slide Collection, © IRC ; U.S. Army. 334 : The Library of Congress ; U.S. Army. 335 : Bettmann (2). 336 : Bettmann ; Wide World Photos. 337 : Culver ; Yousuf Karsh. 338 : Bettmann. 339 : Wide World. 340-341 : Bettmann (2). 342-343 : USIS Berlin ; Bettmann. 344 : *Ebony* magazine. 345 : Okamoto. 346-347 : U.S. Army. 348 : Bettmann ; Culver. 349 : Wide World. 350-351 : Jeroboam, Hank Lebo ; Bettmann. 352 : Carol Hightower ; Barbara Anne Richards. 353 : Barry Fitzgerald. 354-355 : en haut : avec l'aimable autorisation de Maya Lin ; avec l'aimable autorisation de Cable News Network ; en bas : John Wicart. 356-357 : NASA ; David Valdez, The White House. 358-359 : à gauche : avec l'aimable autorisation de Music Television ; © 1992 John Harrington, Black Star ; à droite : © Hank Morgan ; Kevin Horan. 360 : Dwight Somers. 361 : Ken White ; © Steve Krongard. 362-363 : *Newsweek,* Larry Downing. 380-381 : à gauche, en incrustation : New York Convention and Visitors Bureau ; à droite, en incrustation : Franklin D. Roosevelt Library.

United States
Information Agency

Mai 1994